Zeitschrift: Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern
Herausgeber: Grosser Rat des Kantons Bern
Band: - (1989)

Rubrik: Budget

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 26.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Budget du canton de Berne pour l'année 1990

Adopté par le Grand Conseil le 12 décembre 1989

Amendements du Grand Conseil au budget 1990

Lors de la séance du 12 décembre 1989, le Grand Conseil a adopté les amendements au budget 1990 suivants:

– Proposition de M. Schmid, député (Rüti)

Pour assurer le bilinguisme des travaux de la commission de la révision constitutionnelle, les **augmentations de crédit** suivantes ont été proposées:

DS	Compte	Dénomination	Frais supplémentaires (francs)
1100	3010	Traitements personnel administratif	92 000
1100	3030	Contributions employeur aux assurances sociales	6 000
1100	3040	Contributions employeur à la Caisse d'assurance	11 000
1100	3110	Acquisition machines et meubles de bureau	15 000

– Propositions de Mme Jenni, députée (Kappelen)

Le personnel des hôpitaux et foyers bernois hiérarchiquement subordonnés aux Directions de l'hygiène publique et des œuvres sociales reçoit pour le travail de nuit effectué entre 20 h et 6 h un bonus-temps de 20 pour cent.

– M. Weyeneth, député (Jegenstorf)

Les bonus-temps sont accordés à partir du 1er avril 1990.

Ces propositions entraînent les frais suivants:

DS	Compte	Dénomination	Frais en moins (francs)
1470	3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	444 000
1470	3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	26 000
1470	3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurances	34 000
1475	3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	658 000
1475	3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	38 000
1475	3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurances	61 000
1480	3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	488 000
1480	3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	31 000
1480	3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurances	63 000
1485	3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	200 000
1485	3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	12 000
1485	3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurances	18 000
1490	3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	66 000
1490	3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	4 000
1490	3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurances	8 000
1495	3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	38 000
1495	3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	1 000
1495	3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurances	4 000
2570	3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	225 000
2570	3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	33 000
2570	3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurances	49 000
1400	3620	Subventions à l'exploitation versées aux communes pour hôpitaux, foyers pour malades chroniques, cliniques spéciales et écoles préparant aux professions hospitalières	3 000 000
1400	3640	Subventions à l'exploitation versées à des sociétés d'économie mixte pour hôpitaux, foyers pour malades chroniques, cliniques spéciales et écoles préparant aux professions hospitalières	1 680 000
1400	3650	Subventions à l'exploitation versées à institutions privées pour hôpitaux, foyers pour malades chroniques, cliniques spéciales et écoles préparant aux professions hospitalières	920 000
2500	3640	Subventions à l'exploitation versées à sociétés d'économie mixte pour institutions de prévoyance et aide sociale, homes; assistance à ressortissants cu canton	760 000
2500	3650	Subventions à l'exploitation versées à institutions de prévoyance et aide sociale, homes; formation professionnelle; assistance à ressortissant du canton	600 500
Total frais en moins			9 461 500

En vertu du rapport du 13 septembre 1989 de la Direction des finances, le budget 1990 est adopté par le Grand Conseil le 12 décembre 1989 avec les modifications susnommées et pour une quotité de l'impôt de 2,2 pour cent.

Berne, 18 décembre 1989

Au nom du Grand Conseil
Le président: Krebs
Le chancelier: Nuspliger

Table des matières

		Page
Rapport		11
Directives		43
1re partie	Résumé du budget 1990 et informations essentielles relatives à la gestion	61
2e partie	Détails concernant le compte financier (comptes principaux services)	201
3e partie	Commentaires concernant le budget des services (justification des écarts)	437

Table des matières

Rapport

	11
1. Introduction et vue d'ensemble des résultats	13
2. But, Contenu, Procédure	13
3. Données-cadre et conditions annexes	14
4. Compte administratif	15
5. Financement et indicateurs	39
6. Appréciation du budget 1990	40
7. Proposition	41

Directives

	43
1. Structure / Contenu / Commentaire	45
2. Présentation succincte du NMC	46
3. Liste des services et des sections	54

1re partie

Résumé du budget 1990 et informations essentielles relatives à la gestion	61
Compte administratif / Résultats de l'Etat	63
Compte administratif / Résultats des Directions	64
Compte administratif / Groupes de comptes et de matières de l'Etat	68
Compte administratif / Groupes de comptes et de matières des Directions	75
Compte administratif / Comptes principaux de l'Etat	131
Compte administratif / Comptes principaux des Directions	141
Compte administratif / Groupes des matières financements spéciaux par des Fonds	195
Budget d'informatique	196

2e partie

Détails concernant le compte administratif (Comptes principaux des services) 199

11 Administration présidentielle 201

1100 Grand Conseil / Députation au Conseil des Etats 201
1120 Conseil-exécutif 202
1121 Fonds du Sport-Toto de la Section présidentielle 203
1130 Section présidentielle 204

12 Administration judiciaire 206

1200 Cour suprême 206
1205 Tribunaux de district 208
1210 Ministère public 210
1215 Tribunaux des mineurs 211
1220 Tribunal administratif 213
1225 Tribunal des assurances 214
1230 Commission des recours en matière fiscale 216

13 Direction de l'économie publique 217

1300 Secrétariat général 217
1305 Bureau du délégué au développement économique 219
1306 Fonds pour l'encouragement de l'économie 221
1307 Fonds d'aide aux investissements dans les régions de montagne 223
1310 Office du tourisme 224
1311 Fonds de l'hôtellerie et de la restauration 226
1312 Fonds du tourisme 227
1315 Office du logement 228
1320 Office de l'industrie, des arts et métiers et du travail 230
1321 Fonds de crise 232
1330 Office cantonal des assurances 233
1340 Laboratoire de contrôle des denrées alimentaires et de l'eau potable 235
1345 Office des expositions en matière économique et culturelle 237
1350 Formation et orientation professionnelles 238
1351 Fonds pour la formation professionnelle 242
1360 Ecoles d'ingénieurs 243

14 Direction de l'hygiène publique 245

1400 Secrétariat général 245
1401 Fonds de lutte contre les maladies 248
1402 Fonds de la dîme hospitalière 249
1470 Clinique gynécologique de l'Université et maternité cantonale 250
1475 Clinique psychiatrique universitaire, Berne 253
1480 Clinique psychiatrique Münsingen 256
1485 Clinique psychiatrique Bellelay 259
1490 Clinique et Policlinique psychiatriques pour enfants et adolescents de l'Université de Berne 261
1495 Policlinique psychiatrique universitaire et clinique universitaire de psychiatrie sociale 263

15 Direction de la justice 265

1500 Secrétariat général / Inspection et commissions d'estimation 265
1505 Office des mineurs 267
1510 Préfectures 269
1515 Bureaux du registre foncier 271
1520 Offices des poursuites et faillites 272
1525 Office de la prévoyance professionnelle et de la surveillance des fondations 274

16 Direction de la police 275

1600 Secrétariat général 275
1601 Fonds de la loterie 277
1610 Offices de l'état civil 278
1620 Office de la circulation routière et de la navigation 279
1630 Bureau des experts pour véhicules automobiles 281
1640 Office du patronage 283
1650 Commandement de police 284
1660 Police des autoroutes 287
1670 Pénitencier de Thorberg 289
1675 Etablissements de Witzwil 291
1680 Etablissements de Hindelbank 293
1685 Etablissements de St-Jean 295
1690 Foyer pour jeunes de Prêles 297
1695 Foyer pour adolescentes «Lory» de Münsingen 299

17 Direction des affaires militaires 301

1700 Secrétariat général / Administration des arrondissements 301
1701 Fonds du Sport-Toto de la Direction des affaires militaires 303
1702 Fonds des amendes militaires 304
1720 Commissariat des guerres 305
1730 Intendance des casernes 307
1740 Administration de la taxe militaire 309
1750 Service central des secours en cas de catastrophe et de la défense 311
1760 Office de la protection civile 313

18 Direction des cultes 316

1800 Secrétariat général 316
1810 Eglises nationales du canton de Berne 317

19 Direction des finances 318

1900 Secrétariat général 318
1910 Administration des finances 320
1911 Fonds de péréquation financière 323
1912 Fonds d'amortissements d'emprunts 324
1920 Intendance des impôts 325
1921 Fonds de soutien et de promotion de l'emploi 328
1930 Office du personnel 329
1940 Office de statistique 331
1950 Office d'informatique 332
1960 Contrôle des finances 334
1970 Administration des domaines 336

20 Direction de l'instruction publique 338

2000 Secrétariat général 338
2005 Service de l'Université 341
2010 Service de l'enseignement 342
2011 Fonds de la librairie de l'Etat 345
2012 Fonds en faveur de la gymnastique et du sport de la Direction de l'instruction publique 347
2015 Service des affaires culturelles et services rattachés 348
2016 Fonds des commissions culturelles 350
2017 Fonds en faveur d'activités culturelles 351
2020 Office Jeunesse et Sport 352
2021 Fonds du Sport-Toto pour l'Office Jeunesse et Sport 354
2022 Fonds du Sport-Toto pour associations sportives et de gymnastique de la Direction de l'instruction publique 355
2025 Office de recherche pédagogique / Centre de documentation pédagogique 356
2050 Université 358
2080 Ecoles cantonales 361

21 Direction des travaux publics 363

2100 Secrétariat général 363
2110 Office juridique 365
2120 Office de l'aménagement du territoire 366
2121 Fonds des rives, des lacs et des rivières 368
2130 Office du cadastre 369
2140 Office des bâtiments 371
2150 Office des ponts et chaussées 373

22 Direction des transports, de l'énergie et des eaux 376

2200 Secrétariat général 376
2210 Service de coordination pour la protection de l'environnement 378
2220 Office des transports publics 379
2221 Fonds des transports (fonds de loterie) 381
2230 Office de l'économie hydraulique et énergétique 382
2240 Office de la protection des eaux 385

23 Direction des forêts 387

2300 Secrétariat général 387
2301 Fonds destiné à renforcer l'action bienfaisante de la forêt 391
2305 Inspection des forêts et offices forestiers d'arrondissement 392
2310 Administration des forêts domaniales 394
2311 Fonds de l'inspection des forêts et de l'administration forestière 396
2320 Inspection de la chasse 397
2321 Fonds pour les dommages causés par le gibier 399
2322 Fonds de chasse 400
2323 Fonds de réserve pour la chasse de la Direction des forêts 401
2325 Fonds de la pêche 402
2330 Inspection de la protection de la nature 405

24 Direction de l'agriculture 407

2400 Secrétariat général 407
2401 Fonds pour la conservation des monuments historiques 410
2402 Fonds viticole 411
2403 Fonds de secours en cas de dommages ou de dangers imminents causés par les éléments 412
2410 Office vétérinaire 413
2411 Fonds des épizooties 415
2412 Fonds d'assurance du bétail 417
2420 Service des améliorations foncières 418
2421 Fonds pour améliorations foncières 420
2430 Centrale cantonale d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière 421
2440 Ecoles d'agriculture (production, exploitation et écoles) 423

25 Direction des œuvres sociales 426

2500 Secrétariat général 426
2501 Fonds de lutte contre les toxicomanies 429
2560 Ecole logopédique Münchenbuchsee 430
2570 Foyers scolaires de la Direction des œuvres sociales 432

26 Direction des affaires communales 434

2600 Secrétariat général et inspection 434

3e partie

Commentaires concernant le budget des services (Justification des écarts) 437
Récapitulation des autorisations de dépenses 485

Rapport

1. Introduction et vue d'ensemble des résultats

Le budget 1990, second budget établi selon le nouveau modèle de comptes, se solde au **compte de fonctionnement** avec un **déficit de 178 millions de francs.** Les charges s'élèvent à 4940 millions de francs et les revenus à 4762 millions de francs. La croissance des dépenses est de 8,9 pour cent, encore une fois bien supérieure aux 5,6 pour cent de croissance des recettes ainsi qu'à la croissance économique escomptée. La clôture du **compte administratif** prévoit un **découvert de 359 millions de francs** pour une augmentation très légère de 3,1 pour cent de l'investissement net; cela correspond au nouvel endettement présumé pour 1990.

Budget 1990: vue d'ensemble en millions de francs

1. Compte administratif	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecarts Fr.	%
Compte de fonctionnement				
Total des charges	4940,5	4535,7	404,8	8,9
Total des revenus	4762,7	4511,0	251,7	5,6
Excédent de charges	177,8	24,7	153,1	
Compte des investissements				
Total des dépenses	699,2	660,6	38,6	5,8
Total des recettes	238,4	213,5	24,9	11,7
Investissement net	460,8	447,1	13,7	3,1
2. Financement				
Investissement net	460,8	447,1		
Amortissements 1)	280,0	276,1		
Excédent de charges 2)	177,8	24,7		
Insuffisance de financement 3)	358,6	195,7		
Degré d'autofinancement 4)	22 %	56 %		

1) amortissements sur le patrimoine administratif
2) déficit du compte de fonctionnement
3) nouvel endettement présumé
4) amortissements moins excédent de charges, en pourcentage de l'investissement net

Si l'on observe les indicateurs dont on dispose avec le nouveau modèle de comptes, on s'aperçoit que dans le cadre du budget 1990, les problèmes structurels qui existent dans les finances de l'Etat depuis des années sont loin d'être éliminés, ils sont même accentués. On n'est par exemple pas parvenu à équilibrer le compte de fonctionnement, et étant donné le faible degré d'autofinancement de 22 pour cent, l'insuffisance de financement s'accroît.
Les résultats du plan financier 1990—1993 démontrent qu'il ne faut pas s'attendre à une consolidation ces prochaines années tant qu'on ne parviendra pas à réduire les dépenses.

2. Objectifs, contenu, processus

2.1 Objectifs de politique financière

Le budget 1990 a été établi avec les objectifs suivants:

- équilibre du compte de fonctionnement (conformément à l'article 2 de la loi du 10 novembre 1987 sur les finances de l'Etat);
- autofinancement raisonnable des investissements;
- endettement modéré.

Divers mandats parlementaires, qui ont été intégrés dans les données préalables à l'établissement du budget, concrétisent ces objectifs:

- La **motion Weyeneth** adoptée pendant la session de novembre 1988 exige un plafonnement à respectivement 50 et 40 millions de francs pour les exercices 1989 et 1990 des engagements contractés annuellement pour des investissements nets entraînant une plus-value dans les secteurs publics du bâtiment et des ponts et chaussées; il est également exigé que le meilleur parti possible soit tiré de la gestion des postes de manière à éviter d'avoir à solliciter de quoi financer des postes supplémentaires pour l'exercice 1990.
- Dans le cadre de l'examen du «rapport intermédiaire sur le domaine des subventions dans le canton de Berne», le Grand Conseil exige diverses mesures visant à limiter la croissance des dépenses en matière de subventions. La réalisation de quelques-uns des mandats nécessite un certain temps, étant donné les travaux préparatoires d'ordre législatif indispensables. D'autres mesures peuvent quant à elles être réalisées sans délai, comme en particulier la stabilisation des subventions à l'investissement.

2.2 Contenu

Le budget 1990 est totalement présenté selon le nouveau modèle de comptes et comparé avec celui de l'exercice précédent.
En outre, le budget s'articule toujours en trois parties:

1re partie:

Récapitulation du budget 1990 avec les principales informations relatives à la gestion. Par informations relatives à la gestion on entend:

- la récapitulation du budget en sphères comptables supérieures comme les comptes principaux, l'Etat, les Directions, chacune étant à son tour subdivisée selon les dépenses et recettes de consommation et d'investissement;
- les comptes des Fonds qui recensent l'ensemble des financements spéciaux de l'Etat;
- le compte des investissements, dont les chiffres sont révélateurs et qui présente l'évolution de l'investissement net;
- le budget d'informatique et les principaux projets dans ce domaine;
- une situation des modes de financement avec indication de l'autofinancement et du financement par l'emprunt.

2e partie:

Indications concernant le compte administratif, qui ventile les comptes principaux à 4 chiffres entre le compte de fonctionnement et le compte des investissements, présente des détails par service ainsi que les écarts par rapport au budget 1989.

3e partie:

Commentaires concernant le budget des services avec justification des différences par rapport au budget de l'année précédente. Les écarts en plus ou en moins par rapport au budget et aux crédits supplémentaires qui dépassent les limites fixées par l'ordonnance sur le finances de l'Etat donnent lieu à une justification.
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire:
Conformément au rapport d'expertise des professeurs Kälin et Saladin «Questions juridiques relatives aux autorisations de dépenses dans le canton de Berne» du 22 décembre 1986 et aux directives que le Conseil-exécutif a édictées en conséquence, il est possible, dans le budget 1990, de faire approuver certaines dépenses par le Grand Conseil en même temps que le budget. Ces autorisations de dépenses par arrêté budgétaire sont expliquées plus en détails dans les directives et récapitulées dans la troisième partie.
Les travaux d'ajustement du bilan représentent la dernière étape de l'introduction du nouveau modèle de comptes. Le budget 1990 tient compte de ces travaux en cela que les résultats du bilan d'entrée au 1er janvier 1989 sont déterminants pour la fixation des montants des amortissements.

2.3 Processus d'élaboration du budget 1990

Avec le remaniement du plan financier 1990—1993 qui a été révisé formellement et matériellement et établi pour la première fois complètement selon le nouveau modèle de comptes, le processus d'établissement du budget est lui aussi plus rigoureux.
Les investissements, en particulier, sont pour la première fois gérés par projet et par priorité de temps et de matière.
Le projet de budget a été établi à partir du plan financier 1990—1993 puis apuré dans plusieurs séries d'entretiens internes. Pour des raisons de déroulement du travail, les valeurs budgétaires du compte des investissements ayant été convenues furent reprises dans le plan financier pour 1990. Une fois les négociations budgétaires internes terminées, les autres chiffres du plan financier ne seront plus ajustés (principe de la planification financière continue selon lequel le plan financier est établi **avant** le budget).

3. Données-cadre et conditions annexes

Le budget 1990 se base sur les données-cadre économiques suivantes:

- une hausse de 2 pour cent du produit intérieur brut est prévue;
- le renchérissement devrait légèrement augmenter par rapport à l'an dernier. Un renchérissement de 3 pour cent a été pris pour base dans la budgétisation des dépenses de personnel;
- le budget 1990 se fonde encore sur un niveau des taux d'intérêt élevé. Ont été pris en compte des intérêts à moyen terme de 5 pour cent et des intérêts à court terme de 6 à 7 pour cent.

Outre ces données-cadre économiques et les mandats légaux, il a fallu prendre en considération les conditions annexes suivantes:

- comme l'année dernière, le budget se base sur une quotité de l'impôt de 2,2. On a également tenu compte des répercussions du rabais fiscal pour 1989/90;
- le budget 1990 comprend seulement des postes supplémentaires qui ont été créés par le Grand Conseil dans le cadre d'une loi ou d'un décret. Les autres besoins en personnel doivent être couverts par des transferts effectués dans les limites de la gestion des postes (STEBE).

4. Compte administratif

4.1 Compte de fonctionnement

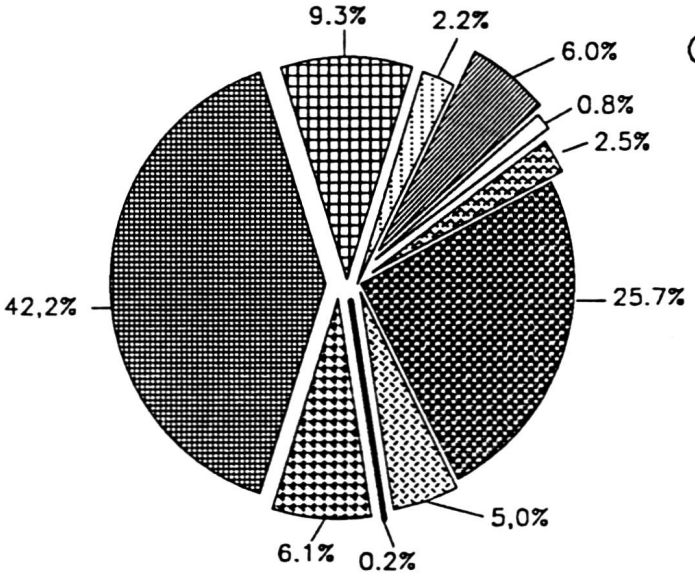
4.1.1 Vue d'ensemble

On enregistre **une augmentation de 405 millions de francs (8,9%) du côté des charges et de 252 millions de francs (4,5%) du côté des revenus.** La croissance des dépenses est donc encore une fois supérieure à celle des recettes et sans doute également nettement supérieure à la croissance nominale du revenu national. **Du côté des recettes,** la croissance est plus faible que l'année précédente avant tout à cause de la taxation bisannuelle. **Du côté des dépenses,** une accumulation de projets en matière de personnel entraîne des répercussions massives sur les frais de personnel et les subventions. Il s'agit principalement de:

- L'augmentation des salaires réels au 1er janvier 1990 qui provoque des coûts supplémentaires d'environ 91 millions de francs, dans lesquels sont compris les rachats aux Caisses d'assurance de l'administration de l'Etat et du corps enseignant. Il est difficile de prévoir le montant exact des répercussions de cette augmentation des salaires réels sur les subventions. Il est cependant un fait que la plupart des institutions et entreprises subventionnées ont ajusté leur règlement en matière de traitements à celui de l'Etat, permettant ainsi que leur personnel profite des améliorations correspondantes. Ce mécanisme produit des déficits d'exploitation et rend nécessaire un réajustement des subventions de l'Etat.
- Le renchérissement de 3 pour cent et son rachat à la Caisse d'assurance grève le budget 1990 d'environ 94 millions de francs.
- Les réductions du temps de travail des enseignants des écoles publiques (réduction des semestres) entraînent des dépenses supplémentaires d'environ 12 millions de francs.
- Les bonus-temps du personnel soignant des cliniques de l'Etat et des entreprises subventionnées occasionnent une charge supplémentaire totale d'environ 31 millions de francs.

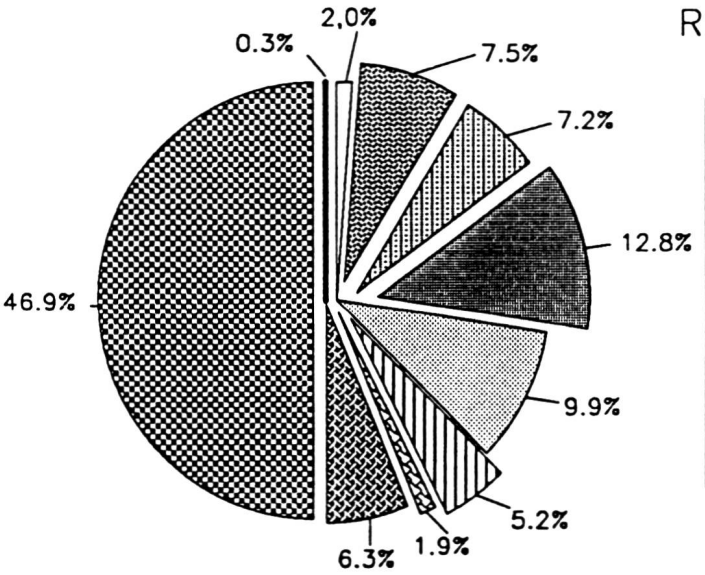
Le graphique suivant présente la part de chaque catégorie de charges et de revenus au montant total.

LES STRUCTURES DU COMPTE DE FONCTIONNEMENT
(groupes des matières en mio fr.)



CHARGES (y compris les Fonds)
Total: 4940,50 mio fr.

30 CHARGES DE PERSONNEL	2087.5mio fr.
31 BIENS, SERVICES, MARCHANDISES	460.5mio fr.
32 INTERETS PASSIFS	106.8mio fr.
33 AMORTISSEMENTS	296.0mio fr.
34 PARTS ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	39.6mio fr.
35 DEDOMMAGEMENTS POUR PRESTATIONS DE SERVICES DE LA COLLECTIVITE PUBLIQUE	124.7mio fr.
36 SUBVENTIONS ACCORDEES	1271.0miofr.
37 SUBVENTIONS REDISTRIBUES	245.1mio fr.
38 VERSEMENTS AUX FINANCEMENTS SPECIAUX	9.2mio fr.
39 IMPUTATIONS INTERNES	300.1mio fr.



REVENUS (y compris les Fonds)
Total: 4762,70 mio fr.

40 IMPOTS	2232.8mio fr.
41 REGALES ET CONCESSIONS	15.9mio fr.
42 REVENUS DE BIENS	96.3mio fr.
43 CONTRIBUTIONS	359.5mio fr.
44 PARTS A DES RECETTES ET CONTRIBUTIONS SANS AFFECTATION	343.8mio fr.
45 REMBOURSEMENTS DE COLLECTIVITES PUBLIQUES	608.9mio fr.
46 SUBVENTIONS ACQUISES	471.0mio fr.
47 SUBVENTIONS A REDISTRIBUER	245.2mio fr.
48 PRELEVEMENTS FIN. SPECIAUX	89.2mio fr.
49 IMPUTATIONS INTERNES	300.1mio fr.

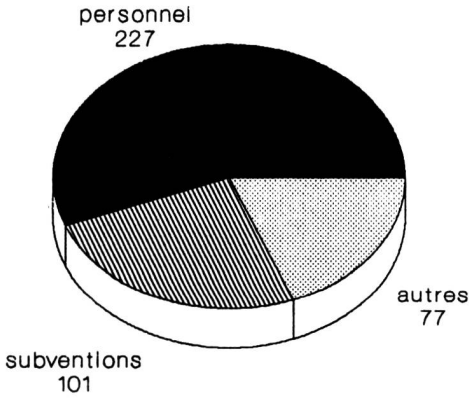
Les écarts importants dans les groupes des matières des charges et des revenus sont expliqués ci-après:

4.1.2 Charges du compte de fonctionnement

Les charges et les écarts par groupe des matières sont présentés dans le tableau suivant. Le graphique donne une vue d'ensemble sur la croissance des dépenses de 1990.

Charges par groupe des matières (en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
30 Charges de personnel	2087,5	1860,8	+ 226,7	+ 12,2
31 Biens, services et marchandises	460,5	437,5	+ 23,0	+ 5,3
32 Intérêts passifs	106,8	103,8	+ 3,0	+ 2,9
33 Amortissements	296,0	288,1	+ 7,9	+ 2,8
34 Parts et contributions sans affectation	39,7	39,7	—	—
35 Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques	124,7	114,2	+ 10,5	+ 9,2
36 Subventions accordées	1271,0	1170,0	+ 101,0	+ 8,6
37 Subventions redistribuées	245,2	220,6	+ 24,6	+ 11,2
38 Versements aux financements spéciaux	9,2	9,9	— 0,7	— 7,1
39 Imputations internes	300,1	291,1	+ 9,0	+ 3,1

Croissance des dépenses entre 89 et 90
405 millions, soit 8,9 %



Croissance par rapport à l'année précédente:

personnel 12,2 %
subventions 8,6 %
autres 5,1 %

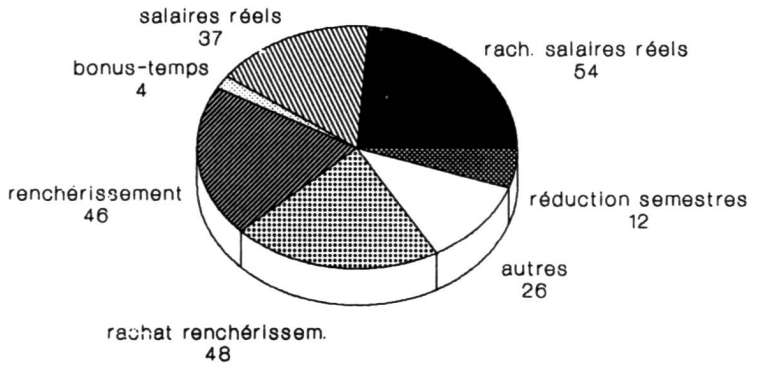
4.1.2.1 Personnel

Les charges de personnel atteignent 2087,5 millions de francs, montant supérieur d'environ 226,7 millions de francs à celui du budget 1989. Si l'on ne tient pas compte des rachats uniques des augmentations des salaires réels pour le personnel de l'Etat et les enseignants dans les caisses d'assurance (environ 54 millions de francs), il reste des charges nettes de personnel de 2033,5 millions de francs. Elles se répartissent de la manière suivante:

(en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
30 Charges de personnel	2087,5	1860,8	+ 226,7	+ 12,2
300 Autorités, commissions et juges	25,4	24,2	+ 1,2	+ 5,0
301 Salaires du personnel administratif et d'exploitation	796,2	882,0	− 85,8	− 9,7
302 Traitements du corps enseignant	847,5	644,3	+ 203,2	+ 31,5
303 Contributions aux assurances sociales	88,5	82,4	+ 6,1	+ 7,4
304 Contributions à l'assurance du personnel	289,3	187,4	+ 101,9	+ 54,4
305 Contributions à l'assurance maladie et accidents	19,3	21,2	− 1,9	− 9,0
306 Vêtements de service, allocations de logement et de repas	5,3	5,0	+ 0,3	+ 6,0
307 Prestations aux retraités	0,8	1,1	− 0,3	− 27,3
308 Indemnités versées au personnel temporaire	0,1	0,1	−	−
309 Autres charges de personnel	15,1	13,1	+ 2,0	+ 15,3

Les groupes de comptes 301 et 302 doivent être réunis pour pouvoir être comparés à ceux de l'année dernière car, pour des raisons techniques et d'organisation, la codification des enseignants n'avait pas encore été possible dans le budget de l'exercice précédent. C'est pourquoi en 1989 les salaires des enseignants des écoles professionnelles et de l'Université ont encore été budgétés sous les salaires du personnel administratif et d'exploitation. Une adaptation est prévue dans le cadre du compte d'Etat 1989 et au budget 1990, les salaires des enseignants sont inscrits au groupe de comptes 302. La croissance de ces deux groupes de comptes réunis (personnel de l'Etat et enseignants) s'élève ainsi à 117,4 millions de francs, autrement dit 7,7 pour cent, et est représentative de la croissance des traitements en général. Les taux de cotisation demeurant inchangés, les contributions aux assurances sociales (AVS/AI) et à l'assurance accidents augmentent en fonction des augmentations de salaires. Grâce à la modification du 16 mai 1989 du décret sur la Caisse d'assurance de l'administration de l'Etat de Berne (décret sur la Caisse d'assurance), les prestations sont améliorées. Il en résulte un supplément de charges pour les rachats périodiques du renchérissement (48 millions de francs) et les rachats uniques de l'augmentation des salaires réels dans les caisses d'assurance (54 millions de francs). Cela explique l'augmentation massive de 102 millions de francs, soit d'environ 55%, dans le groupe de comptes 304.
Les raisons pricipales de la hausse d'environ 227 millions de francs des charges de personnel sont donc les suivantes:

Croissance charges de personnel 89/90
227 millions, soit 12,2 %



Les nouveaux postes suivants qui ont été créés par une loi ou un décret et qui augmentent l'état des effectifs ont été inscrits au budget 1990:

Section présidentielle:	Secrétariat du parlement:	1 Secrétaire du parlement 1 chef du Service parlementaire de révision 1 adjoint
	Office des services centraux:	1 chef de section 2 revalorisations de poste
	Archives de l'Etat:	1 chef de section
	Bureau cantonal de la condition féminine:	1 chef 1 adjointe
	Office des services linguistiques	2 revalorisations de poste
Direction de la justice:	Tribunal administratif:	4 juges administratifs 5 greffiers de chambre

4.1.2.2 Biens, services et marchandises

Le montant des charges des biens, services et marchandises est supérieur de 23,0 millions de francs à celui du budget 1989. La croissance d'élève à 5,2 pour cent et concerne les groupes suivants:

(en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
31 Biens, services et marchandises	460,5	437,5	+ 23,0	+ 5,3
310 Fournitures de bureau, imprimés et matérial didactique	35,0	30,4	+ 4,6	+ 15,1
311 Mobilier, machines, véhicules	47,8	44,5	+ 3,3	+ 7,4
312 Eau, énergie et combustibles	20,7	23,6	− 2,9	− 12,3
313 Autres marchandises	69,1	68,4	+ 0,7	+ 1,0
314 Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	54,6	52,3	+ 2,3	+ 4,4
315 Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	13,8	13,0	+ 0,8	+ 6,2
316 Loyers, fermages et redevances d'utilisation	38,6	36,6	+ 2,0	+ 5,5
317 Dédommagements	12,1	11,7	+ 0,4	+ 3,4
318 Honoraires et prestations de service	148,8	138,1	+ 10,7	+ 7,8
319 Frais divers	20,0	18,9	+ 1,1	+ 5,8

La hausse des charges en biens, services et marchandises est principalement due à:
- l'augmentation des produits d'imprimerie dépendants des volumes et des prix,
- les acquisitions de plus en plus nombreuses de mobilier, machines et véhicules,
- l'augmentation des travaux d'entretien dans le domaine des ponts et chaussées,
- l'ajustement des loyers aux conditions du marché,
- l'augmentation des indemnités versées à des tiers pour des prestations de services (conseillers externes, production informatique).

Les offices suivants enregistrent des augmentations de plus de 0,5 million de francs:

1130 Section présidentielle 622 500 francs
Augmentation des frais d'impression et de reliure entre autres à cause des élections au Grand Conseil et au Conseil-exécutif

1215 Tribunaux des mineurs 600 000 francs
Frais et dépens et frais de l'exécution des mesures

1320 OCIAMT 778 800 francs
Elaboration de plans de mesures pour la salubrité de l'air et divers projets de protection de l'environnement

1350 Formation et orientation professionnelles 764 000 francs
Ajustement au 1er janvier 1990 des tarifs des indemnités journalières versées aux examinateurs des examens de fin d'apprentissage dans les écoles professionnelles

1401 Fonds de lutte contre les maladies 696 000 francs
Indemnités versées aux médecins et aux tiers pour examens, vaccinations et autres prestations de services

1920 Intendance des impôts 606 000 francs
Location de matériel informatique à la BEDAG pour la nouvelle taxation fiscale

1950 Office d'informatique 1) 763 700 francs
Loyers pour local supplémentaire de la BEDAG et augmentation des locations de matériel informatique

1950 Office d'informatique 1) 6 000 000 francs
Forte augmentation des coûts de production de l'Office d'informatique due à la mise en marche de la production et à la poursuite du développement, d'importantes applications informatiques de l'Etat — KOFINA, NESKO, SUSA, GRUDA, etc.

1970 Administration des domaines 1 077 500 francs
Hausse de la taxe immobilière suite à la révision des valeurs officielles

2050 Université 2 790 000 francs
Acquisitions et matériel d'exploitation entre autres; augmentation due à l'application du principe du produit brut

2150 Office des ponts et chaussées 5 000 000 francs
Augmentation des frais d'entretien des routes cantonales

2150 Office des ponts et chaussées 2 930 000 francs
Dépenses supplémentaires pour travaux de planification et d'étude de projets effectués par des tiers

2230 Office de l'économie hydraulique et énergétique 1 319 000 francs
Programmes de recherches et projets sur de nouvelles énergies

2240 Office de la protection des eaux 515 000 francs
Divers projets

1) Au budget 1990, les crédits sont encore centralisés à l'«Office d'informatique». Les montants seront passés aux comptes des offices correspondants au cours de l'exercice 1990 conformément à la loi sur la BEDAG.

La réduction des charges au groupe de comptes 312 est due au transfert des indemnités versées aux communes pour les travaux d'entretien de l'éclairage des routes effectués par elles (désormais au compte 3144 Entretien des routes cantonales).

4.1.2.3 Intérêts passifs

106,8 millions de francs, soit 3,0 de plus que l'année dernière, sont cette année nécessaires pour les intérêts passifs. Cela s'explique d'une part par un recours accru aux capitaux avec un service de la dette plus élevé (4 millions de francs); d'autre part en revanche, les intérêts sur les dettes à court terme et les autres intérêts passifs devraient reculer de plus d'un million de francs, recul dû à une meilleure utilisation du marché au moyen de crédits relais et à la diminution des intérêts sur les impôts payés en trop.

4.1.2.4 Amortissements

Les amortissements s'élèvent à 296 millions de francs. Leur montant dépasse ainsi celui de l'an dernier d'environ 8,0 millions de francs. L'augmentation résulte des modifications suivantes:

(en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
33 Amortissements	296,0	288,1	+ 7,9	+ 2,8
330 Patrimoine financier	16,0	12,0	+ 4,0	+ 33,3
331 Patrimoine administratif (*), amortissements ordinaires	280,0	276,1	+ 3,9	+ 1,4
(*) dont amortis à 100% sur Fonds	114,4	116,1	− 1,7	− 1,5

Sur la base des chiffres de référence des dernières années, 4 millions de francs d'avoir fiscal en plus ont été amortis sur le patrimoine financier. Les amortissements sur le patrimoine administratif ont été déduits du bilan prévisionnel, lui même établi sur la base du bilan d'entrée au 1er janvier 1989. Des indications détaillées sur le montant du patrimoine administratif peuvent être trouvées dans un rapport séparé (rapport sur l'ajustement du bilan) qui sera présenté au Grand Conseil en même temps que le budget 1990 pendant la session de novembre 1989.
Cette augmentation modeste des amortissements est due à la quasi stabilisation de l'investissement net à son niveau du budget précédent. En outre, les chiffres budgétaires de l'exercice précédent comme ceux du budget 1990 reposent sur des estimations qui doivent encore être confirmées à l'aide de résultats concrets, en particulier ceux du compte d'Etat 1989.

4.1.2.5 Parts et contributions

Les montants des parts et contributions sans affectation sont repris du budget précédent. La part de recettes destinée aux communes concerne la part inchangée des communes à la taxe des successions et donations. Les contributions aux communes s'élèvent à environ 30 millions de francs et concernent la péréquation financière.

(en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
34 Parts et contributions sans affectation	39,7	39,7	—	—
340 Parts de recettes destinées à des communes	10,0	10,0	—	—
341 Contributions à des communes	29,7	29,7	—	—

4.1.2.6 Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques

Les dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques s'élèvent à 124,7 millions de francs et sont ainsi de 10,5 millions de francs plus élevées que l'année dernière.

(en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
35 Dédommagements pour prestations de service de collectivités publiques	124,7	114,2	+ 10,5	+ 9,2
350 Confédération	0,3	0,3	—	—
351 Cantons	7,0	6,6	+ 0,4	+ 6,1
352 Communes	117,4	107,3	+ 10,1	+ 9,4

Les dédommagements aux cantons augmentent d'environ 390 000 francs à cause de la nouvelle convention scolaire en matière de santé publique et de l'entrée en vigueur prévue de la convention hospitalière avec les cantons du nord-ouest de la Suisse. L'augmentation des indemnités aux communes revient principalement au Secrétariat général de la Direction des œuvres sociales qui doit établir le budget de la répartition des charges en matière d'aide sociale avec des charges supplémentaires de 9 500 000 francs.

4.1.2.7 Subventions accordées

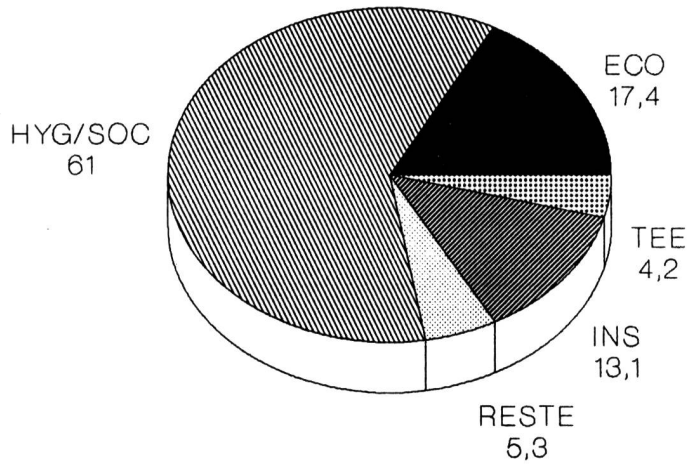
Pour les subventions accordées, le budget 1990 prévoit environ 1271 millions de francs, ce qui représente une augmentation de 101 millions de francs. Le tableau ci-dessous indique la répartition de ces subventions dans les divers groupes de comptes et les écarts par rapport à l'exercice précédent.

(en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
36 Subventions accordées	1271,0	1170,0	+ 101,0	+ 8,6
360 Confédération	136,1	149,0	— 12,9	— 8,7
361 Cantons	24,2	21,7	+ 2,5	+ 11,5
362 Communes	288,1	248,9	+ 39,2	+ 15,8
363 Etablissements de l'Etat	1,6	1,6	—	—
364 Sociétés d'économie mixte	244,3	228,2	+ 16,1	+ 7,1
365 Institutions privées	304,3	268,6	+ 35,7	+ 13,3
366 Personnes physiques	271,4	251,1	+ 20,3	+ 8,1
367 Etranger	1,0	0,9	+ 0,1	+ 11,1

Sont ici prépondérantes les augmentations des subventions aux communes (39,2 millions de francs), aux sociétés d'économie mixte (16,1 millions de francs), aux institutions privées (35,7 millions de francs) et aux personnes physiques (20,3 millions de francs).

L'augmentation des subventions est répartie entre les Directions suivantes:

Augmentation des subventions 89/90
101 millions, soit 8,6 %



Modifications par rapport au budget 1989 en millions et en %

	PRE	0,8	+ 18,2%	groupes parlementaires, BE800, 700e Confédération
*	ECO	17,4	+ 3,8%	prestations complémentaires, écoles professionnelles et d'ingénieurs
*	HYG	37,4	+ 12,7%	bonus-temps, subventions d'exploitation hôpitaux
	POL	1,2	+ 17,4%	Fonds de loterie
*	INS	13,1	+ 7,0%	encouragement activités culturelles, Hôpital de l'Ile
	TRA	0,9	+ 16,3%	subventions d'exploitation communes
*	TEE	4,0	+ 7,7%	subventions d'exploitation à entreprises de transport
*	AGR	1,1	+ 8,6%	subventions d'exploitation communes, écoles
*	SOC	23,6	+ 27,0%	bonus-temps, subventions d'exploitation homes
		99,5		

* Les augmentations sont en partie dues aux améliorations des conditions d'emploi du personnel de l'Etat qui sont effectives ici aussi.

Etant donné que la classification selon les types de comptes du compte de fonctionnement ne dit pas grand chose à elle seule, les augmentations les plus importantes sont également commentées ci-dessous par office. Précisons que l'augmentation d'environ 101 millions de francs (soit une croissance de 8,6 pour cent) est due principalement aux ajustement de salaires déjà mentionnés pour le personnel des institutions subventionnées ainsi qu'aux bonus-temps dans les domaines de l'hygiène publique et des œuvres sociales.

Les offices suivants enregistrent une augmentation de plus d'un million de francs:

1330 Office cantonal des assurances 2 000 000 francs
Augmentation des subventions de l'Etat pour l'assurance-maladie

1330 Office cantonal des assurances 21 000 000 francs
Augmentation des prestations complémentaires à l'AVS/AI (modification de l'ordonnance y relative)

1350 Formation et orientation professionnelles 5 618 500 francs
Elargissement de l'offre de cours de perfectionnement professionnel dans les écoles artisanales et frais supplémentaires importants du fait de la réduction des semestres, de l'augmentation des salaires réels et du renchérissement dans les écoles professionnelles

1350 Formation et orientation professionnelles 2 420 400 francs
Elargissement de l'offre de formation professionnelle dans les écoles techniques supérieures HTL et HWV de Berne et dans les écoles professionnelles commerciales

1400 Secrétariat général de la Direction de l'hygiène publique 36 207 000 francs
Augmentation des subventions à l'exploitation aux communes, entreprises privées et d'économie mixte pour des hôpitaux, foyers pour malades chroniques, cliniques spécialisées et écoles préparant aux professions hospitalières due à l'introduction du bonus-temps de 25 pour cent pour le travail de nuit ainsi qu'à l'augmentation des salaires réels, au renchérissement et aux nouvelles tâches

1601 Fonds de la loterie 2 085 000 francs
Augmentation des subventions du Fonds aux institutions privées et aux communes

2000 Secrétariat général de la Direction de l'instruction publique 2 615 000 francs
Subventions à l'exploitation aux communes pour formation des adultes en économie familiale et pour transport d'élèves

2010 Service de l'enseignement 1 331 000 francs
Subventions à l'exploitation aux écoles moyennes supérieures privées

2015 Service des affaires culturelles 4 000 000 francs
Subventions à l'exploitation aux institutions culturelles (musées, théâtres, orchestres, bibliothèques, etc.); la forte augmentation est entre autres due à l'importante part des traitements et aux répercussions des ajustements de salaires correspondant aux améliorations pour le personnel de l'Etat

2050 Université 4 005 000 francs
Augmentation des subventions à l'Hôpital de l'Ile pour l'enseignement et la recherche

2220 Office des transports publics 2 756 000 francs
Subventions aux entreprises de transport d'économie mixte, en particulier augmentation des déficits d'exploitation due aux ajustements des salaires réels et au renchérissement

2500 Secrétariat général de la Direction des œuvres sociales 23 838 500 francs
Hausse des subventions à l'exploitation aux communes, institutions de prévoyance et d'aide sociale d'économie mixte et privées due à l'introduction du bonus-temps de 25 pour cent pour travail de nuit dans les foyers sociaux, à l'augmentation des salaires réels, au renchérissement et aux nouvelles tâches des foyers, ainsi qu'aux dépenses supplémentaires en matière d'asile.

Le recul de la contribution de l'Etat à l'AVS est déterminant pour la réduction des subventions accordées à la Confédération (12,9 millions de francs).

4.1.2.8 Subventions redistribuées

Le montant des subventions redistribuées s'élève à 245,2 millions de francs; il est ainsi inférieur de 24,6 millions de francs à celui du dernier budget. L'augmentation n'a cependant pas d'effet sur le solde, car elle est reprise du côté des recettes dans le groupe des matières 47 pour le même montant.

(en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
37 Subventions redistribuées	245,2	220,6	+ 24,6	+ 11,2
370 Confédération	0,4	0,4	—	—
371 Cantons	4,1	4,0	+ 0,1	+ 2,5
372 Communes	227,3	203,0	+ 24,3	+ 12,0
375 Institutions privées	13,3	13,1	+ 0,2	+ 1,5
376 Personnes physiques	0,1	0,1	—	—

Les charges concernant la Confédération, les cantons, les institutions d'économie mixte et les personnes physiques demeurent pratiquement inchangées. L'augmentation revient donc aux subventions redistribuées aux communes et qui concernent les Directions des forêts, de l'agriculture et des œuvres sociales.

4.1.2.9 Imputations internes

Les imputations internes, qui n'influent pas sur le résultat du compte administratif, sont budgétées à 300,1 millions de francs, c'est-à-dire 9,0 millions de francs de plus que l'an dernier. Ces dépenses sans effet sur les résultats se basent sur le concept de compensation appliqué ces dernières années avec l'introduction du nouveau modèle de comptes. Ces bonifications se décomposent de la manière suivante:

(en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
39 Imputations internes	300,1	291,1	+ 9,0	+ 3,1
390 Charges dues à des imputations internes	20,5	19,9	+ 0,6	+ 3,0
391 Intérêts imputés	5,7	8,0	− 2,3	− 28,8
392 Amortissements imputés	114,4	115,6	− 1,2	− 1,0
399 Imputations internes diverses	159,5	147,6	+ 11,9	+ 8,1

4.1.3 Revenus du compte de fonctionnement

Les diverses composantes sont présentées ci-dessous dans le tableau «revenus par groupe des matières» et comparées avec les valeurs du budget 1989. Le graphique de la page 16 permet de mieux comprendre la part de chaque type de revenu au budget 1990.

Revenus par groupe des matières (en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
40 Impôts	2232,8	2216,5	+ 16,3	+ 0,7
41 Régales, concessions	15,9	14,6	+ 1,3	+ 8,9
42 Revenus des biens	96,3	81,9	+ 14,4	+ 17,6
43 Contributions	359,5	341,7	+ 17,8	+ 5,2
44 Parts à des recettes et contributions sans affectation	343,8	275,1	+ 68,7	+ 25,0
45 Remboursement de collectivités publiques	608,9	544,6	+ 64,3	+ 11,8
46 Subventions acquises	471,0	432,1	+ 38,9	+ 9,0
47 Subventions à redistribuer	245,2	220,6	+ 24,6	+ 11,2
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	89,2	92,8	− 3,6	− 3,9
49 Imputations internes	300,1	291,1	+ 9,0	+ 3,1

4.1.3.1 Rendement fiscal

Le rendement fiscal total est budgété à 2232,8 millions de francs. Il dépasse la valeur estimée pour l'année précédente de 16,3 millions de francs, soit de 0,7 pour cent. Le budget 1989 prévoyait une hausse de 148,9 millions de francs, soit de 7,2 pour cent. Les rubriques concernant les impôts se décomposent de la manière suivante (pour une meilleure comparaison, on a utilisé les rentrées fiscales effectives de 1988):

(en millions de francs)	Compte 1988 Fr.	Budget 1989 Fr.	Budget 1990 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
40 Total impôts	2087,9	2216,5	2232,8	16,3	0,7
400 Impôts sur le revenu et sur la fortune	1562,2	1693,5	1672,3	− 21,2	− 1,3
401 Impôt sur le bénéfice et le capital	146,6	166,6	164,6	− 2,0	− 1,2
403 Impôts sur les gains en capital	74,9	65,0	73,0	8,0	12,3
404 Droits de mutation et de timbre (*)	94,7	86,0	105,0	19,0	22,1
405 Impôts sur les successions et donations	53,8	50,3	52,0	1,7	3,4
406 Impôts sur la possession et sur la dépense (*)	155,7	155,1	165,9	10,8	7,0

(*) dénominations dans l'ancien modèle du compte financier:
404: droits de mutations et de gages immobiliers
406: taxes sur les véhicules à moteur

Les recettes fiscales budgétées pour 1990 se fondent sur les rentrées fiscales de 1988 ainsi que sur les pronostics de l'Intendance des impôts. On a en outre tenu compte d'une quotité de l'impôt inchangée de 2,2.
Les rentrées de 1990 pour **l'impôt sur le revenu et sur la fortune des personnes physiques** sont budgétées à 1672,3 millions de francs. Le pronostic des rentrées fiscales pour 1989 considère un taux de croissance de 14 pour cent, moins la diminution de recettes d'un montant de 85 millions de francs découlant de la loi portant rabais fiscal. L'écart d'environ 21,2 millions de francs par rapport au budget précédent repose sur les références des années précédentes selon lesquelles les reculs enregistrés les années paires (suite au passage de la taxation provisoire à la taxation définitive) se répètent avec de légères différences tous les deux ans.
Quant au recul de 2 millions de francs des **impôts sur le bénéfice et le capital des personnes morales** (164,6 millions de francs), il est justifié par l'estimation trop optimiste de 1989.
Les **impôts sur les gains de fortune** sont plus sensibles aux mouvements conjoncturels que l'impôt sur le revenu. Si la conjoncture continue d'être favorable, ces revenus peuvent être maintenus à un haut niveau. Une augmentation de 8 millions de francs par rapport à l'année dernière est donc réaliste.
Les **droits de mutation et de timbre** (droits de mutation et de gages immobiliers) sont un impôt sur les transactions immobilières qui dépassa tous les pronostics étant donné la situation qui règne sur le marché immobilier. La hausse de 19 millions de francs prévue est déterminée par des suppositions plutôt optimistes aussi bien à propos de l'augmentation des opérations de mutation d'immeubles que des montants négociés.
Le montant budgété pour les **impôts sur les successions et donations** peut être de 1,75 million de francs supérieur, étant donné le résultat de 1988.
Les **impôts sur la possession et sur la dépense** (taxe sur les véhicules à moteur) augmentent de 10,8 millions de francs; on escompte une augmentation disproportionnée du nombre de véhicules et une hausse du poids moyen des véhicules.

4.1.3.2 Régales, concessions

Les régales et concessions sont estimées à 15,9 millions de francs. L'amélioration par rapport à l'année précédente s'élève à 1,3 million de francs. Les recettes des régales des sels, de la pêche et de la chasse demeurent inchangées à 7,2 millions de francs. Les concessions et patentes augmentent en revanche de 1,2 million de francs grâce aux hausses des émoluments de nouvelles concessions ou de renouvellement de concessions pour la force hydraulique et l'eau d'usage. Les autres concessions demeurent inchangées, en particulier les patentes de l'hôtellerie et de la restauration et du commerce qui s'élèvent à 3,3 millions de francs.

4.1.3.3 Revenus des biens

Les revenus des biens sont budgétés à 96,3 millions de francs, dépassant ainsi ceux de l'an dernier de 14,4 millions de francs:

(en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
42 Revenus des biens	96,3	81,9	+ 14,4	+ 17,6
420 Banques	0,5	0,6	− 0,1	− 16,7
421 Avoirs	38,0	27,6	+ 10,4	+ 37,7
422 Capitaux du patrimoine financier	0,9	0,3	+ 0,6	+ 200,0
423 Immeubles du patrimoine financier	3,0	0,3	+ 2,7	+ 900,0
424 Gains comptables sur les placements du patrimoine financier	0,5	−	+ 0,5	−
425 Prêts du patrimoine administratif	0,3	0,2	+ 0,1	+ 50,0
426 Participations permanentes du patrimoine administratif	35,7	36,7	− 1,0	− 2,8
427 Immeubles du patrimoine administratif	16,6	15,5	+ 1,1	+ 7,1
429 Autres revenus	0,8	0,7	+ 0,1	+ 14,3

Les augmentations et décalages les plus importants se justifient de la sorte:
- L'augmentation de 10,4 millions de francs des recettes (421 Avoirs) est due à la meilleure utilisation des placements à court et moyen termes d'argent liquide et d'argent des Fonds à affectation déterminée auprès de la Caisse hypothécaire. Le niveau élevé des intérêts de l'année en cours a servi de base à ces calculs.
- Le groupe de comptes 422 Capitaux du patrimoine financier enregistre des revenus plus élevés, ce sur la base du bilan d'entrée apuré. En revanche, les participations permanentes du patrimoine administratif reculent, car elles connaissent un moins-perçu sur les intérêts, les augmentations du capital des banques de l'Etat n'ayant pas eu lieu. Grâce à l'augmentation des recettes des loyers des logements de service à l'Administration des domaines, les revenus des immeubles du patrimoine administratif augmentent de 1,1 million de francs.

4.1.3.4 Contributions

Les contributions s'élèvent à 359,5 millions de francs. Elles augmentent ainsi de 17,8 millions de francs, soit de 5 pour cent, qui se répartissent de la façon suivante:

(en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
43 Contributions	359,5	341,7	+ 17,8	+ 5,2
431 Emoluments administratifs	73,8	69,7	+ 4,1	+ 5,9
432 Recettes hospitalières et d'établissements spécialisés, pensions	87,2	86,8	+ 0,4	+ 0,5
433 Ecolages	5,1	5,0	+ 0,1	+ 2,0
434 Autres redevances d'utilisation et prestations de service	59,7	51,8	+ 7,9	+ 15,3
435 Ventes	56,9	53,1	+ 3,8	+ 7,2
436 Remboursements	58,8	53,4	+ 5,4	+ 10,1
437 Amendes	13,8	17,7	− 3,9	− 22,0
438 Prestations effectuées par le personnel de l'Etat pour ses investissements	1,0	1,0	−	−
439 Autres contributions	3,2	3,2	−	−

Les contributions dépassant 0,5 million de francs sont enregistrées en particulier dans les services suivants:

1320 OCIAMT 515 500 francs
Ajustement des émoluments pour régisseurs et courtiers d'immeubles

1480 Münsingen 854 000 francs
Ajustements des recettes hospitalières et d'établissements spécialisés ainsi que des pensions

1520 Offices des poursuites et faillites 1 000 000 francs
Emoluments administratifs

1600 Secrétariat général de la Direction de la police 1 050 000 francs
Emoluments administratifs du Bureau des passeports

1675 Witzwil 733 800 francs
Ajustements des recettes hospitalières et d'établissements spécialisés ainsi que des pensions

1930 Office du personnel 730 000 francs
Les recettes supplémentaires de remboursements reviennent aux indemnités journalières et à l'assurance accidents

2050 Université 1 000 000 francs
Hausse des redevances d'utilisation à cause du passage au principe du produit brut

2050 Université 1 520 000 francs
Ventes principe du produit brut

2140 Office des bâtiments 2 000 000 francs
Frais d'études de projets

2230 Office de l'économie hydraulique et énergétique 5 790 000 francs
Révision LUE et DRE (taxes d'eau)

2310 Administration des forêts domaniales 661 000 francs
Passage au principe du produit brut

2310 Administration des forêts domaniales 926 000 francs
Passage au principe du produit brut

2500 Secrétariat général de la Direction de l'agriculture 600 000 francs
Remboursements de subventions de tiers

Les revenus inférieurs sont enregistrés en particulier dans les services suivants:

1470 Maternité cantonale 1 100 000 francs
Recul du volume des mandats de gynécopathologie à la maternité cantonale suite à changements en matière de personnel

1485 Clinique psychiatrique de Bellelay 503 000 francs
Rentrées moindres à cause du recul du nombre de journées d'hospitalisation

1920 Intendance des impôts 3 700 000 francs
Recul des amendes suite à diminution des remises d'impôts prononcées

4.1.3.5 Parts à des recettes et contributions sans affectation

Les parts à des recettes et contributions sans affectation se chiffrent à 343,8 millions de francs. Elles augmentent de 68,7 millions de francs. Avec des recettes supplémentaires prévues d'environ 69 millions de francs, l'impôt fédéral direct atteint les 284 millions de francs. Les autres recettes sont reprises telles quelles du budget précédent. Il s'agit des recettes de la taxe d'exemption du service militaire (3,5 millions de francs), de la part à l'impôt anticipé (50 millions de francs) et de la part aux revenus du monopole sur l'alcool de la Direction des finances (2,87 millions de francs) et de la Direction des œuvres sociales (3,4 millions de francs).

4.1.3.6 Remboursements de collectivités publiques

Les remboursements de collectivités publiques comprennent les remboursements de la Confédération, des cantons et des communes et ils s'élèvent à 608,9 millions de francs, enregistrant ainsi une augmentation de 64,3 millions par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation nette des remboursements des cantons est avant tout due à l'augmentation des écolages pour des élèves venant d'autres cantons dans les domaines de la santé et de la formation. Ce sont les remboursements des communes qui contribuent le plus à cette hausse avec 20,3 millions de francs de la répartition des charges des hôpitaux et 46,3 millions des parts aux traitements des enseignants.

(en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
45 Remboursements de collectivités publiques	608,9	544,6	+ 64,3	+ 11,8
450 Confédération	19,4	20,0	− 0,6	− 3,0
451 Cantons	3,3	2,3	+ 1,0	+ 43,5
452 Communes	586,2	522,3	+ 63,9	+ 12,2

4.1.3.7 Subventions acquises

Les subventions acquises augmentent de 38,8 millions de francs et passent à 471 millions de francs. Participent de façon déterminante à la hausse des **subventions fédérales:** les recettes des prestations complémentaires à l'AVS/AI avec 9,6 millions de francs, les bourses avec 3,0 millions de francs, les droits de douane sur les carburants avec 5,0 millions de francs et les participations de la Confédération aux frais en matière d'asile (centres de transit) avec environ 8,0 millions de francs. Les **subventions d'autres cantons** augmentent d'environ 4,8 millions de francs avant tout à cause de l'accord intercantonal sur la participation au financement des universités (nombre plus élevé d'étudiants à l'Université de Berne). L'augmentation de 3,9 millions de francs des **subventions des communes** est due aux recettes supplémentaires de l'AVS/AI et des prestations complémentaires à l'AVS/AI (1,4 million de francs) et au prélèvement du Fonds de lutte contre les maladies (2,2 millions de francs).

(en millions de francs)	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Ecart 1990 par rapport 1989 Fr.	%
46 Subventions acquises	471,0	432,1	+ 38,9	+ 9,0
460 Confédération	295,1	266,9	+ 28,2	+ 10,6
461 Cantons	31,5	26,6	+ 4,9	+ 18,4
462 Communes	119,4	115,5	+ 3,9	+ 3,4
463 Etablissements de l'Etat	0,8	0,8	−	−
465 Personnes physiques et institutions	2,6	2,0	+ 0,6	+ 30,0
469 Autres subventions	21,6	20,3	+ 1,3	+ 6,4

4.1.3.8 Subventions à redistribuer

Les subventions à redistribuer n'ont pas d'effet sur le solde et sont également inscrites pour le même montant au groupe des matières 37.

4.1.3.9 Imputations internes

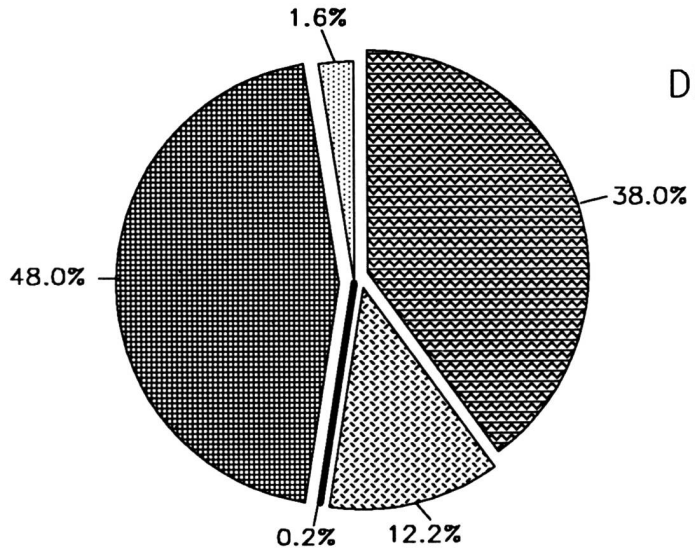
Les imputations internes n'ont pas non plus d'effet sur le solde et le même montant est inscrit au groupe des matières 39.

4.2 Compte des investissements

4.2.1 Vue d'ensemble

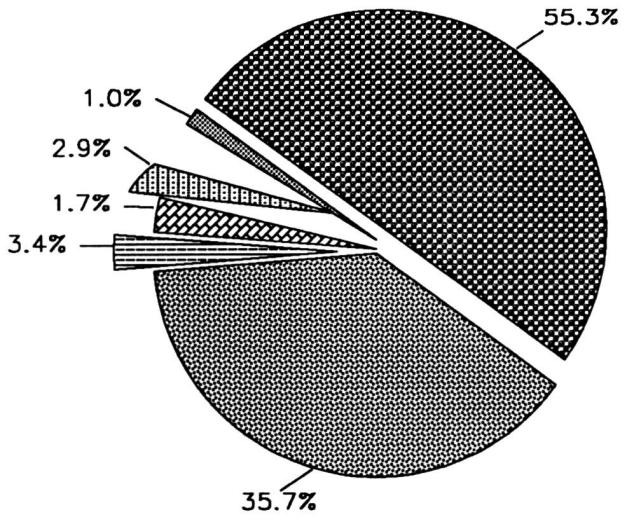
Pour des raisons techniques, les résultats des relevés du plan financier sont transférés au budget des investissements du compte administratif puis apurés par la suite dans les relevés du plan d'après les montants budgétaires convenus pour 1990. C'est pourquoi il n'y a pas de différence entre les montants des investissements du plan financier 1990—1993 et le budget 1990. Les projets d'investissement enregistrés au budget peuvent être vérifiés par formulaire de projet séparé. On trouvera les valeurs correspondantes dans les documents sur le plan financier 1990—1993.

LES STRUCTURES DU COMPTE DES INVESTISSEMENTS
(groupes des matières en mio fr.)



DEPENSES (y compris les Fonds)
Total: 699.30 mio fr.

50 INVESTISSEMENTS PROPRES	335.9mio fr.
52 PRETS ET PARTICIPATIONS PERMANENTES	11.2mio fr.
56 SUBVENTIONS ACCORDEES	265.9mio fr.
57 SUBVENTIONS REDISTRIBUEES	85.2mio fr.
58 AUTRES DEPENSES A PARTIR DE L'ACTIF	1.1mio fr.



RECETTES (y compris les Fonds)
Total: 238.40 mio fr.

60 TRANSFERTS AU PATRIMOINE FINANCIER	8.0mio fr.
62 REMBOURSEMENT DE PRETS ET DE PARTICIPATIONS	4.1mio fr.
63 FACTURATIONS A DES TIERS	6.9mio fr.
64 REMBOURSEMENT DE SUBVENTIONS ACCORDEES	2.3mio fr.
66 SUBVENTIONS ACQUISES	131.9mio fr.
67 SUBVENTIONS A REDISTRIBUER	85.2mio fr.

Récapitulation du budget des investissements pour 1990 (avec modifications par rapport au budget 1989) en milliers de francs:

	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Modification 1990 par rapport 1989 Fr.	%
Etat (y compris Fonds)				
Dépenses	699 260	660 630	+ 38 630	+ 5,8
Recettes	238 421	213 502	+ 24 919 (–)	+ 11,7
Investissement net	460 839	447 128	+ 13 711	+ 3,1
Dont Fonds				
Dépenses	106 022	113 084	– 7 062	– 6,3
Recettes	8 609	9 100	– 491 (+)	– 5,4
Investissement net	97 413	103 984	– 6 571	– 6,3

Budget global: A l'investissement brut supérieur de 5,8 pour cent à celui du budget 1989 correspondent des recettes d'investissement en augmentation de 11,7 pour cent. L'investissement net qui en résulte augmente de 13,7 millions dans le budget 1990, soit 3,1 pour cent. Le budget des Fonds participe à l'investissement brut pour 15,2 pour cent, aux recettes pour 3,6 pour cent et à l'investissement net pour 21,1 pour cent.

Budget des Fonds: Pour un investissement net réduit de 6,5 millions de francs (soit de 6,3 pour cent), le budget des Fonds augmente quant à lui légèrement. A l'exception des prêts ne devant pas être amortis, l'investissement net des Fonds (environ 93,4 millions de francs) est amorti à 100 pour cent et inscrit dans les charges d'amortissement au compte de fonctionnement des Fonds. Les investissements dans le domaine du bâtiment à la charge de la dîme hospitalière qui s'élèvent à 21 millions de francs sont eux aussi amortis à 100 pour cent. Ce sont donc au total 114,4 millions de francs qui sont amortis à la charge du capital des Fonds (cf. paragraphe 4.1.2.4 Amortissements).
Les modifications intervenues entre les budgets des investissements 1989 et 1990 sont indiquées par Direction dans le tableau récapitulatif «Budget 1990, compte des investissements par Direction et par groupe des matières» (paragraphe 4.2.3).

4.2.2 Investissement brut et compte des investissements par groupe des matières

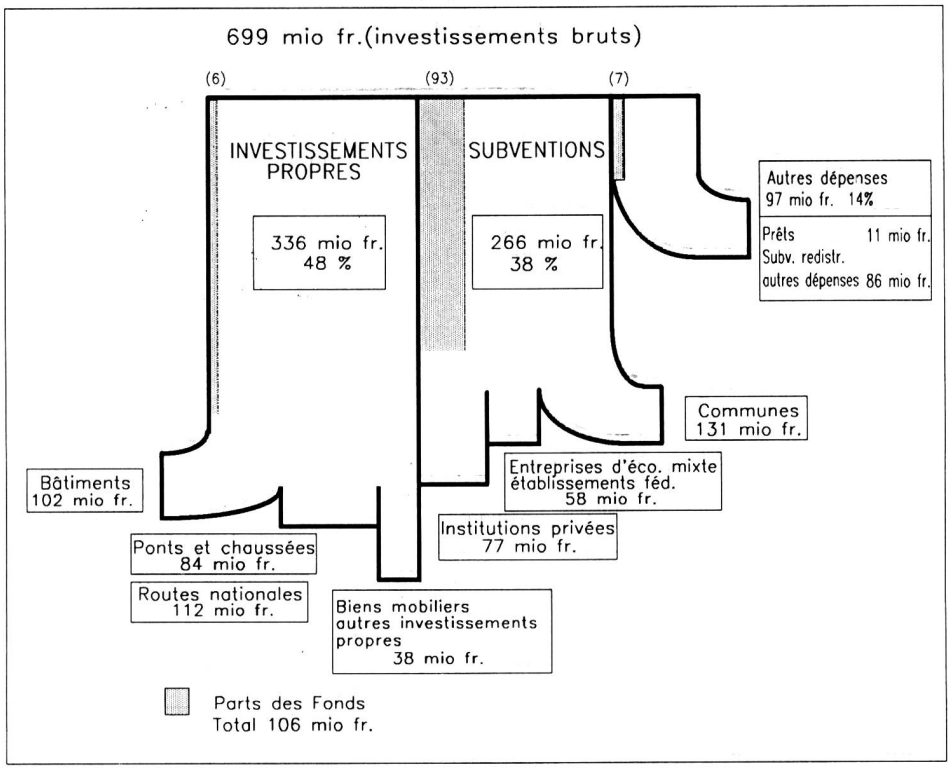
4.2.2.1 Dépenses d'investissement brutes dans le budget 1990

Le graphique ci-dessous montre la ventilation des dépenses d'investissement. Les 699 millions de francs d'investissement brut se répartissent entre les catégories suivantes:

	Millions de francs	Budget 1990 %	Budget 1989 %
Investissements propres (investissements de l'Etat)	336	48	45
Subventions d'investissement	266	38	41
Autres dépenses	97	14	14
Total dépenses d'investissement brutes	699	100	100

La part des investissements propres dans les dépenses totales d'investissement augmente de 3 pour cent par rapport à 1989, alors que celle des subventions d'investissement passe de 41 pour cent en 1989 à 38 pour cent en 1990. Le total des dépenses d'investissement brutes augmente d'environ 38,6 millions de francs en 1990, soit de 5,8 pour cent.

Ventilation des dépenses d'investissement dans le budget 1990 (Etat y.comp. Fonds)



4.2.2.2 Compte des investissements par groupe des matières

Les tableaux suivants donnent une image des véritables structures des investissements par groupe des matières du plan comptable général aussi bien en tant que résultat global du canton (tableau a) que dans le domaine du budget des Fonds qui y sont inclus (tableau b), chaque fois avec les modifications par rapport au budget 1989.

a) Budget 1990: compte des investissements de l'Etat (y compris les Fonds) par groupe des matières (avec modifications par rapport au budget 1989) en milliers de francs

	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Modification 1990 par rapport 1989 Fr. +/−	%
5 Total dépenses	699 260	660 630	+ 38 630	+ 5,8
50 Investissements propres	335 872	299 214	+ 36 658	+ 12,3
52 Prêts et participations permanentes	11 172	11 712	− 540	− 4,6
56 Subventions accordées	265 954	268 629	− 2 675	− 1,0
57 Subventions redistribuées	85 162	80 075	+ 5 087	+ 6,4
58 Autres dépenses à porter à l'actif	1 100	1 000	+ 100	+ 10,0
6 Total recettes	238 421	213 502	+ 24 919	+ 11,7
60 Transferts au patrimoine financier	8 000	8 005	− 5	−
62 Remboursement de prêts et de participations	4 094	4 021	+ 73	+ 1,8
63 Facturations à des tiers	6 889	10 907	− 4 018	− 36,8
64 Remboursement de subventions accordées	2 348	2 500	− 152	− 6,1
66 Subventions acquises	131 928	107 994	+ 23 934	+ 22,2
67 Subventions à redistribuer	85 162	80 075	+ 5 087	+ 6,4
Investissement net	**460 839**	**447 128**	**+ 13 711**	**+ 3,1**

Du côté des dépenses, les investissements propres (groupe des matières 50) augmentent de 36,7 millions de francs par rapport à 1989, soit de 12,2 pour cent. A cela participent les ponts et chaussées (13,5 millions de francs de dépenses en moins), les routes nationales (32,7 millions de francs de dépenses en plus), les bâtiments (12,6 millions de francs de dépenses en plus), les projets informatiques (6,1 millions de francs en plus) ainsi que les autres investissements propres (1,2 million de francs de dépenses en moins). Les dépenses des groupes des matières 52/56/57/58 n'augmentent que de 1,9 million de francs.
La hausse de 24,9 millions des recettes (11,7 pour cent) est due aux subventions acquises (groupe des matières 66) avec 24 millions de francs ainsi qu'aux autres groupes des matières (62/63/64/67) avec 0,9 million de francs.
L'investissement net augmente ainsi de 13,7 millions de francs par rapport à l'année précédente, soit de 3,1 pour cent.

b) Budget 1990, compte des investissements des Fonds par groupe des matières (avec modifications par rapport au budget 1989) en milliers de francs

	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Modification 1990 par rapport 1989 Fr. +/−	%
5 Total dépenses	106 022	113 084	− 7 062	− 6,2
50 Investissements propres	5 572	5 365	+ 207	+ 3,9
52 Prêts et participations permanentes	7 260	8 500	− 1 240	− 14,6
56 Subventions accordées	93 190	99 219	− 6 029	− 6,1
6 Total recettes	8 609	9 100	− 491	+ 5,4
60 Transferts au patrimoine financier	5 000	5 000	−	−
62 Remboursement de prêts et de participations	3 325	3 300	+ 25	+ 0,8
64 Remboursement de subventions accordées	100	650	− 550	− 84,6
66 Subventions acquises	184	150	+ 34	+ 22,7
Investissement net	**97 413**	**103 984**	**- 6 571**	**- 6,3**

Aux financements spéciaux (Fonds) intégrés dans le compte d'Etat comme services particuliers, l'investissement net diminue d'environ 6,5 millions de francs par rapport à 1989. Du côté des dépenses, une réduction d'environ 6 millions de francs, soit de 6 pour cent des subventions d'investissement propres est prépondérante. Les recettes budgétées pour 1990 diminuent seulement d'environ 0,5 million de francs. En ce qui concerne l'amortissement des investissements des Fonds ainsi que de la part des Fonds au compte global des investissements, se reporter au paragraphe 4.2.1 précédent.

4.2.3 Compte des investissements par Direction et groupe des matières

La vue d'ensemble du budget des investissements par Direction est structurée selon les groupes des matières pour les dépenses et les recettes ainsi que pour l'investissement net qui en résulte (y compris modifications par rapport au budget 1989).
Les commentaires suivants ne concernent que les Directions enregistrant des écarts de plus d'un million de francs pour leurs dépenses d'investissement.

Budget 1990: Compte des investissements (y compris Fonds) par Direction et groupe des matières (avec modifications par rapport au Budget 1989) (en milliers de francs)

(*) Modification +/−: **Dépenses** **Recettes** + pire + meilleur − meilleur − pire	Budget 1990			Modification +/− (*) 1990 p. rapp. 1989 Inv. net = IN: + = augmentation − = diminution
	Dépenses Fr.	Recettes Fr.	Investissement net Fr.	Fr.
Total Etat	699 260	238 421	460 839	+ 13 711 IN
11 Administration présidentielle				
50 Investissements propres Total	1 059	0	1 059	+ 1 IN
12 Administration judiciaire				
50 Investissements propres Total	3 624	0	3 624	+ 1 346 IN
13 Economie publique				
50 Investissements propres	10 363			+ 622
52 Prêts et participations permanentes	7 260			− 1 240
56 Subventions accordées	13 009			+ 545
57 Subventions redistribuées	8 323			+ 2 803
60 Transferts au patrimoine financier		5 000		0
62 Remboursement de prêts et de participations		3 300		0
64 Remboursement de subventions accordées		200		0
66 Subventions acquises		732		+ 119 (−)
67 Subventions à redistribuer		8 323		+ 2 803 (−)
Total	38 955	17 555	21 400	− 192 IN
14 Hygiène publique				
50 Investissements propres	2 325			+ 905
56 Subventions accordées	80 065			− 3 135
66 Subventions acquises		994		+ 24 (−)
Total	82 390	994	81 396	− 2 254 IN
15 Justice				
50 Investissements propres Total	2 950	0	2 950	+ 2 527 IN
16 Police				
50 Investissements propres	5 539			− 818
52 Prêts et participations permanentes	12			0
56 Subventions accordées	5 960			+ 200
62 Remboursement de prêts et de participations		6		0
63 Facturations à des tiers		700		− 200 (+)
Total	11 511	706	10 805	− 418 IN

(*) Modification +/−: **Dépenses** **Recettes** + pire + meilleur − meilleur − pire	Budget 1990 Dépenses Fr.	Recettes Fr.	Investissement net Fr.	Modification +/− (*) 1990 p. rapp. 1989 Inv. net = IN: + = augmentation − = diminution Fr.
17 Affaires militaires				
50 Investissements propres	96			− 144
56 Subventions accordées	6 000			0
57 Subventions redistribuées	20 000			+ 6 000
67 Subventions à redistribuer		20 000		+ 6 000 (−)
Total	26 096	20 000	6 096	− 144 IN
19 Finances				
50 Investissements propres	10 429			+ 2 761
60 Transferts au patrimoine financier		3 000		0
66 Subventions acquises		0		− 111 (+)
Total	10 429	3 000	7 429	+ 2 872 IN
20 Instruction publique				
50 Investissements propres	12 612			+ 5 871
56 Subventions accordées	19 485			− 3 775
57 Subventions redistribuées	750			− 450
64 Remboursement de subventions accordées		0		− 150 (+)
66 Subventions acquises		2 703		− 923 (+)
67 Subventions à redistribuer		750		− 450 (+)
Total	32 847	3 453	29 394	+ 3 169 IN
21 Travaux publics				
50 Investissements propres	275 455			+ 22 970
56 Subventions accordées	26 700			+ 1 100
57 Subventions redistribuées	10 600			− 60
63 Facturations à des tiers		6 189		− 3 818 (+)
66 Subventions acquises		124 702		+ 24 544 (−)
67 Subventions à redistribuer		10 600		− 60 (+)
Total	312 755	141 491	171 264	+ 3 344 IN
22 Transports, énergie et eaux				
50 Investissements propres	3 670			+ 187
52 Prêts et participations permanentes	3 900			+ 700
56 Subventions accordées	65 045			+ 3 695
57 Subventions redistribuées	21 000			0
62 Remboursement de prêts et de participations		788		+ 73 (−)
64 Remboursement de subventions accordées		2 048		+ 548 (−)
66 Subventions acquises		300		+ 300 (−)
67 Subventions à redistribuer		21 000		0
Total	93 615	24 136	69 479	+ 3 661 IN

(*) Modification +/−: **Dépenses** **Recettes** + pire + meilleur − meilleur − pire	Budget 1990 Dépenses Fr.	Recettes Fr.	Investissement net Fr.	Modification +/− (*) 1990 p. rapp. 1989 Inv. net = IN: + = augmentation − = diminution Fr.
23 Forêts				
50 Investissements propres	6 386			− 637
56 Subventions accordées	8 340			+ 395
57 Subventions redistribuées	8 300			+ 700
58 Autres dépenses à porter à l'actif	1 100			+ 100
60 Transferts au patrimoine financier		0		− 5 (+)
66 Subventions acquises		2 234		− 182 (+)
67 Subventions à redistribuer		8 300		+ 700 (−)
Total	24 126	10 534	13 592	+ 45 IN
24 Agriculture				
50 Investissements propres	1 364			+ 1 244
56 Subventions accordées	22 350			− 590
57 Subventions redistribuées	16 189			− 3 906
64 Remboursement de subventions accordées		100		− 550 (+)
66 Subventions acquises		263		+ 163 (−)
67 Subventions à redistribuer		16 189		− 3 906 (+)
Total	39 903	16 552	23 351	+ 1 041 IN
25 Œuvres sociales				
50 Investissements propres	0			− 177
56 Subventions accordées	19 000			− 1 110
Total	19 000	0	19 000	− 1 287 IN

4.2.4 Commentaire des écarts des investissements bruts par groupe des matières et par Direction

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Indication détaillée des Directions enregistrant un écart de plus d'un million de francs:

		Ecart 1990 par rapport à 1989 en millions de francs + augmentation − diminution			
50	**Investissements propres**	**335,9 mio de francs**		**+**	**36,7**
12	**Administration judiciaire**				
506	Projets informatiques pour Cour suprême, tribunaux de district, tribunaux des mineurs (cf. vue d'ensemble au paragraphe 4.2.5)			+	1,3
15	**Direction de la justice**				
506	Projets informatiques pour districts (préfectures), registres fonciers, offices des poursuites et faillites (cf. vue d'ensemble au paragraphe 4.2.5)	+	2,2		
506/503	Autres investissements propres	+	0,3	+	2,5
19	**Direction des finances**				
506	Projets informatiques pour Intendance des impôts, Office d'informatique, Contrôle des finances, Administration des domaines (cf. vue d'ensemble au paragraphe 4.2.5)	+	3,4		
506	Mobilier, machines, autres investissements propres	−	0,6	+	2,8
20	**Direction de l'instruction publique**				
503	Equipement pour constructions et transformations immeubles du patrimoine administratif (*) dont Université 2,3 millions de francs	+	4,0 (*)		
506	Projets informatiques (cf. vue d'ensemble au paragraphe 4.2.5)	+	0,6		
506	Mobilier, machines, véhicules (*) dont Université 1 million de francs	+	1,3 (*)	+	5,9
21	**Direction des travaux publics**				
501	Ouvrages de génie civil	−	13,7		
502	Routes nationales (*) aux dépenses supplémentaires correspondent des recettes fédérales supplémentaires de 29 millions de francs au compte 6609	+	32,7 (*)		
503	Terrains bâtis (*) aux dépenses supplémentaires correspondent des remboursements resp. des recettes fédérales supplémentaires de 2,6 millions de francs aux comptes 6330/6600	+	5,0 (*)		
506	Mobilier, machines, véhicules	−	1,0	+	23,0
24	**Direction de l'agriculture**				
506	Projet informatique global GELAN (cf. vue d'ensemble au paragraphe 4.2.5)	+	0,9		
506	Mobilier, machines, véhicules	+	0,3	+	1,2
16	**Direction de la police, 17 des affaires militaires, 23 des forêts, 25 des œuvres sociales**				
50	Total diminution			−	1,7
11	**Administration présidentielle, 13 Direction de l'économie publique, 14 de l'hygiène publique, 22 des transports, de l'énergie et des eaux**				
50	Total augmentation			+	1,7
Total général augmentation 50 Investissements propres				**+**	**36,7**

		Ecart 1990 par rapport à 1989 en millions de francs + augmentation − diminution	
56	**Subventions accordées**	**266 millions de francs**	**- 2,7**
14	**Direction de l'hygiène publique**		
562/63/64/65	Fonds de la dîme hospitalière: subventions d'investissement à des hôpitaux, foyers pour malades chroniques, cliniques spécialisées, écoles professions hospitalières	− 3,6	
564	Secrétarit: quote-part de l'Etat selon la loi sur les hôpitaux	− 0,5	− 3,1
20	**Direction de l'instruction publique**		
562/65	Subventions d'investissement pour		
	− constructions scolaires	− 1,9	
	− installations sportives (Fonds du Sport-Toto pour associations sportives et de gymnastique)	− 2,0	
	− autres investissements	+ 0,1	− 3,8
21	**Direction des travaux publics**		
562/64	Subventions d'investissement aux communes et entreprises d'économie mixte		
	− Office des ponts et chaussées	+ 1,2	
	− Office des bâtiments, Office de l'aménagement du territoire	+ 0,4	
	− Fonds des rives des lacs et des rivières	− 0,5	+ 1,1
22	**Direction des transports, de l'énergie et des eaux**		
564	Subventions d'investissement à des lignes de chemin de fer privées	+ 0,2	
562	Subventions d'investissement aux communes pour installations énergétiques et d'alimentation en eau potable	+ 2,8	
564/65	Subventions d'investissement à entreprises d'économie mixte pour installations énergétiques	+ 0,7	+ 3,7
25	**Direction des œuvres sociales**		
562/63/64/65	Subventions d'investissement à institutions de prévoyance et d'aide sociales et homes		− 1,1
13	**Direction de l'économie publique, 16 de la police, 23 des forêts**		
56	Total augmentation		+ 1,1
24	**Direction de l'agriculture**		
56	Total diminution		− 0,6
Total général augmentation 56 Subventions accordées			
Diminution			− 2,7
Autres groupes des matières			
Les autres écarts des investissements bruts dans			
52	Prêts et participations permanentes		− 0,5
58	Autres dépenses à porter à l'actif		+ 0,1
	580 Expropriations matérielles		
sont faibles.			

Il faut en outre souligner que l'augmentation de 5,1 millions de francs des dépenses de subventions d'investissement redistribuées enregistrée au groupe des matières 57 n'a pas d'effet sur le solde puisque la même augmentation est enregistrée du côté des recettes au compte 67.

4.2.5 Projets d'investissements en matière d'informatique

Les projets suivants, tirés d'une planification de l'informatique intégrée au processus d'élaboration du budget et adoptée séparément par le Conseil-exécutif, ont été inscrits au budget des investissements. Le total des projets budgétés pour 1990 s'élève à 16,6 millions de francs, ce qui représente une augmentation de 10,1 millions de francs des dépenses par rapport à 1989. Il faut cependant tenir compte d'une réduction des dépenses de 4 millions de francs pour les projets qui ne sont plus inscrits au budget pour 1991 et le solde ainsi obtenu donne une croissance des dépenses de 6,1 millions de francs pour les projets informatiques.
Pour que la vue d'ensemble qui suit soit exhaustive, on a inscrit à la fin, en plus des projets informatiques, les acquisitions de mobilier et d'appareils de bureau comprises dans le compte «5060 Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED» pour que les résultats du tableau puissent être comparés avec les valeurs du budget, compte 5060.

Budget 1990: Projets d'investissements informatiques (frais de logiciels et de matériel) par Direction et Service (avec modifications par rapport au budget 1989) (en milliers de francs)

Direction/Service Projet	Crédit net du projet Fr.	Budget 1990 compte 5060 Fr.	Budget 1989 compte 5060 Fr.	Modification 1990 p. rapport 1989 + augmentation − diminution Fr.
11 Administration présidentielle				
1130 Section présidentielle				
Remplacement système WANG-VS	1 030	450	0	+ 450
PROGESTA	250	250	0	+ 250
12 Administration judiciaire				
1200 Cour suprême				
COBRA Bureautique	1 338	214	750	− 536
1205 Tribunaux de district				
INSURAB Bureautique	1 800	1 800	600 (*)	(+ 1 200)
(*) reporté à 1990				
1215 Tribunaux des mineurs				
JUGIS Bureautique	2 090	1 500	800 (*)	(+ 700)
(*) reporté à 1990				
1225 Tribunal des assurances				
Bureautique	238	110	128	− 18
13 Economie publique				
1300 Secrétariat général				
Bureautique	150	150	0	+ 150
15 Justice				
1510 Préfectures				
LORIOT Bureautique districts	30 000	1 800	0	+ 1 800
1520 Offices des poursuites et faillites				
GILB Berne/Bienne/Thoune	680	680	0	+ 680
16 Police				
1600 Secrétariat général				
BAPOL (projets partiels IKAR/STRABE/ BADIR)	1 920	300	600	− 300
1620 Office de la circulation routière et de la navigation				
ASIT	200	200	0	+ 200
1650 Commandement de police				
Ajustement capacité de mémoire	108	108	0	+ 108

Direction/Service Projet	Crédit net du projet Fr.	Budget 1990 compte 5060 Fr.	Budget 1989 compte 5060 Fr.	Modification 1990 p. rapport 1989 + augmentation — diminution Fr.
19 Finances				
1920 Intendance des impôts				
NESKO Perception des impôts	11 340	3 400	0	+ 3 400
Bureautique section personnes morales	150	150	0	+ 150
Bureautique section impôt anticipé	150	150	0	+ 150
1930 Office du personnel				
BARISPA Bureautique	1 971	970	900	+ 70
1950 Office d'informatique				
Extension infrastructure	2 000	400	0	+ 400
1960 Contrôle des finances				
Extension installation TED (*) 30 reportés à 1990	150	30	150 (*)	(— 120)
1970 Administration des domaines				
LEVIS	412	200	212	— 12
20 Instruction publique				
2000 Secrétariat général				
Extension remplacement système TED	3 745	320	645	— 325
Bureautique remplacement application bourses	250	250	0	+ 250
Tramelan Bureautique CIP, IFZ, ICR	1 600	900	0	+ 900
2011 Fonds de la librairie de l'Etat				
Bureautique (*) reporté à 1990	265	200	200 (*)	(0)
2015 Service des affaires culturelles et services rattachés				
Equipement TED de base conservation des monuments historiques/protection des biens culturels	200	200	0	+ 200
2020 Office de la jeunesse et des sports				
Transfert microfiches fichier moniteurs sur WANG	110	110	0	+ 110
2080 Ecoles cantonales				
Rénovation installation informatique école et administration	100	100	0	+ 100
21 Travaux publics				
2100 Secrétariat général				
INFOREIT, cartographie, part TRA	3 600	333	267	+ 66
22 Transports, énergie et eaux				
2200 Secrétariat général				
INFOREIT, cartographie, part TEE	1 800	167	133	+ 34

Direction/Service Projet	Crédit net du projet Fr.	Budget 1990 compte 5060 Fr.	Budget 1989 compte 5060 Fr.	Modification 1990 p. rapport 1989 + augmentation − diminution Fr.
23 Forêts				
2300 Secrétariat général				
INFOR Bureautique	2 034	154 (*)	1 160	− 1 006
(*) pépinière				
Statistique prises de pêche, repeuplement	100	100	0	+ 100
24 Agriculture				
2400 Secrétariat général				
GELAN Bureautiqie	2 919	947	0	+ 947
Récapitulation				
Total crédits nets projets				
pour les projets inscrits au budget 1990	72 700			
Projets budgétés en 1990 et en 1989		16 643	6 545	+ 10 098
Projets supplémentaires budgétés en 1989		0	4 004	− 4 004
Total projets informatiques		16 643	10 549	+ 6 094
Acquisitions de mobilier et d'appareils budgétées en plus au compte 5060		150	753	− 603
Total compte 5060 Etat		16 793	11 302	+ 5 491

5. Financement et indicateurs

5.1 Financement

Dans le nouveau modèle de comptes, les investissements sont enregistrés dans le compte administratif, portés à l'actif du bilan et amortis à la charge du compte de fonctionnement. Etant donné que les amortissements sont prescrits par la loi et que ces dépenses courantes sont ainsi dans une large mesure liées, aussi bien de facto que juridiquement, le financement de l'investissement net par les pouvoirs publics revêt ainsi un rôle primordial en politique financière.
Dans l'ancien modèle du compte financier, toutes les dépenses d'investissement ne pouvaient pas être financées par les recettes courantes des finances de l'Etat. Cela est confirmé par le recours annuel à l'emprunt qui était d'environ 150 millions de francs ces dernières années. Avec le passage au nouveau modèle de comptes, le recours à l'emprunt est pour la première fois institutionnalisé en clôture du compte administratif et indiqué clairement. Cela se fait en deux étapes. La première étape consiste à déterminer l'investissement net. Il s'agit là des dépenses d'investissement qui restent à la charge de l'Etat après déduction des prestations de tiers. Dans une seconde étape, on juxtapose l'investissement net ainsi dégagé et les moyens provenant des amortissements sur le patrimoine administratif diminués du déficit du compte de fonctionnement. Le solde constitue l'insuffisance de financement; il doit être couvert par le recours à l'emprunt et correspond à l'endettement supplémentaire prévu pour l'année concernée. Le montant prévu de l'insuffisance de financement pour 1989 est de 196 millions de francs et pour 1990 de 359 millions de francs.

Situation des modes de financement pour 1989 et 1990 en millions de francs

	Budget 1990 Fr.	Budget 1989 Fr.	Modifications 1990 p. rapport 1989 Fr.	%
Investissement net	460,8	447,1	13,7	3,1
Amortissements sur le patrimoine administratif	280,0	276,1	3,9	1,4
Excédent de charges du compte de fonctionnement	177,8	24,7	153,1	619,8
Insuffisance de financement	**358,6**	**195,7**	**162,9**	**83,2**

5.2 Indicateurs

Les indicateurs servent à juger l'état des finances de l'Etat à long terme. On les obtient en effectuant des rapports entre deux ou plusieurs valeurs numériques du compte global.
Ils sont particulièrement importants pour apprécier l'évolution à long terme des finances de l'Etat. Il y a tout d'abord les **quotités ou coefficients** (mise en rapport des chiffres les plus importants des finances de l'Etat avec le revenu national), puis les **quote-parts** (mise en rapport des chiffres les plus importants des finances de l'Etat avec les revenus) et les **degrés** qui reflètent un état de fait spécifique. Ces indicateurs sont expliqués en détail dans les documents concernant le plan financier 1990–1993.
Le plan financier contient une comparaison sur plusieurs années de ces indicateurs. La première année représentative commence avec les chiffres de base du budget 1989 et est systématiquement étendue aux autres années du plan dans le cadre de la planification financière. Dans le tableau ci-dessous, les valeurs des deux budgets disponibles sont juxtaposées. On ne peut pas en conclure grand chose, mais sur la base de ces indicateurs on a tout de même pu faire ressortir les principales tendances.

Indicateurs de la situation financière 1989–1990

	Budget 1990	Budget 1989	Tendance
Revenu de l'impôt	5,86	6,31	à la baisse
Part de l'Etat	14,57	14,01	à la hausse
Quotité des investissements	1,44	1,43	stable
Part de l'autofinancement	1,84	5,83	fortement à la baisse
Part du service du capital	8,79	8,69	à la hausse
Part du service de la dette	2,40	2,31	à la hausse
Part du capital propre	**4,09**	**10,11**	**fortement à la baisse**
Degré d'autofinancement	**22,22**	**56,15**	**fortement à la baisse**
Degré d'endettement supplémentaire	**77,78**	**43,85**	**fortement à la hausse**

6. Appreciation du budget 1990

Le budget 1990 doit être apprécié en fonction des objectifs suivants:
- l'équilibre des finances de l'Etat (compte de fonctionnement équilibré, autofinancement raisonnable et endettement mesuré)
- la réduction de la charge fiscale au niveau de la moyenne nationale.

Les résultats du budget 1990 montrent que ces objectifs ne sont pas atteints. En ce qui concerne la réduction de la charge fiscale des personnes physiques, on enregistre les premiers succès dus à la réduction de la quotité de l'impôt en 1988 et au rabais fiscal encore effectif en 1990. Malgré cela, la charge fiscale dans le canton de Berne est nettement supérieure à la moyenne suisse.
La situation des finances de l'Etat n'est guère réjouissante. Les taux de croissance des dépenses sont encore et toujours supérieurs à ceux des recettes. Comme les dépenses sont pour un grand nombre d'entre elles liées, l'orientation à court terme que permet d'effectuer le budget est limitée. Dans le budget 1990, cette situation qui se répète depuis plusieurs années est encore aggravée par l'accumulation de mesures supplémentaires relatives au personnel (augmentation des salaires réels, réductions du temps de travail pour les enseignants, bonus-temps pour le personnel soignant). Phénomène encore empiré par le fait que ces mesures sont effectives une année où, étant donné le système de taxation bisannuelle, l'augmentation des recettes fiscales est plus faible.

Vu l'important déficit de 178 millions de francs du compte de fonctionnement et la considérable insuffisance de financement de 359 millions de francs en clôture du compte administratif, il est clair que malgré les diverses mesures qui ont déjà été prises pour limiter la croissance des dépenses, il est indispensable de prendre des mesures de consolidation supplémentaires.
Il faut naturellement exploiter toutes les mesures d'exécution pour tenter d'obtenir un meilleur résultat à la fin de l'exercice.
Quelques exemples:

- extrême retenue pour les dépassements de crédit
- gestion conséquente des postes de travail
- fixation de priorités pour les investissements
- exploitation de toutes les possibilités d'obtenir des recettes
- accroissement de l'efficacité.

7. Proposition

En nous fondant sur les explications qui précèdent, nous proposons que le budget pour l'année 1990 soit approuvé avec une quotité d'impôt de 2,2.

Berne, le 13 septembre 1989 Le Directeur des finances: Augsburger

Directives

DIRECTIVES CONCERNANT LE BUDGET 1990

1. Structure/contenu/commentaire

1.1 Structure du budget

Le budget s'articule en trois parties: informations relatives à la gestion, détails concernant le compte administratif et commentaire.
La version allemande est éditée séparément mais elle connaît la même structure.

1.2 Contenu et conception de la 1re partie

La 1re partie comprend notamment les informations relatives à la gestion. On y trouve ainsi la récapitulation du budget par comptes principaux (comptes à 4 chiffres), par Direction et pour l'ensemble de l'Etat. Tous les postes neutres ont été ajoutés, comme dans la 2e partie (cf. ci-après). Le budget d'informatique figure également dans la 1re partie. Il se divise comme dans les budgets précédents en coûts de production (exploitation des applications) et coûts de développement (élaboration de nouveaux projets et poursuite de ceux déjà mis en route). La classification institutionnelle apparaît dans la liste des divers services.

1.3 Contenu de la 2e partie

Les écarts par rapport au budget 1989 sont présentés à la fois en chiffres absolus et en pourcentages, tout comme dans la 1re partie. La 2e partie comporte désormais également le budget relatif aux financements spéciaux par des Fonds. Les postes neutres compris dans les totaux sont additionnés.
Etant donné qu'ici recettes et dépenses se compensent, elles n'ont pas d'incidence sur le résultat, mais seulement sur les totaux. Les groupes de matières suivants comprennent les postes neutres et se compensent entre eux:

37 —> 47, 57 —> 67

Les groupes de matières suivants comprennent les imputations internes et s'équilibrent également entre eux:

39 —> 49

Tous les postes du budget sont représentés par des comptes principaux à quatre chiffres. Les informations concernant les précisions importantes qui faisaient auparavant l'objet de subdivisions se trouvent désormais dans le commentaire.

1.4 3e partie: commentaire

Le commentaire porte désormais essentiellement sur **la justification des différences par rapport au précédent budget.** Toutefois on a veillé à ce que seuls les postes importants, ou plus exactement leurs modifications, soient commentés (cf. art. 62 OF). Les données des années précédentes ne sont répétées que dans la mesure où elles permettent une meilleure compréhension. Les informations générales sur les services sont rassemblées dans un commentaire général qui précède celui des différents comptes.

1.5 Autorisations de dépenses par arrêté budgétaire (arrêtés budgétaires constitutifs)

Dans leur rapport d'expertise «Questions juridiques relatives aux autorisations de dépenses» du 22 décembre 1986, les professeurs Kälin et Saladin parviennent à la conclusion suivante: il est admissible que dans certains cas le Grand Conseil approuve en même temps que le budget des dépenses qui y sont inscrites.
Par un arrêté no 1021 du 11 mars 1987, le Conseil-exécutif s'est exprimé sur ce rapport d'expertise et a édicté des directives en conséquence. Celles qui concernent l'approbation des dépenses par arrêté budgétaire sont les suivantes:

«En dérogation au principe selon lequel les arrêtés concernant le budget doivent être pris séparément de ceux concernant les dépenses, il est permis d'approuver une dépense par arrêté budgétaire tant que le législateur ou l'autorité compétente en matière budgétaire n'en a manifestement pas décidé autrement et dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées:
- il ne faut pas qu'un arrêté séparé en matière de dépenses existe déjà;
- la dépense en question doit relever du domaine de compétence exclusif du Grand Conseil;
- la dépense doit avoir une base légale comme fondement;
- le poste budgétaire en question doit être désigné de façon à permettre au Grand Conseil de se rendre compte du contenu de l'arrêté en matière de dépense; en général, le montant, le but et le destinataire de la dépense doivent apparaître clairement;
- les arrêtés budgétaires constitutifs doivent être désignés comme tels dans le projet de budget.

Les types de dépenses qui sont particulièrement indiqués pour les arrêtés budgétaires constitutifs sont notamment les suivants:
- dépenses liées impérativement prescrites par la loi, dont le montant et la nature sont déterminés de façon chiffrée dans la disposition même ou peuvent être établis à partir de critères objectifs;
- dépenses liées qui certes doivent être engagées, mais pour lesquelles il est encore laissé aux autorités une liberté limitée pour ce qui est d'en fixer le montant.»

Dans le budget 1990 figurent plusieurs dépenses autorisées de cette façon. Les postes correspondants font l'objet dans la 3e partie d'un commentaire en caractères gras introduit en ces termes:
«Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif).»
Ce commentaire signifie que le Grand Conseil a approuvé les dépenses en question en même temps que le budget et qu'il ne devra donc pas en juger à nouveau. Une récapitulation se trouve à la fin du commentaire.

2. Présentation succinte du NMC

2.1 Historique et objectif

Le NMC comme instrument de direction

Historique

Les premiers efforts en vue d'harmoniser la comptabilité publique remontent à la fin du siècle dernier. *Le nouveau modèle de comptes* élaboré par la Conférence des Directeurs cantonaux des finances (1970—1977) est fondé sur une comptabilité commerciale adaptée aux besoins spécifiques des collectivités publiques. Ce modèle succède au système de comptabilité camérale encore prédominant dans le domaine public. Son application est recommandée aux cantons, tant pour eux-mêmes que pour les communes.

Objectif

L'objectif de tout système comptable est d'enregistrer sans omission toutes les opérations financières, de les structurer de façon claire afin de permettre une interprétation adaptée aux besoins de la gestion. Lors de l'élaboration du nouveau modèle, on s'est tout particulièrement attaché à opérer une nette *distinction entre dépenses de consommation et d'investissement* (compte de fonctionnement et compte des investissements). Ce critère de base (consommation/investissement) pour distinguer les comptes partiels présente les avantages suivants:

- adaptation aux collectivités de toutes tailles
- développement du mode de pensée en fonction des coûts
- adaptation à la prise de décisions et à la planification
- coordination avec les données concernant l'économie dans son ensemble
- adaptation au système comptable de l'économie privée.

2.2 Bases légales

Les bases légales de la gestion financière et de la comptabilité

Principes de la gesion financière (art. 2 LFE)

Le compte d'Etat du canton de Berne se compose désormais du bilan, du compte administratif et des comptes spéciaux.
Il convient d'appliquer les principes suivants:

— Légalité	Base juridique dans une loi, un décret ou une ordonnance (arrêté ouvrant un crédit); autorisation de dépenses de l'organe compétent en matière financière; conformité avec la procédure prévue par la loi depuis l'établissement du budget jusqu'à l'exécution
— Emploi économe des fonds	Exécution des tâches publiques financièrement supportables
— Emploi rentable des fonds	Rapport optimum entre les dépenses engagées et les résultats obtenus
— Equilibre budgétaire	En général, équilibre du compte de fonctionnement
— Paiement par l'utilisateur	Participation acceptable du bénéficiaire d'une prestation à son coût
— Non-affectation des impôts principaux	Interdiction d'affecter des impôts à des financements spéciaux (Fonds)

Principes de la comptabilité (art. 3 LFE)

La comptabilité est soumise aux principes suivants:

— Annualité	Etablissement du budget et des comptes pour une année civile
— Universalité	Saisie dans la comptabilité de toutes les opérations financières
— Antériorité	Vote du budget avant le début de l'exercice qu'il concerne
— Clarté	Désignation claire et sans ambiguïté des comptes
— Vérité	Estimations objectives et contrôlables
— Produit brut	Interdiction des compensations entre dépenses et recettes
— Echéance	Comptabilisation des opérations au moment de l'origine de la dette
— Spécialité qualitative	Utilisation d'un crédit pour le seul but fixé
— Spécialité temporelle	Utilisation d'un crédit durant l'exercice budgétaire pour lequel il a été autorisé

N.B LFE: Loi sur les finances de l'Etat de Berne du 10 novembre 1987

2.3 Types de crédits

Crédit d'engagement (art. 17–23 LFE)

Un crédit d'engagement (crédit d'ouvrage, crédit-cadre ou crédit complémentaire) est l'autorisation de prendre, pour un objectif déterminé et jusqu'à concurrence d'un montant fixé, des engagements financiers.

Un crédit complémentaire doit être demandé si, avant ou pendant la mise en œuvre du projet, le crédit d'engagement se révèle insuffisant.

Crédit budgétaire (art. 24 LFE)

Un crédit budgétaire donne au Conseil-exécutif l'autorisation de dépenser, pour un but précis, une somme déterminée du compte administratif, sous réserve des compétences financières du Grand Conseil et du peuple. Les crédits budgétaires non utilisés sont périmés à la clôture de l'exercice.

Crédit supplémentaire (art. 25 LFE)

Si un crédit budgétaire est insuffisant pour remplir la tâche prévue, un crédit supplémentaire doit être demandé. Les crédits supplémentaires présentés dans des annexes au budget sont approuvés par le Grand Conseil. Le Conseil-exécutif peut néanmoins, dans la mesure où il n'outrepasse pas les compétences en matière financière que lui confère la Constitution, dépasser un crédit budgétaire

a) d'une somme pouvant représenter jusqu'à 20 pour cent du montant initialement octroyé pour ledit crédit, ou
b) si la demande d'un crédit supplémentaire devant le Grand Conseil ne serait possible qu'au prix de conséquences dommageables importantes.

Le Grand Conseil approuve les dépassements de crédits autorisés par le Conseil-exécutif au moment de la présentation des comptes.

2.4 Compétences en matière financière/Justification des écarts

Compétences en matière financière

Organe	Montant (en francs)	Observations
Peuple	nouvelle dépense totale supérieure à 10 millions supérieure à 1 million et inférieure ou égale à 10 millions	référendum obligatoire référendum facultatif
Grand Conseil	nouvelle dépense totale supérieure à 200 000 et inférieure ou égale à 1 million dépense liée totale supérieure à 200 000	affaires immobilières illimitées
Conseil-exécutif	nouvelle dépense et dépense liée totales supérieures à 100 000 et inférieures ou égales à 200 000	
Directions Section présidentielle	nouvelle dépense et dépense liée totales inférieures ou égales à 100 000	

Organe	Montant (en francs)	Observations
Cour suprême Tribunal administratif Tribunal des assurances Commission des recours en matière fiscale	nouvelle dépense et dépense liée totales inférieures ou égales à 50 000	
Offices Etablissements Sections		Délégation selon décision de la Directrice ou du Directeur (art. 53)

Justification des écarts

Tout écart en plus ou en moins par rapport au budget et aux crédits supplémentaires qui dépasse les limites fixées par l'ordonnance sur les finances de l'Etat donne lieu à une justification dans le commentaire sur le budget et sur le compte d'Etat.
Les dépenses en plus et en moins et les recettes en plus et en moins doivent être justifiées dans les cas suivants:

Pour des crédits	Justification des écarts dans les cas suivants:	
	Dépenses en plus et recettes en moins (aggravation) de	Dépenses en moins et recettes en plus (amélioration) de
inférieurs ou égaux à 100 000 fr.	plus de 25 % du montant du crédit et au moins 5000 fr.	plus de 50 % du montant du crédit et au moins 10 000 fr.
supérieurs à 100 000 fr. et inférieurs ou égaux à 200 000 fr.	plus de 25 000 fr.	plus de 50 000 fr.
supérieurs à 200 000 fr. et inférieurs ou égaux à 500 000 fr.	plus de 50 000 fr.	plus de 100 000 fr.
supérieurs à 500 000 fr. et inférieurs ou égaux à 5 000 000 fr.	plus de 75 000 fr.	plus de 150 000 fr.
supérieurs à 5 000 000 fr.	plus de 100 000 fr.	plus de 200 000 fr.

2.5 Comptes

Les comptes du nouveau modèle

Le compte administratif

Le *compte administratif* se subdivise en deux comptes: le compte de fonctionnement et le compte des investissements. Il recense toutes les dépenses (aussi bien de consommation que d'investissement) et les recettes, y compris les imputations internes.

Le *compte de fonctionnement* est conçu comme un compte de résultats présentant les charges (consommation de capital) et les revenus (afflux de capital). Il comprend à la fois les mouvements ayant un effet sur la caisse et les postes n'ayant pas d'effet sur les paiements (par exemple: amortissements et imputations internes).

Le solde du compte de fonctionnement (excédent de revenus ou de charges) modifie la fortune nette ou le découvert.

Le *compte des investissements* récapitule les dépenses correspondant à l'affectation durable de fonds publics à des valeurs d'une durée d'utilisation de plusieurs années et qui servent à remplir une tâche publique.

Il s'agit notamment de:

- l'achat, la construction et l'amélioration de biens du patrimoine administratif,
- les subventions à des tiers pour l'achat, la construction et l'amélioration de biens, accordées à la condition qu'elles servent à remplir une tâche publique (subventions d'investissement),
- l'octroi de prêts et de participations du patrimoine administratif.

Les recettes d'investissement consistent en transferts du patrimoine administratif au patrimoine financier, taxes d'utilisation et charges de préférence du patrimoine administratif de l'Etat, remboursements de prêts et de participations du patrimoine administratif, de subventions d'investissement, remboursements liés à des biens réels et enfin en subventions acquises pour des investissements.

Bilan

Le bilan comprend les actifs et les passifs du canton. Le capital propre est l'excédent du patrimoine sur les obligations. Un excédent de revenus entraîne son augmentation, un excédent des charges du compte de fonctionnement sa diminution.

2.6 L'abc du NMC

Structure des numéros de comptes

Une classe de comptes se subdivise en groupes des matières, groupes de comptes et comptes individuels.

1 = classe de comptes
12 = groupe des matières
123 = groupe de comptes
1234 = compte individuel

Comptes du bilan, du compte de fonctionnement et du compte des investissements:

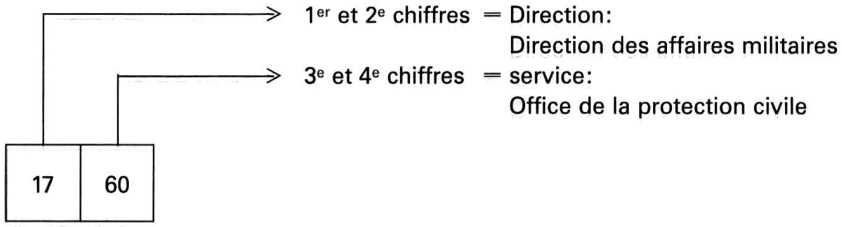
XX1234 – YYY666666

XX = 3e et 4e chiffres du numéro de service
1 = classe de comptes
12 = groupe des matières
123 = groupe de comptes
1234 = compte individuel

YYY = section
666666 = classification plus détaillée (sous-compte)

Classification institutionnelle

La classification institutionnelle organise le compte d'Etat en fonction des Directions et des divisions administratives (les deux premiers chiffres constituent le numéro de classification de la Direction, les deux derniers correspondent à celui de la division administrative).



Classification par groupes des matières*

La classification par groupes des matières est également appelée classification par nature (classification selon la nature des opérations financières). Elle met en évidence l'aspect financier et celui de l'économie publique. Cette classification s'effectue en fonction d'un caractère subordonné; autrement dit, les opérations financières à l'intérieur des services sont recensées en fonction des comptes individuels du plan comptable général pour le compte de fonctionnement et celui des investissements.

Le compte d'Etat du canton de Berne utilise des comptes individuels à quatre chiffres. Si cette classification détaillée se révèle insuffisante, on ajoute des sous-comptes aux comptes individuels afin de détailler davantage.

Classification fonctionnelle*

La classification fonctionnelle ordonne les opérations financières (dépenses et recettes) selon les domaines dont relèvent les tâches du secteur public. Les principaux domaines, uniformisés en vertu de directives édictées par la Conférence des Directeurs des finances, sont les suivants:

- Administration générale
- Sécurité publique
- Education
- Culture et loisirs
- Santé
- Finances et impôts
- Prévoyance sociale
- Trafic
- Protection et aménagement de l'environnement
- Economie publique

* Cette classification n'est pas appliquée dans le présent budget.

Plan comptable général des collectivités publiques

Bilan		Compte administratif				Clôture
		Compte de fonctionnement		Compte des investissements		
Actifs	Passifs	Charges	Revenus	Dépenses	Recettes	
1	2	3	4	5	6	9
Patrimoine financier 10 Disponibilités 11 Avoirs 12 Placements 13 Actifs transitoires *Patrimoine administratif* 14 Investissements 15 Prêts et participations permanentes 16 Subventions d'investissements 17 Autres dépenses à amortir *Financements spéciaux* 18 Avances aux financements spéciaux *Découvert* 19 Découvert	*Engagements* 20 Engagements courants 21 Dettes à court terme 22 Dettes à moyen et long terme 23 Engagements envers des entités particulières 24 Provisions 25 Passifs transitoires *Financements spéciaux* 28 Engagements envers les financements spéciaux *Fortune* 29 Fortune nette	30 Charges de personnel 31 Biens, services et marchandises 32 Intérêts passifs 33 Amortissements 34 Parts et contributions sans affectation 35 Dédommagements à des collectivités publiques 36 Subventions accordées 37 Subventions redistribuées 38 Attributions aux financements spéciaux 39 Imputations internes	40 Impôts 41 Patentes, concessions 42 Revenus des biens 43 Contributions 44 Parts à des recettes et contributions sans affectation 45 Dédommagements de collectivités publiques 46 Subventions acquises 47 Subventions à redistribuer 48 Prélèvements sur les financements spéciaux 49 Imputations internes	50 Investissements propres 52 Prêts et participations permanentes 56 Subventions accordées 57 Subventions redistribuées 58 Autres dépenses à porter à l'actif 59 Report au bilan	60 Transferts au patrimoine financier 61 Contributions de tiers 62 Remboursements de prêts et de participations permanentes 63 Facturations à des tiers 64 Remboursements de subventions accordées 66 Subventions acquises 67 Subventions à redistribuer 68 Reprise des amortissements 69 Report du bilan	90 Compte de fonctionnement 91 Compte des investissements 92 Bilan

2.8 Fonds

Financements spéciaux par des Fonds (art. 10 LFE)

Les financements spéciaux par des Fonds sont des moyens financiers affectés par la loi à l'accomplissement d'une tâche publique déterminée. Ces moyens ne peuvent être utilisés que pour remplir la tâche assignée par la loi. Les Fonds sont présentés dans le compte administratif. Aujourd'hui le compte externe comprend 36 Fonds.

	Désignation
11	**SECTION PRÉSIDENTIELLE**
1121	Fonds du Sport-Toto de la Section présidentielle
13	**DIRECTION DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE**
1306	Fonds pour l'encouragement de l'économie
1307	Fonds d'aide aux investissements dans les régions de montagne
1311	Fonds de l'hôtellerie et de la restauration
1312	Fonds pour le tourisme
1321	Fonds de crise
1351	Fonds pour la formation professionnelle
14	**DIRECTION DE L'HYGIENE PUBLIQUE**
1401	Fonds de lutte contre les maladies
1402	Fonds de la dîme hospitalière
16	**DIRECTION DE LA POLICE**
1601	Fonds de la loterie
17	**DIRECTION DES AFFAIRES MILITAIRES**
1701	Fonds du Sport-Toto de la Direction des affaires militaires
1702	Fonds des amendes militaires
19	**DIRECTION DES FINANCES**
1911	Fonds de compensation financière
1912	Fonds d'amortissements d'emprunts
1921	Fonds de soutien et de promotion de l'emploi
20	**DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE**
2011	Fonds de la librairie de l'Etat
2012	Fonds en faveur de la gymnastique et des sports de la Direction de l'instruction publique (Fonds de loterie)
2016	Fonds des commissions culturelles
2017	Fonds en faveur d'activités culturelles (Fonds de loterie)
2021	Fonds du Sport-Toto pour l'Office Jeunesse et Sport
2022	Fonds du Sport-Toto pour associations sportives et de gymnastique de la Direction de l'instruction publique
21	**DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS**
2121	Fonds des rives des lacs et des rivières
22	**DIRECTION DES TRANSPORTS, DE L'ÉNERGIE ET DES EAUX**
2221	Fonds de transports (Fonds de loterie)
23	**DIRECTION DES FORÊTS**
2301	Fonds destiné à renforcer l'action bienfaisante de la forêt
2311	Fonds de l'inspection des forêts et de l'administration forestière
2321	Fonds pour les dommages causés par le gibier
2322	Fonds de chasse
2323	Fonds de réserve pour la chasse de la Direction des forêts
2325	Fonds de la pêche
24	**DIRECTION DE L'AGRICULTURE**
2401	Fonds pour la conservation des monuments historiques (Fonds de loterie)
2402	Fonds viticole
2403	Fonds de secours en cas de dommages ou de dangers imminents causés par les éléments
2411	Fonds des épizooties
2412	Fonds d'assurance du bétail
2421	Fonds pour les améliorations foncières
25	**DIRECTION DES ŒUVRES SOCIALES**
2501	Fonds pour la lutte contre la toxicomanie

3. Liste des services et des sections

11 Administration présidentielle
1100 Grand Conseil/Députation au Conseil des Etats
100 Grand Conseil
200 Députation au Conseil des Etats
300 Commission de la révision constitutionnelle
1120 Conseil-exécutif
100 Conseil-exécutif
1121 Fonds du Sport-Toto de la Section présidentielle
100 Fonds du Sport-Toto de la Section présidentielle
1130 Section présidentielle
100 Chancellerie d'Etat
200 Office d'information
300 Archives de l'Etat

12 Cour suprême
1200 Cour suprême
100 Cour suprême
1205 Tribunaux de district
100 Tribunaux de district
1210 Ministère public
100 Ministère public
1215 Tribunaux des mineurs
100 Tribunaux des mineurs
1220 Tribunal administratif
100 Tribunal administratif
1225 Tribunal des assurances
100 Tribunal des assurances
1230 Commission des recours en matière fiscale
100 Commission des recours en matière fiscale

13 Direction de l'économie publique
1300 Secrétariat général
100 Secrétariat général
200 Office cantonal de l'approvisionnement économique
1305 Bureau du délégué au développement économique
100 Bureau du délégué du développement économique
1306 Fonds pour l'encouragement de l'économique
100 Fonds pour l'encouragement de l'économie bernoise
200 Fonds pour l'acquisition et l'équipement de terrains
1307 Fonds d'aide aux investissements dans les régions de montagne
100 Fonds d'aide aux investissements dans les régions de montagne
1310 Office du tourisme
100 Office du tourisme
1311 Fonds de l'hôtellerie et de la restauration
100 Fonds de l'hôtellerie et de la restauration
1312 Fonds du tourisme
100 Fonds du tourisme
1315 Office du logement
100 Office du logement
1320 Office de l'industrie, des arts et métiers et du travail
100 Office de l'industrie, des arts et métiers et du travail
1321 Fonds de crise
100 Fonds de crise
1330 Office cantonal des assurances
100 Office cantonal des assurances
1340 Laboratoire de contrôle des denrées alimentaires et de l'eau potable
100 Laboratoire de contrôle des denrées alimentaires et de l'eau potable
1345 Office des expositions en matière économique et culturelle
100 Office des expositions en matière économique et culturelle
1350 Formation et orientation professionnelles
100 Office de la formation professionnelle
200 Office de l'orientation professionnelle
300 Ecole d'administration et de transports de Bienne
400 Ecole de sculpture et de lutherie de Brienz

Liste des services et des sections (suite)

1351 Fonds pour la formation professionnelle
100 Fonds pour la formation professionnelle
1360 Ecoles d'ingénieurs
100 Ecole d'ingénieurs de Bienne
200 Ecole d'ingénieurs de Berthoud
300 Ecole d'ingénieurs de St-Imier
400 Ecole du bois de Bienne

14 Direction de l'hygiène publique
1400 Secrétariat général
100 Secrétariat général
1401 Fonds de lutte contre les maladies
100 Fonds de lutte contre les maladies
1402 Fonds de la dîme hospitalière
100 Fonds de la dîme hospitalière
1470 Clinique gynécologique de l'Université et maternité cantonale
100 Maternité cantonale/Hôpital
200 Maternité cantonale/Ecole de sages-femmes
1475 Clinique psychiatrique universitaire, Berne
100 Clinique psychiatrique universitaire, Berne/Clinique
200 Clinique psychiatrique universitaire, Berne/Agriculture
300 Clinique psychiatrique universitaire, Berne/ Ecole de soins infirmiers en psychiatrie
400 Clinique psychiatrique universitaire, Berne/Service de psychiatrie médico-légale
1480 Clinique psychiatrique Münsingen
100 Clinique psychiatrique, Münsingen/Clinique
200 Clinique psychiatrique, Münsingen/Agriculture
300 Clinique psychiatrique, Münsingen/Ecole de soins infirmiers en psychiatrie
1485 Clinique psychiatrique Bellelay
100 Clinique psychiatrique Bellelay/Clinique
200 Clinique psychiatrique Bellelay/Agriculture
300 Clinique psychiatrique Bellelay/Ecole de soins infirmiers en psychiatrie
400 Clinique psychiatrische Bellelay/Atelier protégé Reconvillier
1490 Clinique et Policlinique psychiatriques pour enfants et adolescents de l'Université de Berne
100 Clinique psychiatrique pour enfants et adolescents de l'Université de Berne
200 Clinique psychiatrique universitaire pour adolescents/Foyers pédagogiques
300 Policlinique psychiatrique pour adolescents de l'Université de Berne
1495 Policlinique psychiatrique universitaire et clinique universitaire de psychiatrie sociale
100 Policlinique psychiatrique universitaire et clinique universitaire de psychiatrie sociale

15 Direction de la justice
1500 Secrétariat général/Inspection et commissions d'estimation
100 Secrétariat général/Inspection et commissions d'estimation
1505 Office des mineurs
100 Office des mineurs
200 Station d'observation Bolligen
1510 Préfectures
100 Préfectures
1515 Bureaux du registre foncier
100 Bureaux du registre foncier
1520 Offices des poursuites et faillites
100 Offices des poursuites et faillites
1525 Office de la prévoyance professionnelle et de la surveillance des fondations
100 Office de la prévoyance professionnelle et de la surveillance des fondations

16 Direction de la police
1600 Secrétariat général
100 Secrétariat général
1601 Fonds de la loterie
100 Fonds de la loterie
1610 Offices de l'état civil
100 Offices de l'état civil
1620 Office de la circulation routière et de la navigation
100 Office de la circulation routière et de la navigation
1630 Bureau des experts pour véhicules automobiles
100 Bureau des experts pour véhicules automobiles

Liste des services et des sections (suite)

1640 Office du patronage
100 Office du patronage
1650 Commandement de police
100 Commandement de police
1660 Police des autoroutes
100 Police des autoroutes
1670 Pénitencier de Thorberg
100 Pénitencier de Thorberg/Exploitation de l'établissement
200 Pénitencier de Thorberg/Agriculture
1675 Etablissements de Witzwil
100 Etablissements de Witzwil/Exploitation de l'établissement
200 Etablissements de Witzwil/Agriculture
1680 Etablissements de Hindelbank
100 Etablissements de Hindelbank/Exploitation de l'établissement
200 Etablissements de Hindelbank/Agriculture
1685 Etablissements de St-Jean
100 Etablissements de St-Jean/Exploitation de l'établissement
200 Etablissements de St-Jean/Agriculture
1690 Foyer pour jeunes de Prêles
100 Foyer pour jeunes de Prêles/Foyer
200 Foyer pour jeunes de Prêles/Agriculture
1695 Foyer pour adolescents «Lory» de Münsingen
100 Foyer pour adolescents «Lory» de Münsingen

17 Direction des affaires militaires
1700 Secrétariat général/Administration des arrondissements
100 Secrétariat général
200 Administration des arrondissements
1701 Fonds du Sport-Toto de la Direction des affaires militaires
100 Fonds du Sport-Toto de la Direction des affaires militaires
1702 Fonds des amendes militaires
100 Fonds des amendes militaires
1720 Commissariat des guerres
100 Commissariat des guerres
1730 Intendance des casernes
100 Intendance des casernes
1740 Administration de la taxe militaire
100 Administration de la taxe militaire
1750 Service central des secours en cas de catastrophe et de la défense
100 Service central des secours en cas de catastrophe et de la défense
1760 Office de la protection civile
100 Office de la protection civile

18 Direction des cultes
1800 Secrétariat général
100 Secrétariat général
1810 Eglises nationales du canton de Berne
100 Eglise nationale réformée évangélique du canton de Berne
200 Eglise nationale catholique romaine du canton de Berne
300 Eglise nationale catholique chrétienne du canton de Berne

19 Direction des finances
1900 Secrétariat général
100 Secrétariat général
1910 Administration des finances
100 Administration des finances
700 Caisses d'Etat
1911 Fonds de péréquation financière
100 Fonds de péréquation financière
200 Fonds spécial
1912 Fonds d'amortissements d'emprunts
100 Fonds d'amortissements d'emprunts
1920 Intendance des impôts
100 Intendance des impôts

Liste des services et des sections (suite)

1921 Fonds de soutien et de promotion de l'emploi
100 Fonds de soutien et de promotion de l'emploi I
200 Fonds de soutien et de promotion de l'emploi II
300 Fonds de soutien et de promotion de l'emploi III
1930 Office du personnel
100 Office du personnel
600 Caisse d'assurance
800 Caisse de compensation pour le personnel de l'Etat
1950 Office d'informatique
100 Office d'informatique
1960 Contrôle des finances
100 Contrôle des finances
1970 Administration des domaines
100 Administration des domaines

20 Direction de l'instruction publique
2000 Secrétariat général
100 Secrétariat général
200 Office des finances et de l'administration
300 Office de la formation des enseignants et des adultes
310 Centre bernois de documentation pédagogique
400 Office de recherche pédagogique
500 Office de l'Université
2010 Service de l'enseignement
100 Service de l'enseignement
2011 Fonds de la librairie de l'Etat
100 Fonds de la librairie de l'Etat
2012 Fonds en faveur de la gymnastique et du sport de la Direction de l'instruction publique
100 Fonds en faveur de la gymnastique et du sport de la Direction de l'instruction publique
2015 Service des affaires culturelles et services rattachés
100 Service des affaires culturelles et services rattachés
2016 Fonds des commissions culturelles
100 Fonds des commissions culturelles
2017 Fonds en faveur d'activités culturelles
100 Fonds en faveur d'activités culturelles
2020 Office Jeunesse et Sport
100 Office Jeunesse et Sport
2021 Fonds du Sport-Toto pour l'Office Jeunesse et Sport
100 Fonds du Sport-Toto pour l'Office Jeunesse et Sport
2022 Fonds du Sport-Toto pour associations sportives et de gymnastique de la Direction de l'instruction publique
100 Fonds du Sport-Toto pour associations sportives et de gymnastique de la Direction de l'instruction publique
2050 Université
100 Université
2080 Ecoles cantonales
100 Ecole normale Berne
150 Ecole normale Bienne (de langue allemande)
200 Ecole normale Bienne (de langue française)
210 Ecole Linde Bienne
250 Ecole normale Hofwil
300 Ecole normale Langenthal
350 Ecole normale Spiez
400 Ecole normale Thoune
450 Ecole normale de maîtresses d'économie familiale, Berne
500 Ecole normale de pédagogie
550 Ecole de langue française Berne
600 Ecole moyenne du degré diplôme du Marzili
700 Ecole moyenne du degré diplôme de Moutier

21 Direction des travaux publics
2100 Secrétariat général
100 Secrétariat général
2110 Office juridique
100 Office juridique
2120 Office de l'aménagement du territoire
100 Office de l'aménagement du territoire

Liste des services et des sections (suite)

2121 Fonds des rives des lacs et des rivières
100 Fonds des rives des lacs et des rivières
2130 Office du cadastre
100 Office du cadastre
2140 Office des bâtiments
100 Office des bâtiments
2150 Office des ponts et chaussées
100 Office des ponts et chaussées

22 Direction des transports, de l'énergie et des eaux
2200 Secrétariat général
100 Secrétariat général
2210 Service de coordination pour la protection de l'environnement
100 Service de coordination pour la protection de l'environnement
2220 Office des transports publics
100 Office des transports publics
2221 Fonds des transports (fonds de loterie)
100 Fonds des transports (fonds de loterie)
2230 Office de l'économie hydraulique et énergétique
100 Office de l'économie hydraulique et énergétique
200 Administration des mines
2240 Office de la protection des eaux
100 Office de la protection des eaux
200 Laboratoire de la protection des eaux

23 Direction des forêts
2300 Secrétariat général
100 Secrétariat général
2301 Fonds destiné à renforcer l'action bienfaisante de la forêt
100 Fonds destiné à renforcer l'action bienfaisante de la forêt
2305 Inspection des forêts et offices forestiers d'arrondissement
100 Inspection des forêts et offices forestiers d'arondissement
2310 Administration des forêts domaniales
100 Administration des forêts domaniales
2311 Fonds de l'inspection des forêts et de l'administration forestière
100 Fonds pour reboisements
200 Fonds de réserve de l'administration forestière
2320 Inspection de la chasse
100 Inspection de la chasse
2321 Fonds pour les dommages causés par le gibier
100 Fonds pour les dommages causés par le gibier
200 Fonds pour les recherches sur le gibier
2322 Fonds de chasse
100 Fonds de chasse
2323 Fonds de réserve pour la chasse de la Direction des forêts
100 Fonds de réserve pour la chasse de la Direction des forêts
2325 Fonds de la pêche
100 Fonds de la pêche
2330 Inspection de la protection de la nature
100 Inspection de la protection de la nature

24 Direction de l'agriculture
2400 Secrétariat général
100 Secrétariat général
200 Station cantonale d'arboriculture Oeschberg
2401 Fonds pour la conservation des monuments historiques
100 Fonds pour la conservation des monuments historiques
2402 Fonds viticole
100 Fonds viticole
2403 Fonds de secours en cas de dommages ou de dangers imminents causés par les éléments
100 Fonds de secours en cas de dommages ou de dangers imminents causés par les éléments
2410 Office vétérinaire
100 Office vétérinaire
2411 Fonds des épizooties
100 Fonds des épizooties

Liste des services et des sections (suite)

2412 Fonds d'assurance du bétail
100 Fonds d'assurance du bétail
2420 Service des améliorations foncières
100 Service des améliorations foncières
2421 Fonds pour améliorations foncières
100 Fonds pour améliorations foncières
2430 Centrale cantonale d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière
100 Centrale cantonale d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière
2440 Ecoles d'agriculture (production, exploitation et écoles)
100 Ecole d'horticulture Oeschberg/Ecole
150 Ecole d'horticulture Oeschberg/Agriculture
200 Ecole de laiterie Rütti/Ecole
230 Ecole de laiterie Rütti/Laiterie
300 Ecole d'agriculture Rütti-Zollikofen/Ecole
350 Ecole d'agriculture Rütti-Zollikofen/Agriculture
400 Ecole d'agriculture Schwand-Münsingen/Ecole
450 Ecole d'agriculture Schwand-Münsingen/Agriculture
500 Ecole d'agriculture Waldhof-Langenthal/Ecole
550 Ecole d'agriculture Waldhof-Langenthal/Agriculture
600 Ecole d'agriculture du Jura bernois
700 Ecole d'agriculture Seeland, Anet/Ecole
750 Ecole d'agriculture Seeland, Anet/Agriculture
800 Ecole d'agriculture Langnau
900 Ecole d'agriculture de montagne, Hondrich/Ecole
950 Ecole d'agriculture de montagne, Hondrich/Agriculture

25 Direction des œuvres sociales
2500 Secrétariat général
100 Secrétariat général
2501 Fonds de lutte contre les toxicomanies
100 Fonds de lutte contre les toxicomanies
2560 Ecole logopédique Münchenbuchsee
100 Ecole logopédique Münchenbuchsee
2570 Foyers scolaires de la Direction des œuvres sociales
100 Foyer scolaire château de Cerlier/Foyer
150 Foyer scolaire château de Cerlier/Agriculture
200 Foyer scolaire Landorf, Köniz/Foyer
250 Foyer scolaire Landorf, Köniz/Agriculture
300 Foyer scolaire Oberbipp/Foyer
350 Foyer scolaire Oberbipp/Agriculture
400 Foyer scolaire Schlössli, Kehrsatz/Foyer

26 Direction des affaires communales
2600 Secrétariat général et inspection
100 Secrétariat général et inspection

1re partie

Résumé du budget 1990 et informations essentielles relatives à la gestion

COMPTE ADMINISTRATIF / RESULTATS	**BUDGET 1990**	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
FONCTIONNEMENT				
CHARGES SANS IMPUTATIONS INTERNES	4 631 283 700	386 689 000+	4 244 594 700	
IMPUTATIONS INTERNES	300 115 900	8 990 100+	291 125 800	
TOTAL CHARGES	4 931 399 600	395 679 100+	4 535 720 500	
REVENUS SANS IMPUTATIONS INTERNES	4 462 607 600	242 725 200+	4 219 882 400	
IMPUTATIONS INTERNES	300 115 900	8 990 100+	291 125 800	
TOTAL REVENUS	4 762 723 500	251 715 300+	4 511 008 200	
DEFICIT	**168 676 100**	**143 963 800–**	**24 712 300**	
INVESTISSEMENTS				
TOTAL DEPENSES	699 260 000	38 629 400+	660 630 600	
TOTAL RECETTES	238 421 000	24 918 600+	213 502 400	
INVESTISSEMENT NET	460 839 000+	13 710 800+	447 128 200+	
FINANCEMENT				
INVESTISSEMENT NET	460 839 000+	13 710 800+	447 128 200+	
AMORTISSEMENTS DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF	280 000 000	3 899 000	276 101 000	
DEFICIT DU COMPTE DE FONCTIONNEMENT	168 676 100	143 963 800	24 712 300	
INSUFFISANCE DE FINANCEMENT	349 515 100	153 775 600	195 739 500	

COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990 MONTANT	EN % C	EN % R	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
Fonctionnement:	**Charges**	**4 931 399 600**	**100,00**		**395 679 100 +**	**4 535 720 500**	
	Revenus	**4 762 723 500**		**100,00**	**251 715 300 +**	**4 511 008 200**	
	Solde	**168 676 100 –**				**24 712 300 –**	
Investissement:	**Dépenses**	**699 260 000**	**100,00**		**38 629 400 +**	**660 630 600**	
	Recettes	**238 421 000**		**100,00**	**24 918 600 +**	**213 502 400**	
	Solde	**460 839 000 –**				**447 128 200 –**	
11 ADMINISTRATION PRESIDENTIELLE							
Fonctionnement:	**Charges**	**26 308 100**	**0,53**		**2 888 800 +**	**23 419 300**	
	Revenus	**3 837 100**		**0,08**	**854 900 +**	**2 982 200**	
	Solde	**22 471 000 –**				**20 437 100 –**	
Investissement:	**Dépenses**	**1 059 000**	**0,15**		**1 000 +**	**1 058 000**	
	Solde	**1 059 000 –**				**1 058 000 –**	
12 ADMINISTRATION JUDICIAIRE							
Fonctionnement:	**Charges**	**74 437 500**	**1,50**		**6 409 000 +**	**68 028 500**	
	Revenus	**24 484 300**		**0,51**	**355 000 +**	**24 129 300**	
	Solde	**49 953 200 –**				**43 899 200 –**	
Investissement:	**Dépenses**	**3 624 000**	**0,51**		**1 346 400 +**	**2 277 600**	
	Solde	**3 624 000 –**				**2 277 600 –**	
13 DIRECTION DE L'ECONOMIE PUBLIQUE							
Fonctionnement:	**Charges**	**616 810 800**	**12,50**		**28 451 100 +**	**588 359 700**	
	Revenus	**257 129 300**		**5,39**	**18 388 300 +**	**238 741 000**	
	Solde	**359 681 500 –**				**349 618 700 –**	
Investissement:	**Dépenses**	**38 955 000**	**5,57**		**2 730 000 +**	**36 225 000**	
	Recettes	**17 555 000**		**7,36**	**2 921 600 +**	**14 633 400**	
	Solde	**21 400 000 –**				**21 591 600 –**	
14 DIRECTION DE L'HYGIENE PUBLIQUE							
Fonctionnement:	**Charges**	**645 099 500**	**13,08**		**54 313 800 +**	**590 785 700**	
	Revenus	**365 460 000**		**7,67**	**24 501 300 +**	**340 958 700**	
	Solde	**279 639 500 –**				**249 827 000 –**	
Investissement:	**Dépenses**	**82 390 000**	**11,78**		**2 230 000 –**	**84 620 000**	
	Recettes	**994 000**		**0,41**	**24 000 +**	**970 000**	
	Solde	**81 396 000 –**				**83 650 000 –**	

C = CHARGES / DEPENSES R = REVENUS / RECETTES

COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990 MONTANT	EN % C	EN % R	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
15 DIRECTION DE LA JUSTICE							
Fonctionnement:	**Charges**	**52 673 500**	**1,06**		**5 746 400 +**	**46 927 100**	
	Revenus	**126 685 500**		**2,65**	**20 694 000 +**	**105 991 500**	
	Solde	**74 012 000 +**				**59 064 400 +**	
Investissement:	**Dépenses**	**2 950 000**	**0,42**		**2 526 900 +**	**423 100**	
	Solde	**2 950 000 –**				**423 100 –**	
16 DIRECTION DE LA POLICE							
Fonctionnement:	**Charges**	**312 707 500**	**6,34**		**16 646 200 +**	**296 061 300**	
	Revenus	**287 384 200**		**6,03**	**13 785 600 +**	**273 598 600**	
	Solde	**25 323 300 –**				**22 462 700 –**	
Investissement:	**Dépenses**	**11 511 000**	**1,64**		**618 500 –**	**12 129 500**	
	Recettes	**706 000**		**0,29**	**200 000 –**	**906 000**	
	Solde	**10 805 000 –**				**11 223 500 –**	
17 DIRECTION DES AFFAIRES MILITAIRES							
Fonctionnement:	**Charges**	**50 273 400**	**1,01**		**186 300 +**	**50 087 100**	
	Revenus	**30 096 800**		**0,63**	**775 500 –**	**30 872 300**	
	Solde	**20 176 600 –**				**19 214 800 –**	
Investissement:	**Dépenses**	**26 096 000**	**3,73**		**5 856 000 +**	**20 240 000**	
	Recettes	**20 000 000**		**8,38**	**6 000 000 +**	**14 000 000**	
	Solde	**6 096 000 –**				**6 240 000 –**	
18 DIRECTION DES CULTES							
Fonctionnement:	**Charges**	**65 385 500**	**1,32**		**5 019 000 +**	**60 366 500**	
	Revenus	**6 022 800**		**0,12**	**379 400 +**	**5 643 400**	
	Solde	**59 362 700 –**				**54 723 100 –**	
19 DIRECTION DES FINANCES							
Fonctionnement:	**Charges**	**860 106 400**	**17,44**		**52 201 800 +**	**807 904 600**	
	Revenus	**2 634 176 800**		**55,30**	**62 842 300 +**	**2 571 334 500**	
	Solde	**1 774 070 400 +**				**1 763 429 900 +**	
Investissement:	**Dépenses**	**10 429 000**	**1,49**		**2 761 400 +**	**7 667 600**	
	Recettes	**3 000 000**		**1,25**	**111 000 –**	**3 111 000**	
	Solde	**7 429 000 –**				**4 556 600 –**	
20 DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE							
Fonctionnement:	**Charges**	**1 388 695 700**	**28,16**		**136 763 400 +**	**1 251 932 300**	
	Revenus	**581 757 700**		**12,21**	**57 092 300 +**	**524 665 400**	
	Solde	**806 938 000 –**				**727 266 900 –**	
Investissement:	**Dépenses**	**32 847 000**	**4,69**		**1 646 000 +**	**31 201 000**	
	Recettes	**3 453 000**		**1,44**	**1 523 000 –**	**4 976 000**	
	Solde	**29 394 000 –**				**26 225 000 –**	

C = CHARGES / DEPENSES R = REVENUS / RECETTES

COMPTE ADMINISTRATIF			BUDGET 1990 MONTANT	EN % C	EN % R	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
21	**DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS**							
	Fonctionnement:	**Charges**	**155 452 800**	**3,15**		**10 833 300 +**	**144 619 500**	
		Revenus	**95 045 400**		**1,99**	**8 583 600 +**	**86 461 800**	
		Solde	**60 407 400 –**				**58 157 700 –**	
	Investissement:	**Dépenses**	**312 755 000**	**44,72**		**24 010 000 +**	**288 745 000**	
		Recettes	**141 491 000**		**59,34**	**20 666 000 +**	**120 825 000**	
		Solde	**171 264 000 –**				**167 920 000 –**	
22	**DIRECTION DES TRANSPORTS, DE L'ENERGIE ET DES EAUX**							
	Fonctionnement:	**Charges**	**85 427 000**	**1,73**		**7 663 900 +**	**77 763 100**	
		Revenus	**31 797 800**		**0,66**	**7 015 600 +**	**24 782 200**	
		Solde	**53 629 200 –**				**52 980 900 –**	
	Investissement:	**Dépenses**	**93 615 000**	**13,38**		**4 582 000 +**	**89 033 000**	
		Recettes	**24 136 000**		**10,12**	**921 000 +**	**23 215 000**	
		Solde	**69 479 000 –**				**65 818 000 –**	
23	**DIRECTION DES FORETS**							
	Fonctionnement:	**Charges**	**69 153 500**	**1,40**		**3 030 300 +**	**66 123 200**	
		Revenus	**42 428 500**		**0,89**	**3 063 500 +**	**39 365 000**	
		Solde	**26 725 000 –**				**26 758 200 –**	
	Investissement:	**Dépenses**	**24 126 000**	**3,45**		**557 500 +**	**23 568 500**	
		Recettes	**10 534 000**		**4,41**	**513 000 +**	**10 021 000**	
		Solde	**13 592 000 –**				**13 547 500 –**	
24	**DIRECTION DE L'AGRICULTURE**							
	Fonctionnement:	**Charges**	**296 159 400**	**6,00**		**22 807 000 +**	**273 352 400**	
		Revenus	**232 484 200**		**4,88**	**17 617 400 +**	**214 866 800**	
		Solde	**63 675 200 –**				**58 485 600 –**	
	Investissement:	**Dépenses**	**39 903 000**	**5,70**		**3 252 000 –**	**43 155 000**	
		Recettes	**16 552 000**		**6,94**	**4 293 000 –**	**20 845 000**	
		Solde	**23 351 000 –**				**22 310 000 –**	
25	**DIRECTION DES OEUVRES SOCIALES**							
	Fonctionnement:	**Charges**	**230 528 600**	**4,67**		**42 713 200 +**	**187 815 400**	
		Revenus	**43 873 600**		**0,92**	**17 314 300 +**	**26 559 300**	
		Solde	**186 655 000 –**				**161 256 100 –**	
	Investissement:	**Dépenses**	**19 000 000**	**2,71**		**1 287 300 –**	**20 287 300**	
		Solde	**19 000 000 –**				**20 287 300 –**	

C = CHARGES / DEPENSES R = REVENUS / RECETTES

COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990 MONTANT	EN % C	EN % R	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
26 DIRECTION DES AFFAIRES COMMUNALES							
Fonctionnement:	**Charges**	**2 180 400**	**0,04**		**5 600 +**	**2 174 800**	
	Revenus	**59 500**			**3 300 +**	**56 200**	
	Solde	**2 120 900 –**				**2 118 600 –**	

C = CHARGES / DEPENSES R = REVENUS / RECETTES

CLASSIFICATION PAR GROUPES DES MATIERES ET GROUPES DE COMPTES AVEC PARTS EN %		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**4 931 399 600**	**100,00**		**395 679 100 +**	**4 535 720 500**	
30	**Charges de personnel**	**2 085 265 500**	**42,28**	**100,00**	**224 483 200 +**	**1 860 782 300**	
300	Autorités, commissions et juges	25 430 700	0,51	1,21	1 251 000 +	24 179 700	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	794 349 000	16,10	38,09	87 646 600 –	881 995 600	
302	Traitements du corps enseignant	847 276 000	17,18	40,63	202 980 900 +	644 295 100	
303	Contributions aux assurances sociales	88 404 400	1,79	4,23	6 048 100 +	82 356 300	
304	Contributions à l'assurance du personnel	289 037 400	5,86	13,86	101 633 200 +	187 404 200	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents	19 349 200	0,39	0,92	1 863 200 –	21 212 400	
306	Vêtements de service, allocations de logement et de repas	5 339 900	0,10	0,25	311 700 +	5 028 200	
307	Prestations aux retraités	837 000	0,01	0,04	250 900 –	1 087 900	
308	Indemnités versées au personnel temporaire	127 500	0,00	0,00	23 500 +	104 000	
309	Autres charges de personnel	15 114 400	0,30	0,72	1 995 500 +	13 118 900	
31	**Biens, services et marchandises**	**460 546 400**	**9,33**	**100,00**	**23 010 300 +**	**437 536 100**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	35 024 000	0,71	7,60	4 591 300 +	30 432 700	
311	Mobilier, machines, véhicules	47 761 000	0,96	10,37	3 257 200 +	44 503 800	
312	Eau, énergie et combustibles	20 694 300	0,41	4,49	2 964 900 –	23 659 200	
313	Autres marchandises	69 114 600	1,40	15,00	674 000 +	68 440 600	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	54 648 800	1,10	11,86	2 366 100 +	52 282 700	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	13 842 100	0,28	3,00	849 100 +	12 993 000	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	38 491 100	0,78	8,35	1 937 600 +	36 553 500	
317	Dédommagements	12 133 200	0,24	2,63	421 600 +	11 711 600	
318	Honoraires et prestations de service	148 845 100	3,01	32,31	10 780 500 +	138 064 600	
319	Frais divers	19 992 200	0,40	4,34	1 097 800 +	18 894 400	
32	**Intérêts passifs**	**106 775 000**	**2,16**	**100,00**	**2 945 000 +**	**103 830 000**	
320	Engagements courants	700 000	0,01	0,65	100 000 +	600 000	
321	Dettes à court terme	1 075 000	0,02	1,00	405 000 –	1 480 000	
322	Dettes à moyen et à long terme	103 000 000	2,08	96,46	4 000 000 +	99 000 000	
329	Autres intérêts passifs	2 000 000	0,04	1,87	750 000 –	2 750 000	
33	**Amortissements**	**296 038 000**	**6,00**	**100,00**	**7 981 000 +**	**288 057 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

CLASSIFICATION PAR GROUPES DES MATIERES ET GROUPES DE COMPTES AVEC PARTS EN %		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
330	Patrimoine financier	16 038 000	0,32	5,41	4 082 000 +	11 956 000	
331	Patrimoine administratif - amortissements ordinaires	280 000 000	5,67	94,58	3 899 000 +	276 101 000	
34	**Parts et contributions sans affectation**	**39 650 000**	**0,80**	**100,00**		**39 650 000**	
340	Parts de recettes destinées à des communes	10 000 000	0,20	25,22		10 000 000	
341	Contributions à des communes	29 650 000	0,60	74,77		29 650 000	
35	**Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques**	**124 670 900**	**2,52**	**100,00**	**10 500 300 +**	**114 170 600**	
350	Confédération	311 000	0,00	0,24	60 000 +	251 000	
351	Cantons	6 996 100	0,14	5,61	419 100 +	6 577 000	
352	Communes	117 363 800	2,37	94,13	10 021 200 +	107 342 600	
36	**Subventions accordées**	**1 263 993 700**	**25,63**	**100,00**	**93 963 800 +**	**1 170 029 900**	
360	Confédération	136 107 000	2,76	10,76	12 855 400 –	148 962 400	
361	Cantons	24 207 400	0,49	1,91	2 507 900 +	21 699 500	
362	Communes	285 054 400	5,78	22,55	36 117 900 +	248 936 500	
363	Etablissements de l'Etat	1 590 000	0,03	0,12	25 000 +	1 565 000	
364	Sociétés d'économie mixte	241 906 000	4,90	19,13	13 741 900 +	228 164 100	
365	Institutions privées	302 712 600	6,13	23,94	34 113 600 +	268 599 000	
366	Personnes physiques	271 425 300	5,50	21,47	20 273 300 +	251 152 000	
367	Etranger	991 000	0,02	0,07	39 600 +	951 400	
37	**Subventions redistribuées (comptes de contre-partie: groupe 47)**	**245 152 800**	**4,97**	**100,00**	**24 573 600 +**	**220 579 200**	
370	Confédération	400 000	0,00	0,16		400 000	
371	Cantons	4 100 000	0,08	1,67	100 000 +	4 000 000	
372	Communes	227 311 400	4,60	92,72	24 293 400 +	203 018 000	
374	Sociétés d'économie mixte						
375	Institutions privées	13 291 400	0,26	5,42	190 200 +	13 101 200	
376	Personnes physiques	50 000	0,00	0,02	10 000 –	60 000	
38	**Versements aux financements spéciaux**	**9 191 400**	**0,18**	**100,00**	**768 200 –**	**9 959 600**	
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	9 191 400	0,18	100,00	768 200 –	9 959 600	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**300 115 900**	**6,08**	**100,00**	**8 990 100 +**	**291 125 800**	
390	Charges dues à des imputations internes	20 511 000	0,41	6,83	620 200 +	19 890 800	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

CLASSIFICATION PAR GROUPES DE MATIERES ET GROUPES DE COMPTES AVEC PARTS EN %		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
391	Intérêts imputés	5 733 000	0,11	1,91	2 282 000 –	8 015 000	
392	Amortissement imputés	114 378 000	2,31	38,11	1 223 000 –	115 601 000	
399	Imputations internes diverses	159 493 900	3,23	53,14	11 874 900 +	147 619 000	
4	**REVENUS**	**4 762 723 500**	**100,00**		**251 715 300 +**	**4 511 008 200**	
40	**Impôts**	**2 232 814 000**	**46,88**	**100,00**	**16 344 000 +**	**2 216 470 000**	
400	Impôts sur le revenu et sur la fortune	1 672 300 000	35,11	74,89	21 200 000 –	1 693 500 000	
401	Impôt sur le bénéfice et le capital	164 600 000	3,45	7,37	2 000 000 –	166 600 000	
403	Impôts sur les gains en capital	73 000 000	1,53	3,26	8 000 000 +	65 000 000	
404	Droits de mutation et de timbre	105 000 000	2,20	4,70	19 000 000 +	86 000 000	
405	Impôts sur les successions et donations	52 000 000	1,09	2,32	1 750 000 +	50 250 000	
406	Impôts sur la possession et sur la dépense	165 914 000	3,48	7,43	10 794 000 +	155 120 000	
41	**Régales, concessions**	**15 929 000**	**0,33**	**100,00**	**1 306 000 +**	**14 623 000**	
410	Revenus des régales	7 192 000	0,15	45,15	80 000 +	7 112 000	
411	Concessions et patentes	8 737 000	0,18	54,84	1 226 000 +	7 511 000	
42	**Revenus des biens**	**96 284 500**	**2,02**	**100,00**	**14 371 600 +**	**81 912 900**	
420	Banques	520 000	0,01	0,54	80 000 –	600 000	
421	Avoirs	37 967 000	0,79	39,43	10 447 000 +	27 520 000	
422	Capitaux du patrimoine financier	851 000	0,01	0,88	534 000 +	317 000	
423	Immeubles du patrimoine financier	3 041 000	0,06	3,15	2 722 000 +	319 000	
424	Gains comptables sur les placements du patrimoine financier	500 000	0,01	0,51	500 000 +		
425	Prêts du patrimoine administratif	279 200	0,00	0,28	44 200 +	235 000	
426	Participations permanentes du patrimoine administratif	35 700 000	0,74	37,07	950 000 –	36 650 000	
427	Immeubles du patrimoine administratif	16 646 300	0,34	17,28	1 104 400 +	15 541 900	
429	Autres revenus	780 000	0,01	0,81	50 000 +	730 000	
43	**Contributions**	**359 482 000**	**7,54**	**100,00**	**17 802 900 +**	**341 679 100**	
431	Emoluments administratifs	73 796 400	1,54	20,52	4 058 800 +	69 737 600	
432	Recettes hospitalières et d'établissements spécialisés, pensions	87 179 500	1,83	24,25	409 600 +	86 769 900	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

CLASSIFICATION PAR GROUPES DES MATIERES ET GROUPES DE COMPTES AVEC PARTS EN %		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
433	Ecolages	5 066 400	0,10	1,40	110 400 +	4 956 000	
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	59 673 900	1,25	16,59	7 921 200 +	51 752 700	
435	Ventes	56 941 700	1,19	15,83	3 804 500 +	53 137 200	
436	Remboursements	58 750 800	1,23	16,34	5 366 400 +	53 384 400	
437	Amendes	13 758 000	0,28	3,82	3 902 000 –	17 660 000	
438	Prestations effectuées par le personnel de l'Etat pour ses investissements	1 000 000	0,02	0,27		1 000 000	
439	Autres contributions	3 315 300	0,06	0,92	34 000 +	3 281 300	
44	**Parts à des recettes et contributions sans affectation**	**343 812 500**	**7,21**	**100,00**	**68 706 400 +**	**275 106 100**	
440	Parts à des recettes fédérales	343 812 500	7,21	100,00	68 706 400 +	275 106 100	
45	**Remboursement de collectivités publiques**	**608 855 500**	**12,78**	**100,00**	**64 292 900 +**	**544 562 600**	
450	Confédération	19 414 000	0,40	3,18	631 600 –	20 045 600	
451	Cantons	3 289 500	0,06	0,54	1 039 500 +	2 250 000	
452	Communes	586 152 000	12,30	96,27	63 885 000 +	522 267 000	
46	**Subventions acquises**	**471 043 200**	**9,89**	**100,00**	**38 886 800 +**	**432 156 400**	
460	Confédération	295 139 600	6,19	62,65	28 205 800 +	266 933 800	
461	Cantons	31 546 900	0,66	6,69	4 956 900 +	26 590 000	
462	Communes	119 319 100	2,50	25,33	3 802 000 +	115 517 100	
463	Etablissements de l'Etat	773 100	0,01	0,16	11 100 +	762 000	
465	Personnes physiques et institutions	2 634 500	0,05	0,55	601 000 +	2 033 500	
469	Autres subventions	21 630 000	0,45	4,59	1 310 000 +	20 320 000	
47	**Subventions à redistribuer (comptes de contrepartie: groupe 37)**	**245 152 800**	**5,14**	**100,00**	**24 573 600 +**	**220 579 200**	
470	Confédération	236 462 800	4,96	96,45	24 279 600 +	212 183 200	
471	Cantons	3 150 000	0,06	1,28	150 000 +	3 000 000	
472	Communes	4 590 000	0,09	1,87	94 000 +	4 496 000	
477	Etranger	950 000	0,01	0,38	50 000 +	900 000	
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**	**89 234 100**	**1,87**	**100,00**	**3 559 000 –**	**92 793 100**	
480	Prélèvements sur les financements spéciaux	89 234 100	1,87	100,00	3 559 000 –	92 793 100	
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**	**300 115 900**	**6,30**	**100,00**	**8 990 100 +**	**291 125 800**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

CLASSIFICATION PAR GROUPES DES MATIERES ET GROUPES DE COMPTES AVEC PARTS EN %		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
490	Revenus provenant d'imputations internes	20 511 000	0,43	6,83	620 200 +	19 890 800	
491	Intérêts imputés	5 733 000	0,12	1,91	2 282 000 –	8 015 000	
492	Amortissements imputés	114 378 000	2,40	38,11	1 223 000 –	115 601 000	
499	Imputations internes diverses	159 493 900	3,34	53,14	11 874 900 +	147 619 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

CLASSIFICATION PAR GROUPES DES MATIERES ET GROUPES DE COMPTES AVEC PARTS EN %		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**699 260 000**	**100,00**		**38 629 400 +**	**660 630 600**	
50	**Investissements propres**	**335 872 000**	**48,03**	**100,00**	**36 657 400 +**	**299 214 600**	
500	Terrains non bâtis	5 000 000	0,71	1,48	130 000 –	5 130 000	
501	Ouvrages de génie civil	83 698 000	11,96	24,91	13 462 200 –	97 160 200	
502	Routes nationales	112 600 000	16,10	33,52	32 700 000 +	79 900 000	
503	Terrains bâtis	101 674 000	14,54	30,27	12 587 600 +	89 086 400	
505	Forêts	2 765 000	0,39	0,82	225 200 +	2 539 800	
506	Mobilier, machines, véhicules	30 135 000	4,30	8,97	4 736 800 +	25 398 200	
52	**Prêts et participations permanentes**	**11 172 000**	**1,59**	**100,00**	**540 000 –**	**11 712 000**	
522	Communes	4 660 000	0,66	41,71	340 000 –	5 000 000	
523	Etablissements de l'Etat						
524	Sociétés d'économie mixte	2 500 000	0,35	22,37		2 500 000	
525	Institutions privées	4 012 000	0,57	35,91	200 000 –	4 212 000	
526	Personnes physiques						
56	**Subventions accordées**	**265 954 000**	**38,03**	**100,00**	**2 675 000 –**	**268 629 000**	
562	Communes	130 657 000	18,68	49,12	7 259 000 –	137 916 000	
563	Etablissements de l'Etat	1 800 000	0,25	0,67	11 000 –	1 811 000	
564	Sociétés d'économie mixte	56 075 000	8,01	21,08	425 000 –	56 500 000	
565	Institutions privées	77 422 000	11,07	29,11	5 020 000 +	72 402 000	
57	**Subventions redistribuées (comptes de contrepartie: groupe 67)**	**85 162 000**	**12,17**	**100,00**	**5 087 000 +**	**80 075 000**	
570	Confédération	210 000	0,03	0,24	95 000 –	305 000	
572	Communes	77 702 000	11,11	91,24	5 122 000 +	72 580 000	
573	Etablissements de l'Etat	50 000	0,00	0,05	50 000 –	100 000	
574	Sociétés d'économie mixte				90 000 –	90 000	
575	Institutions privées	7 200 000	1,02	8,45	200 000 +	7 000 000	
58	**Autres dépenses à porter à l'actif**	**1 100 000**	**0,15**	**100,00**	**100 000 +**	**1 000 000**	
580	Expropriations matérielles	1 100 000	0,15	100,00	100 000 +	1 000 000	
6	**RECETTES**	**238 421 000**	**100,00**		**24 918 600 +**	**213 502 400**	
60	**Transferts au patrimoine financier**	**8 000 000**	**3,35**	**100,00**	**5 000 –**	**8 005 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

CLASSIFICATION PAR GROUPES DES MATIERES ET GROUPES DE COMPTES AVEC PARTS EN %		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
600	Terrains non bâtis	8 000 000	3,35	100,00		8 000 000	
603	Terrains bâtis						
605	Forêts				5 000 –	5 000	
62	**Remboursement de prêts et de participations**	**4 094 000**	**1,71**	**100,00**	**73 000 +**	**4 021 000**	
622	Communes	1 310 000	0,54	31,99	10 000 +	1 300 000	
624	Sociétés d'économie mixte	78 000	0,03	1,90	23 000 +	55 000	
625	Institutions privées	2 706 000	1,13	66,09	40 000 +	2 666 000	
626	Personnes physiques						
63	**Facturations à des tiers**	**6 889 000**	**2,88**	**100,00**	**4 018 000 –**	**10 907 000**	
631	Ouvrages de génie civil	4 806 000	2,01	69,76	5 998 000 –	10 804 000	
633	Terrains bâtis	2 083 000	0,87	30,23	1 980 000 +	103 000	
64	**Remboursement de subventions accordées**	**2 348 000**	**0,98**	**100,00**	**152 000 –**	**2 500 000**	
642	Communes				150 000 –	150 000	
644	Sociétés d'économie mixte	2 048 000	0,85	87,22	548 000 +	1 500 000	
645	Institutions privées	300 000	0,12	12,77	550 000 –	850 000	
66	**Subventions acquises**	**131 928 000**	**55,33**	**100,00**	**23 933 600 +**	**107 994 400**	
660	Confédération	130 950 000	54,92	99,25	24 826 600 +	106 123 400	
662	Communes				15 000 –	15 000	
663	Etablissements de l'Etat	860 000	0,36	0,65	941 000 –	1 801 000	
669	Autres subventions	118 000	0,04	0,08	63 000 +	55 000	
67	**Subventions à redistribuer (comptes de contre-partie: groupe 57)**	**85 162 000**	**35,71**	**100,00**	**5 087 000 +**	**80 075 000**	
670	Confédération	84 142 000	35,29	98,80	5 232 000 +	78 910 000	
672	Communes	600 000	0,25	0,70	50 000 –	650 000	
675	Institutions privées	420 000	0,17	0,49	95 000 –	515 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU	BUDGET	COMPTE
Administration présidentielle		MONTANT	EN % CC	EN % GM	BUDGET 1989	1989	1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**26 308 100**	**100,00**		**2 888 800 +**	**23 419 300**	
30	**Charges de personnel**	**13 095 900**	**49,77**	**100,00**	**1 176 200 +**	**11 919 700**	
300	Autorités, commissions et juges	4 405 500	16,74	33,64	616 500 –	5 022 000	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	7 008 000	26,63	53,51	1 349 300 +	5 658 700	
303	Contributions aux assurances sociales	473 000	1,79	3,61	96 700 +	376 300	
304	Contributions à l'assurance du personnel	933 000	3,54	7,12	347 800 +	585 200	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents						
306	Vêtements de service, allocations de logement et de repas	1 400	0,00	0,01		1 400	
307	Prestations aux retraités	132 000	0,50	1,00	91 000 –	223 000	
309	Autres charges de personnel	143 000	0,54	1,09	89 900 +	53 100	
31	**Biens, services et marchandises**	**7 901 200**	**30,03**	**100,00**	**987 100 +**	**6 914 100**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	4 660 400	17,71	58,98	706 800 +	3 953 600	
311	Mobilier, machines, véhicules	492 400	1,87	6,23	366 900 +	125 500	
312	Eau, énergie et combustibles	172 000	0,65	2,17	9 000 –	181 000	
313	Autres marchandises	48 200	0,18	0,61	3 300 +	44 900	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	245 000	0,93	3,10	89 100 +	155 900	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	171 100	0,65	2,16	74 100 –	245 200	
317	Dédommagements	138 000	0,52	1,74	1 400 –	139 400	
318	Honoraires et prestations de service	1 674 100	6,36	21,18	154 500 –	1 828 600	
319	Frais divers	300 000	1,14	3,79	60 000 +	240 000	
36	**Subventions accordées**	**5 181 500**	**19,69**	**100,00**	**797 000 +**	**4 384 500**	
361	Cantons	60 000	0,22	1,15		60 000	
362	Communes	292 500	1,11	5,64	38 000 +	254 500	
364	Sociétés d'économie mixte	180 000	0,68	3,47		180 000	
365	Institutions privées	4 649 000	17,67	89,72	759 000 +	3 890 000	
38	**Versements aux financements spéciaux**				**80 000 –**	**80 000**	
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan				80 000 –	80 000	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**129 500**	**0,49**	**100,00**	**8 500 +**	**121 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU	BUDGET	COMPTE
Administration présidentielle		MONTANT	EN % CC	EN % GM	BUDGET 1989	1989	1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
390	Charges dues à des imputations internes	129 500	0,49	100,00	8 500 +	121 000	
4	**REVENUS**	**3 837 100**	**100,00**		**854 900 +**	**2 982 200**	
42	**Revenus des biens**	**80 600**	**2,10**	**100,00**	**4 400 +**	**76 200**	
427	Immeubles du patrimoine administratif	80 600	2,10	100,00	4 400 +	76 200	
43	**Contributions**	**1 125 200**	**29,32**	**100,00**	**274 500 +**	**850 700**	
431	Emoluments administratifs	145 000	3,77	12,88		145 000	
435	Ventes	738 100	19,23	65,59	238 600 +	499 500	
436	Remboursements	242 100	6,30	21,51	35 900 +	206 200	
46	**Subventions acquises**	**222 000**	**5,78**	**100,00**	**10 500 +**	**211 500**	
460	Confédération	7 000	0,18	3,15	500 +	6 500	
469	Autres subventions	215 000	5,60	96,84	10 000 +	205 000	
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**	**552 000**	**14,38**	**100,00**	**552 000 +**		
480	Prélèvements sur les financements spéciaux	552 000	14,38	100,00	552 000 +		
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**	**1 857 300**	**48,40**	**100,00**	**13 500 +**	**1 843 800**	
490	Revenus provenant d'imputations internes	1 794 300	46,76	96,60	215 500 +	1 578 800	
491	Intérêts imputés	63 000	1,64	3,39	8 000 +	55 000	
499	Imputations internes diverses				210 000 –	210 000	

CC CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU	BUDGET	COMPTE
Administration présidentielle		MONTANT	EN % CC	EN % GM	BUDGET 1989	1989	1988
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**1 059 000**	**100,00**			**1 000 +**	**1 058 000**
50	**Investissements propres**	**1 059 000**	**100,00**		**100,00**	**1 000 +**	**1 058 000**
503	Terrains bâtis	359 000	33,89	33,89	359 000 +		
506	Mobilier, machines, véhicules	700 000	66,10	66,10	358 000 –	1 058 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Administration judicaire		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**74 437 500**	**100,00**		**6 409 000 +**	**68 028 500**	
30	**Charges de personnel**	**55 239 000**	**74,20**	**100,00**	**6 140 600 +**	**49 098 400**	
300	Autorités, commissions et juges	18 282 000	24,56	33,09	2 049 000 +	16 233 000	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	29 516 000	39,65	53,43	2 189 700 +	27 326 300	
303	Contributions aux assurances sociales	2 356 000	3,16	4,26	246 800 +	2 109 200	
304	Contributions à l'assurance du personnel	4 912 000	6,59	8,89	1 574 600 +	3 337 400	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents						
309	Autres charges de personnel	173 000	0,23	0,31	80 500 +	92 500	
31	**Biens, services et marchandises**	**18 542 000**	**24,90**	**100,00**	**205 400 +**	**18 336 600**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	768 500	1,03	4,14	77 300 +	691 200	
311	Mobilier, machines, véhicules	974 000	1,30	5,25	168 700 +	805 300	
312	Eau, énergie et combustibles	539 000	0,72	2,90	9 500 +	529 500	
313	Autres marchandises	107 000	0,14	0,57	32 500 +	74 500	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	173 500	0,23	0,93	36 100 –	209 600	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	513 000	0,68	2,76	125 000 +	388 000	
317	Dédommagements	42 000	0,05	0,22	7 500 +	34 500	
318	Honoraires et prestations de service	397 000	0,53	2,14	839 000 –	1 236 000	
319	Frais divers	15 028 000	20,18	81,04	660 000 +	14 368 000	
33	**Amortissements**						
330	Patrimoine financier						
36	**Subventions accordées**	**603 000**	**0,81**	**100,00**	**53 000 +**	**550 000**	
362	Communes	600 000	0,80	99,50	50 000 +	550 000	
365	Institutions privées	3 000	0,00	0,49	3 000 +		
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**53 500**	**0,07**	**100,00**	**10 000 +**	**43 500**	
390	Charges dues à des imputations internes	53 500	0,07	100,00	10 000 +	43 500	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Administration judicaire		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
4	**REVENUS**	**24 484 300**	**100,00**		**355 000 +**	**24 129 300**	
42	**Revenus des biens**	**12 300**	**0,05**	**100,00**		**12 300**	
427	Immeubles du patrimoine administratif	12 300	0,05	100,00		12 300	
43	**Contributions**	**24 117 000**	**98,49**	**100,00**	**320 000 +**	**23 797 000**	
431	Emoluments administratifs	6 634 000	27,09	27,50	75 000 +	6 559 000	
435	Ventes	8 000	0,03	0,03	5 000 –	13 000	
436	Remboursements	7 275 000	29,71	30,16	150 000 +	7 125 000	
437	Amendes	10 200 000	41,65	42,29	100 000 +	10 100 000	
46	**Subventions acquises**	**355 000**	**1,44**	**100,00**	**35 000 +**	**320 000**	
469	Autres subventions	355 000	1,44	100,00	35 000 +	320 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU	BUDGET	COMPTE
Administration judicaire		MONTANT	EN % CC	EN % GM	BUDGET 1989	1989	1988
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**3 624 000**	**100,00**		**1 346 400 +**	**2 277 600**	
50	**Investissements propres**	**3 624 000**	**100,00**	**100,00**	**1 346 400 +**	**2 277 600**	
506	Mobilier, machines, véhicules	3 624 000	100,00	100,00	1 346 400 +	2 277 600	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'économie publique		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**616 810 800**	**100,00**		**28 451 100 +**	**588 359 700**	
30	**Charges de personnel**	**64 540 700**	**10,46**	**100,00**	**5 654 000 +**	**58 886 700**	
300	Autorités, commissions et juges	602 200	0,09	0,93	33 500 –	635 700	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	27 405 000	4,44	42,46	1 932 300 +	25 472 700	
302	Traitements du corps enseignant	27 767 000	4,50	43,02	1 715 100 +	26 051 900	
303	Contributions aux assurances sociales	2 763 000	0,44	4,28	238 800 +	2 524 200	
304	Contributions à l'assurance du personnel	5 209 000	0,84	8,07	1 735 800 +	3 473 200	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents	56 000	0,00	0,08		56 000	
306	Vêtements de service, allocations de logement et de repas	9 000	0,00	0,01	4 800 +	4 200	
309	Autres charges de personnel	729 500	0,11	1,13	60 700 +	668 800	
31	**Biens, services et marchandises**	**25 861 400**	**4,19**	**100,00**	**2 722 100 +**	**23 139 300**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	1 868 700	0,30	7,22	181 000 +	1 687 700	
311	Mobilier, machines, véhicules	7 696 800	1,24	29,76	434 700 +	7 262 100	
312	Eau, énergie et combustibles	1 145 200	0,18	4,42	9 700 +	1 135 500	
313	Autres marchandises	1 338 900	0,21	5,17	29 200 +	1 309 700	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	200 200	0,03	0,77	390 800 –	591 000	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	1 521 500	0,24	5,88	185 600 +	1 335 900	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	2 524 400	0,40	9,76	209 300 +	2 315 100	
317	Dédommagements	731 400	0,11	2,82	83 600 +	647 800	
318	Honoraires et prestations de service	8 834 300	1,43	34,16	1 979 800 +	6 854 500	
33	**Amortissements**	**500 000**	**0,08**	**100,00**		**500 000**	
330	Patrimoine financier						
331	Patrimoine administratif - amortissements ordinaires	500 000	0,08	100,00		500 000	
35	**Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques**	**516 000**	**0,08**	**100,00**	**516 000 +**		
352	Communes	516 000	0,08	100,00	516 000 +		
36	**Subventions accordées**	**470 248 800**	**76,23**	**100,00**	**17 419 800 +**	**452 829 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'économie publique		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
360	Confédération	133 737 500	21,68	28,43	13 402 000 –	147 139 500	
361	Cantons	46 500	0,00	0,00	9 000 +	37 500	
362	Communes	54 227 000	8,79	11,53	5 547 500 +	48 679 500	
364	Sociétés d'économie mixte	57 000	0,00	0,01	1 900 +	55 100	
365	Institutions privées	56 180 800	9,10	11,94	4 263 400 +	51 917 400	
366	Personnes physiques	226 000 000	36,64	48,05	21 000 000 +	205 000 000	
37	**Subventions redistribuées (Comptes de contre-partie: groupe 47)**	**34 490 000**	**5,59**	**100,00**	**1 089 000 +**	**33 401 000**	
371	Cantons	4 100 000	0,66	11,88	100 000 +	4 000 000	
372	Communes	23 050 000	3,73	66,83	755 000 +	22 295 000	
375	Institutions privées	7 340 000	1,18	21,28	234 000 +	7 106 000	
38	**Versements aux financements spéciaux**	**3 501 400**	**0,56**	**100,00**	**1 973 600 –**	**5 475 000**	
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	3 501 400	0,56	100,00	1 973 600 –	5 475 000	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**17 152 500**	**2,78**	**100,00**	**3 023 800 +**	**14 128 700**	
390	Charges dues à des imputations internes	174 600	0,02	1,01	32 900 +	141 700	
392	Amortissement imputés	5 710 000	0,92	33,28	946 000 +	4 764 000	
399	Imputations internes diverses	11 267 900	1,82	65,69	2 044 900 +	9 223 000	
4	**REVENUS**	**257 129 300**	**100,00**		**18 388 300 +**	**238 741 000**	
41	**Régales, concessions**	**3 320 000**	**1,29**	**100,00**	**11 000 +**	**3 309 000**	
411	Concessions et patentes	3 320 000	1,29	100,00	11 000 +	3 309 000	
42	**Revenus des biens**	**277 000**	**0,10**	**100,00**	**700 –**	**277 700**	
421	Avoirs	2 000	0,00	0,72	2 500 –	4 500	
424	Gains comptables sur les placements du patrimoine financier						
425	Prêts du patrimoine administratif	220 000	0,08	79,42		220 000	
427	Immeubles du patrimoine administratif	55 000	0,02	19,85	1 800 +	53 200	
43	**Contributions**	**9 191 800**	**3,57**	**100,00**	**1 471 900 +**	**7 719 900**	
431	Emoluments administratifs	2 646 000	1,02	28,78	605 100 +	2 040 900	
433	Ecolages	1 171 900	0,45	12,74	38 400 +	1 133 500	
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	2 005 500	0,77	21,81	385 700 +	1 619 800	
435	Ventes	512 100	0,19	5,57	11 000 +	501 100	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'économie publique		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
436	Remboursements	906 300	0,35	9,85	381 700 +	524 600	
439	Autres contributions	1 950 000	0,75	21,21	50 000 +	1 900 000	
44	**Parts à des recettes et contributions sans affectation**	**35 000**	**0,01**	**100,00**	**35 000 +**		
440	Parts à des recettes fédérales	35 000	0,01	100,00	35 000 +		
45	**Remboursement de collectivités publiques**	**135 000**	**0,05**	**100,00**		**135 000**	
450	Confédération	135 000	0,05	100,00		135 000	
46	**Subventions acquises**	**189 254 600**	**73,60**	**100,00**	**12 184 200 +**	**177 070 400**	
460	Confédération	86 327 500	33,57	45,61	10 262 000 +	76 065 500	
461	Cantons	1 620 900	0,63	0,85	50 900 +	1 570 000	
462	Communes	100 962 100	39,26	53,34	1 832 200 +	99 129 900	
463	Etablissements de l'Etat	9 100	0,00	0,00	9 100 +		
465	Personnes physiques et institutions	305 000	0,11	0,16		305 000	
469	Autres subventions	30 000	0,01	0,01	30 000 +		
47	**Subventions à redistribuer (comptes de contrepartie: groupe 37)**	**34 490 000**	**13,41**	**100,00**	**1 089 000 +**	**33 401 000**	
470	Confédération	30 300 000	11,78	87,85	995 000 +	29 305 000	
472	Communes	4 190 000	1,62	12,14	94 000 +	4 096 000	
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**	**7 024 000**	**2,73**	**100,00**	**1 533 000 +**	**5 491 000**	
480	Prélèvements sur les financements spéciaux	7 024 000	2,73	100,00	1 533 000 +	5 491 000	
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**	**13 401 900**	**5,21**	**100,00**	**2 064 900 +**	**11 337 000**	
491	Intérêts imputés	2 134 000	0,82	15,92	190 000 –	2 324 000	
499	Imputations internes diverses	11 267 900	4,38	84,07	2 254 900 +	9 013 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'économie publique		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**38 955 000**	**100,00**		**2 730 000 +**	**36 225 000**	
50	**Investissements propres**	**10 363 000**	**26,60**	**100,00**	**622 000 +**	**9 741 000**	
500	Terrains non bâtis	5 000 000	12,83	48,24		5 000 000	
503	Terrains bâtis	3 775 000	9,69	36,42	3 775 000 +		
506	Mobilier, machines, véhicules	1 588 000	4,07	15,32	3 153 000 –	4 741 000	
52	**Prêts et participations permanentes**	**7 260 000**	**18,63**	**100,00**	**1 240 000 –**	**8 500 000**	
522	Communes	4 160 000	10,67	57,30	340 000 –	4 500 000	
525	Institutions privées	3 100 000	7,95	42,69	900 000 –	4 000 000	
56	**Subventions accordées**	**13 009 000**	**33,39**	**100,00**	**545 000 +**	**12 464 000**	
562	Communes	9 355 000	24,01	71,91	679 000 +	8 676 000	
565	Institutions privées	3 654 000	9,38	28,08	134 000 –	3 788 000	
57	**Subventions redistribuées (comptes de contrepartie: groupe 67)**	**8 323 000**	**21,36**	**100,00**	**2 803 000 +**	**5 520 000**	
570	Confédération	210 000	0,53	2,52		210 000	
572	Communes	4 263 000	10,94	51,21	2 853 000 +	1 410 000	
575	Institutions privées	3 850 000	9,88	46,25	50 000 –	3 900 000	
6	**RECETTES**	**17 555 000**	**100,00**		**2 921 600 +**	**14 633 400**	
60	**Transferts au patrimoine financier**	**5 000 000**	**28,48**	**100,00**		**5 000 000**	
600	Terrains non bâtis	5 000 000	28,48	100,00		5 000 000	
62	**Remboursement de prêts et de participations**	**3 300 000**	**18,79**	**100,00**		**3 300 000**	
622	Communes	1 300 000	7,40	39,39		1 300 000	
625	Institutions privées	2 000 000	11,39	60,60		2 000 000	
64	**Remboursement de subventions accordées**	**200 000**	**1,13**	**100,00**		**200 000**	
645	Institutions privées	200 000	1,13	100,00		200 000	
66	**Subventions acquises**	**732 000**	**4,16**	**100,00**	**118 600 +**	**613 400**	
660	Confédération	732 000	4,16	100,00	118 600 +	613 400	
67	**Subventions à redistribuer (comptes de contre-partie: groupe 57)**	**8 323 000**	**47,41**	**100,00**	**2 803 000 +**	**5 520 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'économie publique	**BUDGET 1990**			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DES INVESTISSEMENTS						
670 Confédération	7 303 000	41,60	87,74	2 853 000 +	4 450 000	
672 Communes	600 000	3,41	7,20	50 000 –	650 000	
675 Institutions privées	420 000	2,39	5,04		420 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**645 099 500**	**100,00**		**54 313 800 +**	**590 785 700**	
30	**Charges de personnel**	**164 233 500**	**25,45**	**100,00**	**16 754 500 +**	**147 479 000**	
300	Autorités, commissions et juges	130 500	0,02	0,07	19 000 +	111 500	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	141 580 000	21,94	86,20	12 061 300 +	129 518 700	
302	Traitements du corps enseignant	2 369 000	0,36	1,44	258 800 +	2 110 200	
303	Contributions aux assurances sociales	7 228 000	1,12	4,40	589 800 +	6 638 200	
304	Contributions à l'assurance du personnel	11 374 000	1,76	6,92	3 662 100 +	7 711 900	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents	24 000	0,00	0,01	5 000 +	19 000	
306	Vêtements de service, allocations de logement et de repas	101 000	0,01	0,06	5 000 +	96 000	
309	Autres charges de personnel	1 427 000	0,22	0,86	153 500 +	1 273 500	
31	**Biens, services et marchandises**	**37 111 200**	**5,75**	**100,00**	**583 300 +**	**36 527 900**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	1 188 400	0,18	3,20	120 500 +	1 067 900	
311	Mobilier, machines, véhicules	3 966 600	0,61	10,68	185 500 –	4 152 100	
312	Eau, énergie et combustibles	2 887 500	0,44	7,78	36 200 –	2 923 700	
313	Autres marchandises	14 435 800	2,23	38,89	287 300 –	14 723 100	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	1 185 000	0,18	3,19		1 185 000	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	1 329 100	0,20	3,58	23 300 +	1 305 800	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	1 223 900	0,18	3,29	35 500 +	1 188 400	
317	Dédommagements	696 000	0,10	1,87	45 900 +	650 100	
318	Honoraires et prestations de service	10 176 900	1,57	27,42	845 100 +	9 331 800	
319	Frais divers	22 000	0,00	0,05	22 000 +		
33	**Amortissements**	**68 000**	**0,01**	**100,00**	**12 000 +**	**56 000**	
330	Patrimoine financier	68 000	0,01	100,00	12 000 +	56 000	
35	**Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques**	**4 500 000**	**0,69**	**100,00**	**390 000 +**	**4 110 000**	
351	Cantons	4 500 000	0,69	100,00	390 000 +	4 110 000	
36	**Subventions accordées**	**325 315 400**	**50,42**	**100,00**	**31 797 400 +**	**293 518 000**	
361	Cantons	692 400	0,10	0,21	58 400 +	634 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
362	Communes	146 740 000	22,74	45,10	17 512 000 +	129 228 000	
363	Etablissements de l'Etat	700 000	0,10	0,21		700 000	
364	Sociétés d'économie mixte	105 511 000	16,35	32,43	2 796 000 +	102 715 000	
365	Institutions privées	71 172 000	11,03	21,87	11 198 000 +	59 974 000	
366	Personnes physiques	500 000	0,07	0,15	233 000 +	267 000	
37	**Subventions redistribuées (Comptes de contre-partie: groupe 47)**						
372	Communes						
374	Sociétés d'économie mixte						
375	Institutions privées						
38	**Versements aux financements spéciaux**						
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan						
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**113 871 400**	**17,65**	**100,00**	**4 776 600 +**	**109 094 800**	
390	Charges dues à des imputations internes	2 761 400	0,42	2,42	428 600 +	2 332 800	
392	Amortissement imputés	98 865 000	15,32	86,82	448 000 +	98 417 000	
399	Imputations internes diverses	12 245 000	1,89	10,75	3 900 000 +	8 345 000	
4	**REVENUS**	**365 460 000**	**100,00**		**24 501 300 +**	**340 958 700**	
42	**Revenus des biens**	**1 134 700**	**0,31**	**100,00**	**38 700 +**	**1 096 000**	
421	Avoirs	15 000	0,00	1,32		15 000	
427	Immeubles du patrimoine administratif	1 119 700	0,30	98,67	38 700 +	1 081 000	
43	**Contributions**	**74 394 000**	**20,35**	**100,00**	**244 500 –**	**74 638 500**	
431	Emoluments administratifs	134 000	0,03	0,18	28 000 +	106 000	
432	Recettes hospitalières et d'établissements spécialisés, pensions	62 860 000	17,20	84,49	587 100 –	63 447 100	
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	460 000	0,12	0,61	35 000 +	425 000	
435	Ventes	5 940 300	1,62	7,98	263 800 +	5 676 500	
436	Remboursements	4 999 700	1,36	6,72	15 800 +	4 983 900	
438	Prestations effectuées par le personnel de l'Etat pour ses investissements						
45	**Remboursement de collectivités publiques**	**157 000 000**	**42,95**	**100,00**	**21 301 000 +**	**135 699 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
	COMPTE DE FONCTIONNEMENT						
450	Confédération						
451	Cantons	2 000 000	0,54	1,27	1 040 000 +	960 000	
452	Communes	155 000 000	42,41	98,72	20 261 000 +	134 739 000	
46	**Subventions acquises**	**8 345 000**	**2,28**	**100,00**	**1 567 000 +**	**6 778 000**	
460	Confédération	1 945 000	0,53	23,30	723 000 –	2 668 000	
461	Cantons	4 000 000	1,09	47,93	90 000 +	3 910 000	
462	Communes	2 400 000	0,65	28,75	2 200 000 +	200 000	
47	**Subventions à redistribuer (comptes de contrepartie: groupe 37)**						
470	Confédération						
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**	**29 220 000**	**7,99**	**100,00**	**8 300 000 –**	**37 520 000**	
480	Prélèvements sur les financements spéciaux	29 220 000	7,99	100,00	8 300 000 –	37 520 000	
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**	**95 366 300**	**26,09**	**100,00**	**10 139 100 +**	**85 227 200**	
490	Revenus provenant d'imputations internes	2 496 300	0,68	2,61	411 100 +	2 085 200	
491	Intérêts imputés	170 000	0,04	0,17	172 000 –	342 000	
499	Imputations internes diverses	92 700 000	25,36	97,20	9 900 000 +	82 800 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**82 390 000**	**100,00**		**2 230 000 –**	**84 620 000**	
50	**Investissements propres**	**2 325 000**	**2,82**	**100,00**	**905 000 +**	**1 420 000**	
503	Terrains bâtis	150 000	0,18	6,45	1 000 000 –	1 150 000	
506	Mobilier, machines, véhicules	2 175 000	2,63	93,54	1 905 000 +	270 000	
56	**Subventions accordées**	**80 065 000**	**97,17**	**100,00**	**3 135 000 –**	**83 200 000**	
562	Communes	39 487 000	47,92	49,31	9 513 000 –	49 000 000	
563	Etablissements de l'Etat	1 000 000	1,21	1,24	600 000 –	1 600 000	
564	Sociétés d'économie mixte	14 980 000	18,18	18,70	3 380 000 +	11 600 000	
565	Institutions privées	24 598 000	29,85	30,72	3 598 000 +	21 000 000	
6	**RECETTES**	**994 000**	**100,00**		**24 000 +**	**970 000**	
66	**Subventions acquises**	**994 000**	**100,00**	**100,00**	**24 000 +**	**970 000**	
660	Confédération	134 000	13,48	13,48	134 000 +		
663	Etablissements de l'Etat	860 000	86,51	86,51	110 000 –	970 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de la Justice		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**52 673 500**	**100,00**		**5 746 400 +**	**46 927 100**	
30	**Charges de personnel**	**46 044 000**	**87,41**	**100,00**	**4 604 800 +**	**41 439 200**	
300	Autorités, commissions et juges	82 000	0,15	0,17		82 000	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	40 286 000	76,48	87,49	3 368 800 +	36 917 200	
303	Contributions aux assurances sociales	1 972 000	3,74	4,28	221 900 +	1 750 100	
304	Contributions à l'assurance du personnel	3 429 000	6,50	7,44	954 800 +	2 474 200	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents						
309	Autres charges de personnel	275 000	0,52	0,59	59 300 +	215 700	
31	**Biens, services et marchandises**	**5 554 300**	**10,54**	**100,00**	**1 119 400 +**	**4 434 900**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	894 000	1,69	16,09	280 000 +	614 000	
311	Mobilier, machines, véhicules	1 070 300	2,03	19,26	192 600 +	877 700	
312	Eau, énergie et combustibles	832 000	1,57	14,97	12 500 +	819 500	
313	Autres marchandises	125 000	0,23	2,25	9 200 +	115 800	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	9 000	0,01	0,16	1 000 +	8 000	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	191 000	0,36	3,43	3 000 +	188 000	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	1 002 500	1,90	18,04	236 700 +	765 800	
317	Dédommagements	240 500	0,45	4,32	3 700 –	244 200	
318	Honoraires et prestations de service	1 188 000	2,25	21,38	388 100 +	799 900	
319	Frais divers	2 000	0,00	0,03		2 000	
33	**Amortissements**	**900 000**	**1,70**	**100,00**		**900 000**	
330	Patrimoine financier	900 000	1,70	100,00		900 000	
36	**Subventions accordées**	**105 200**	**0,19**	**100,00**	**18 200 +**	**87 000**	
361	Cantons	82 000	0,15	77,94	17 000 +	65 000	
365	Institutions privées	23 200	0,04	22,05	1 200 +	22 000	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**70 000**	**0,13**	**100,00**	**4 000 +**	**66 000**	
390	Charges dues à des imputations internes	70 000	0,13	100,00	4 000 +	66 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de la Justice		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
4	**REVENUS**	**126 685 500**	**100,00**		**20 694 000 +**	**105 991 500**	
40	**Impôts**	**105 000 000**	**82,88**	**100,00**	**19 000 000 +**	**86 000 000**	
404	Droits de mutation et de timbre	105 000 000	82,88	100,00	19 000 000 +	86 000 000	
42	**Revenus des biens**	**112 500**	**0,08**	**100,00**	**4 800 –**	**117 300**	
427	Immeubles du patrimoine administratif	112 500	0,08	100,00	4 800 –	117 300	
43	**Contributions**	**20 773 000**	**16,39**	**100,00**	**1 668 800 +**	**19 104 200**	
431	Emoluments administratifs	19 641 000	15,50	94,55	1 570 000 +	18 071 000	
432	Recettes hospitalières et d'établissements spécialisés, pensions	636 000	0,50	3,06	36 000 +	600 000	
435	Ventes	104 000	0,08	0,50	9 300 +	94 700	
436	Remboursements	392 000	0,30	1,88	53 500 +	338 500	
46	**Subventions acquises**	**800 000**	**0,63**	**100,00**	**30 000 +**	**770 000**	
460	Confédération	450 000	0,35	56,25	50 000 –	500 000	
469	Autres subventions	350 000	0,27	43,75	80 000 +	270 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de la Justice	BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DES INVESTISSEMENTS						
5 DEPENSES	**2 950 000**	**100,00**		**2 526 900 +**	**423 100**	
50 Investissements propres	**2 950 000**	**100,00**	**100,00**	**2 526 900 +**	**423 100**	
503 Terrains bâtis	350 000	11,86	11,86	350 000 +		
506 Mobilier, machines, véhicules	2 600 000	88,13	88,13	2 176 900 +	423 100	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**312 707 500**	**100,00**		**16 646 200 +**	**296 061 300**	
30	**Charges de personnel**	**203 325 000**	**65,02**	**100,00**	**14 079 400 +**	**189 245 600**	
300	Autorités, commissions et juges	105 500	0,03	0,05	15 500 +	90 000	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	175 886 000	56,24	86,50	8 909 400 +	166 976 600	
302	Traitements du corps enseignant						
303	Contributions aux assurances sociales	7 825 000	2,50	3,84	482 800 +	7 342 200	
304	Contributions à l'assurance du personnel	14 103 400	4,51	6,93	4 422 200 +	9 681 200	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents	293 000	0,09	0,14	5 000 +	288 000	
306	Vêtements de service, allocations de logement et de repas	3 462 000	1,10	1,70	4 300 +	3 457 700	
308	Indemnités versées au personnel temporaire	85 000	0,02	0,04	15 000 +	70 000	
309	Autres charges de personnel	1 565 100	0,50	0,76	225 200 +	1 339 900	
31	**Biens, services et marchandises**	**60 102 600**	**19,22**	**100,00**	**775 900 +**	**59 326 700**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	3 126 800	0,99	5,20	595 700 +	2 531 100	
311	Mobilier, machines, véhicules	5 160 200	1,65	8,58	189 300 +	4 970 900	
312	Eau, énergie et combustibles	3 042 200	0,97	5,06	3 700 +	3 038 500	
313	Autres marchandises	9 262 800	2,96	15,41	7 000 +	9 255 800	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	7 236 000	2,31	12,03	111 000 –	7 347 000	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	2 895 600	0,92	4,81	63 300 +	2 832 300	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	11 884 500	3,80	19,77	941 500 –	12 826 000	
317	Dédommagements	3 090 500	0,98	5,14	16 000 –	3 106 500	
318	Honoraires et prestations de service	10 369 000	3,31	17,25	662 400 +	9 706 600	
319	Frais divers	4 035 000	1,29	6,71	323 000 +	3 712 000	
33	**Amortissements**	**70 000**	**0,02**	**100,00**	**70 000 +**		
330	Patrimoine financier	70 000	0,02	100,00	70 000 +		
35	**Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques**	**20 037 100**	**6,40**	**100,00**	**532 100 +**	**19 505 000**	
350	Confédération	300 000	0,09	1,49	60 000 +	240 000	
351	Cantons	489 100	0,15	2,44	29 100 +	460 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
352	Communes	19 248 000	6,15	96,06	443 000 +	18 805 000	
36	**Subventions accordées**	**8 195 300**	**2,62**	**100,00**	**1 158 800 +**	**7 036 500**	
360	Confédération	44 600	0,01	0,54	18 400 –	63 000	
361	Cantons	232 500	0,07	2,83	7 000 +	225 500	
365	Institutions privées	7 907 900	2,52	96,49	1 169 900 +	6 738 000	
366	Personnes physiques	10 300	0,00	0,12	300 +	10 000	
38	**Versements aux financements spéciaux**	**1 340 000**	**0,42**	**100,00**	**538 000 +**	**802 000**	
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	1 340 000	0,42	100,00	538 000 +	802 000	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**19 637 500**	**6,27**	**100,00**	**508 000 –**	**20 145 500**	
390	Charges dues à des imputations internes	12 357 500	3,95	62,92	370 000 –	12 727 500	
392	Amortissement imputés	5 660 000	1,80	28,82	100 000 –	5 760 000	
399	Imputations internes diverses	1 620 000	0,51	8,24	38 000 –	1 658 000	
4	**REVENUS**	**287 384 200**	**100,00**		**13 785 600 +**	**273 598 600**	
40	**Impôts**	**165 914 000**	**57,73**	**100,00**	**10 794 000 +**	**155 120 000**	
406	Impôts sur la possession et sur la dépense	165 914 000	57,73	100,00	10 794 000 +	155 120 000	
41	**Régales, concessions**	**450 000**	**0,15**	**100,00**	**20 000 +**	**430 000**	
411	Concessions et patentes	450 000	0,15	100,00	20 000 +	430 000	
42	**Revenus des biens**	**5 029 500**	**1,75**	**100,00**	**366 500 –**	**5 396 000**	
422	Capitaux du patrimoine financier	10 000	0,00	0,19	5 000 –	15 000	
427	Immeubles du patrimoine administratif	5 019 500	1,74	99,80	361 500 –	5 381 000	
43	**Contributions**	**77 460 700**	**26,95**	**100,00**	**2 433 100 +**	**75 027 600**	
431	Emoluments administratifs	39 294 700	13,67	50,72	1 677 700 +	37 617 000	
432	Recettes hospitalières et d'établissements spécialisés, pensions	16 378 500	5,69	21,14	600 900 +	15 777 600	
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	1 164 000	0,40	1,50	332 000 –	1 496 000	
435	Ventes	14 341 000	4,99	18,51	772 000 +	13 569 000	
436	Remboursements	3 394 500	1,18	4,38	36 500 +	3 358 000	
437	Amendes	2 888 000	1,00	3,72	322 000 –	3 210 000	
46	**Subventions acquises**	**26 360 000**	**9,17**	**100,00**	**1 095 000 +**	**25 265 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU	BUDGET	COMPTE
Direction de la police		MONTANT	EN % CC	EN % GM	BUDGET 1989	1989	1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
460	Confédération	10 635 000	3,70	40,34	180 000 –	10 815 000	
465	Personnes physiques et institutions	100 000	0,03	0,37	100 000 +		
469	Autres subventions	15 625 000	5,43	59,27	1 175 000 +	14 450 000	
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**						
480	Prélèvements sur les financements spéciaux						
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**	**12 170 000**	**4,23**	**100,00**	**190 000 –**	**12 360 000**	
490	Revenus provenant d'imputations internes	11 600 000	4,03	95,31	400 000 –	12 000 000	
491	Intérêts imputés	570 000	0,19	4,68	210 000 +	360 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**11 511 000**	**100,00**		**618 500 –**	**12 129 500**	
50	**Investissements propres**	**5 539 000**	**48,11**	**100,00**	**818 500 –**	**6 357 500**	
501	Ouvrages de génie civil	1 700 000	14,76	30,69	350 000 –	2 050 000	
506	Mobilier, machines, véhicules	3 839 000	33,35	69,30	468 500 –	4 307 500	
52	**Prêts et participations permanentes**	**12 000**	**0,10**	**100,00**		**12 000**	
525	Institutions privées	12 000	0,10	100,00		12 000	
56	**Subventions accordées**	**5 960 000**	**51,77**	**100,00**	**200 000 +**	**5 760 000**	
562	Communes	300 000	2,60	5,03	300 000 +		
565	Institutions privées	5 660 000	49,17	94,96	100 000 –	5 760 000	
6	**RECETTES**	**706 000**	**100,00**		**200 000 –**	**906 000**	
62	**Remboursement de prêts et de participations**	**6 000**	**0,84**	**100,00**		**6 000**	
625	Institutions privées	6 000	0,84	100,00		6 000	
63	**Facturations à des tiers**	**700 000**	**99,15**	**100,00**	**200 000 –**	**900 000**	
631	Ouvrages de génie civil	700 000	99,15	100,00	200 000 –	900 000	
66	**Subventions acquises**						
660	Confédération						

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des affaires militaires		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**50 273 400**	**100,00**		**186 300 +**	**50 087 100**	
30	**Charges de personnel**	**23 836 000**	**47,41**	**100,00**	**1 710 800 +**	**22 125 200**	
300	Autorités, commissions et juges	10 000	0,01	0,04	4 000 –	14 000	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	20 769 000	41,31	87,13	1 077 800 +	19 691 200	
303	Contributions aux assurances sociales	1 149 000	2,28	4,82	56 400 +	1 092 600	
304	Contributions à l'assurance du personnel	1 723 000	3,42	7,22	550 600 +	1 172 400	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents	116 000	0,23	0,48	4 000 +	112 000	
306	Vêtements de service, allocations de logement et de repas	7 000	0,01	0,02		7 000	
309	Autres charges de personnel	62 000	0,12	0,26	26 000 +	36 000	
31	**Biens, services et marchandises**	**19 707 100**	**39,19**	**100,00**	**955 800 –**	**20 662 900**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	322 200	0,64	1,63	24 500 –	346 700	
311	Mobilier, machines, véhicules	923 600	1,83	4,68	43 900 –	967 500	
312	Eau, énergie et combustibles	529 200	1,05	2,68	23 300 –	552 500	
313	Autres marchandises	14 407 000	28,65	73,10	790 300 –	15 197 300	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	174 500	0,34	0,88	48 000 +	126 500	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	255 000	0,50	1,29	35 000 +	220 000	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	743 800	1,47	3,77	11 800 +	732 000	
317	Dédommagements	195 000	0,38	0,98	38 000 –	233 000	
318	Honoraires et prestations de service	2 130 800	4,23	10,81	130 600 –	2 261 400	
319	Frais divers	26 000	0,05	0,13		26 000	
36	**Subventions accordées**	**2 495 900**	**4,96**	**100,00**	**321 100 –**	**2 817 000**	
362	Communes	2 095 900	4,16	83,97	291 100 –	2 387 000	
365	Institutions privées	400 000	0,79	16,02	30 000 –	430 000	
37	**Subventions redistribuées (Comptes de contre-partie: groupe 47)**	**3 661 400**	**7,28**	**100,00**	**355 600 –**	**4 017 000**	
370	Confédération	400 000	0,79	10,92		400 000	
372	Communes	3 181 400	6,32	86,89	315 600 –	3 497 000	
375	Institutions privées	80 000	0,15	2,18	40 000 –	120 000	
38	**Versements aux financements spéciaux**	**432 000**	**0,85**	**100,00**	**106 000 +**	**326 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des affaires militaires		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	432 000	0,85	100,00	106 000 +	326 000	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**141 000**	**0,28**	**100,00**	**2 000 +**	**139 000**	
390	Charges dues à des imputations internes	141 000	0,28	100,00	2 000 +	139 000	
399	Imputations internes diverses						
4	**REVENUS**	**30 096 800**	**100,00**		**775 500 –**	**30 872 300**	
42	**Revenus des biens**	**1 095 500**	**3,63**	**100,00**	**14 800 –**	**1 110 300**	
427	Immeubles du patrimoine administratif	1 095 500	3,63	100,00	14 800 –	1 110 300	
43	**Contributions**	**1 801 900**	**5,98**	**100,00**	**7 500 +**	**1 794 400**	
431	Emoluments administratifs	160 000	0,53	8,87	5 000 –	165 000	
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	50 000	0,16	2,77	5 000 –	55 000	
435	Ventes	1 142 600	3,79	63,41	3 000 –	1 145 600	
436	Remboursements	129 300	0,42	7,17	500 +	128 800	
437	Amendes	320 000	1,06	17,75	20 000 +	300 000	
44	**Parts à des recettes et contributions sans affectation**	**3 500 000**	**11,62**	**100,00**	**150 000 +**	**3 350 000**	
440	Parts à des recettes fédérales	3 500 000	11,62	100,00	150 000 +	3 350 000	
45	**Remboursement de collectivités publiques**	**19 258 000**	**63,98**	**100,00**	**704 600 –**	**19 962 600**	
450	Confédération	19 250 000	63,96	99,95	633 600 –	19 883 600	
452	Communes	8 000	0,02	0,04	71 000 –	79 000	
46	**Subventions acquises**	**678 000**	**2,25**	**100,00**	**126 000 +**	**552 000**	
460	Confédération	388 000	1,28	57,22	56 000 +	332 000	
469	Autres subventions	290 000	0,96	42,77	70 000 +	220 000	
47	**Subventions à redistribuer (comptes de contrepartie: groupe 37)**	**3 661 400**	**12,16**	**100,00**	**355 600 –**	**4 017 000**	
470	Confédération	3 261 400	10,83	89,07	355 600 –	3 617 000	
472	Communes	400 000	1,32	10,92		400 000	
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**						
480	Prélèvements sur les financements spéciaux						
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**	**102 000**	**0,33**	**100,00**	**16 000 +**	**86 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des P.RAPPORT AU affaires militaires	**BUDGET 1990**			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT						
491 Intérêts imputés	102 000	0,33	100,00	16 000 +	86 000	
499 Imputations internes diverses						

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des affaires militaires		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**26 096 000**	**100,00**		**5 856 000 +**	**20 240 000**	
50	**Investissements propres**	**96 000**	**0,36**	**100,00**	**144 000 –**	**240 000**	
503	Terrains bâtis	96 000	0,36	100,00	96 000 +		
506	Mobilier, machines, véhicules				240 000 –	240 000	
56	**Subventions accordées**	**6 000 000**	**22,99**	**100,00**		**6 000 000**	
562	Communes	5 600 000	21,45	93,33		5 600 000	
563	Etablissements de l'Etat	300 000	1,14	5,00	200 000 +	100 000	
565	Institutions privées	100 000	0,38	1,66	200 000 –	300 000	
57	**Subventions redistribuées (comptes de contrepartie: groupe 67)**	**20 000 000**	**76,64**	**100,00**	**6 000 000 +**	**14 000 000**	
572	Communes	19 900 000	76,25	99,50	6 100 000 +	13 800 000	
573	Etablissements de l'Etat	50 000	0,19	0,25	50 000 –	100 000	
575	Institutions privées	50 000	0,19	0,25	50 000 –	100 000	
6	**RECETTES**	**20 000 000**	**100,00**		**6 000 000 +**	**14 000 000**	
67	**Subventions à redistribuer (comptes de contre-partie: groupe 57)**	**20 000 000**	**100,00**	**100,00**	**6 000 000 +**	**14 000 000**	
670	Confédération	20 000 000	100,00	100,00	6 000 000 +	14 000 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des cultes		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**65 385 500**	**100,00**		**5 019 000 +**	**60 366 500**	
30	**Charges de personnel**	**61 821 800**	**94,54**	**100,00**	**4 664 300 +**	**57 157 500**	
300	Autorités, commissions et juges	64 300	0,09	0,10	1 300 +	63 000	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	52 860 000	80,84	85,50	3 102 900 +	49 757 100	
303	Contributions aux assurances sociales	2 599 000	3,97	4,20	151 400 +	2 447 600	
304	Contributions à l'assurance du personnel	5 040 000	7,70	8,15	1 548 100 +	3 491 900	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents						
306	Vêtements de service, allocations de logement et de repas	642 500	0,98	1,03	4 500 +	638 000	
307	Prestations aux retraités	615 000	0,94	0,99	144 900 –	759 900	
309	Autres charges de personnel	1 000	0,00	0,00	1 000 +		
31	**Biens, services et marchandises**	**171 000**	**0,26**	**100,00**	**3 000 +**	**168 000**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	15 600	0,02	9,12	500 +	15 100	
311	Mobilier, machines, véhicules	2 000	0,00	1,16	6 000 –	8 000	
312	Eau, énergie et combustibles	4 700	0,00	2,74	200 +	4 500	
313	Autres marchandises	2 200	0,00	1,28		2 200	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	1 700	0,00	0,99	600 +	1 100	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	24 500	0,03	14,32	2 500 –	27 000	
317	Dédommagements	48 000	0,07	28,07	40 000 +	8 000	
318	Honoraires et prestations de service	70 300	0,10	41,11	29 900 –	100 200	
319	Frais divers	2 000	0,00	1,16	100 +	1 900	
35	**Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques**	**2 538 000**	**3,88**	**100,00**	**276 000 +**	**2 262 000**	
352	Communes	2 538 000	3,88	100,00	276 000 +	2 262 000	
36	**Subventions accordées**	**852 000**	**1,30**	**100,00**	**76 000 +**	**776 000**	
364	Sociétés d'économie mixte	852 000	1,30	100,00	76 000 +	776 000	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**2 700**	**0,00**	**100,00**	**300 –**	**3 000**	
390	Charges dues à des imputations internes	2 700	0,00	100,00	300 –	3 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des cultes		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
4	**REVENUS**	**6 022 800**	**100,00**		**379 400 +**	**5 643 400**	
42	**Revenus des biens**						
427	Immeubles du patrimoine administratif						
43	**Contributions**	**6 019 800**	**99,95**	**100,00**	**379 400 +**	**5 640 400**	
431	Emoluments administratifs	17 800	0,29	0,29	700 +	17 100	
435	Ventes	2 000	0,03	0,03	100 +	1 900	
436	Remboursements	6 000 000	99,62	99,67	378 600 +	5 621 400	
45	**Remboursement de collectivités publiques**	**3 000**	**0,04**	**100,00**		**3 000**	
452	Communes	3 000	0,04	100,00		3 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**860 106 400**	**100,00**		**52 201 800 +**	**807 904 600**	
30	**Charges de personnel**	**181 709 500**	**21,12**	**100,00**	**34 502 600 +**	**147 206 900**	
300	Autorités, commissions et juges	111 500	0,01	0,06	130 000 –	241 500	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	71 811 000	8,34	39,51	6 693 100 +	65 117 900	
303	Contributions aux assurances sociales	7 066 400	0,82	3,88	645 000 +	6 421 400	
304	Contributions à l'assurance du personnel	89 389 000	10,39	49,19	27 094 300 +	62 294 700	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents	10 504 000	1,22	5,78	420 900 –	10 924 900	
307	Prestations aux retraités	90 000	0,01	0,04	15 000 –	105 000	
309	Autres charges de personnel	2 737 600	0,31	1,50	636 100 +	2 101 500	
31	**Biens, services et marchandises**	**70 795 800**	**8,23**	**100,00**	**4 599 700 +**	**66 196 100**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	2 956 200	0,34	4,17	540 000 +	2 416 200	
311	Mobilier, machines, véhicules	2 747 400	0,31	3,88	150 200 +	2 597 200	
312	Eau, énergie et combustibles	1 092 800	0,12	1,54	48 200 +	1 044 600	
313	Autres marchandises	337 000	0,03	0,47	125 400 +	211 600	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	1 615 400	0,18	2,28	29 400 +	1 586 000	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	693 200	0,08	0,97	154 700 +	538 500	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	8 274 200	0,96	11,68	1 449 900 +	6 824 300	
317	Dédommagements	581 600	0,06	0,82	123 100 +	458 500	
318	Honoraires et prestations de service	52 178 500	6,06	73,70	1 969 300 +	50 209 200	
319	Frais divers	319 500	0,03	0,45	9 500 +	310 000	
32	**Intérêts passifs**	**106 700 000**	**12,40**	**100,00**	**2 950 000 +**	**103 750 000**	
320	Engagements courants	700 000	0,08	0,65	100 000 +	600 000	
321	Dettes à court terme	1 000 000	0,11	0,93	400 000 –	1 400 000	
322	Dettes à moyen et à long terme	103 000 000	11,97	96,53	4 000 000 +	99 000 000	
329	Autres intérêts passifs	2 000 000	0,23	1,87	750 000 –	2 750 000	
33	**Amortissements**	**294 500 000**	**34,23**	**100,00**	**7 899 000 +**	**286 601 000**	
330	Patrimoine financier	15 000 000	1,74	5,09	4 000 000 +	11 000 000	
331	Patrimoine administratif - amortissements ordinaires	279 500 000	32,49	94,90	3 899 000 +	275 601 000	
34	**Parts et contributions sans affectation**	**39 650 000**	**4,60**	**100,00**		**39 650 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
340	Parts de recettes destinées à des communes	10 000 000	1,16	25,22		10 000 000	
341	Contributions à des communes	29 650 000	3,44	74,77		29 650 000	
35	**Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques**	**13 536 000**	**1,57**	**100,00**	**714 000 –**	**14 250 000**	
352	Communes	13 536 000	1,57	100,00	714 000 –	14 250 000	
36	**Subventions accordées**	**19 894 600**	**2,31**	**100,00**	**278 000 +**	**19 616 600**	
361	Cantons	18 000	0,00	0,09		18 000	
362	Communes	19 200 000	2,23	96,50	120 000 +	19 080 000	
364	Sociétés d'économie mixte	44 000	0,00	0,22		44 000	
365	Institutions privées	632 600	0,07	3,17	158 000 +	474 600	
38	**Versements aux financements spéciaux**				**740 000 –**	**740 000**	
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan				740 000 –	740 000	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**133 320 500**	**15,50**	**100,00**	**3 426 500 +**	**129 894 000**	
390	Charges dues à des imputations internes	337 500	0,03	0,25	78 500 +	259 000	
391	Intérêts imputés	5 733 000	0,66	4,30	2 282 000 –	8 015 000	
399	Imputations internes diverses	127 250 000	14,79	95,44	5 630 000 +	121 620 000	
4	**REVENUS**	**2 634 176 800**	**100,00**		**62 842 300 +**	**2 571 334 500**	
40	**Impôts**	**1 961 900 000**	**74,47**	**100,00**	**13 450 000 –**	**1 975 350 000**	
400	Impôts sur le revenu et sur la fortune	1 672 300 000	63,48	85,23	21 200 000 –	1 693 500 000	
401	Impôt sur le bénéfice et le capital	164 600 000	6,24	8,38	2 000 000 –	166 600 000	
403	Impôts sur les gains en capital	73 000 000	2,77	3,72	8 000 000 +	65 000 000	
405	Impôts sur les successions et donations	52 000 000	1,97	2,65	1 750 000 +	50 250 000	
406	Impôts sur la possession et sur la dépense						
41	**Régales, concessions**	**3 100 000**	**0,11**	**100,00**		**3 100 000**	
410	Revenus des régales	3 100 000	0,11	100,00		3 100 000	
42	**Revenus des biens**	**86 078 100**	**3,26**	**100,00**	**14 506 600 +**	**71 571 500**	
420	Banques	520 000	0,01	0,60	80 000 –	600 000	
421	Avoirs	37 950 000	1,44	44,08	10 449 500 +	27 500 500	
422	Capitaux du patrimoine financier	540 000	0,02	0,62	538 000 +	2 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
423	Immeubles du patrimoine financier	2 727 000	0,10	3,16	2 727 000 +		
424	Gains comptables sur les placements du patrimoine financier	500 000	0,01	0,58	500 000 +		
425	Prêts du patrimoine administratif	51 100	0,00	0,05	36 100 +	15 000	
426	Participations permanentes du patrimoine administratif	35 700 000	1,35	41,47	950 000 –	36 650 000	
427	Immeubles du patrimoine administratif	7 310 000	0,27	8,49	1 236 000 +	6 074 000	
429	Autres revenus	780 000	0,02	0,90	50 000 +	730 000	
43	**Contributions**	**14 818 700**	**0,56**	**100,00**	**2 948 500 –**	**17 767 200**	
431	Emoluments administratifs	161 000	0,00	1,08	10 000 +	151 000	
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	1 404 500	0,05	9,47	43 900 –	1 448 400	
435	Ventes	180 200	0,00	1,21	30 000 +	150 200	
436	Remboursements	12 773 000	0,48	86,19	755 400 +	12 017 600	
437	Amendes	300 000	0,01	2,02	3 700 000 –	4 000 000	
44	**Parts à des recettes et contributions sans affectation**	**336 875 000**	**12,78**	**100,00**	**69 040 000 +**	**267 835 000**	
440	Parts à des recettes fédérales	336 875 000	12,78	100,00	69 040 000 +	267 835 000	
45	**Remboursement de collectivités publiques**	**5 080 000**	**0,19**	**100,00**	**2 570 000 –**	**7 650 000**	
452	Communes	5 080 000	0,19	100,00	2 570 000 –	7 650 000	
46	**Subventions acquises**	**15 110 000**	**0,57**	**100,00**	**530 000 –**	**15 640 000**	
460	Confédération						
462	Communes	15 000 000	0,56	99,27	450 000 –	15 450 000	
469	Autres subventions	110 000	0,00	0,72	80 000 –	190 000	
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**	**49 790 000**	**1,89**	**100,00**	**3 075 000 +**	**46 715 000**	
480	Prélèvements sur les financements spéciaux	49 790 000	1,89	100,00	3 075 000 +	46 715 000	
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**	**161 425 000**	**6,12**	**100,00**	**4 280 800 –**	**165 705 800**	
490	Revenus provenant d'imputations internes	717 000	0,02	0,44	12 800 –	729 800	
491	Intérêts imputés	80 000	0,00	0,04	2 675 000 –	2 755 000	
492	Amortissements imputés	114 378 000	4,34	70,85	1 223 000 –	115 601 000	
499	Imputations internes diverses	46 250 000	1,75	28,65	370 000 –	46 620 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**10 429 000**	**100,00**		**2 761 400 +**	**7 667 600**	
50	**Investissements propres**	**10 429 000**	**100,00**	**100,00**	**2 761 400 +**	**7 667 600**	
500	Terrains non bâtis						
503	Terrains bâtis	5 000 000	47,94	47,94	39 400 +	4 960 600	
506	Mobilier, machines, véhicules	5 429 000	52,05	52,05	2 722 000 +	2 707 000	
52	**Prêts et participations permanentes**						
523	Etablissements de l'Etat						
524	Sociétés d'économie mixte						
525	Institutions privées						
6	**RECETTES**	**3 000 000**	**100,00**		**111 000 –**	**3 111 000**	
60	**Transferts au patrimoine financier**	**3 000 000**	**100,00**	**100,00**		**3 000 000**	
600	Terrains non bâtis	3 000 000	100,00	100,00		3 000 000	
603	Terrains bâtis						
66	**Subventions acquises**				**111 000 –**	**111 000**	
660	Confédération						
663	Etablissements de l'Etat				111 000 –	111 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**1 388 695 700**	**100,00**		**136 763 400 +**	**1 251 932 300**	
30	**Charges de personnel**	**1 092 906 800**	**78,70**	**100,00**	**119 758 400 +**	**973 148 400**	
300	Autorités, commissions et juges	790 000	0,05	0,07	60 000 –	850 000	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	79 681 000	5,73	7,29	138 747 600 –	218 428 600	
302	Traitements du corps enseignant	812 865 000	58,53	74,37	200 715 000 +	612 150 000	
303	Contributions aux assurances sociales	47 172 000	3,39	4,31	2 633 200 +	44 538 800	
304	Contributions à l'assurance du personnel	139 872 000	10,07	12,79	55 932 600 +	83 939 400	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents	5 409 000	0,38	0,49	1 345 500 –	6 754 500	
306	Vêtements de service, allocations de logement et de repas	65 000	0,00	0,00		65 000	
309	Autres charges de personnel	7 052 800	0,50	0,64	630 700 +	6 422 100	
31	**Biens, services et marchandises**	**85 932 700**	**6,18**	**100,00**	**5 769 900 +**	**80 162 800**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	15 623 400	1,12	18,18	1 581 700 +	14 041 700	
311	Mobilier, machines, véhicules	15 153 700	1,09	17,63	2 126 800 +	13 026 900	
312	Eau, énergie et combustibles	6 283 500	0,45	7,31	162 200 –	6 445 700	
313	Autres marchandises	10 275 400	0,74	11,95	1 407 600 +	8 867 800	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	1 363 500	0,09	1,58	29 500 +	1 334 000	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	3 372 400	0,24	3,92	206 000 +	3 166 400	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	9 106 600	0,65	10,59	344 900 +	8 761 700	
317	Dédommagements	2 073 600	0,14	2,41	32 900 –	2 106 500	
318	Honoraires et prestations de service	22 542 600	1,62	26,23	263 500 +	22 279 100	
319	Frais divers	138 000	0,00	0,16	5 000 +	133 000	
32	**Intérêts passifs**	**75 000**	**0,00**	**100,00**	**5 000 –**	**80 000**	
321	Dettes à court terme	75 000	0,00	100,00	5 000 –	80 000	
35	**Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques**	**2 000 000**	**0,14**	**100,00**		**2 000 000**	
351	Cantons	2 000 000	0,14	100,00		2 000 000	
36	**Subventions accordées**	**200 797 900**	**14,45**	**100,00**	**13 123 500 +**	**187 674 400**	
361	Cantons	12 266 000	0,88	6,10	2 154 000 +	10 112 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
362	Communes	20 962 000	1,50	10,43	1 705 000 +	19 257 000	
364	Sociétés d'économie mixte	71 470 000	5,14	35,59	4 747 000 +	66 723 000	
365	Institutions privées	51 699 900	3,72	25,74	5 512 500 +	46 187 400	
366	Personnes physiques	44 400 000	3,19	22,11	995 000 –	45 395 000	
37	**Subventions redistribuées (comptes de contre-partie: groupe 47)**	**2 150 000**	**0,15**	**100,00**	**579 000 –**	**2 729 000**	
372	Communes	1 900 000	0,13	88,37	569 000 –	2 469 000	
375	Institutions privées	200 000	0,01	9,30		200 000	
376	Personnes physiques	50 000	0,00	2,32	10 000 –	60 000	
38	**Versements aux financements spéciaux**	**2 913 000**	**0,20**	**100,00**	**879 000 +**	**2 034 000**	
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	2 913 000	0,20	100,00	879 000 +	2 034 000	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**1 920 300**	**0,13**	**100,00**	**2 183 400 –**	**4 103 700**	
390	Charges dues à des imputations internes	110 300	0,00	5,74	11 600 +	98 700	
392	Amortissement imputés	1 200 000	0,08	62,49	2 250 000 –	3 450 000	
399	Imputations internes diverses	610 000	0,04	31,76	55 000 +	555 000	
4	**REVENUS**	**581 757 700**	**100,00**		**57 092 300 +**	**524 665 400**	
42	**Revenus des biens**	**968 400**	**0,16**	**100,00**	**9 900 +**	**958 500**	
422	Capitaux du patrimoine financier	300 000	0,05	30,97		300 000	
423	Immeubles du patrimoine financier	294 000	0,05	30,35		294 000	
427	Immeubles du patrimoine administratif	374 400	0,06	38,66	9 900 +	364 500	
43	**Contributions**	**36 941 800**	**6,35**	**100,00**	**3 201 900 +**	**33 739 900**	
431	Emoluments administratifs	690 000	0,11	1,86		690 000	
432	Recettes hospitalières et d'établissements spécialisés, pensions	555 000	0,09	1,50	130 000 +	425 000	
433	Ecolages	3 634 900	0,62	9,83	63 000 +	3 571 900	
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	17 493 500	3,00	47,35	1 112 900 +	16 380 600	
435	Ventes	8 867 800	1,52	24,00	1 641 100 +	7 226 700	
436	Remboursements	5 700 600	0,97	15,43	254 900 +	5 445 700	
45	**Remboursement de collectivités publiques**	**427 330 000**	**73,45**	**100,00**	**46 265 000 +**	**381 065 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
451	Cantons	1 285 000	0,22	0,30		1 285 000	
452	Communes	426 045 000	73,23	99,69	46 265 000 +	379 780 000	
46	**Subventions acquises**	**110 891 000**	**19,06**	**100,00**	**9 023 000 +**	**101 868 000**	
460	Confédération	78 894 000	13,56	71,14	3 574 700 +	75 319 300	
461	Cantons	25 816 000	4,43	23,28	4 816 000 +	21 000 000	
462	Communes	541 000	0,09	0,48	93 800 +	447 200	
463	Etablissements de l'Etat	700 000	0,12	0,63		700 000	
465	Personnes physiques et institutions	780 000	0,13	0,70	538 500 +	241 500	
469	Autres subventions	4 160 000	0,71	3,75		4 160 000	
47	**Subventions à redistribuer (comptes de contrepartie: groupe 37)**	**2 150 000**	**0,36**	**100,00**	**579 000 –**	**2 729 000**	
470	Confédération	2 150 000	0,36	100,00	579 000 –	2 729 000	
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**	**114 500**	**0,01**	**100,00**	**1 120 500 –**	**1 235 000**	
480	Prélèvements sur les financements spéciaux	114 500	0,01	100,00	1 120 500 –	1 235 000	
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**	**3 362 000**	**0,57**	**100,00**	**292 000 +**	**3 070 000**	
490	Revenus provenant d'imputations internes				12 000 –	12 000	
491	Intérêts imputés	1 707 000	0,29	50,77	149 000 +	1 558 000	
499	Imputations internes diverses	1 655 000	0,28	49,22	155 000 +	1 500 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de P.RAPPORT AU l'instruction publique		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**32 847 000**	**100,00**		**1 646 000 +**	**31 201 000**	
50	**Investissements propres**	**12 612 000**	**38,39**	**100,00**	**5 871 000 +**	**6 741 000**	
503	Terrains bâtis	6 607 000	20,11	52,38	3 945 000 +	2 662 000	
506	Mobilier, machines, véhicules	6 005 000	18,28	47,61	1 926 000 +	4 079 000	
52	**Prêts et participations permanentes**						
526	Personnes physiques						
56	**Subventions accordées**	**19 485 000**	**59,32**	**100,00**	**3 775 000 –**	**23 260 000**	
562	Communes	14 585 000	44,40	74,85	2 165 000 –	16 750 000	
564	Sociétés d'économie mixte	350 000	1,06	1,79	350 000 +		
565	Institutions privées	4 550 000	13,85	23,35	1 960 000 –	6 510 000	
57	**Subventions redistribuées (comptes de contrepartie: groupe 67)**	**750 000**	**2,28**	**100,00**	**450 000 –**	**1 200 000**	
572	Communes	750 000	2,28	100,00	450 000 –	1 200 000	
6	**RECETTES**	**3 453 000**	**100,00**		**1 523 000 –**	**4 976 000**	
62	**Remboursement de prêts et de participations**						
626	Personnes physiques						
64	**Remboursement de subventions accordées**				**150 000 –**	**150 000**	
642	Communes				150 000 –	150 000	
645	Institutions privées						
66	**Subventions acquises**	**2 703 000**	**78,27**	**100,00**	**923 000 –**	**3 626 000**	
660	Confédération	2 703 000	78,27	100,00	323 000 –	3 026 000	
663	Etablissements de l'Etat				600 000 –	600 000	
67	**Subventions à redistribuer (comptes de contre-partie: groupe 57)**	**750 000**	**21,72**	**100,00**	**450 000 –**	**1 200 000**	
670	Confédération	750 000	21,72	100,00	450 000 –	1 200 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des travaux publics		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**155 452 800**	**100,00**		**10 833 300 +**	**144 619 500**	
30	**Charges de personnel**	**64 080 000**	**41,22**	**100,00**	**6 226 300 +**	**57 853 700**	
300	Autorités, commissions et juges	139 100	0,08	0,21	8 100 +	131 000	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	54 618 000	35,13	85,23	4 222 400 +	50 395 600	
303	Contributions aux assurances sociales	2 790 000	1,79	4,35	127 000 +	2 663 000	
304	Contributions à l'assurance du personnel	4 600 000	2,95	7,17	1 575 500 +	3 024 500	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents	1 210 000	0,77	1,88	30 000 +	1 180 000	
306	Vêtements de service, allocations de logement et de repas	400 100	0,25	0,62	187 000 +	213 100	
309	Autres charges de personnel	322 800	0,20	0,50	76 300 +	246 500	
31	**Biens, services et marchandises**	**77 748 000**	**50,01**	**100,00**	**3 802 200 +**	**73 945 800**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	1 067 800	0,68	1,37	116 500 +	951 300	
311	Mobilier, machines, véhicules	4 544 000	2,92	5,84	90 700 –	4 634 700	
312	Eau, énergie et combustibles	2 279 000	1,46	2,93	2 807 500 –	5 086 500	
313	Autres marchandises	8 627 500	5,54	11,09	238 600 +	8 388 900	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	40 200 000	25,85	51,70	2 654 000 +	37 546 000	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	1 800 000	1,15	2,31	9 500 –	1 809 500	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	1 084 600	0,69	1,39	266 200 +	818 400	
317	Dédommagements	1 679 600	1,08	2,16	173 100 +	1 506 500	
318	Honoraires et prestations de service	16 460 300	10,58	21,17	3 258 300 +	13 202 000	
319	Frais divers	5 200	0,00	0,00	3 200 +	2 000	
36	**Subventions accordées**	**6 535 500**	**4,20**	**100,00**	**914 500 +**	**5 621 000**	
362	Communes	5 829 000	3,74	89,18	889 000 +	4 940 000	
364	Sociétés d'économie mixte	45 000	0,02	0,68	45 000 +		
365	Institutions privées	661 500	0,42	10,12	19 500 –	681 000	
37	**Subventions redistribuées (comptes de contre-partie: groupe 47)**	**30 000**	**0,01**	**100,00**		**30 000**	
372	Communes	30 000	0,01	100,00		30 000	
38	**Versements aux financements spéciaux**	**400 000**	**0,25**	**100,00**	**400 000 +**		

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des travaux publics		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	400 000	0,25	100,00	400 000 +		
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**6 659 300**	**4,28**	**100,00**	**509 700 –**	**7 169 000**	
390	Charges dues à des imputations internes	159 300	0,10	2,39	9 700 –	169 000	
392	Amortissement imputés	2 500 000	1,60	37,54	500 000 –	3 000 000	
399	Imputations internes diverses	4 000 000	2,57	60,06		4 000 000	
4	**REVENUS**	**95 045 400**	**100,00**		**8 583 600 +**	**86 461 800**	
41	**Régales, concessions**	**1 450 000**	**1,52**	**100,00**	**30 000 +**	**1 420 000**	
411	Concessions et patentes	1 450 000	1,52	100,00	30 000 +	1 420 000	
42	**Revenus des biens**	**97 500**	**0,10**	**100,00**	**1 600 +**	**95 900**	
422	Capitaux du patrimoine financier	1 000	0,00	1,02	1 000 +		
423	Immeubles du patrimoine financier	20 000	0,02	20,51	5 000 –	25 000	
425	Prêts du patrimoine administratif						
427	Immeubles du patrimoine administratif	76 500	0,08	78,46	5 600 +	70 900	
43	**Contributions**	**10 093 800**	**10,61**	**100,00**	**2 526 900 +**	**7 566 900**	
431	Emoluments administratifs	674 500	0,70	6,68	78 000 +	596 500	
432	Recettes hospitalières et d'établissements spécialisés, pensions						
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	187 800	0,19	1,86	15 800 +	172 000	
435	Ventes	231 000	0,24	2,28	41 200 +	189 800	
436	Remboursements	9 000 500	9,46	89,16	2 391 900 +	6 608 600	
438	Prestations effectuées par le personnel de l'Etat pour ses investissements						
439	Autres contributions						
45	**Remboursement de collectivités publiques**	**48 500**	**0,05**	**100,00**	**1 500 +**	**47 000**	
450	Confédération	28 000	0,02	57,73	2 000 +	26 000	
451	Cantons	4 500	0,00	9,27	500 –	5 000	
452	Communes	16 000	0,01	32,98		16 000	
46	**Subventions acquises**	**79 325 600**	**83,46**	**100,00**	**6 123 600 +**	**73 202 000**	
460	Confédération	79 261 600	83,39	99,91	6 121 600 +	73 140 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATERIES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des travaux publics		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
463	Etablissements de l'Etat	64 000	0,06	0,08	2 000 +	62 000	
47	**Subventions à redistribuer (comptes de contrepartie: groupe 37)**	**30 000**	**0,03**	**100,00**		**30 000**	
470	Confédération	30 000	0,03	100,00		30 000	
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**				**100 000 –**	**100 000**	
480	Prélèvements sur les financements spéciaux				100 000 –	100 000	
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**	**4 000 000**	**4,20**	**100,00**		**4 000 000**	
499	Imputations internes diverses	4 000 000	4,20	100,00		4 000 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERIES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des travaux publics		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**312 755 000**	**100,00**		**24 010 000 +**	**288 745 000**	
50	**Investissements propres**	**275 455 000**	**88,07**	**100,00**	**22 970 000 +**	**252 485 000**	
501	Ouvrages de génie civil	75 965 000	24,28	27,57	13 735 000 –	89 700 000	
502	Routes nationales	112 600 000	36,00	40,87	32 700 000 +	79 900 000	
503	Terrains bâtis	84 880 000	27,13	30,81	4 967 000 +	79 913 000	
506	Mobilier, machines, véhicules	2 010 000	0,64	0,72	962 000 –	2 972 000	
56	**Subventions accordées**	**26 700 000**	**8,53**	**100,00**	**1 100 000 +**	**25 600 000**	
562	Communes	25 200 000	8,05	94,38	900 000 +	24 300 000	
564	Sociétés d'économie mixte	1 500 000	0,47	5,61	200 000 +	1 300 000	
57	**Subventions redistribuées (comptes de contrepartie: groupe 67)**	**10 600 000**	**3,38**	**100,00**	**60 000 –**	**10 660 000**	
570	Confédération						
572	Communes	10 600 000	3,38	100,00	30 000 +	10 570 000	
574	Sociétés d'économie mixte				90 000 –	90 000	
575	Institutions privées						
6	**RECETTES**	**141 491 000**	**100,00**		**20 666 000 +**	**120 825 000**	
63	**Facturations à des tiers**	**6 189 000**	**4,37**	**100,00**	**3 818 000 –**	**10 007 000**	
631	Ouvrages de génie civil	4 106 000	2,90	66,34	5 798 000 –	9 904 000	
633	Terrains bâtis	2 083 000	1,47	33,65	1 980 000 +	103 000	
66	**Subventions acquises**	**124 702 000**	**88,13**	**100,00**	**24 544 000 +**	**100 158 000**	
660	Confédération	124 702 000	88,13	100,00	24 664 000 +	100 038 000	
663	Etablissements de l'Etat				120 000 –	120 000	
67	**Subventions à redistribuer (comptes de contre-partie: groupe 57)**	**10 600 000**	**7,49**	**100,00**	**60 000 –**	**10 660 000**	
670	Confédération	10 600 000	7,49	100,00	60 000 –	10 660 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERIES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**85 427 000**	**100,00**		**7 663 900 +**	**77 763 100**	
30	**Charges de personnel**	**12 505 300**	**14,63**	**100,00**	**1 273 600 +**	**11 231 700**	
300	Autorités, commissions et juges	12 300	0,01	0,09	300 +	12 000	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	10 605 000	12,41	84,80	849 900 +	9 755 100	
303	Contributions aux assurances sociales	472 000	0,55	3,77	57 300 +	414 700	
304	Contributions à l'assurance du personnel	1 081 000	1,26	8,64	387 500 +	693 500	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents	156 000	0,18	1,24	8 000 +	148 000	
306	Vêtements de service, allocations de logement et de repas	5 000	0,00	0,03	1 000 –	6 000	
309	Autres charges de personnel	174 000	0,20	1,39	28 400 –	202 400	
31	**Biens, services et marchandises**	**14 407 900**	**16,86**	**100,00**	**2 015 400 +**	**12 392 500**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	430 800	0,50	2,99	91 300 +	339 500	
311	Mobilier, machines, véhicules	1 633 400	1,91	11,33	101 300 +	1 532 100	
312	Eau, énergie et combustibles	58 000	0,06	0,40	13 500 +	44 500	
313	Autres marchandises	123 500	0,14	0,85	6 000 –	129 500	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	600 000	0,70	4,16		600 000	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	220 100	0,25	1,52	109 800 +	110 300	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	172 000	0,20	1,19	14 200 –	186 200	
317	Dédommagements	196 700	0,23	1,36	10 000 +	186 700	
318	Honoraires et prestations de service	10 948 400	12,81	75,98	1 709 700 +	9 238 700	
319	Frais divers	25 000	0,02	0,17		25 000	
36	**Subventions accordées**	**57 411 000**	**67,20**	**100,00**	**4 209 400 +**	**53 201 600**	
360	Confédération	2 310 000	2,70	4,02	565 000 +	1 745 000	
362	Communes	3 493 000	4,08	6,08	111 000 +	3 382 000	
364	Sociétés d'économie mixte	49 946 000	58,46	86,99	2 936 000 +	47 010 000	
365	Institutions privées	1 662 000	1,94	2,89	597 400 +	1 064 600	
38	**Versements aux financements spéciaux**				**112 000 –**	**112 000**	
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan				112 000 –	112 000	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**1 102 800**	**1,29**	**100,00**	**277 500 +**	**825 300**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
390	Charges dues à des imputations internes	37 800	0,04	3,42	12 500 +	25 300	
392	Amortissement imputés						
399	Imputations internes diverses	1 065 000	1,24	96,57	265 000 +	800 000	
4	**REVENUS**	**31 797 800**	**100,00**		**7 015 600 +**	**24 782 200**	
41	**Régales, concessions**	**2 998 000**	**9,42**	**100,00**	**1 106 000 +**	**1 892 000**	
410	Revenus des régales	42 000	0,13	1,40		42 000	
411	Concessions et patentes	2 956 000	9,29	98,59	1 106 000 +	1 850 000	
42	**Revenus des biens**	**18 700**	**0,05**	**100,00**	**12 700 +**	**6 000**	
425	Prêts du patrimoine administratif	8 100	0,02	43,31	8 100 +		
427	Immeubles du patrimoine administratif	10 600	0,03	56,68	4 600 +	6 000	
43	**Contributions**	**27 986 100**	**88,01**	**100,00**	**5 985 900 +**	**22 000 200**	
431	Emoluments administratifs	58 000	0,18	0,20	3 000 +	55 000	
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	27 610 000	86,82	98,65	5 910 000 +	21 700 000	
435	Ventes	65 600	0,20	0,23	2 900 –	68 500	
436	Remboursements	252 500	0,79	0,90	75 800 +	176 700	
46	**Subventions acquises**	**445 000**	**1,39**	**100,00**	**159 000 –**	**604 000**	
460	Confédération	445 000	1,39	100,00	159 000 –	604 000	
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**	**22 000**	**0,06**	**100,00**	**22 000 +**		
480	Prélèvements sur les financements spéciaux	22 000	0,06	100,00	22 000 +		
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**	**328 000**	**1,03**	**100,00**	**48 000 +**	**280 000**	
490	Revenus provenant d'imputations internes	150 000	0,47	45,73	150 000 +		
491	Intérêts imputés	58 000	0,18	17,68	36 000 +	22 000	
499	Imputations internes diverses	120 000	0,37	36,58	138 000 –	258 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**93 615 000**	**100,00**		**4 582 000 +**	**89 033 000**	
50	**Investissements propres**	**3 670 000**	**3,92**	**100,00**	**187 000 +**	**3 483 000**	
501	Ouvrages de génie civil	3 123 000	3,33	85,09	223 000 +	2 900 000	
506	Mobilier, machines, véhicules	547 000	0,58	14,90	36 000 –	583 000	
52	**Prêts et participations permanentes**	**3 900 000**	**4,16**	**100,00**	**700 000 +**	**3 200 000**	
522	Communes	500 000	0,53	12,82		500 000	
524	Sociétés d'économie mixte	2 500 000	2,67	64,10		2 500 000	
525	Institutions privées	900 000	0,96	23,07	700 000 +	200 000	
56	**Subventions accordées**	**65 045 000**	**69,48**	**100,00**	**3 695 000 +**	**61 350 000**	
562	Communes	27 800 000	29,69	42,73	2 800 000 +	25 000 000	
564	Sociétés d'économie mixte	36 245 000	38,71	55,72	745 000 +	35 500 000	
565	Institutions privées	1 000 000	1,06	1,53	150 000 +	850 000	
57	**Subventions redistribuées (comptes de contrepartie: groupe 67)**	**21 000 000**	**22,43**	**100,00**		**21 000 000**	
572	Communes	21 000 000	22,43	100,00		21 000 000	
6	**RECETTES**	**24 136 000**	**100,00**		**921 000 +**	**23 215 000**	
62	**Remboursement de prêts et de participations**	**788 000**	**3,26**	**100,00**	**73 000 +**	**715 000**	
622	Communes	10 000	0,04	1,26	10 000 +		
624	Sociétés d'économie mixte	78 000	0,32	9,89	23 000 +	55 000	
625	Institutions privées	700 000	2,90	88,83	40 000 +	660 000	
64	**Remboursement de subventions accordées**	**2 048 000**	**8,48**	**100,00**	**548 000 +**	**1 500 000**	
644	Sociétés d'économie mixte	2 048 000	8,48	100,00	548 000 +	1 500 000	
645	Institutions privées						
66	**Subventions acquises**	**300 000**	**1,24**	**100,00**	**300 000 +**		
660	Confédération	300 000	1,24	100,00	300 000 +		
67	**Subventions à redistribuer (comptes de contre-partie: groupe 57)**	**21 000 000**	**87,00**	**100,00**		**21 000 000**	
670	Confédération	21 000 000	87,00	100,00		21 000 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des forêts		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**69 153 500**	**100,00**		**3 030 300 +**	**66 123 200**	
30	**Charges de personnel**	**40 954 700**	**59,22**	**100,00**	**1 714 100 +**	**39 240 600**	
300	Autorités, commissions et juges	47 000	0,06	0,11	4 500 +	42 500	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	33 621 000	48,61	82,09	1 155 400 +	32 465 600	
303	Contributions aux assurances sociales	1 884 000	2,72	4,60	192 100 +	1 691 900	
304	Contributions à l'assurance du personnel	3 043 000	4,40	7,43	454 300 +	2 588 700	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents	1 545 000	2,23	3,77	153 000 –	1 698 000	
306	Vêtements de service, allocations de logement et de repas	643 700	0,93	1,57	105 800 +	537 900	
308	Indemnités versées au personnel temporaire	42 500	0,06	0,10	8 500 +	34 000	
309	Autres charges de personnel	128 500	0,18	0,31	53 500 –	182 000	
31	**Biens, services et marchandises**	**11 426 500**	**16,52**	**100,00**	**619 600 +**	**10 806 900**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	324 000	0,46	2,83	40 500 +	283 500	
311	Mobilier, machines, véhicules	1 145 500	1,65	10,02	900 –	1 146 400	
312	Eau, énergie et combustibles	175 500	0,25	1,53	2 000 +	173 500	
313	Autres marchandises	1 168 000	1,68	10,22	21 500 –	1 189 500	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	1 656 000	2,39	14,49	133 900 +	1 522 100	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	491 000	0,71	4,29	48 000 –	539 000	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	541 500	0,78	4,73	230 500 +	311 000	
317	Dédommagements	1 272 000	1,83	11,13	20 000 +	1 252 000	
318	Honoraires et prestations de service	4 568 000	6,60	39,97	248 100 +	4 319 900	
319	Frais divers	85 000	0,12	0,74	15 000 +	70 000	
36	**Subventions accordées**	**7 940 900**	**11,48**	**100,00**	**291 000 +**	**7 649 900**	
360	Confédération	14 900	0,02	0,18		14 900	
361	Cantons	129 000	0,18	1,62	22 000 +	107 000	
362	Communes	4 958 000	7,16	62,43	363 000 +	4 595 000	
365	Institutions privées	2 324 000	3,36	29,26	129 000 –	2 453 000	
366	Personnes physiques	515 000	0,74	6,48	35 000 +	480 000	
37	**Subventions redistribuées (comptes de contre-partie: groupe 47)**	**4 620 000**	**6,68**	**100,00**	**5 000 –**	**4 625 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des forêts		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
372	Communes	3 600 000	5,20	77,92		3 600 000	
375	Institutions privées	1 020 000	1,47	22,07	5 000 –	1 025 000	
38	**Versements aux financements spéciaux**				**87 000 –**	**87 000**	
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan				87 000 –	87 000	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**4 211 400**	**6,08**	**100,00**	**497 600 +**	**3 713 800**	
390	Charges dues à des imputations internes	3 546 400	5,12	84,20	250 600 +	3 295 800	
392	Amortissement imputés	207 000	0,29	4,91	207 000 +		
399	Imputations internes diverses	458 000	0,66	10,87	40 000 +	418 000	
4	**REVENUS**	**42 428 500**	**100,00**		**3 063 500**	**39 365 000**	
41	**Régales, concessions**	**4 185 000**	**9,86**	**100,00**	**92 000 +**	**4 093 000**	
410	Revenus des régales	4 050 000	9,54	96,77	80 000 +	3 970 000	
411	Concessions et patentes	135 000	0,31	3,22	12 000 +	123 000	
42	**Revenus des biens**	**365 800**	**0,86**	**100,00**	**57 000 +**	**308 800**	
427	Immeubles du patrimoine administratif	365 800	0,86	100,00	57 000 +	308 800	
43	**Contributions**	**25 354 000**	**59,75**	**100,00**	**1 607 500 +**	**23 746 500**	
431	Emoluments administratifs	158 000	0,37	0,62	10 000 +	148 000	
433	Ecolages	130 000	0,30	0,51	10 000 +	120 000	
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	8 822 000	20,79	34,79	801 000 +	8 021 000	
435	Ventes	14 109 000	33,25	55,64	791 000 +	13 318 000	
436	Remboursements	375 000	0,88	1,47	11 500 +	363 500	
438	Prestations effectuées par le personnel de l'Etat pour ses investissements	1 000 000	2,35	3,94		1 000 000	
439	Autres contributions	760 000	1,79	2,99	16 000 –	776 000	
46	**Subventions acquises**	**2 335 000**	**5,50**	**100,00**	**670 000 +**	**1 665 000**	
460	Confédération	1 795 000	4,23	76,87	680 000 +	1 115 000	
465	Personnes physiques et institutions	45 000	0,10	1,92		45 000	
469	Autres subventions	495 000	1,16	21,19	10 000 –	505 000	
47	**Subventions à redistribuer (comptes de contrepartie: groupe 37)**	**4 620 000**	**10,88**	**100,00**	**5 000 –**	**4 625 000**	
470	Confédération	4 620 000	10,88	100,00	5 000 –	4 625 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des forêts		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**	**1 311 800**	**3,09**	**100,00**	**401 100 +**	**910 700**	
480	Prélèvements sur les financements spéciaux	1 311 800	3,09	100,00	401 100 +	910 700	
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**	**4 256 900**	**10,03**	**100,00**	**240 900 +**	**4 016 000**	
490	Revenus provenant d'imputations internes	3 598 900	8,48	84,54	258 900 +	3 340 000	
491	Intérêts imputés				58 000 –	58 000	
499	Imputations internes diverses	658 000	1,55	15,45	40 000 +	618 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERIES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des forêts		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**24 126 000**	**100,00**		**557 500 +**	**23 568 500**	
50	**Investissements propres**	**6 386 000**	**26,46**	**100,00**	**637 500 –**	**7 023 500**	
500	Terrains non bâtis				130 000 –	130 000	
501	Ouvrages de génie civil	2 910 000	12,06	45,56	399 800 +	2 510 200	
503	Terrains bâtis	457 000	1,89	7,15	233 500 +	223 500	
505	Forêts	2 765 000	11,46	43,29	225 200 +	2 539 800	
506	Mobilier, machines, véhicules	254 000	1,05	3,97	1 366 000 –	1 620 000	
56	**Subventions accordées**	**8 340 000**	**34,56**	**100,00**	**395 000 +**	**7 945 000**	
562	Communes	4 830 000	20,01	57,91	260 000 –	5 090 000	
565	Institutions privées	3 510 000	14,54	42,08	655 000 +	2 855 000	
57	**Subventions redistribuées (comptes de contrepartie: groupe 67)**	**8 300 000**	**34,40**	**100,00**	**700 000 +**	**7 600 000**	
572	Communes	5 000 000	20,72	60,24	400 000 +	4 600 000	
575	Institutions privées	3 300 000	13,67	39,75	300 000 +	3 000 000	
58	**Autres dépenses à porter à l'actif**	**1 100 000**	**4,55**	**100,00**	**100 000 +**	**1 000 000**	
580	Expropriations matérielles	1 100 000	4,55	100,00	100 000 +	1 000 000	
6	**RECETTES**	**10 534 000**	**100,00**		**513 000 +**	**10 021 000**	
60	**Transferts au patrimoine financier**				**5 000 –**	**5 000**	
605	Forêts				5 000 –	5 000	
66	**Subventions acquises**	**2 234 000**	**21,20**	**100,00**	**182 000 –**	**2 416 000**	
660	Confédération	2 184 000	20,73	97,76	162 000 –	2 346 000	
662	Communes				15 000 –	15 000	
669	Autres subventions	50 000	0,47	2,23	5 000 –	55 000	
67	**Subventions à redistribuer (comptes de contre-partie: groupe 57)**	**8 300 000**	**78,79**	**100,00**	**700 000 +**	**7 600 000**	
670	Confédération	8 300 000	78,79	100,00	700 000 +	7 600 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'agriculture		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**296 159 400**	**100,00**		**22 807 000 +**	**273 352 400**	
30	**Charges de personnel**	**40 235 400**	**13,58**	**100,00**	**4 155 900 +**	**36 079 500**	
300	Autorités, commissions et juges	611 200	0,20	1,51	500 –	611 700	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	34 608 000	11,68	86,01	2 959 100 +	31 648 900	
303	Contributions aux assurances sociales	1 773 000	0,59	4,40	209 400 +	1 563 600	
304	Contributions à l'assurance du personnel	3 024 000	1,02	7,51	980 600 +	2 043 400	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents	36 200	0,01	0,08	4 200 +	32 000	
306	Vêtements de service, allocations de logement et de repas	3 200	0,00	0,00	1 300 +	1 900	
309	Autres charges de personnel	179 800	0,06	0,44	1 800 +	178 000	
31	**Biens, services et marchandises**	**20 766 400**	**7,01**	**100,00**	**750 700 +**	**20 015 700**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	1 286 600	0,43	6,19	114 700 +	1 171 900	
311	Mobilier, machines, véhicules	1 727 000	0,58	8,31	133 100 +	1 593 900	
312	Eau, énergie et combustibles	1 258 300	0,42	6,05	1 300 –	1 259 600	
313	Autres marchandises	7 664 400	2,58	36,90	88 300 –	7 752 700	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	320 400	0,10	1,54	29 600 –	350 000	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	468 100	0,15	2,25	50 400 +	417 700	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	818 200	0,27	3,94	53 000 +	765 200	
317	Dédommagements	884 700	0,29	4,26	1 000 +	883 700	
318	Honoraires et prestations de service	6 337 200	2,13	30,51	517 700 +	5 819 500	
319	Frais divers	1 500	0,00	0,00		1 500	
35	**Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques**	**18 000**	**0,00**	**100,00**		**18 000**	
350	Confédération	11 000	0,00	61,11		11 000	
351	Cantons	7 000	0,00	38,88		7 000	
36	**Subventions accordées**	**48 696 700**	**16,44**	**100,00**	**1 884 700 +**	**46 812 000**	
361	Cantons	1 311 000	0,44	2,69	20 500 +	1 290 500	
362	Communes	14 105 000	4,76	28,96	1 115 000 +	12 990 000	
364	Sociétés d'économie mixte	1 824 000	0,61	3,74	590 000 +	1 234 000	
365	Institutions privées	31 456 700	10,62	64,59	159 200 +	31 297 500	
37	**Subventions redistribuées (comptes de contre-partie: groupe 47)**	**184 101 400**	**62,16**	**100,00**	**15 524 200 +**	**168 577 200**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'agriculture		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
372	Communes	179 450 000	60,59	97,47	15 523 000 +	163 927 000	
375	Institutions privées	4 651 400	1,57	2,52	1 200 +	4 650 200	
38	**Versements aux financements spéciaux**	**602 500**	**0,20**	**100,00**	**320 000 +**	**282 500**	
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	602 500	0,20	100,00	320 000 +	282 500	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**1 739 000**	**0,58**	**100,00**	**171 500 +**	**1 567 500**	
390	Charges dues à des imputations internes	525 000	0,17	30,18	167 500 +	357 500	
392	Amortissement imputés	236 000	0,07	13,57	26 000 +	210 000	
399	Imputations internes diverses	978 000	0,33	56,23	22 000 –	1 000 000	
4	**REVENUS**	**232 484 200**	**100,00**		**17 617 400 +**	**214 866 800**	
41	**Régales, concessions**	**426 000**	**0,18**	**100,00**	**47 000 +**	**379 000**	
411	Concessions et patentes	426 000	0,18	100,00	47 000 +	379 000	
42	**Revenus des biens**	**695 200**	**0,29**	**100,00**	**22 500 +**	**672 700**	
427	Immeubles du patrimoine administratif	695 200	0,29	100,00	22 500 +	672 700	
43	**Contributions**	**16 760 300**	**7,20**	**100,00**	**279 300 +**	**16 481 000**	
431	Emoluments administratifs	3 355 000	1,44	20,01	5 000 +	3 350 000	
432	Recettes hospitalières et d'établissements spécialisés, pensions	2 100 000	0,90	12,52	169 000 +	1 931 000	
433	Ecolages	129 600	0,05	0,77	1 000 –	130 600	
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	466 600	0,20	2,78	40 700 +	425 900	
435	Ventes	9 397 200	4,04	56,06	300 –	9 397 500	
436	Remboursements	656 600	0,28	3,91	65 900 +	590 700	
437	Amendes	50 000	0,02	0,29		50 000	
439	Autres contributions	605 300	0,26	3,61		605 300	
46	**Subventions acquises**	**25 455 000**	**10,94**	**100,00**	**719 500 +**	**24 735 500**	
460	Confédération	23 524 500	10,11	92,41	631 000 +	22 893 500	
461	Cantons	110 000	0,04	0,43		110 000	
462	Communes	416 000	0,17	1,63	126 000 +	290 000	
465	Personnes physiques et institutions	1 404 500	0,60	5,51	37 500 –	1 442 000	
469	Autres subventions						
47	**Subventions à redistribuer (comptes de contrepartie: groupe 37)**	**184 101 400**	**79,18**	**100,00**	**15 524 200 +**	**168 577 200**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'agriculture		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
470	Confédération	184 101 400	79,18	100,00	15 524 200 +	168 577 200	
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**	**1 199 800**	**0,51**	**100,00**	**378 400 +**	**821 400**	
480	Prélèvements sur les financements spéciaux	1 199 800	0,51	100,00	378 400 +	821 400	
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**	**3 846 500**	**1,65**	**100,00**	**646 500 +**	**3 200 000**	
490	Revenus provenant d'imputations internes	154 500	0,06	4,01	9 500 +	145 000	
491	Intérêts imputés	849 000	0,36	22,07	394 000 +	455 000	
499	Imputations internes diverses	2 843 000	1,22	73,91	243 000 +	2 600 000	

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction de l'agriculture		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**39 903 000**	**100,00**		**3 252 000 –**	**43 155 000**	
50	**Investissements propres**	**1 364 000**	**3,41**	**100,00**	**1 244 000 +**	**120 000**	
506	Mobilier, machines, véhicules	1 364 000	3,41	100,00	1 244 000 +	120 000	
56	**Subventions accordées**	**22 350 000**	**56,01**	**100,00**	**590 000 –**	**22 940 000**	
562	Communes	3 000 000	7,51	13,42		3 000 000	
563	Etablissements de l'Etat				111 000 –	111 000	
564	Sociétés d'économie mixte				100 000 –	100 000	
565	Institutions privées	19 350 000	48,49	86,57	379 000 –	19 729 000	
57	**Subventions redistribuées (comptes de contrepartie: groupe 67)**	**16 189 000**	**40,57**	**100,00**	**3 906 000 –**	**20 095 000**	
570	Confédération				95 000 –	95 000	
572	Communes	16 189 000	40,57	100,00	3 811 000 –	20 000 000	
575	Institutions privées						
6	**RECETTES**	**16 552 000**	**100,00**		**4 293 000 –**	**20 845 000**	
62	**Remboursement de prêts et de participations**						
625	Institutions privées						
64	**Remboursement de subventions accordées**	**100 000**	**0,60**	**100,00**	**550 000 –**	**650 000**	
645	Institutions privées	100 000	0,60	100,00	550 000 –	650 000	
66	**Subventions acquises**	**263 000**	**1,58**	**100,00**	**163 000 +**	**100 000**	
660	Confédération	195 000	1,17	74,14	95 000 +	100 000	
669	Autres subventions	68 000	0,41	25,85	68 000 +		
67	**Subventions à redistribuer (comptes de contre-partie: groupe 57)**	**16 189 000**	**97,80**	**100,00**	**3 906 000 –**	**20 095 000**	
670	Confédération	16 189 000	97,80	100,00	3 811 000 –	20 000 000	
675	Institutions privées				95 000 –	95 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**230 528 600**	**100,00**		**42 713 200 +**	**187 815 400**	
30	**Charges de personnel**	**18 880 000**	**8,18**	**100,00**	**1 969 700 +**	**16 910 300**	
300	Autorités, commissions et juges	32 200	0,01	0,17	2 500 –	34 700	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	12 462 000	5,40	66,00	1 143 700 +	11 318 300	
302	Traitements du corps enseignant	4 275 000	1,85	22,64	292 000 +	3 983 000	
303	Contributions aux assurances sociales	803 000	0,34	4,25	94 900 +	708 100	
304	Contributions à l'assurance du personnel	1 173 000	0,50	6,21	405 500 +	767 500	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents						
309	Autres charges de personnel	134 800	0,05	0,71	36 100 +	98 700	
31	**Biens, services et marchandises**	**4 202 500**	**1,82**	**100,00**	**105 000 +**	**4 097 500**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	456 300	0,19	10,85	155 600 +	300 700	
311	Mobilier, machines, véhicules	491 100	0,21	11,68	233 400 –	724 500	
312	Eau, énergie et combustibles	386 700	0,16	9,20	25 000 –	411 700	
313	Autres marchandises	1 188 900	0,51	28,29	14 500 +	1 174 400	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	88 800	0,03	2,11	1 700 +	87 100	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	175 100	0,07	4,16	21 600 +	153 500	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	234 900	0,10	5,58	37 300 –	272 200	
317	Dédommagements	233 800	0,10	5,56	11 100 +	222 700	
318	Honoraires et prestations de service	943 900	0,40	22,46	196 200 +	747 700	
319	Frais divers	3 000	0,00	0,07		3 000	
35	**Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques**	**81 525 800**	**35,36**	**100,00**	**9 500 200 +**	**72 025 600**	
352	Communes	81 525 800	35,36	100,00	9 500 200 +	72 025 600	
36	**Subventions accordées**	**109 720 000**	**47,59**	**100,00**	**22 263 600 +**	**87 456 400**	
361	Cantons	9 370 000	4,06	8,53	220 000 +	9 150 000	
362	Communes	12 552 000	5,44	11,44	8 958 500 +	3 593 500	
363	Etablissements de l'Etat	890 000	0,38	0,81	25 000 +	865 000	
364	Sociétés d'économie mixte	11 977 000	5,19	10,91	2 550 000 +	9 427 000	
365	Institutions privées	73 940 000	32,07	67,38	10 470 500 +	63 469 500	
367	Etranger	991 000	0,42	0,90	39 600 +	951 400	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERIES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
37	**Subventions redistribuées (comptes de contre-partie: groupe 47)**	**16 100 000**	**6,98**	**100,00**	**8 900 000 +**	**7 200 000**	
372	Communes	16 100 000	6,98	100,00	8 900 000 +	7 200 000	
38	**Versements aux financements spéciaux**	**2 500**	**0,00**	**100,00**	**18 600 –**	**21 100**	
380	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	2 500	0,00	100,00	18 600 –	21 100	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**97 800**	**0,04**	**100,00**	**6 700 –**	**104 500**	
390	Charges dues à des imputations internes	97 800	0,04	100,00	6 700 –	104 500	
399	Imputations internes diverses						
4	**REVENUS**	**43 873 600**	**100,00**		**17 314 300 +**	**26 559 300**	
42	**Revenus des biens**	**318 700**	**0,72**	**100,00**	**105 000 +**	**213 700**	
421	Avoirs						
427	Immeubles du patrimoine administratif	318 700	0,72	100,00	105 000 +	213 700	
43	**Contributions**	**12 584 400**	**28,68**	**100,00**	**835 900 +**	**11 748 500**	
431	Emoluments administratifs	4 500	0,01	0,03		4 500	
432	Recettes hospitalières et d'établissements spécialisés, pensions	4 650 000	10,59	36,95	60 800 +	4 589 200	
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	10 000	0,02	0,07	1 000 +	9 000	
435	Ventes	1 291 400	2,94	10,26	17 000 +	1 274 400	
436	Remboursements	6 628 500	15,10	52,67	757 100 +	5 871 400	
44	**Parts à des recettes et contributions sans affectation**	**3 402 500**	**7,75**	**100,00**	**518 600 –**	**3 921 100**	
440	Parts à des recettes fédérales	3 402 500	7,75	100,00	518 600 –	3 921 100	
45	**Remboursement de collectivités publiques**	**1 000**	**0,00**	**100,00**		**1 000**	
450	Confédération	1 000	0,00	100,00		1 000	
46	**Subventions acquises**	**11 467 000**	**26,13**	**100,00**	**7 992 000 +**	**3 475 000**	
460	Confédération	11 467 000	26,13	100,00	7 992 000 +	3 475 000	
461	Cantons						
469	Autres subventions						
47	**Subventions à redistribuer (comptes de contrepartie: groupe 37)**	**16 100 000**	**36,69**	**100,00**	**8 900 000 +**	**7 200 000**	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des oeuvres sociales		**BUDGET 1990** MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
470	Confédération	12 000 000	27,35	74,53	8 700 000 +	3 300 000	
471	Cantons	3 150 000	7,17	19,56	150 000 +	3 000 000	
477	Etranger	950 000	2,16	5,90	50 000 +	900 000	
48	**Prélèvements sur les financements spéciaux**						
480	Prélèvements sur les financements spéciaux						
49	**Imputations internes (comptes de contrepartie: groupe 39)**						
499	Imputations internes diverses						

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERIES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990 MONTANT	EN % CC	EN % GM	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
COMPTE DES INVESTISSEMENTS							
5	**DEPENSES**	**19 000 000**	**100,00**		**1 287 300 –**	**20 287 300**	
50	**Investissements propres**				**177 300 –**	**177 300**	
503	Terrains bâtis				177 300 –	177 300	
506	Mobilier, machines, véhicules						
56	**Subventions accordées**	**19 000 000**	**100,00**	**100,00**	**1 110 000 –**	**20 110 000**	
562	Communes	500 000	2,63	2,63		500 000	
563	Etablissements de l'Etat	500 000	2,63	2,63	500 000 +		
564	Sociétés d'économie mixte	3 000 000	15,78	15,78	5 000 000 –	8 000 000	
565	Institutions privées	15 000 000	78,94	78,94	3 390 000 +	11 610 000	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

GROUPES DES MATIERES ET COMPTES Direction des affaires communales		BUDGET 1990			MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % CC	EN % GM			
COMPTE DE FONCTIONNEMENT							
3	**CHARGES**	**2 180 400**	**100,00**		**5 600 +**	**2 174 800**	
30	**Charges de personnel**	**1 857 900**	**85,20**	**100,00**	**98 000 +**	**1 759 900**	
300	Autorités, commissions et juges	5 400	0,24	0,29	300 +	5 100	
301	Salaires du personnel administratif et d'exploitation	1 633 000	74,89	87,89	85 900 +	1 547 100	
303	Contributions aux assurances sociales	79 000	3,62	4,25	4 600 +	74 400	
304	Contributions à l'assurance du personnel	132 000	6,05	7,10	6 900 +	125 100	
305	Contributions à l'assurance maladie et accidents						
309	Autres charges de personnel	8 500	0,38	0,45	300 +	8 200	
31	**Biens, services et marchandises**	**315 800**	**14,48**	**100,00**	**92 600 –**	**408 400**	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique	34 300	1,57	10,86	13 700 +	20 600	
311	Mobilier, machines, véhicules	33 000	1,51	10,44	46 000 –	79 000	
312	Eau, énergie et combustibles	8 700	0,39	2,75	300 +	8 400	
313	Autres marchandises	3 000	0,13	0,94	100 +	2 900	
315	Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	9 800	0,44	3,10	300 +	9 500	
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	171 400	7,86	54,27	44 400 +	127 000	
317	Dédommagements	29 800	1,36	9,43	1 700 –	31 500	
318	Honoraires et prestations de service	25 800	1,18	8,16	103 700 –	129 500	
39	**Imputations internes (comptes de contre-partie: groupe 49)**	**6 700**	**0,30**	**100,00**	**200 +**	**6 500**	
390	Charges dues à des imputations internes	6 700	0,30	100,00	200 +	6 500	
4	**REVENUS**	**59 500**	**100,00**		**3 300 +**	**56 200**	
43	**Contributions**	**59 500**	**100,00**	**100,00**	**3 300 +**	**56 200**	
431	Emoluments administratifs	22 900	38,48	38,48	1 300 +	21 600	
435	Ventes	11 400	19,15	19,15	600 +	10 800	
436	Remboursements	25 200	42,35	42,35	1 400 +	23 800	

CC = CLASSES DE COMPTES GM = GROUPES DES MATIERES

COMPTES PRINCIPAUX DE L'ETAT COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**4 931 399 600**	**8,72**	**395 679 100 +**	**4 535 720 500**	
	REVENUS	**4 762 723 500**	**5,58**	**251 715 300 +**	**4 511 008 200**	
	SOLDE	**168 676 100 -**			**24 712 300 -**	
	CHARGES					
3000	Traitements des autorités et des juges	18 682 000	12,72	2 109 000 +	16 573 000	
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	6 748 700	− 11,28	858 000 −	7 606 700	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	788 899 000	− 10,00	87 610 600 −	876 509 600	
3011	Allocations de service versées au Corps de police	5 450 000	− 0,66	36 000 −	5 486 000	
3020	Traitements du corps enseignant	847 276 000	31,50	202 980 900 +	644 295 100	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	88 404 400	7,34	6 048 100 +	82 356 300	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	168 002 000	41,74	49 474 200 +	118 527 800	
3041	Contributions de l'employeur à d'autres caisses d'assurance du personnel	121 035 400	75,72	52 159 000 +	68 876 400	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	19 349 200	− 8,79	1 863 200 −	21 212 400	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	2 274 200	3,61	79 400 +	2 194 800	
3061	Allocations de logement	2 905 700	4,02	112 300 +	2 793 400	
3062	Allocations de repas	160 000	300,00	120 000 +	40 000	
3070	Prestations aux retraités	747 000	− 22,84	221 000 −	968 000	
3071	Allocations de renchérissement versées aux retraités	90 000	− 24,94	29 900 −	119 900	
3080	Indemnités versées au personnel temporaire	127 500	22,59	23 500 +	104 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	12 513 700	12,13	1 353 800 +	11 159 900	
3091	Recrutement du personnel	2 384 900	35,97	631 000 +	1 753 900	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	215 800	5,21	10 700 +	205 100	
3100	Fournitures de bureau	8 800 300	32,24	2 145 900 +	6 654 400	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	18 087 700	13,07	2 091 700 +	15 996 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	4 761 300	4,21	192 500 +	4 568 800	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	3 374 700	5,01	161 200 +	3 213 500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	13 348 800	10,56	1 275 900 +	12 072 900	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	33 284 300	6,38	1 997 700 +	31 286 600	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

COMPTES PRINCIPAUX DE L'ETAT COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
ETAT	(SUITE)					
	CHARGES					
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	1 127 900	− 1,44	16 400 −	1 144 300	
3120	Eau, énergie et combustibles	20 694 300	− 12,54	2 964 900 −	23 659 200	
3130	Autres marchandises	58 522 500	0,88	514 800 +	58 007 700	
3137	Frais de subsistance	10 592 100	1,52	159 200 +	10 432 900	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	25 428 800	− 8,76	2 441 200 −	27 870 000	
3142	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine financier	1 140 000	− 19,89	283 000 −	1 423 000	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	631 000	9,79	56 300 +	574 700	
3144	Entretien des routes cantonales	21 950 000	29,88	5 050 000 +	16 900 000	
3145	Entretien des routes nationales	1 000 000	11,11	100 000 +	900 000	
3146	Entretien des cours d'eau	1 000 000	0,00		1 000 000	
3149	Entretien d'autres équipements	3 499 000	− 3,21	116 000 −	3 615 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	4 344 200	15,19	573 000 +	3 771 200	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	9 497 900	2,99	276 100 +	9 221 800	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	38 491 100	5,30	1 937 600 +	36 553 500	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	10 933 500	3,99	419 600 +	10 513 900	
3171	Excursions, courses d'école, camps	895 300	0,40	3 600 +	891 700	
3172	Frais de représentation	304 400	− 0,53	1 600 −	306 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	74 827 100	− 0,62	464 600 −	75 291 700	
3181	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	14 217 000	28,45	3 149 000 +	11 068 000	
3182	Obtention et gestion de capital	1 100 000	− 13,66	174 000 −	1 274 000	
3183	Primes d'assurance objets	4 962 600	16,49	702 500 +	4 260 100	
3184	Impôts et taxes	3 284 600	52,38	1 129 100 +	2 155 500	
3185	Frais de PTT	19 159 800	0,47	90 500 +	19 069 300	
3186	Traitement des données BEDAG	31 294 000	25,44	6 348 000 +	24 946 000	
3190	Versement de dommages-intérêts	311 000	2,98	9 000 +	302 000	
3191	Frais généraux du Conseil-exécutif	300 000	25,00	60 000 +	240 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	19 381 200	5,60	1 028 800 +	18 352 400	
3200	Intérêts passifs versés à des créanciers et sur des dépôts en espèces	700 000	16,66	100 000 +	600 000	
3210	Paiement des intérêts sur les dettes à court terme	1 075 000	− 27,37	405 000 −	1 480 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

COMPTES PRINCIPAUX DE L'ETAT COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
ETAT	(SUITE)					
	CHARGES					
3220	Paiement des intérêts sur les dettes à moyen et à long terme	103 000 000	4,04	4 000 000 +	99 000 000	
3290	Autres intérêts passifs	2 000 000	− 27,28	750 000 −	2 750 000	
3300	Amortissement d'avoirs du patrimoine financier	16 038 000	34,14	4 082 000 +	11 956 000	
3310	Amortissements ordinaires sur les investissements du patrimoine administratif	174 000 000	8,75	14 000 000 +	160 000 000	
3311	Amortissements ordinaires sur prêts et participations du patrimoine administratif	500 000		500 000 +		
3312	Amortissements ordinaires sur subventions aux investissements	105 000 000		105 000 000 +		
3319	Amortissements ordinaires sur d'autres dépenses faites sur le patrimoine administratif et portées à l'actif du bilan.	500 000	− 99,57	115 601 000 −	116 101 000	
3400	Parts de recettes destinées à des communes	10 000 000	0,00		10 000 000	
3410	Contributions de peréquation financière	29 650 000	0,00		29 650 000	
3500	Remboursements à la Confédération	311 000	23,90	60 000 +	251 000	
3510	Remboursements à des cantons	6 996 100	6,37	419 100 +	6 577 000	
3520	Remboursements à des communes	117 363 800	9,33	10 021 200 +	107 342 600	
3600	Subventions à l'exploitation accordées à la Confédération	136 107 000	− 8,63	12 855 400 −	148 962 400	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	24 207 400	11,55	2 507 900 +	21 699 500	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	285 054 400	14,50	36 117 900 +	248 936 500	
3630	Subventions à l'exploitation accordées aux établissements, offices et entreprises de l'Etat	1 590 000	1,59	25 000 +	1 565 000	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	241 906 000	6,02	13 741 900 +	228 164 100	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	262 909 600	13,33	30 940 600 +	231 969 000	
3659	Aides à la culture	39 803 000	8,66	3 173 000 +	36 630 000	
3660	Subventions courantes à des personnes physiques	227 265 300	10,32	21 273 300 +	205 992 000	
3669	Bourses	44 160 000	− 2,22	1 000 000 −	45 160 000	
3670	Subventions accordées à l'étranger	991 000	4,16	39 600 +	951 400	
3700	Subventions redistribuées à la Confédération	400 000	0,00		400 000	
3710	Subventions redistribuées à des cantons	4 100 000	2,50	100 000 +	4 000 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

COMPTES PRINCIPAUX DE L'ETAT COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
ETAT	(SUITE)					
	CHARGES					
3720	Subventions redistribuées à des communes	227 311 400	11,96	24 293 400 +	203 018 000	
3750	Subventions redistribuées à des institutions priveés	13 291 400	1,45	190 200 +	13 101 200	
3760	Subventions redistribuées à des personnes physiques (bourses comprises)	50 000	− 16,67	10 000 −	60 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	9 191 400	− 7,72	768 200 −	9 959 600	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	1 794 300	13,64	215 500 +	1 578 800	
3901	Imputations internes en faveur des écoles cant. de soins infirmiers p. travaux effectués en clinique par des stagiaires	2 472 300	19,82	409 100 +	2 063 200	
3902	Imputations internes en faveur des divisions administratives pour prestations diverses	3 927 400	11,98	420 400 +	3 507 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	717 000	− 3,35	24 800 −	741 800	
3904	Imputation interne en faveur des établissements pénitenciaires pour prise en charge des détenus	11 600 000	− 3,34	400 000 −	12 000 000	
3910	Imputations internes d'intérêts sur le patrimoine administratif	5 733 000	− 28,48	2 282 000 −	8 015 000	
3920	Bonification d'amortissements sur le patrimoine administratif	114 378 000	− 1,06	1 223 000 −	115 601 000	
3990	Report à des fonds spéciaux du solde du compte de fonctionnement	115 759 900	8,67	9 238 900 +	106 521 000	
3991	Report de fonds spéciaux au compte de fonctionnement	41 684 000	6,63	2 594 000 +	39 090 000	
3992	Report de fonds spéciaux à d'autres fonds spéciaux	2 050 000	2,09	42 000 +	2 008 000	
	REVENUS					
4001	Impôt sur le revenu des personnes physiques	1 520 000 000	− 1,70	26 200 000 −	1 546 200 000	
4002	Impôt à la source des personnes physiques	140 000 000	2,94	4 000 000 +	136 000 000	
4003	Impôt sur le revenu des autres personnes morales	4 500 000	12,50	500 000 +	4 000 000	
4004	Impôt à la source des autres personnes morales	3 500 000	0,00		3 500 000	
4005	Amendes fiscales	3 500 000	16,66	500 000 +	3 000 000	
4006	Impôt récupéré	800 000	0,00		800 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

COMPTES PRINCIPAUX DE L'ETAT COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
ETAT	(SUITE)					
	REVENUS					
4011	Impôt sur le bénéfice des SA et S.à.r.l.	103 000 000	− 2,84	3 000 000 −	106 000 000	
4012	Impôt sur le bénéfice des sociétés coopératives	15 900 000	6,00	900 000 +	15 000 000	
4013	Impôt sur le bénéfice des sociétés Holding	700 000	− 12,50	100 000 −	800 000	
4014	Impôt sur le capital des SA et S.à.r.l.	38 000 000	0,00		38 000 000	
4015	Impôt sur le capital des SA et S.à.r.l.	7 000 000	2,94	200 000 +	6 800 000	
4030	Impôts sur les gains en capital	73 000 000	12,30	8 000 000 +	65 000 000	
4040	Droits de mutation et droits perçus pour la constitution de gages	105 000 000	22,09	19 000 000 +	86 000 000	
4050	Impôts sur les successions et donations	52 000 000	3,48	1 750 000 +	50 250 000	
4061	Redevances sur les transports	165 914 000	6,95	10 794 000 +	155 120 000	
4100	Revenus de régales	7 192 000	1,12	80 000 +	7 112 000	
4112	Concessions et patentes	8 737 000	16,32	1 226 000 +	7 511 000	
4200	Banques et intérêts de comptes courants	520 000	− 13,34	80 000 −	600 000	
4210	Intérêts des dépôts à terme fixe et sur les avoirs en dépot	31 000 000	47,61	10 000 000 +	21 000 000	
4211	Intérêts moratoires	6 967 000	6,85	447 000 +	6 520 000	
4220	Dividendes et autres intérêts du capital	851 000	168,45	534 000 +	317 000	
4230	Revenus des immeubles du patrimoine financier	3 041 000	853,29	2 722 000 +	319 000	
4240	Gains comptables sur les immeubles du patrimoine financier	500 000		500 000 +		
4250	Intérêts de prêts du patrimoine administratif	279 200	18,80	44 200 +	235 000	
4260	Revenus de participations permanentes du patrimoine administratif	5 650 000	− 7,38	450 000 −	6 100 000	
4261	Intérêts sur le capital de dotation des banques d'Etat	30 050 000	− 1,64	500 000 −	30 550 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	16 646 300	7,10	1 104 400 +	15 541 900	
4290	Autres revenus	780 000	6,84	50 000 +	730 000	
4310	Emoluments administratifs	73 796 400	5,82	4 058 800 +	69 737 600	
4320	Pensions et taxes	87 179 500	0,47	409 600 +	86 769 900	
4330	Emoluments de cours	5 066 400	2,22	110 400 +	4 956 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	59 673 900	15,30	7 921 200 +	51 752 700	
4350	Ventes	56 941 700	7,15	3 804 500 +	53 137 200	
4360	Remboursements de tiers	52 823 700	5,32	2 668 700 +	50 155 000	

COMPTES PRINCIPAUX DE L'ETAT COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
ETAT	(SUITE)					
	REVENUS					
4361	Remboursement de subventions à l'exploitation	1 260 000	180,00	810 000 +	450 000	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	1 128 100	− 9,82	122 800 −	1 250 900	
4363	Loyers d'immeubles n'appartenant pas à l'Etat	1 539 000	0,68	10 500 +	1 528 500	
4364	Remboursement de frais d'élaboration de projets (à charge des crédits à la construction)	2 000 000		2 000 000 +		
4370	Revenus d'amendes	13 758 000	− 22,10	3 902 000 −	17 660 000	
4380	Prestations effectuées par le personnel de l'Etat pour ses investissements	1 000 000	0,00		1 000 000	
4390	Primes d'assurance	5 300	0,00		5 300	
4391	Travaux d'entretien effectués par le personnel de l'Etat	700 000	6,70	44 000 +	656 000	
4392	Taxe cantonale d'hébergement	1 950 000	2,63	50 000 +	1 900 000	
4399	Autres contributions	660 000	− 8,34	60 000 −	720 000	
4401	Part de l'impôt fédéral direct	284 000 000	32,11	69 040 000 +	214 960 000	
4402	Part de l'impôt anticipé	50 000 000	0,00		50 000 000	
4403	Part de la taxe militaire	3 500 000	4,47	150 000 +	3 350 000	
4404	Part au produit du monopole fédéral sur les alcools	6 312 500	− 7,12	483 600 −	6 796 100	
4500	Remboursements de la Confédération	19 414 000	− 3,16	631 600 −	20 045 600	
4510	Remboursements de cantons	3 289 500	46,20	1 039 500 +	2 250 000	
4520	Remboursements de communes	586 152 000	12,23	63 885 000 +	522 267 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	232 059 600	11,06	23 125 800 +	208 933 800	
4609	Part au revenu de la taxe fédérale sur les carburants	63 080 000	8,75	5 080 000 +	58 000 000	
4610	Subventions à l'exploitation versées par des cantons	31 546 900	18,64	4 956 900 +	26 590 000	
4620	Subventions à l'exploitation versées par des communes	119 319 100	3,29	3 802 000 +	115 517 100	
4630	Subventions à l'exploitation versées par les établissements, offices et entreprises de l'Etat	773 100	1,45	11 100 +	762 000	
4650	Subv.à l'exploitation versées par des personnes physiques et par des institutions (legs/ fondations à office)	2 634 500	29,55	601 000 +	2 033 500	
4690	Autres subventions à l'exploitation	21 630 000	6,44	1 310 000 +	20 320 000	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	236 462 800	11,44	24 279 600 +	212 183 200	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

COMPTES PRINCIPAUX DE L'ETAT COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
ETAT	(SUITE)					
	REVENUS					
4710	Subventions à redistribuer versées par des cantons	3 150 000	5,00	150 000+	3 000 000	
4720	Subventions à redistribuer versées par des communes	4 590 000	2,09	94 000+	4 496 000	
4770	Subventions à redistribuer provenant de l'étranger	950 000	5,55	50 000+	900 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	89 234 100	– 3,84	3 559 000–	92 793 100	
4900	Imputations internes de divisions administratives pour fournitures de bureau et papier	1 794 300	13,64	215 500+	1 578 800	
4901	Imputations internes de cliniques cantonales pour travaux effectués par des stagiaires	2 472 300	19,82	409 100+	2 063 200	
4902	Imputations internes de divisions administratives pour prestations diverses	3 927 400	11,98	420 400+	3 507 000	
4903	Imputations internes de divisions administratives pour fermages et loyers	717 000	– 3,35	24 800–	741 800	
4904	Imputations internes de la Direction de la police pour frais de pension des détenus	11 600 000	– 3,34	400 000–	12 000 000	
4910	Intérêts sur le patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	5 733 000	– 28,48	2 282 000–	8 015 000	
4920	Amortissements du patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	114 378 000	– 1,06	1 223 000–	115 601 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement d'offices en faveur de Fonds spéciaux	115 759 900	8,67	9 238 900+	106 521 000	
4991	Report de Fonds spéciaux au compte de fonctionnement d'offices	41 684 000	6,63	2 594 000+	39 090 000	
4992	Report de Fonds spéciaux à d'autres Fonds spéciaux	2 050 000	2,09	42 000+	2 008 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

COMPTES PRINCIPAUX DE L'ETAT COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
ETAT (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**699 260 000**	**5,84**	**38 629 400 +**	**660 630 600**	
	RECETTES	**238 421 000**	**11,67**	**24 918 600 +**	**213 502 400**	
	SOLDE	**460 839 000 -**			**447 128 200 -**	
	DEPENSES					
5000	Acquisition de terrains non bâtis du patrimoine administratif (espaces verts, rés.naturelles, parcs, etc.)	5 000 000	− 2,54	130 000 −	5 130 000	
5010	Construction de routes cantonales	58 265 000	− 21,27	15 735 000 −	74 000 000	
5011	Travaux de réfection et d'entretien des routes cantonales	16 100 000	11,03	1 600 000 +	14 500 000	
5013	Constructions hydrauliques	4 723 000	15,19	623 000 +	4 100 000	
5019	Autres ouvrages de génie civil	4 610 000	1,09	49 800 +	4 560 200	
5020	Construction de routes nationales	97 000 000	34,72	25 000 000 +	72 000 000	
5022	Travaux de réfection et d'entretien des routes nationales	15 600 000	97,46	7 700 000 +	7 900 000	
5030	Acquisition et construction d'immeubles du patrimoine administratif	53 419 000	2,41	1 261 900 +	52 157 100	
5031	Transformation d'immeubles du patrimoine administratif	28 855 000	34,75	7 442 700 +	21 412 300	
5035	Acquisition et construction d'immeubles du PA à charge de la d ˆ me hospitalière	16 950 000	40,07	4 849 000 +	12 101 000	
5036	Transformation d'immeubles du PA à charge du dixième du taux unitaire des impôts cantonaux affecté aux hopitaux	2 450 000	− 28,28	966 000 −	3 416 000	
5050	Acquisition de forêts	2 765 000	8,86	225 200 +	2 539 800	
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	16 793 000	48,58	5 490 800 +	11 302 200	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	13 342 000	− 5,35	754 000 −	14 096 000	
5220	Prêts et participations permanentes au bénéfice des communes	4 660 000	− 6,80	340 000 −	5 000 000	
5240	Prêts et participations permanentes au bénéfice des sociétés d'économie mixte	2 500 000	0,00		2 500 000	
5250	Prêts et participations permanentes au bénéfice des institutions privées	4 012 000	− 4,75	200 000 −	4 212 000	

COMPTES PRINCIPAUX DE L'ETAT COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
ETAT	(SUITE)					
	DEPENSES					
5620	Subventions aux investissements versées à des communes	130 657 000	− 5,27	7 259 000 −	137 916 000	
5630	Subventions aux investissements versées à des établissements, offices et entreprises de l'Etat	1 800 000	− 0,61	11 000 −	1 811 000	
5640	Subventions aux investissements versées à des sociétés d'économie mixte	56 075 000	− 0,76	425 000 −	56 500 000	
5650	Subventions aux investissements versées à des institutions et entreprises privées	77 422 000	6,93	5 020 000 +	72 402 000	
5700	Subventions redistribuées à la Confédération	210 000	− 31,15	95 000 −	305 000	
5720	Subventions redistribuées à des communes	77 702 000	7,05	5 122 000 +	72 580 000	
5730	Subventions redistribuées à des établissements, offices et entreprises de l'Etat	50 000	− 50,00	50 000 −	100 000	
5740	Subventions redistribuées à des sociétés d'économie mixte			90 000 −	90 000	
5750	Subventions redistribuées à des institutions privées et entreprises	7 200 000	2,85	200 000 +	7 000 000	
5800	Expropriations matérielles	1 100 000	10,00	100 000 +	1 000 000	
	RECETTES					
6000	Transfert de terrains au patrimoine financier	8 000 000	0,00		8 000 000	
6050	Transfert de forêts au patrimoine financier			5 000 −	5 000	
6220	Remboursement, par des communes, de prêts et de participations	1 310 000	0,76	10 000 +	1 300 000	
6240	Remboursement, par des sociétés d'économie mixte, de prêts et de participations	78 000	41,81	23 000 +	55 000	
6250	Remboursement, par des institutions privées, de prêts et de participations	2 706 000	1,50	40 000 +	2 666 000	
6310	Remboursement de dépenses d'investissement pour des ouvrages de génie civil	4 806 000	− 55,52	5 998 000 −	10 804 000	
6330	Remboursement de dépenses d'investissement pour des constructions	2 083 000	›999.99+	1 980 000 +	103 000	
6420	Remboursement, par des communes, de subventions aux investissements			150 000 −	150 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

COMPTES PRINCIPAUX DE L'ETAT COMPTE ADMINISTRATIF		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
ETAT (SUITE)						
	RECETTES					
6440	a	2 048 000	36,53	548 000+	1 500 000	
6450	Remboursement, par des institutions privées, de subventions aux investissements	300 000	− 64,71	550 000−	850 000	
6600	Subventions aux investissements versées par la Confédération	35 150 000	− 10,62	4 173 400−	39 323 400	
6609	Subventions aux investissements versées par la Confédération pour la construction de routes nationales	95 800 000	43,41	29 000 000+	66 800 000	
6620	Subventions aux investissements versées par des communes			15 000−	15 000	
6630	Subventions aux investissements versées par les établissements de l'Etat	860 000	− 52,25	941 000−	1 801 000	
6690	Autres subventions aux investissements	118 000	114,54	63 000+	55 000	
6700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	84 142 000	6,63	5 232 000+	78 910 000	
6720	Subventions à redistribuer versées par des communes	600 000	− 7,70	50 000−	650 000	
6750	Subventions à redistribuer versées par des institutions et entreprises privées	420 000	− 18,45	95 000−	515 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration présidentielle		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**26 308 100**	**12,33**	**2 888 800 +**	**23 419 300**	
	REVENUS	**3 837 100**	**28,66**	**854 900 +**	**2 982 200**	
	SOLDE	**22 471 000 -**			**20 437 100 -**	
	CHARGES					
3000	Traitements des autorités et des juges	1 905 000	2,19	41 000 +	1 864 000	
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	2 500 500	- 20,83	657 500 -	3 158 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	7 008 000	23,84	1 349 300 +	5 658 700	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	473 000	25,69	96 700 +	376 300	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	933 000	59,43	347 800 +	585 200	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	1 400	0,00		1 400	
3070	Prestations aux retraités	132 000	- 40,81	91 000 -	223 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	94 000	131,52	53 400 +	40 600	
3091	Recrutement du personnel	49 000	292,00	36 500 +	12 500	
3100	Fournitures de bureau	1 395 500	11,19	140 500 +	1 255 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	3 175 000	20,74	545 500 +	2 629 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	89 900	30,10	20 800 +	69 100	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	437 900	317,04	332 900 +	105 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	54 500	165,85	34 000 +	20 500	
3120	Eau, énergie et combustibles	172 000	- 4,98	9 000 -	181 000	
3130	Autres marchandises	48 200	7,34	3 300 +	44 900	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	221 000	57,29	80 500 +	140 500	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	24 000	55,84	8 600 +	15 400	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	171 100	- 30,23	74 100 -	245 200	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	16 600	1,21	200 +	16 400	
3172	Frais de représentation	121 400	- 1,31	1 600 -	123 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	1 604 200	- 8,87	156 000 -	1 760 200	
3185	Frais de PTT	69 900	2,19	1 500 +	68 400	
3191	Frais généraux du Conseil-exécutif	300 000	25,00	60 000 +	240 000	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	60 000	0,00		60 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration présidentielle		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	292 500	14,93	38 000 +	254 500	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	180 000	0,00		180 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	4 649 000	19,51	759 000 +	3 890 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan			80 000 −	80 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	129 500	7,02	8 500 +	121 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	80 600	5,77	4 400 +	76 200	
4310	Emoluments administratifs	145 000	0,00		145 000	
4350	Ventes	738 100	47,76	238 600 +	499 500	
4360	Remboursements de tiers	242 100	17,41	35 900 +	206 200	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	7 000	7,69	500 +	6 500	
4690	Autres subventions à l'exploitation	215 000	4,87	10 000 +	205 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	552 000		552 000 +		
4900	Imputations internes de divisions administratives pour fournitures de bureau et papier	1 794 300	13,64	215 500 +	1 578 800	
4910	Intérêts sur le patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	63 000	14,54	8 000 +	55 000	
4991	Report de Fonds spéciaux au compte de fonctionnement d'offices			210 000 −	210 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**1 059 000**	**0,09**	**1 000 +**	**1 058 000**	
	SOLDE	**1 059 000 −**			**1 058 000 −**	
	DEPENSES					
5031	Transformation d'immeubles du patrimoine administratif	359 000		359 000 +		
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	700 000	− 33,84	358 000 −	1 058 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration judicaire		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**74 437 500**	**9,42**	**6 409 000 +**	**68 028 500**	
	REVENUS	**24 484 300**	**1,47**	**355 000 +**	**24 129 300**	
	SOLDE	**49 953 200 -**			**43 899 200 -**	
	CHARGES					
3000	Traitements des autorités et des juges	16 777 000	14,05	2 068 000 +	14 709 000	
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	1 505 000	- 1,25	19 000 -	1 524 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	29 516 000	8,01	2 189 700 +	27 326 300	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	2 356 000	11,70	246 800 +	2 109 200	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	4 912 000	47,18	1 574 600 +	3 337 400	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	126 000	121,05	69 000 +	57 000	
3091	Recrutement du personnel	47 000	32,39	11 500 +	35 500	
3100	Fournitures de bureau	369 000	0,49	1 800 +	367 200	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	169 500	13,37	20 000 +	149 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	230 000	31,80	55 500 +	174 500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	974 000	20,94	168 700 +	805 300	
3120	Eau, énergie et combustibles	539 000	1,79	9 500 +	529 500	
3130	Autres marchandises	107 000	43,62	32 500 +	74 500	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	173 500	- 17,23	36 100 -	209 600	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	513 000	32,21	125 000 +	388 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	38 000	24,59	7 500 +	30 500	
3172	Frais de représentation	4 000	0,00		4 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	200 000	- 79,98	799 000 -	999 000	
3185	Frais de PTT	197 000	- 16,88	40 000 -	237 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	15 028 000	4,59	660 000 +	14 368 000	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	600 000	9,09	50 000 +	550 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	3 000		3 000 +		
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	53 500	22,98	10 000 +	43 500	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	12 300	0,00		12 300	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration judicaire			BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	(SUITE)						
	REVENUS						
4310	Emoluments administratifs		6 634 000	1,14	75 000 +	6 559 000	
4350	Ventes		8 000	− 38,47	5 000 −	13 000	
4360	Remboursements de tiers		7 275 000	2,10	150 000 +	7 125 000	
4370	Revenus d'amendes		10 200 000	0,99	100 000 +	10 100 000	
4690	Autres subventions à l'exploitation		355 000	10,93	35 000 +	320 000	
	INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**3 624 000**	**59,11**	**1 346 400 +**	**2 277 600**	
		SOLDE	**3 624 000 −**			**2 277 600 −**	
	DEPENSES						
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		3 624 000	59,11	1 346 400 +	2 277 600	

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**616 810 800**	**4,83**	**28 451 100 +**	**588 359 700**	
	REVENUS	**257 129 300**	**7,70**	**18 388 300 +**	**238 741 000**	
	SOLDE	**359 681 500 –**			**349 618 700 –**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	602 200	– 5,27	33 500 –	635 700	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	27 405 000	7,58	1 932 300 +	25 472 700	
3020	Traitements du corps enseignant	27 767 000	6,58	1 715 100 +	26 051 900	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	2 763 000	9,46	238 800 +	2 524 200	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	5 209 000	49,97	1 735 800 +	3 473 200	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	56 000	0,00		56 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	9 000	114,28	4 800 +	4 200	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	357 900	– 15,44	65 300 –	423 200	
3091	Recrutement du personnel	350 600	50,34	117 400 +	233 200	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	21 000	69,35	8 600 +	12 400	
3100	Fournitures de bureau	520 700	5,59	27 600 +	493 100	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	815 800	25,95	168 100 +	647 700	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	171 200	0,00		171 200	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	361 000	– 3,92	14 700 –	375 700	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	961 400	53,79	336 300 +	625 100	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	6 729 800	1,47	98 000 +	6 631 800	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	5 600	7,69	400 +	5 200	
3120	Eau, énergie et combustibles	1 145 200	0,85	9 700 +	1 135 500	
3130	Autres marchandises	1 338 900	2,22	29 200 +	1 309 700	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	174 100	– 68,86	384 900 –	559 000	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	26 100	– 18,44	5 900 –	32 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	546 400	11,87	58 000 +	488 400	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	975 100	15,05	127 600 +	847 500	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	2 524 400	9,04	209 300 +	2 315 100	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	607 900	13,24	71 100 +	536 800	
3171	Excursions, courses d'école, camps	111 000	12,69	12 500 +	98 500	
3172	Frais de représentation	12 500	0,00		12 500	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	7 947 800	29,22	1 797 600 +	6 150 200	
3183	Primes d'assurance objets	151 500	15,47	20 300 +	131 200	
3184	Impôts et taxes	13 800	137,93	8 000 +	5 800	
3185	Frais de PTT	588 200	12,83	66 900 +	521 300	
3186	Traitement des données BEDAG	133 000	189,13	87 000 +	46 000	
3319	Amortissements ordinaires sur d'autres dépenses faites sur le patrimoine administratif et portées à l'actif du bilan.	500 000	0,00		500 000	
3520	Remboursements à des communes	516 000		516 000 +		
3600	Subventions à l'exploitation accordées à la Confédération	133 737 500	− 9,11	13 402 000 −	147 139 500	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	46 500	24,00	9 000 +	37 500	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	54 227 000	11,39	5 547 500 +	48 679 500	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	57 000	3,44	1 900 +	55 100	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	56 150 800	8,15	4 233 400 +	51 917 400	
3659	Aides à la culture	30 000		30 000 +		
3660	Subventions courantes à des personnes physiques	226 000 000	10,24	21 000 000 +	205 000 000	
3710	Subventions redistribuées à des cantons	4 100 000	2,50	100 000 +	4 000 000	
3720	Subventions redistribuées à des communes	23 050 000	3,38	755 000 +	22 295 000	
3750	Subventions redistribuées à des institutions priveés	7 340 000	3,29	234 000 +	7 106 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	3 501 400	− 36,05	1 973 600 −	5 475 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	174 600	23,21	32 900 +	141 700	
3920	Bonification d'amortissements sur le patrimoine administratif	5 710 000	19,85	946 000 +	4 764 000	
3990	Report à des fonds spéciaux du solde du compte de fonctionnement	9 103 900	1,00	90 900 +	9 013 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	(SUITE)					
	CHARGES					
3991	Report de fonds spéciaux au compte de fonctionnement	2 164 000	930,47	1 954 000 +	210 000	
	REVENUS					
4112	Concessions et patentes	3 320 000	0,33	11 000 +	3 309 000	
4211	Intérêts moratoires	2 000	− 55,56	2 500 −	4 500	
4250	Intérêts de prêts du patrimoine administratif	220 000	0,00		220 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	55 000	3,38	1 800 +	53 200	
4310	Emoluments administratifs	2 646 000	29,64	605 100 +	2 040 900	
4330	Emoluments de cours	1 171 900	3,38	38 400 +	1 133 500	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	2 005 500	23,81	385 700 +	1 619 800	
4350	Ventes	512 100	2,19	11 000 +	501 100	
4360	Remboursements de tiers	737 300	42,72	220 700 +	516 600	
4361	Remboursement de subventions à l'exploitation	160 000		160 000 +		
4363	Loyers d'immeubles n'appartenant pas à l'Etat	9 000	12,50	1 000 +	8 000	
4392	Taxe cantonale d'hébergement	1 950 000	2,63	50 000 +	1 900 000	
4404	Part au produit du monopole fédéral sur les alcools	35 000		35 000 +		
4500	Remboursements de la Confédération	135 000	0,00		135 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	86 327 500	13,49	10 262 000 +	76 065 500	
4610	Subventions à l'exploitation versées par des cantons	1 620 900	3,24	50 900 +	1 570 000	
4620	Subventions à l'exploitation versées par des communes	100 962 100	1,84	1 832 200 +	99 129 900	
4630	Subventions à l'exploitation versées par les établissements, offices et entreprises de l'Etat	9 100		9 100 +		
4650	Subv.à l'exploitation versées par des personnes physiques et par des institutions (legs/ fondations à office)	305 000	0,00		305 000	
4690	Autres subventions à l'exploitation	30 000		30 000 +		
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	30 300 000	3,39	995 000 +	29 305 000	
4720	Subventions à redistribuer versées par des communes	4 190 000	2,29	94 000 +	4 096 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	7 024 000	27,91	1 533 000 +	5 491 000	
4910	Intérêts sur le patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	2 134 000	− 8,18	190 000 −	2 324 000	

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	(SUITE)					
	REVENUS					
4990	Report du solde du compte de fonctionnement d'offices en faveur de Fonds spéciaux	9 103 900	1,00	90 900 +	9 013 000	
4991	Report de Fonds spéciaux au compte de fonctionnement d'offices	2 164 000		2 164 000 +		
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**38 955 000**	**7,53**	**2 730 000 +**	**36 225 000**	
	RECETTES	**17 555 000**	**19,96**	**2 921 600 +**	**14 633 400**	
	SOLDE	**21 400 000 -**			**21 591 600 -**	
	DEPENSES					
5000	Acquisition de terrains non bâtis du patrimoine administratif (espaces verts, rés.naturelles, parcs, etc.)	5 000 000	0,00		5 000 000	
5030	Acquisition et construction d'immeubles du patrimoine administratif	3 775 000		3 775 000 +		
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	150 000	− 86,86	991 000 −	1 141 000	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	1 438 000	− 60,06	2 162 000 −	3 600 000	
5220	Prêts et participations permanentes au bénéfice des communes	4 160 000	− 7,56	340 000 −	4 500 000	
5250	Prêts et participations permanentes au bénéfice des institutions privées	3 100 000	− 22,50	900 000 −	4 000 000	
5620	Subventions aux investissements versées à des communes	9 355 000	7,82	679 000 +	8 676 000	
5650	Subventions aux investissements versées à des institutions et entreprises privées	3 654 000	− 3,54	134 000 −	3 788 000	
5700	Subventions redistribuées à la Confédération	210 000	0,00		210 000	
5720	Subventions redistribuées à des communes	4 263 000	202,34	2 853 000 +	1 410 000	
5750	Subventions redistribuées à des institutions privées et entreprises	3 850 000	− 1,29	50 000 −	3 900 000	
	RECETTES					
6000	Transfert de terrains au patrimoine financier	5 000 000	0,00		5 000 000	

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	RECETTES					
6220	Remboursement, par des communes, de prêts et de participations	1 300 000	0,00		1 300 000	
6250	Remboursement, par des institutions privées, de prêts et de participations	2 000 000	0,00		2 000 000	
6450	Remboursement, par des institutions privées, de subventions aux investissements	200 000	0,00		200 000	
6600	Subventions aux investissements versées par la Confédération	732 000	19,33	118 600 +	613 400	
6700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	7 303 000	64,11	2 853 000 +	4 450 000	
6720	Subventions à redistribuer versées par des communes	600 000	− 7,70	50 000 −	650 000	
6750	Subventions à redistribuer versées par des institutions et entreprises privées	420 000	0,00		420 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**645 099 500**	**9,19**	**54 313 800 +**	**590 785 700**	
	REVENUS	**365 460 000**	**7,18**	**24 501 300 +**	**340 958 700**	
	SOLDE	**279 639 500 -**			**249 827 000 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	130 500	17,04	19 000 +	111 500	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	141 580 000	9,31	12 061 300 +	129 518 700	
3020	Traitements du corps enseignant	2 369 000	12,26	258 800 +	2 110 200	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	7 228 000	8,88	589 800 +	6 638 200	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	11 319 000	47,57	3 649 100 +	7 669 900	
3041	Contributions de l'employeur à d'autres caisses d'assurance du personnel	55 000	30,95	13 000 +	42 000	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	24 000	26,31	5 000 +	19 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	101 000	5,20	5 000 +	96 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	1 074 000	7,07	71 000 +	1 003 000	
3091	Recrutement du personnel	310 000	33,33	77 500 +	232 500	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	43 000	13,15	5 000 +	38 000	
3100	Fournitures de bureau	379 400	- 3,69	14 500 -	393 900	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	302 000	51,37	102 500 +	199 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	241 000	2,77	6 500 +	234 500	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	266 000	10,83	26 000 +	240 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	916 100	- 14,58	156 300 -	1 072 400	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	2 517 500	0,51	12 800 +	2 504 700	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	533 000	- 7,31	42 000 -	575 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	2 887 500	- 1,24	36 200 -	2 923 700	
3130	Autres marchandises	8 941 300	- 4,65	435 800 -	9 377 100	
3137	Frais de subsistance	5 494 500	2,77	148 500 +	5 346 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	1 182 000	- 0,26	3 000 -	1 185 000	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	3 000		3 000 +		

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	634 500	− 0,52	3 300 −	637 800	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	694 600	3,98	26 600 +	668 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	1 223 900	2,98	35 500 +	1 188 400	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	328 500	5,76	17 900 +	310 600	
3171	Excursions, courses d'école, camps	355 000	8,56	28 000 +	327 000	
3172	Frais de représentation	12 500	0,00		12 500	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	9 322 200	9,55	813 200 +	8 509 000	
3183	Primes d'assurance objets	164 500	10,55	15 700 +	148 800	
3184	Impôts et taxes	37 500	4,16	1 500 +	36 000	
3185	Frais de PTT	651 700	2,14	13 700 +	638 000	
3186	Traitement des données BEDAG	1 000		1 000 +		
3199	Autres biens, services et marchandises	22 000		22 000 +		
3300	Amortissement d'avoirs du patrimoine financier	68 000	21,42	12 000 +	56 000	
3510	Remboursements à des cantons	4 500 000	9,48	390 000 +	4 110 000	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	692 400	9,21	58 400 +	634 000	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	146 740 000	13,55	17 512 000 +	129 228 000	
3630	Subventions à l'exploitation accordées aux établissements, offices et entreprises de l'Etat	700 000	0,00		700 000	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	105 511 000	2,72	2 796 000 +	102 715 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	71 172 000	18,67	11 198 000 +	59 974 000	
3660	Subventions courantes à des personnes physiques	500 000	87,26	233 000 +	267 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	130 000	15,55	17 500 +	112 500	
3901	Imputations internes en faveur des écoles cant. de soins infirmiers p. travaux effectués en clinique par des stagiaires	2 472 300	19,82	409 100 +	2 063 200	
3902	Imputations internes en faveur des divisions administratives pour prestations diverses	24 000	9,09	2 000 +	22 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	135 100	0,00		135 100	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3920	Bonification d'amortissements sur le patrimoine administratif	98 865 000	0,45	448 000+	98 417 000	
3990	Report à des fonds spéciaux du solde du compte de fonctionnement	3 600 000	›999.99+	3 300 000+	300 000	
3991	Report de fonds spéciaux au compte de fonctionnement	8 645 000	7,45	600 000+	8 045 000	
	REVENUS					
4211	Intérêts moratoires	15 000	0,00		15 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	1 119 700	3,58	38 700+	1 081 000	
4310	Emoluments administratifs	134 000	26,41	28 000+	106 000	
4320	Pensions et taxes	62 860 000	− 0,93	587 100−	63 447 100	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	460 000	8,23	35 000+	425 000	
4350	Ventes	5 940 300	4,64	263 800+	5 676 500	
4360	Remboursements de tiers	4 417 000	− 0,74	32 900−	4 449 900	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	582 700	9,11	48 700+	534 000	
4510	Remboursements de cantons	2 000 000	108,33	1 040 000+	960 000	
4520	Remboursements de communes	155 000 000	15,03	20 261 000+	134 739 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	1 945 000	− 27,10	723 000−	2 668 000	
4610	Subventions à l'exploitation versées par des cantons	4 000 000	2,30	90 000+	3 910 000	
4620	Subventions à l'exploitation versées par des communes	2 400 000	›999.99+	2 200 000+	200 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	29 220 000	− 22,13	8 300 000−	37 520 000	
4901	Imputations internes de cliniques cantonales pour travaux effectués par des stagiaires	2 472 300	19,82	409 100+	2 063 200	
4902	Imputations internes de divisions administratives pour prestations diverses	24 000	9,09	2 000+	22 000	
4910	Intérêts sur le patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	170 000	− 50,30	172 000−	342 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement d'offices en faveur de Fonds spéciaux	84 600 000	12,35	9 300 000+	75 300 000	
4991	Report de Fonds spéciaux au compte de fonctionnement d'offices	8 100 000	8,00	600 000+	7 500 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
(SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**82 390 000**	**- 2,64**	**2 230 000 -**	**84 620 000**	
	RECETTES	**994 000**	**2,47**	**24 000 +**	**970 000**	
	SOLDE	**81 396 000 -**			**83 650 000 -**	
DEPENSES						
5031	Transformation d'immeubles du patrimoine administratif	150 000	— 86,96	1 000 000 —	1 150 000	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	2 175 000	705,55	1 905 000 +	270 000	
5620	Subventions aux investissements versées à des communes	39 487 000	— 19,42	9 513 000 —	49 000 000	
5630	Subventions aux investissements versées à des établissements, offices et entreprises de l'Etat	1 000 000	— 37,50	600 000 —	1 600 000	
5640	Subventions aux investissements versées à des sociétés d'économie mixte	14 980 000	29,13	3 380 000 +	11 600 000	
5650	Subventions aux investissements versées à des institutions et entreprises privées	24 598 000	17,13	3 598 000 +	21 000 000	
RECETTES						
6600	Subventions aux investissements versées par la Confédération	134 000		134 000 +		
6630	Subventions aux investissements versées par les établissements de l'Etat	860 000	— 11,35	110 000 —	970 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la Justice		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**52 673 500**	**12,24**	**5 746 400 +**	**46 927 100**	
	REVENUS	**126 685 500**	**19,52**	**20 694 000 +**	**105 991 500**	
	SOLDE	**74 012 000 +**			**59 064 400 +**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	82 000	0,00		82 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	40 286 000	9,12	3 368 800 +	36 917 200	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	1 972 000	12,67	221 900 +	1 750 100	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	3 429 000	38,59	954 800 +	2 474 200	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	165 000	23,41	31 300 +	133 700	
3091	Recrutement du personnel	110 000	34,14	28 000 +	82 000	
3100	Fournitures de bureau	458 000	70,57	189 500 +	268 500	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	357 000	31,25	85 000 +	272 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	79 000	7,48	5 500 +	73 500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	1 049 300	19,55	171 600 +	877 700	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	15 000		15 000 +		
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	6 000		6 000 +		
3120	Eau, énergie et combustibles	832 000	1,52	12 500 +	819 500	
3130	Autres marchandises	65 000	16,48	9 200 +	55 800	
3137	Frais de subsistance	60 000	0,00		60 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	9 000	12,50	1 000 +	8 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	176 000	1,14	2 000 +	174 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	15 000	7,14	1 000 +	14 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	1 002 500	30,90	236 700 +	765 800	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	209 000	− 2,20	4 700 −	213 700	
3171	Excursions, courses d'école, camps	9 000	12,50	1 000 +	8 000	
3172	Frais de représentation	22 500	0,00		22 500	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	870 500	21,29	152 800 +	717 700	
3183	Primes d'assurance objets	2 000	66,66	800 +	1 200	
3185	Frais de PTT	315 500	289,50	234 500 +	81 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la Justice		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	(SUITE)					
	CHARGES					
3190	Versement de dommages-intérêts	2 000	0,00		2 000	
3300	Amortissement d'avoirs du patrimoine financier	900 000	0,00		900 000	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	82 000	26,15	17 000 +	65 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	23 200	5,45	1 200 +	22 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	70 000	6,06	4 000 +	66 000	
	REVENUS					
4040	Droits de mutation et droits perçus pour la constitution de gages	105 000 000	22,09	19 000 000 +	86 000 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	112 500	− 4,10	4 800 −	117 300	
4310	Emoluments administratifs	19 641 000	8,68	1 570 000 +	18 071 000	
4320	Pensions et taxes	636 000	6,00	36 000 +	600 000	
4350	Ventes	104 000	9,82	9 300 +	94 700	
4360	Remboursements de tiers	383 000	15,88	52 500 +	330 500	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	9 000	12,50	1 000 +	8 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	450 000	− 10,00	50 000 −	500 000	
4690	Autres subventions à l'exploitation	350 000	29,62	80 000 +	270 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**2 950 000**	**597,23**	**2 526 900 +**	**423 100**	
	SOLDE	**2 950 000 −**			**423 100 −**	
	DEPENSES					
5031	Transformation d'immeubles du patrimoine administratif	350 000		350 000 +		
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	2 480 000	486,14	2 056 900 +	423 100	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	120 000		120 000 +		

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU	BUDGET	COMPTE
		MONTANT	EN % EP	BUDGET 1989	1989	1988
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**312 707 500**	**5,62**	**16 646 200 +**	**296 061 300**	
	REVENUS	**287 384 200**	**5,03**	**13 785 600 +**	**273 598 600**	
	SOLDE	**25 323 300 -**			**22 462 700 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	105 500	17,22	15 500 +	90 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	170 436 000	5,53	8 945 400 +	161 490 600	
3011	Allocations de service versées au Corps de police	5 450 000	− 0,66	36 000 −	5 486 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	7 825 000	6,57	482 800 +	7 342 200	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	14 085 000	45,76	4 422 200 +	9 662 800	
3041	Contributions de l'employeur à d'autres caisses d'assurance du personnel	18 400	0,00		18 400	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	293 000	1,73	5 000 +	288 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	1 441 000	− 6,63	102 200 −	1 543 200	
3061	Allocations de logement	2 021 000	5,56	106 500 +	1 914 500	
3080	Indemnités versées au personnel temporaire	85 000	21,42	15 000 +	70 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	1 067 100	14,07	131 700 +	935 400	
3091	Recrutement du personnel	356 000	41,55	104 500 +	251 500	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	142 000	− 7,19	11 000 −	153 000	
3100	Fournitures de bureau	818 000	10,39	77 000 +	741 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	2 081 200	32,13	506 100 +	1 575 100	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	227 600	5,86	12 600 +	215 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	1 397 500	9,53	121 700 +	1 275 800	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	3 381 700	1,47	49 000 +	3 332 700	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	381 000	5,13	18 600 +	362 400	
3120	Eau, énergie et combustibles	3 042 200	0,12	3 700 +	3 038 500	
3130	Autres marchandises	6 601 800	0,65	43 000 +	6 558 800	
3137	Frais de subsistance	2 661 000	− 1,34	36 000 −	2 697 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	735 000	5,45	38 000 +	697 000	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	161 000	23,84	31 000 +	130 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3144	Entretien des routes cantonales	4 200 000	1,20	50 000+	4 150 000	
3149	Entretien d'autres équipements	2 140 000	− 9,71	230 000−	2 370 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	736 500	2,93	21 000+	715 500	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	2 159 100	1,99	42 300+	2 116 800	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	11 884 500	− 7,35	941 500−	12 826 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	2 990 000	− 0,54	16 000−	3 006 000	
3171	Excursions, courses d'école, camps	88 000	0,00		88 000	
3172	Frais de représentation	12 500	0,00		12 500	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	7 263 800	7,58	511 900+	6 751 900	
3181	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	75 000		75 000+		
3183	Primes d'assurance objets	548 900	4,71	24 700+	524 200	
3184	Impôts et taxes	24 500	− 18,34	5 500−	30 000	
3185	Frais de PTT	2 441 800	2,14	51 300+	2 390 500	
3186	Traitement des données BEDAG	15 000	50,00	5 000+	10 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	4 035 000	8,70	323 000+	3 712 000	
3300	Amortissement d'avoirs du patrimoine financier	70 000		70 000+		
3500	Remboursements à la Confédération	300 000	25,00	60 000+	240 000	
3510	Remboursements à des cantons	489 100	6,32	29 100+	460 000	
3520	Remboursements à des communes	19 248 000	2,35	443 000+	18 805 000	
3600	Subventions à l'exploitation accordées à la Confédération	44 600	− 29,21	18 400−	63 000	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	232 500	3,10	7 000+	225 500	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	7 307 900	42,23	2 169 900+	5 138 000	
3659	Aides à la culture	600 000	− 62,50	1 000 000−	1 600 000	
3660	Subventions courantes à des personnes physiques	10 300	3,00	300+	10 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	1 340 000	67,08	538 000+	802 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	268 000	12,60	30 000+	238 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	489 500	0,00		489 500	
3904	Imputation interne en faveur des établissements pénitenciaires pour prise en charge des détenus	11 600 000	− 3,34	400 000−	12 000 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3920	Bonification d'amortissements sur le patrimoine administratif	5 660 000	− 1,74	100 000 −	5 760 000	
3992	Report de fonds spéciaux à d'autres fonds spéciaux	1 620 000	− 2,30	38 000 −	1 658 000	
	REVENUS					
4061	Redevances sur les transports	165 914 000	6,95	10 794 000 +	155 120 000	
4112	Concessions et patentes	450 000	4,65	20 000 +	430 000	
4220	Dividendes et autres intérêts du capital	10 000	− 33,34	5 000 −	15 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	5 019 500	− 6,72	361 500 −	5 381 000	
4310	Emoluments administratifs	39 294 700	4,45	1 677 700 +	37 617 000	
4320	Pensions et taxes	16 378 500	3,80	600 900 +	15 777 600	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	1 164 000	− 22,20	332 000 −	1 496 000	
4350	Ventes	14 341 000	5,68	772 000 +	13 569 000	
4360	Remboursements de tiers	1 965 500	12,37	216 500 +	1 749 000	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	109 000	− 63,49	189 500 −	298 500	
4363	Loyers d'immeubles n'appartenant pas à l'Etat	1 320 000	0,72	9 500 +	1 310 500	
4370	Revenus d'amendes	2 888 000	− 10,04	322 000 −	3 210 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	10 635 000	− 1,67	180 000 −	10 815 000	
4650	Subv.à l'exploitation versées par des personnes physiques et par des institutions (legs/ fondations à office)	100 000		100 000 +		
4690	Autres subventions à l'exploitation	15 625 000	8,13	1 175 000 +	14 450 000	
4904	Imputations internes de la Direction de la police pour frais de pension des détenus	11 600 000	− 3,34	400 000 −	12 000 000	
4910	Intérêts sur le patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	570 000	58,33	210 000 +	360 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
(SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**11 511 000**	**- 5,10**	**618 500 -**	**12 129 500**	
	RECETTES	**706 000**	**- 22,08**	**200 000 -**	**906 000**	
	SOLDE	**10 805 000 -**			**11 223 500 -**	
DEPENSES						
5019	Autres ouvrages de génie civil	1 700 000	— 17,08	350 000 —	2 050 000	
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	758 000	— 35,58	418 500 —	1 176 500	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	3 081 000	— 1,60	50 000 —	3 131 000	
5250	Prêts et participations permanentes au bénéfice des institutions privées	12 000	0,00		12 000	
5620	Subventions aux investissements versées à des communes	300 000		300 000 +		
5650	Subventions aux investissements versées à des institutions et entreprises privées	5 660 000	— 1,74	100 000 —	5 760 000	
RECETTES						
6250	Remboursement, par des institutions privées, de prêts et de participations	6 000	0,00		6 000	
6310	Remboursement de dépenses d'investissement pour des ouvrages de génie civil	700 000	— 22,23	200 000 —	900 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**50 273 400**	**0,37**	**186 300 +**	**50 087 100**	
	REVENUS	**30 096 800**	**- 2,52**	**775 500 -**	**30 872 300**	
	SOLDE	**20 176 600 -**			**19 214 800 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	10 000	– 28,58	4 000 –	14 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	20 769 000	5,47	1 077 800 +	19 691 200	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	1 149 000	5,16	56 400 +	1 092 600	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	1 723 000	46,96	550 600 +	1 172 400	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	116 000	3,57	4 000 +	112 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	7 000	0,00		7 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	35 000	169,23	22 000 +	13 000	
3091	Recrutement du personnel	27 000	17,39	4 000 +	23 000	
3100	Fournitures de bureau	126 500	– 11,54	16 500 –	143 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	157 000	– 7,11	12 000 –	169 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	33 700	– 2,89	1 000 –	34 700	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	5 000		5 000 +		
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	337 900	– 7,23	26 300 –	364 200	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	548 500	– 2,13	11 900 –	560 400	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	37 200	– 13,29	5 700 –	42 900	
3120	Eau, énergie et combustibles	529 200	– 4,22	23 300 –	552 500	
3130	Autres marchandises	14 407 000	– 5,21	790 300 –	15 197 300	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	174 500	37,94	48 000 +	126 500	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	113 000	13,00	13 000 +	100 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	142 000	18,33	22 000 +	120 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	743 800	1,61	11 800 +	732 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	187 500	– 16,86	38 000 –	225 500	
3172	Frais de représentation	7 500	0,00		7 500	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	(SUITE)					
	CHARGES					
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	1 806 800	− 7,30	142 200 −	1 949 000	
3183	Primes d'assurance objets	31 000	1,97	600 +	30 400	
3184	Impôts et taxes	8 000	0,00		8 000	
3185	Frais de PTT	285 000	4,01	11 000 +	274 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	26 000	0,00		26 000	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	2 095 900	− 12,20	291 100 −	2 387 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	400 000	− 6,98	30 000 −	430 000	
3700	Subventions redistribuées à la Confédération	400 000	0,00		400 000	
3720	Subventions redistribuées à des communes	3 181 400	− 9,03	315 600 −	3 497 000	
3750	Subventions redistribuées à des institutions priveés	80 000	− 33,34	40 000 −	120 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	432 000	32,51	106 000 +	326 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	141 000	1,43	2 000 +	139 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	1 095 500	− 1,34	14 800 −	1 110 300	
4310	Emoluments administratifs	160 000	− 3,04	5 000 −	165 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	50 000	− 9,10	5 000 −	55 000	
4350	Ventes	1 142 600	− 0,27	3 000 −	1 145 600	
4360	Remboursements de tiers	129 300	0,38	500 +	128 800	
4370	Revenus d'amendes	320 000	6,66	20 000 +	300 000	
4403	Part de la taxe militaire	3 500 000	4,47	150 000 +	3 350 000	
4500	Remboursements de la Confédération	19 250 000	− 3,19	633 600 −	19 883 600	
4520	Remboursements de communes	8 000	− 89,88	71 000 −	79 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	388 000	16,86	56 000 +	332 000	
4690	Autres subventions à l'exploitation	290 000	31,81	70 000 +	220 000	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	3 261 400	− 9,84	355 600 −	3 617 000	
4720	Subventions à redistribuer versées par des communes	400 000	0,00		400 000	
4910	Intérêts sur le patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	102 000	18,60	16 000 +	86 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
(SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**26 096 000**	**28,93**	**5 856 000 +**	**20 240 000**	
	RECETTES	**20 000 000**	**42,85**	**6 000 000 +**	**14 000 000**	
	SOLDE	**6 096 000 -**			**6 240 000 -**	
DEPENSES						
5031	Transformation d'immeubles du patrimoine administratif	96 000		96 000 +		
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED			120 000 –	120 000	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier			120 000 –	120 000	
5620	Subventions aux investissements versées à des communes	5 600 000	0,00		5 600 000	
5630	Subventions aux investissements versées à des établissements, offices et entreprises de l'Etat	300 000	200,00	200 000 +	100 000	
5650	Subventions aux investissements versées à des institutions et entreprises privées	100 000	– 66,67	200 000 –	300 000	
5720	Subventions redistribuées à des communes	19 900 000	44,20	6 100 000 +	13 800 000	
5730	Subventions redistribuées à des établissements, offices et entreprises de l'Etat	50 000	– 50,00	50 000 –	100 000	
5750	Subventions redistribuées à des institutions privées et entreprises	50 000	– 50,00	50 000 –	100 000	
RECETTES						
6700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	20 000 000	42,85	6 000 000 +	14 000 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des cultes		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**65 385 500**	**8,31**	**5 019 000 +**	**60 366 500**	
	REVENUS	**6 022 800**	**6,72**	**379 400 +**	**5 643 400**	
	SOLDE	**59 362 700 –**			**54 723 100 –**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	64 300	2,06	1 300 +	63 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	52 860 000	6,23	3 102 900 +	49 757 100	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	2 599 000	6,18	151 400 +	2 447 600	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	5 040 000	44,33	1 548 100 +	3 491 900	
3061	Allocations de logement	642 500	0,70	4 500 +	638 000	
3070	Prestations aux retraités	615 000	– 17,45	130 000 –	745 000	
3071	Allocations de renchérissement versées aux retraités			14 900 –	14 900	
3091	Recrutement du personnel	1 000		1 000 +		
3100	Fournitures de bureau	8 200	– 18,00	1 800 –	10 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	2 000	– 4,77	100 –	2 100	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	3 000	0,00		3 000	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	2 400		2 400 +		
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	2 000	– 75,00	6 000 –	8 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	4 700	4,44	200 +	4 500	
3130	Autres marchandises	2 200	0,00		2 200	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	1 700	54,54	600 +	1 100	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	24 500	– 9,26	2 500 –	27 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	48 000	500,00	40 000 +	8 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	70 300	– 29,85	29 900 –	100 200	
3199	Autres biens, services et marchandises	2 000	5,26	100 +	1 900	
3520	Remboursements à des communes	2 538 000	12,20	276 000 +	2 262 000	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	852 000	9,79	76 000 +	776 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	2 700	– 10,00	300 –	3 000	
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	17 800	4,09	700 +	17 100	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des cultes		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	REVENUS					
4350	Ventes	2 000	5,26	100+	1 900	
4360	Remboursements de tiers	6 000 000	6,73	378 600+	5 621 400	
4520	Remboursements de communes	3 000	0,00		3 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**860 106 400**	**6,46**	**52 201 800 +**	**807 904 600**	
	REVENUS	**2 634 176 800**	**2,44**	**62 842 300 +**	**2 571 334 500**	
	SOLDE	**1 774 070 400 +**			**1 763 429 900 +**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	111 500	− 53,84	130 000 −	241 500	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	71 811 000	10,27	6 693 100 +	65 117 900	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	7 066 400	10,04	645 000 +	6 421 400	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	89 389 000	43,49	27 094 300 +	62 294 700	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	10 504 000	− 3,86	420 900 −	10 924 900	
3071	Allocations de renchérissement versées aux retraités	90 000	− 14,29	15 000 −	105 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	2 342 000	27,24	501 500 +	1 840 500	
3091	Recrutement du personnel	395 600	51,57	134 600 +	261 000	
3100	Fournitures de bureau	1 155 100	38,40	320 500 +	834 600	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	1 677 600	13,25	196 400 +	1 481 200	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	123 500	23,00	23 100 +	100 400	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	2 633 400	5,87	146 200 +	2 487 200	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	114 000	3,63	4 000 +	110 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	1 092 800	4,61	48 200 +	1 044 600	
3130	Autres marchandises	337 000	59,26	125 400 +	211 600	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	1 262 000	− 10,05	141 000 −	1 403 000	
3142	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine financier	140 000		140 000 +		
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	213 400	16,61	30 400 +	183 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	682 700	29,17	154 200 +	528 500	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	10 500	5,00	500 +	10 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	8 274 200	21,24	1 449 900 +	6 824 300	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	569 600	27,56	123 100 +	446 500	
3172	Frais de représentation	12 000	0,00		12 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	11 674 000	− 29,75	4 942 900 −	16 616 900	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) − MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3182	Obtention et gestion de capital	1 100 000	− 13,66	174 000 −	1 274 000	
3183	Primes d'assurance objets	3 000 000	16,68	429 000 +	2 571 000	
3184	Impôts et taxes	2 790 000	62,91	1 077 500 +	1 712 500	
3185	Frais de PTT	10 614 500	− 3,81	420 300 −	11 034 800	
3186	Traitement des données BEDAG	23 000 000	35,29	6 000 000 +	17 000 000	
3190	Versement de dommages-intérêts	309 000	3,00	9 000 +	300 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	10 500	5,00	500 +	10 000	
3200	Intérêts passifs versés à des créanciers et sur des dépôts en espèces	700 000	16,66	100 000 +	600 000	
3210	Paiement des intérêts sur les dettes à court terme	1 000 000	− 28,58	400 000 −	1 400 000	
3220	Paiement des intérêts sur les dettes à moyen et à long terme	103 000 000	4,04	4 000 000 +	99 000 000	
3290	Autres intérêts passifs	2 000 000	− 27,28	750 000 −	2 750 000	
3300	Amortissement d'avoirs du patrimoine financier	15 000 000	36,36	4 000 000 +	11 000 000	
3310	Amortissements ordinaires sur les investissements du patrimoine administratif	174 000 000	8,75	14 000 000 +	160 000 000	
3311	Amortissements ordinaires sur prêts et participations du patrimoine administratif	500 000		500 000 +		
3312	Amortissements ordinaires sur subventions aux investissements	105 000 000		105 000 000 +		
3319	Amortissements ordinaires sur d'autres dépenses faites sur le patrimoine administratif et portées à l'actif du bilan.			115 601 000 −	115 601 000	
3400	Parts de recettes destinées à des communes	10 000 000	0,00		10 000 000	
3410	Contributions de peréquation financière	29 650 000	0,00		29 650 000	
3520	Remboursements à des communes	13 536 000	− 5,02	714 000 −	14 250 000	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	18 000	0,00		18 000	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	19 200 000	0,62	120 000 +	19 080 000	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	44 000	0,00		44 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	632 600	33,29	158 000 +	474 600	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan			740 000 −	740 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	337 500	30,30	78 500 +	259 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3910	Imputations internes d'intérêts sur le patrimoine administratif	5 733 000	− 28,48	2 282 000 −	8 015 000	
3990	Report à des fonds spéciaux du solde du compte de fonctionnement	96 000 000	6,13	5 550 000 +	90 450 000	
3991	Report de fonds spéciaux au compte de fonctionnement	30 820 000	0,00		30 820 000	
3992	Report de fonds spéciaux à d'autres fonds spéciaux	430 000	22,85	80 000 +	350 000	
	REVENUS					
4001	Impôt sur le revenu des personnes physiques	1 520 000 000	− 1,70	26 200 000 −	1 546 200 000	
4002	Impôt à la source des personnes physiques	140 000 000	2,94	4 000 000 +	136 000 000	
4003	Impôt sur le revenu des autres personnes morales	4 500 000	12,50	500 000 +	4 000 000	
4004	Impôt à la source des autres personnes morales	3 500 000	0,00		3 500 000	
4005	Amendes fiscales	3 500 000	16,66	500 000 +	3 000 000	
4006	Impôt récupéré	800 000	0,00		800 000	
4011	Impôt sur le bénéfice des SA et S.à.r.l.	103 000 000	− 2,84	3 000 000 −	106 000 000	
4012	Impôt sur le bénéfice des sociétés coopératives	15 900 000	6,00	900 000 +	15 000 000	
4013	Impôt sur le bénéfice des sociétés Holding	700 000	− 12,50	100 000 −	800 000	
4014	Impôt sur le capital des SA et S.à.r.l.	38 000 000	0,00		38 000 000	
4015	Impôt sur le capital des SA et S.à.r.l.	7 000 000	2,94	200 000 +	6 800 000	
4030	Impôts sur les gains en capital	73 000 000	12,30	8 000 000 +	65 000 000	
4050	Impôts sur les successions et donations	52 000 000	3,48	1 750 000 +	50 250 000	
4100	Revenus de régales	3 100 000	0,00		3 100 000	
4200	Banques et intérêts de comptes courants	520 000	− 13,34	80 000 −	600 000	
4210	Intérêts des dépôts à terme fixe et sur les avoirs en dépot	31 000 000	47,61	10 000 000 +	21 000 000	
4211	Intérêts moratoires	6 950 000	6,91	449 500 +	6 500 500	
4220	Dividendes et autres intérêts du capital	540 000	>999.99+	538 000 +	2 000	
4230	Revenus des immeubles du patrimoine financier	2 727 000		2 727 000 +		
4240	Gains comptables sur les immeubles du patrimoine financier	500 000		500 000 +		

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	REVENUS					
4250	Intérêts de prêts du patrimoine administratif	51 100	240,66	36 100+	15 000	
4260	Revenus de participations permanentes du patrimoine administratif	5 650 000	− 7,38	450 000−	6 100 000	
4261	Intérêts sur le capital de dotation des banques d'Etat	30 050 000	− 1,64	500 000−	30 550 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	7 310 000	20,34	1 236 000+	6 074 000	
4290	Autres revenus	780 000	6,84	50 000+	730 000	
4310	Emoluments administratifs	161 000	6,62	10 000+	151 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	1 404 500	− 3,04	43 900−	1 448 400	
4350	Ventes	180 200	19,97	30 000+	150 200	
4360	Remboursements de tiers	12 578 000	6,38	755 400+	11 822 600	
4363	Loyers d'immeubles n'appartenant pas à l'Etat	195 000	0,00		195 000	
4370	Revenus d'amendes	300 000	− 92,50	3 700 000−	4 000 000	
4401	Part de l'impôt fédéral direct	284 000 000	32,11	69 040 000+	214 960 000	
4402	Part de l'impôt anticipé	50 000 000	0,00		50 000 000	
4404	Part au produit du monopole fédéral sur les alcools	2 875 000	0,00		2 875 000	
4520	Remboursements de communes	5 080 000	− 33,60	2 570 000−	7 650 000	
4620	Subventions à l'exploitation versées par des communes	15 000 000	− 2,92	450 000−	15 450 000	
4690	Autres subventions à l'exploitation	110 000	− 42,11	80 000−	190 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	49 790 000	6,58	3 075 000+	46 715 000	
4903	Imputations internes de divisions administratives pour fermages et loyers	717 000	− 1,76	12 800−	729 800	
4910	Intérêts sur le patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	80 000	− 97,10	2 675 000−	2 755 000	
4920	Amortissements du patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	114 378 000	− 1,06	1 223 000−	115 601 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement d'offices en faveur de Fonds spéciaux	15 000 000	− 2,92	450 000−	15 450 000	
4991	Report de Fonds spéciaux au compte de fonctionnement d'offices	30 820 000	0,00		30 820 000	
4992	Report de Fonds spéciaux à d'autres Fonds spéciaux	430 000	22,85	80 000+	350 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
(SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**10 429 000**	**36,01**	**2 761 400 +**	**7 667 600**	
	RECETTES	**3 000 000**	**- 3,57**	**111 000 -**	**3 111 000**	
	SOLDE	**7 429 000 -**			**4 556 600 -**	
DEPENSES						
5030	Acquisition et construction d'immeubles du patrimoine administratif	5 000 000	0,79	39 400 +	4 960 600	
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	5 300 000	151,54	3 193 000 +	2 107 000	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	129 000	— 78,50	471 000 —	600 000	
RECETTES						
6000	Transfert de terrains au patrimoine financier	3 000 000	0,00		3 000 000	
6630	Subventions aux investissements versées par les établissements de l'Etat			111 000 —	111 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**1 388 695 700**	**10,92**	**136 763 400 +**	**1 251 932 300**	
	REVENUS	**581 757 700**	**10,88**	**57 092 300 +**	**524 665 400**	
	SOLDE	**806 938 000 -**			**727 266 900 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	790 000	– 7,06	60 000 –	850 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	79 681 000	– 63,53	138 747 600 –	218 428 600	
3020	Traitements du corps enseignant	812 865 000	32,78	200 715 000 +	612 150 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	47 172 000	5,91	2 633 200 +	44 538 800	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	18 927 000	25,01	3 787 600 +	15 139 400	
3041	Contributions de l'employeur à d'autres caisses d'assurance du personnel	120 945 000	75,79	52 145 000 +	68 800 000	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	5 409 000	– 19,93	1 345 500 –	6 754 500	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	65 000	0,00		65 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	6 608 600	9,45	570 700 +	6 037 900	
3091	Recrutement du personnel	444 200	15,61	60 000 +	384 200	
3100	Fournitures de bureau	2 550 500	104,54	1 303 600 +	1 246 900	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	7 845 900	1,48	114 800 +	7 731 100	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	3 244 100	1,67	53 600 +	3 190 500	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	1 982 900	5,85	109 700 +	1 873 200	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	1 255 200	51,68	427 700 +	827 500	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	13 879 800	13,91	1 695 000 +	12 184 800	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	18 700	28,08	4 100 +	14 600	
3120	Eau, énergie et combustibles	6 283 500	– 2,52	162 200 –	6 445 700	
3130	Autres marchandises	9 884 900	16,47	1 398 100 +	8 486 800	
3137	Frais de subsistance	390 500	2,49	9 500 +	381 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	1 136 000	2,87	31 700 +	1 104 300	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	227 500	– 0,96	2 200 –	229 700	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	453 400	29,61	103 600 +	349 800	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	2 919 000	3,63	102 400 +	2 816 600	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	9 106 600	3,93	344 900 +	8 761 700	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	1 855 500	− 0,01	100 −	1 855 600	
3171	Excursions, courses d'école, camps	203 100	− 12,04	27 800 −	230 900	
3172	Frais de représentation	15 000	− 25,00	5 000 −	20 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	11 579 700	− 1,50	175 800 −	11 755 500	
3183	Primes d'assurance objets	84 600	19,83	14 000 +	70 600	
3184	Impôts et taxes	45 000	− 10,00	5 000 −	50 000	
3185	Frais de PTT	2 758 300	5,96	155 300 +	2 603 000	
3186	Traitement des données BEDAG	8 075 000	3,52	275 000 +	7 800 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	138 000	3,75	5 000 +	133 000	
3210	Paiement des intérêts sur les dettes à court terme	75 000	− 6,25	5 000 −	80 000	
3510	Remboursements à des cantons	2 000 000	0,00		2 000 000	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	12 266 000	21,30	2 154 000 +	10 112 000	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	20 962 000	8,85	1 705 000 +	19 257 000	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	71 470 000	7,11	4 747 000 +	66 723 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	12 526 900	12,27	1 369 500 +	11 157 400	
3659	Aides à la culture	39 173 000	11,82	4 143 000 +	35 030 000	
3660	Subventions courantes à des personnes physiques	240 000	2,12	5 000 +	235 000	
3669	Bourses	44 160 000	− 2,22	1 000 000 −	45 160 000	
3720	Subventions redistribuées à des communes	1 900 000	− 23,05	569 000 −	2 469 000	
3750	Subventions redistribuées à des institutions priveés	200 000	0,00		200 000	
3760	Subventions redistribuées à des personnes physiques (bourses comprises)	50 000	− 16,67	10 000 −	60 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	2 913 000	43,21	879 000 +	2 034 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	110 300	11,75	11 600 +	98 700	
3920	Bonification d'amortissements sur le patrimoine administratif	1 200 000	− 65,22	2 250 000 −	3 450 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3990	Report à des fonds spéciaux du solde du compte de fonctionnement	610 000	9,90	55 000 +	555 000	
	REVENUS					
4220	Dividendes et autres intérêts du capital	300 000	0,00		300 000	
4230	Revenus des immeubles du patrimoine financier	294 000	0,00		294 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	374 400	2,71	9 900 +	364 500	
4310	Emoluments administratifs	690 000	0,00		690 000	
4320	Pensions et taxes	555 000	30,58	130 000 +	425 000	
4330	Emoluments de cours	3 634 900	1,76	63 000 +	3 571 900	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	17 493 500	6,79	1 112 900 +	16 380 600	
4350	Ventes	8 867 800	22,70	1 641 100 +	7 226 700	
4360	Remboursements de tiers	5 685 600	4,69	254 900 +	5 430 700	
4363	Loyers d'immeubles n'appartenant pas à l'Etat	15 000	0,00		15 000	
4510	Remboursements de cantons	1 285 000	0,00		1 285 000	
4520	Remboursements de communes	426 045 000	12,18	46 265 000 +	379 780 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	78 894 000	4,74	3 574 700 +	75 319 300	
4610	Subventions à l'exploitation versées par des cantons	25 816 000	22,93	4 816 000 +	21 000 000	
4620	Subventions à l'exploitation versées par des communes	541 000	20,97	93 800 +	447 200	
4630	Subventions à l'exploitation versées par les établissements, offices et entreprises de l'Etat	700 000	0,00		700 000	
4650	Subv.à l'exploitation versées par des personnes physiques et par des institutions (legs/ fondations à office)	780 000	222,98	538 500 +	241 500	
4690	Autres subventions à l'exploitation	4 160 000	0,00		4 160 000	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	2 150 000	− 21,22	579 000 −	2 729 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	114 500	− 90,73	1 120 500 −	1 235 000	
4903	Imputations internes de divisions administratives pour fermages et loyers			12 000 −	12 000	
4910	Intérêts sur le patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	1 707 000	9,56	149 000 +	1 558 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement d'offices en faveur de Fonds spéciaux	610 000	9,90	55 000 +	555 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	(SUITE)					
	REVENUS					
4991	Report de Fonds spéciaux au compte de fonctionnement d'offices	345 000	0,00		345 000	
4992	Report de Fonds spéciaux à d'autres Fonds spéciaux	700 000	16,66	100 000 +	600 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**32 847 000**	**5,27**	**1 646 000 +**	**31 201 000**	
	RECETTES	**3 453 000**	**- 30,61**	**1 523 000 -**	**4 976 000**	
	SOLDE	**29 394 000 -**			**26 225 000 -**	
	DEPENSES					
5030	Acquisition et construction d'immeubles du patrimoine administratif	5 457 000	763,44	4 825 000 +	632 000	
5031	Transformation d'immeubles du patrimoine administratif	1 150 000	– 43,35	880 000 –	2 030 000	
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	2 080 000	44,54	641 000 +	1 439 000	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	3 925 000	48,67	1 285 000 +	2 640 000	
5620	Subventions aux investissements versées à des communes	14 585 000	– 12,93	2 165 000 –	16 750 000	
5640	Subventions aux investissements versées à des sociétés d'économie mixte	350 000		350 000 +		
5650	Subventions aux investissements versées à des institutions et entreprises privées	4 550 000	– 30,11	1 960 000 –	6 510 000	
5720	Subventions redistribuées à des communes	750 000	– 37,50	450 000 –	1 200 000	
	RECETTES					
6420	Remboursement, par des communes, de subventions aux investissements			150 000 –	150 000	
6600	Subventions aux investissements versées par la Confédération	2 703 000	– 10,68	323 000 –	3 026 000	
6630	Subventions aux investissements versées par les établissements de l'Etat			600 000 –	600 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
(SUITE)					
RECETTES					
6700 Subventions à redistribuer versées par la Confédération	750 000	— 37,50	450 000 —	1 200 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**155 452 800**	**7,49**	**10 833 300 +**	**144 619 500**	
	REVENUS	**95 045 400**	**9,92**	**8 583 600 +**	**86 461 800**	
	SOLDE	**60 407 400 -**			**58 157 700 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	139 100	6,18	8 100 +	131 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	54 618 000	8,37	4 222 400 +	50 395 600	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	2 790 000	4,76	127 000 +	2 663 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	4 600 000	52,09	1 575 500 +	3 024 500	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	1 210 000	2,54	30 000 +	1 180 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	400 100	87,75	187 000 +	213 100	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	205 000	37,12	55 500 +	149 500	
3091	Recrutement du personnel	117 800	21,44	20 800 +	97 000	
3100	Fournitures de bureau	484 300	15,44	64 800 +	419 500	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	502 700	9,64	44 200 +	458 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	80 800	10,23	7 500 +	73 300	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	1 669 000	− 2,95	50 700 −	1 719 700	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	2 875 000	− 1,38	40 000 −	2 915 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	2 279 000	− 55,20	2 807 500 −	5 086 500	
3130	Autres marchandises	8 627 500	2,84	238 600 +	8 388 900	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	20 050 000	− 9,17	2 023 000 −	22 073 000	
3142	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine financier	1 000 000	− 29,73	423 000 −	1 423 000	
3144	Entretien des routes cantonales	17 750 000	39,21	5 000 000 +	12 750 000	
3145	Entretien des routes nationales	1 000 000	11,11	100 000 +	900 000	
3146	Entretien des cours d'eau	400 000	0,00		400 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	218 000	20,77	37 500 +	180 500	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	1 582 000	− 2,89	47 000 −	1 629 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	1 084 600	32,52	266 200 +	818 400	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	1 664 600	11,41	170 600 +	1 494 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3172	Frais de représentation	15 000	20,00	2 500 +	12 500	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	3 124 200	15,11	410 300 +	2 713 900	
3181	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	11 930 000	28,16	2 622 000 +	9 308 000	
3183	Primes d'assurance objets	564 000	37,89	155 000 +	409 000	
3184	Impôts et taxes	165 000	57,14	60 000 +	105 000	
3185	Frais de PTT	627 100	1,78	11 000 +	616 100	
3186	Traitement des données BEDAG	50 000	0,00		50 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	5 200	160,00	3 200 +	2 000	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	5 829 000	17,99	889 000 +	4 940 000	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	45 000		45 000 +		
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	661 500	− 2,87	19 500 −	681 000	
3720	Subventions redistribuées à des communes	30 000	0,00		30 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	400 000		400 000 +		
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	159 300	− 5,74	9 700 −	169 000	
3920	Bonification d'amortissements sur le patrimoine administratif	2 500 000	− 16,67	500 000 −	3 000 000	
3990	Report à des fonds spéciaux du solde du compte de fonctionnement	4 000 000	0,00		4 000 000	
	REVENUS					
4112	Concessions et patentes	1 450 000	2,11	30 000 +	1 420 000	
4220	Dividendes et autres intérêts du capital	1 000		1 000 +		
4230	Revenus des immeubles du patrimoine financier	20 000	− 20,00	5 000 −	25 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	76 500	7,89	5 600 +	70 900	
4310	Emoluments administratifs	674 500	13,07	78 000 +	596 500	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	187 800	9,18	15 800 +	172 000	
4350	Ventes	231 000	21,70	41 200 +	189 800	
4360	Remboursements de tiers	7 000 500	5,93	391 900 +	6 608 600	
4364	Remboursement de frais d'élaboration de projets (à charge des crédits à la construction)	2 000 000		2 000 000 +		

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics			BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	(SUITE)						
	REVENUS						
4500	Remboursements de la Confédération		28 000	7,69	2 000 +	26 000	
4510	Remboursements de cantons		4 500	– 10,00	500 –	5 000	
4520	Remboursements de communes		16 000	0,00		16 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération		16 261 600	7,40	1 121 600 +	15 140 000	
4609	Part au revenu de la taxe fédérale sur les carburants		63 000 000	8,62	5 000 000 +	58 000 000	
4630	Subventions à l'exploitation versées par les établissements, offices et entreprises de l'Etat		64 000	3,22	2 000 +	62 000	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération		30 000	0,00		30 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan				100 000 –	100 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement d'offices en faveur de Fonds spéciaux		4 000 000	0,00		4 000 000	
	INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**312 755 000**	**8,31**	**24 010 000 +**	**288 745 000**	
		RECETTES	**141 491 000**	**17,10**	**20 666 000 +**	**120 825 000**	
		SOLDE	**171 264 000 –**			**167 920 000 –**	
	DEPENSES						
5010	Construction de routes cantonales		58 265 000	– 21,27	15 735 000 –	74 000 000	
5011	Travaux de réfection et d'entretien des routes cantonales		16 100 000	11,03	1 600 000 +	14 500 000	
5013	Constructions hydrauliques		1 600 000	33,33	400 000 +	1 200 000	
5020	Construction de routes nationales		97 000 000	34,72	25 000 000 +	72 000 000	
5022	Travaux de réfection et d'entretien des routes nationales		15 600 000	97,46	7 700 000 +	7 900 000	
5030	Acquisition et construction d'immeubles du patrimoine administratif		38 730 000	– 16,43	7 611 000 –	46 341 000	
5031	Transformation d'immeubles du patrimoine administratif		26 750 000	48,15	8 695 000 +	18 055 000	
5035	Acquisition et construction d'immeubles du PA à charge de la d ^ me hospitalière		16 950 000	40,07	4 849 000 +	12 101 000	
5036	Transformation d'immeubles du PA à charge du dixième du taux unitaire des impôts cantonaux affecté aux hopitaux		2 450 000	– 28,28	966 000 –	3 416 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	DEPENSES					
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	333 000	24,71	66 000+	267 000	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	1 677 000	− 38,01	1 028 000−	2 705 000	
5620	Subventions aux investissements versées à des communes	25 200 000	3,70	900 000+	24 300 000	
5640	Subventions aux investissements versées à des sociétés d'économie mixte	1 500 000	15,38	200 000+	1 300 000	
5720	Subventions redistribuées à des communes	10 600 000	0,28	30 000+	10 570 000	
5740	Subventions redistribuées à des sociétés d'économie mixte			90 000−	90 000	
	RECETTES					
6310	Remboursement de dépenses d'investissement pour des ouvrages de génie civil	4 106 000	− 58,55	5 798 000−	9 904 000	
6330	Remboursement de dépenses d'investissement pour des constructions	2 083 000	›999.99+	1 980 000+	103 000	
6600	Subventions aux investissements versées par la Confédération	28 902 000	− 13,05	4 336 000−	33 238 000	
6609	Subventions aux investissements versées par la Confédération pour la construction de routes nationales	95 800 000	43,41	29 000 000+	66 800 000	
6630	Subventions aux investissements versées par les établissements de l'Etat			120 000−	120 000	
6700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	10 600 000	− 0,57	60 000−	10 660 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**85 427 000**	**9,85**	**7 663 900 +**	**77 763 100**	
	REVENUS	**31 797 800**	**28,30**	**7 015 600 +**	**24 782 200**	
	SOLDE	**53 629 200 –**			**52 980 900 –**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	12 300	2,50	300 +	12 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	10 605 000	8,71	849 900 +	9 755 100	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	472 000	13,81	57 300 +	414 700	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	1 081 000	55,87	387 500 +	693 500	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	156 000	5,40	8 000 +	148 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	5 000	– 16,67	1 000 –	6 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	123 900	– 22,62	36 200 –	160 100	
3091	Recrutement du personnel	50 100	18,43	7 800 +	42 300	
3100	Fournitures de bureau	108 800	10,23	10 100 +	98 700	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	274 500	43,49	83 200 +	191 300	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	47 500	– 4,05	2 000 –	49 500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	614 400	– 20,74	160 700 –	775 100	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	1 019 000	34,61	262 000 +	757 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	58 000	30,33	13 500 +	44 500	
3130	Autres marchandises	123 500	– 4,64	6 000 –	129 500	
3146	Entretien des cours d'eau	600 000	0,00		600 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	178 700	114,26	95 300 +	83 400	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	41 400	53,90	14 500 +	26 900	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	172 000	– 7,63	14 200 –	186 200	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	184 200	5,74	10 000 +	174 200	
3172	Frais de représentation	12 500	0,00		12 500	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	8 972 600	16,56	1 275 400 +	7 697 200	
3181	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	1 850 000	30,28	430 000 +	1 420 000	
3183	Primes d'assurance objets	12 000	9,09	1 000 +	11 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3184	Impôts et taxes	1 500	50,00	500 +	1 000	
3185	Frais de PTT	112 300	2,55	2 800 +	109 500	
3199	Autres biens, services et marchandises	25 000	0,00		25 000	
3600	Subventions à l'exploitation accordées à la Confédération	2 310 000	32,37	565 000 +	1 745 000	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	3 493 000	3,28	111 000 +	3 382 000	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	49 946 000	6,24	2 936 000 +	47 010 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	1 662 000	56,11	597 400 +	1 064 600	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan			112 000 −	112 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	37 800	49,40	12 500 +	25 300	
3990	Report à des fonds spéciaux du solde du compte de fonctionnement	1 065 000	33,12	265 000 +	800 000	
	REVENUS					
4100	Revenus de régales	42 000	0,00		42 000	
4112	Concessions et patentes	2 956 000	59,78	1 106 000 +	1 850 000	
4250	Intérêts de prêts du patrimoine administratif	8 100		8 100 +		
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	10 600	76,66	4 600 +	6 000	
4310	Emoluments administratifs	58 000	5,45	3 000 +	55 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	27 610 000	27,23	5 910 000 +	21 700 000	
4350	Ventes	65 600	− 4,24	2 900 −	68 500	
4360	Remboursements de tiers	252 500	42,89	75 800 +	176 700	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	445 000	− 26,33	159 000 −	604 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	22 000		22 000 +		
4902	Imputations internes de divisions administratives pour prestations diverses	150 000		150 000 +		
4910	Intérêts sur le patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	58 000	163,63	36 000 +	22 000	
4992	Report de Fonds spéciaux à d'autres Fonds spéciaux	120 000	− 53,49	138 000 −	258 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
(SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**93 615 000**	**5,14**	**4 582 000 +**	**89 033 000**	
	RECETTES	**24 136 000**	**3,96**	**921 000 +**	**23 215 000**	
	SOLDE	**69 479 000 -**			**65 818 000 -**	
DEPENSES						
5013	Constructions hydrauliques	3 123 000	7,68	223 000 +	2 900 000	
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	167 000	25,56	34 000 +	133 000	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	380 000	- 15,56	70 000 -	450 000	
5220	Prêts et participations permanentes au bénéfice des communes	500 000	0,00		500 000	
5240	Prêts et participations permanentes au bénéfice des sociétés d'économie mixte	2 500 000	0,00		2 500 000	
5250	Prêts et participations permanentes au bénéfice des institutions privées	900 000	350,00	700 000 +	200 000	
5620	Subventions aux investissements versées à des communes	27 800 000	11,20	2 800 000 +	25 000 000	
5640	Subventions aux investissements versées à des sociétés d'économie mixte	36 245 000	2,09	745 000 +	35 500 000	
5650	Subventions aux investissements versées à des institutions et entreprises privées	1 000 000	17,64	150 000 +	850 000	
5720	Subventions redistribuées à des communes	21 000 000	0,00		21 000 000	
RECETTES						
6220	Remboursement, par des communes, de prêts et de participations	10 000		10 000 +		
6240	Remboursement, par des sociétés d'économie mixte, de prêts et de participations	78 000	41,81	23 000 +	55 000	
6250	Remboursement, par des institutions privées, de prêts et de participations	700 000	6,06	40 000 +	660 000	
6440	a	2 048 000	36,53	548 000 +	1 500 000	
6600	Subventions aux investissements versées par la Confédération	300 000		300 000 +		

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	RECETTES					
6700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	21 000 000	0,00		21 000 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**69 153 500**	**4,58**	**3 030 300 +**	**66 123 200**	
	REVENUS	**42 428 500**	**7,78**	**3 063 500 +**	**39 365 000**	
	SOLDE	**26 725 000 –**			**26 758 200 –**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	47 000	10,58	4 500 +	42 500	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	33 621 000	3,55	1 155 400 +	32 465 600	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	1 884 000	11,35	192 100 +	1 691 900	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	3 043 000	17,54	454 300 +	2 588 700	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	1 545 000	– 9,02	153 000 –	1 698 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	241 500	– 6,04	15 500 –	257 000	
3061	Allocations de logement	242 200	0,53	1 300 +	240 900	
3062	Allocations de repas	160 000	300,00	120 000 +	40 000	
3080	Indemnités versées au personnel temporaire	42 500	25,00	8 500 +	34 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	116 000	– 32,95	57 000 –	173 000	
3091	Recrutement du personnel	12 500	38,88	3 500 +	9 000	
3100	Fournitures de bureau	139 500	15,76	19 000 +	120 500	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	134 000	12,13	14 500 +	119 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	50 500	16,09	7 000 +	43 500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	206 500	46,55	65 600 +	140 900	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	939 000	– 6,62	66 500 –	1 005 500	
3120	Eau, énergie et combustibles	175 500	1,15	2 000 +	173 500	
3130	Autres marchandises	1 168 000	– 1,81	21 500 –	1 189 500	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	297 000	7,18	19 900 +	277 100	
3149	Entretien d'autres équipements	1 359 000	9,15	114 000 +	1 245 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	36 500	7,35	2 500 +	34 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	454 500	– 10,00	50 500 –	505 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	541 500	74,11	230 500 +	311 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	1 262 000	1,61	20 000 +	1 242 000	
3172	Frais de représentation	10 000	0,00		10 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	3 638 000	5,90	202 900+	3 435 100	
3181	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	352 000	3,52	12 000+	340 000	
3183	Primes d'assurance objets	217 500	31,34	51 900+	165 600	
3184	Impôts et taxes	199 000	− 3,96	8 200−	207 200	
3185	Frais de PTT	141 500	7,19	9 500+	132 000	
3186	Traitement des données BEDAG	20 000	− 50,00	20 000−	40 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	85 000	21,42	15 000+	70 000	
3600	Subventions à l'exploitation accordées à la Confédération	14 900	0,00		14 900	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	129 000	20,56	22 000+	107 000	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	4 958 000	7,89	363 000+	4 595 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	2 324 000	− 5,26	129 000−	2 453 000	
3660	Subventions courantes à des personnes physiques	515 000	7,29	35 000+	480 000	
3720	Subventions redistribuées à des communes	3 600 000	0,00		3 600 000	
3750	Subventions redistribuées à des institutions priveés	1 020 000	− 0,49	5 000−	1 025 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan			87 000−	87 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	37 500	13,63	4 500+	33 000	
3902	Imputations internes en faveur des divisions administratives pour prestations diverses	3 508 900	7,96	258 900+	3 250 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux			12 800−	12 800	
3920	Bonification d'amortissements sur le patrimoine administratif	207 000		207 000+		
3990	Report à des fonds spéciaux du solde du compte de fonctionnement	403 000	0,00		403 000	
3991	Report de fonds spéciaux au compte de fonctionnement	55 000	266,66	40 000+	15 000	
	REVENUS					
4100	Revenus de régales	4 050 000	2,01	80 000+	3 970 000	
4112	Concessions et patentes	135 000	9,75	12 000+	123 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	365 800	18,45	57 000+	308 800	

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	158 000	6,75	10 000+	148 000	
4330	Emoluments de cours	130 000	8,33	10 000+	120 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	8 822 000	9,98	801 000+	8 021 000	
4350	Ventes	14 109 000	5,93	791 000+	13 318 000	
4360	Remboursements de tiers	375 000	3,16	11 500+	363 500	
4380	Prestations effectuées par le personnel de l'Etat pour ses investissements	1 000 000	0,00		1 000 000	
4391	Travaux d'entretien effectués par le personnel de l'Etat	700 000	6,70	44 000+	656 000	
4399	Autres contributions	60 000	− 50,00	60 000−	120 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	1 715 000	53,81	600 000+	1 115 000	
4609	Part au revenu de la taxe fédérale sur les carburants	80 000		80 000+		
4650	Subv.à l'exploitation versées par des personnes physiques et par des institutions (legs/ fondations à office)	45 000	0,00		45 000	
4690	Autres subventions à l'exploitation	495 000	− 1,99	10 000−	505 000	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	4 620 000	− 0,11	5 000−	4 625 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	1 311 800	44,04	401 100+	910 700	
4902	Imputations internes de divisions administratives pour prestations diverses	3 598 900	7,75	258 900+	3 340 000	
4910	Intérêts sur le patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises			58 000−	58 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement d'offices en faveur de Fonds spéciaux	403 000	0,00		403 000	
4991	Report de Fonds spéciaux au compte de fonctionnement d'offices	255 000	18,60	40 000+	215 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
(SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**24 126 000**	**2,36**	**557 500 +**	**23 568 500**	
	RECETTES	**10 534 000**	**5,11**	**513 000 +**	**10 021 000**	
	SOLDE	**13 592 000 -**			**13 547 500 -**	
DEPENSES						
5000	Acquisition de terrains non bâtis du patrimoine administratif (espaces verts, rés.naturelles, parcs, etc.)			130 000 –	130 000	
5019	Autres ouvrages de génie civil	2 910 000	15,92	399 800 +	2 510 200	
5030	Acquisition et construction d'immeubles du patrimoine administratif	457 000	104,47	233 500 +	223 500	
5050	Acquisition de forêts	2 765 000	8,86	225 200 +	2 539 800	
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	254 000	– 78,11	906 000 –	1 160 000	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier			460 000 –	460 000	
5620	Subventions aux investissements versées à des communes	4 830 000	– 5,11	260 000 –	5 090 000	
5650	Subventions aux investissements versées à des institutions et entreprises privées	3 510 000	22,94	655 000 +	2 855 000	
5720	Subventions redistribuées à des communes	5 000 000	8,69	400 000 +	4 600 000	
5750	Subventions redistribuées à des institutions privées et entreprises	3 300 000	10,00	300 000 +	3 000 000	
5800	Expropriations matérielles	1 100 000	10,00	100 000 +	1 000 000	
RECETTES						
6050	Transfert de forêts au patrimoine financier			5 000 –	5 000	
6600	Subventions aux investissements versées par la Confédération	2 184 000	– 6,91	162 000 –	2 346 000	
6620	Subventions aux investissements versées par des communes			15 000 –	15 000	
6690	Autres subventions aux investissements	50 000	– 9,10	5 000 –	55 000	
6700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	8 300 000	9,21	700 000 +	7 600 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**296 159 400**	**8,34**	**22 807 000 +**	**273 352 400**	
	REVENUS	**232 484 200**	**8,19**	**17 617 400 +**	**214 866 800**	
	SOLDE	**63 675 200 -**			**58 485 600 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	611 200	– 0,09	500 –	611 700	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	34 608 000	9,34	2 959 100 +	31 648 900	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	1 773 000	13,39	209 400 +	1 563 600	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	3 007 000	48,31	979 600 +	2 027 400	
3041	Contributions de l'employeur à d'autres caisses d'assurance du personnel	17 000	6,25	1 000 +	16 000	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	36 200	13,12	4 200 +	32 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	3 200	68,42	1 300 +	1 900	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	111 500	– 12,90	16 500 –	128 000	
3091	Recrutement du personnel	61 300	22,60	11 300 +	50 000	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	7 000		7 000 +		
3100	Fournitures de bureau	228 800	7,92	16 800 +	212 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	284 000	35,95	75 100 +	208 900	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	107 000	– 1,66	1 800 –	108 800	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	666 800	3,83	24 600 +	642 200	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	653 000	30,83	153 900 +	499 100	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	982 500	– 2,01	20 100 –	1 002 600	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	91 500	– 0,76	700 –	92 200	
3120	Eau, énergie et combustibles	1 258 300	– 0,11	1 300 –	1 259 600	
3130	Autres marchandises	6 181 700	– 1,96	123 500 –	6 305 200	
3137	Frais de subsistance	1 482 700	2,43	35 200 +	1 447 500	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	320 400	– 8,46	29 600 –	350 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	111 400	34,05	28 300 +	83 100	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	356 700	6,60	22 100 +	334 600	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	818 200	6,92	53 000 +	765 200	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	841 800	1,19	9 900 +	831 900	
3171	Excursions, courses d'école, camps	30 400	− 22,65	8 900 −	39 300	
3172	Frais de représentation	12 500	0,00		12 500	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	5 926 200	9,62	520 300 +	5 405 900	
3183	Primes d'assurance objets	135 300	0,66	900 +	134 400	
3184	Impôts et taxes	300		300 +		
3185	Frais de PTT	275 400	− 1,37	3 800 −	279 200	
3199	Autres biens, services et marchandises	1 500	0,00		1 500	
3500	Remboursements à la Confédération	11 000	0,00		11 000	
3510	Remboursements à des cantons	7 000	0,00		7 000	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	1 311 000	1,58	20 500 +	1 290 500	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	14 105 000	8,58	1 115 000 +	12 990 000	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	1 824 000	47,81	590 000 +	1 234 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	31 456 700	0,50	159 200 +	31 297 500	
3720	Subventions redistribuées à des communes	179 450 000	9,46	15 523 000 +	163 927 000	
3750	Subventions redistribuées à des institutions privées	4 651 400	0,02	1 200 +	4 650 200	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	602 500	113,27	320 000 +	282 500	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	98 500	8,83	8 000 +	90 500	
3902	Imputations internes en faveur des divisions administratives pour prestations diverses	394 500	67,87	159 500 +	235 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	32 000	0,00		32 000	
3920	Bonification d'amortissements sur le patrimoine administratif	236 000	12,38	26 000 +	210 000	
3990	Report à des fonds spéciaux du solde du compte de fonctionnement	978 000	− 2,20	22 000 −	1 000 000	
	REVENUS					
4112	Concessions et patentes	426 000	12,40	47 000 +	379 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	695 200	3,34	22 500 +	672 700	
4310	Emoluments administratifs	3 355 000	0,14	5 000 +	3 350 000	
4320	Pensions et taxes	2 100 000	8,75	169 000 +	1 931 000	
4330	Emoluments de cours	129 600	− 0,77	1 000 −	130 600	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	466 600	9,55	40 700 +	425 900	
4350	Ventes	9 397 200	− 0,01	300 −	9 397 500	
4360	Remboursements de tiers	236 200	1,24	2 900 +	233 300	
4361	Remboursement de subventions à l'exploitation	100 000	100,00	50 000 +	50 000	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	320 400	4,22	13 000 +	307 400	
4370	Revenus d'amendes	50 000	0,00		50 000	
4390	Primes d'assurance	5 300	0,00		5 300	
4399	Autres contributions	600 000	0,00		600 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	23 524 500	2,75	631 000 +	22 893 500	
4610	Subventions à l'exploitation versées par des cantons	110 000	0,00		110 000	
4620	Subventions à l'exploitation versées par des communes	416 000	43,44	126 000 +	290 000	
4650	Subv.à l'exploitation versées par des personnes physiques et par des institutions (legs/ fondations à office)	1 404 500	− 2,61	37 500 −	1 442 000	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	184 101 400	9,20	15 524 200 +	168 577 200	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	1 199 800	46,06	378 400 +	821 400	
4902	Imputations internes de divisions administratives pour prestations diverses	154 500	6,55	9 500 +	145 000	
4910	Intérêts sur le patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	849 000	86,59	394 000 +	455 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement d'offices en faveur de Fonds spéciaux	2 043 000	13,50	243 000 +	1 800 000	
4992	Report de Fonds spéciaux à d'autres Fonds spéciaux	800 000	0,00		800 000	

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
(SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**39 903 000**	**- 7,54**	**3 252 000 -**	**43 155 000**	
	RECETTES	**16 552 000**	**- 20,60**	**4 293 000 -**	**20 845 000**	
	SOLDE	**23 351 000 -**			**22 310 000 -**	
DEPENSES						
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	947 000		947 000 +		
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	417 000	247,50	297 000 +	120 000	
5620	Subventions aux investissements versées à des communes	3 000 000	0,00		3 000 000	
5630	Subventions aux investissements versées à des établissements, offices et entreprises de l'Etat			111 000 –	111 000	
5640	Subventions aux investissements versées à des sociétés d'économie mixte			100 000 –	100 000	
5650	Subventions aux investissements versées à des institutions et entreprises privées	19 350 000	– 1,93	379 000 –	19 729 000	
5700	Subventions redistribuées à la Confédération			95 000 –	95 000	
5720	Subventions redistribuées à des communes	16 189 000	– 19,06	3 811 000 –	20 000 000	
RECETTES						
6450	Remboursement, par des institutions privées, de subventions aux investissements	100 000	– 84,62	550 000 –	650 000	
6600	Subventions aux investissements versées par la Confédération	195 000	95,00	95 000 +	100 000	
6690	Autres subventions aux investissements	68 000		68 000 +		
6700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	16 189 000	– 19,06	3 811 000 –	20 000 000	
6750	Subventions à redistribuer versées par des institutions et entreprises privées			95 000 –	95 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**230 528 600**	**22,74**	**42 713 200 +**	**187 815 400**	
	REVENUS	**43 873 600**	**65,19**	**17 314 300 +**	**26 559 300**	
	SOLDE	**186 655 000 -**			**161 256 100 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	32 200	– 7,21	2 500 –	34 700	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	12 462 000	10,10	1 143 700 +	11 318 300	
3020	Traitements du corps enseignant	4 275 000	7,33	292 000 +	3 983 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	803 000	13,40	94 900 +	708 100	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	1 173 000	52,83	405 500 +	767 500	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	81 500	38,13	22 500 +	59 000	
3091	Recrutement du personnel	50 500	32,89	12 500 +	38 000	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	2 800	64,70	1 100 +	1 700	
3100	Fournitures de bureau	48 500	17,43	7 200 +	41 300	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	288 000	88,35	135 100 +	152 900	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	29 200	21,16	5 100 +	24 100	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	90 600	9,95	8 200 +	82 400	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	208 200	– 49,34	202 700 –	410 900	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	228 000	– 12,85	33 600 –	261 600	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	54 900	5,57	2 900 +	52 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	386 700	– 6,08	25 000 –	411 700	
3130	Autres marchandises	685 500	1,85	12 500 +	673 000	
3137	Frais de subsistance	503 400	0,39	2 000 +	501 400	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	88 800	1,95	1 700 +	87 100	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	51 100	43,94	15 600 +	35 500	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	124 000	5,08	6 000 +	118 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	234 900	– 13,71	37 300 –	272 200	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	105 500	7,43	7 300 +	98 200	
3171	Excursions, courses d'école, camps	98 800	– 1,20	1 200 –	100 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	CHARGES					
3172	Frais de représentation	29 500	20,40	5 000+	24 500	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	801 800	33,36	200 600+	601 200	
3181	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	10 000		10 000+		
3183	Primes d'assurance objets	51 300	− 18,19	11 400−	62 700	
3185	Frais de PTT	80 800	− 3,58	3 000−	83 800	
3199	Autres biens, services et marchandises	3 000	0,00		3 000	
3520	Remboursements à des communes	81 525 800	13,19	9 500 200+	72 025 600	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	9 370 000	2,40	220 000+	9 150 000	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	12 552 000	249,29	8 958 500+	3 593 500	
3630	Subventions à l'exploitation accordées aux établissements, offices et entreprises de l'Etat	890 000	2,89	25 000+	865 000	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	11 977 000	27,04	2 550 000+	9 427 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	73 940 000	16,49	10 470 500+	63 469 500	
3670	Subventions accordées à l'étranger	991 000	4,16	39 600+	951 400	
3720	Subventions redistribuées à des communes	16 100 000	123,61	8 900 000+	7 200 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	2 500	− 88,16	18 600−	21 100	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	37 400	16,51	5 300+	32 100	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	60 400	− 16,58	12 000−	72 400	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	318 700	49,13	105 000+	213 700	
4310	Emoluments administratifs	4 500	0,00		4 500	
4320	Pensions et taxes	4 650 000	1,32	60 800+	4 589 200	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	10 000	11,11	1 000+	9 000	
4350	Ventes	1 291 400	1,33	17 000+	1 274 400	
4360	Remboursements de tiers	5 521 500	2,85	153 100+	5 368 400	
4361	Remboursement de subventions à l'exploitation	1 000 000	150,00	600 000+	400 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
	(SUITE)					
	REVENUS					
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	107 000	3,88	4 000 +	103 000	
4404	Part au produit du monopole fédéral sur les alcools	3 402 500	− 13,23	518 600 −	3 921 100	
4500	Remboursements de la Confédération	1 000	0,00		1 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	11 467 000	229,98	7 992 000 +	3 475 000	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	12 000 000	263,63	8 700 000 +	3 300 000	
4710	Subventions à redistribuer versées par des cantons	3 150 000	5,00	150 000 +	3 000 000	
4770	Subventions à redistribuer provenant de l'étranger	950 000	5,55	50 000 +	900 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**19 000 000**	**- 6,35**	**1 287 300 -**	**20 287 300**	
	SOLDE	**19 000 000 -**			**20 287 300 -**	
	DEPENSES					
5031	Transformation d'immeubles du patrimoine administratif			177 300 −	177 300	
5620	Subventions aux investissements versées à des communes	500 000	0,00		500 000	
5630	Subventions aux investissements versées à des établissements, offices et entreprises de l'Etat	500 000		500 000 +		
5640	Subventions aux investissements versées à des sociétés d'économie mixte	3 000 000	− 62,50	5 000 000 −	8 000 000	
5650	Subventions aux investissements versées à des institutions et entreprises privées	15 000 000	29,19	3 390 000 +	11 610 000	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires communales		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**2 180 400**	**0,25**	**5 600 +**	**2 174 800**	
	REVENUS	**59 500**	**5,87**	**3 300 +**	**56 200**	
	SOLDE	**2 120 900 -**			**2 118 600 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	5 400	5,88	300 +	5 100	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 633 000	5,55	85 900 +	1 547 100	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	79 000	6,18	4 600 +	74 400	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	132 000	5,51	6 900 +	125 100	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	6 200	3,33	200 +	6 000	
3091	Recrutement du personnel	2 300	4,54	100 +	2 200	
3100	Fournitures de bureau	9 500	3,26	300 +	9 200	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	21 500	162,19	13 300 +	8 200	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	3 300	3,12	100 +	3 200	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	33 000	− 58,23	46 000 −	79 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	8 700	3,57	300 +	8 400	
3130	Autres marchandises	3 000	3,44	100 +	2 900	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	9 800	3,15	300 +	9 500	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	171 400	34,96	44 400 +	127 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	24 800	3,33	800 +	24 000	
3172	Frais de représentation	5 000	− 33,34	2 500 −	7 500	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	25 000	− 80,60	103 800 −	128 800	
3185	Frais de PTT	800	14,28	100 +	700	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	6 700	3,07	200 +	6 500	
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	22 900	6,01	1 300 +	21 600	
4350	Ventes	11 400	5,55	600 +	10 800	
4360	Remboursements de tiers	25 200	5,88	1 400 +	23 800	

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Compte administratif / groupes des matières pour tous les financements spéciaux par des Fonds

Comptes	Intitulés	Budget 1990	Budget 1989	Ecart 1990 par rapport à 1989
	Compte de fonctionnement			
	Charges			
30	Charges de personnel	4 869 800	4 340 300	529 500
31	Biens, services et marchandises	14 732 800	13 328 100	1 404 700
32	Intérêts passifs	75 000	80 000	-5 000
33	Amortissements	500 000	500 000	—
34	Parts et contributions sans affectation	29 650 000	29 650 000	—
35	Dédommagements à collectivités publiques	164 000	—	164 000
36	Subventions accordées	56 707 500	52 974 000	3 733 500
37	Subventions redistribuées	690 000	695 000	-5 000
38	Versement aux financements spéciaux	9 191 400	9 959 600	-768 200
39	Imputations internes	158 124 500	156 725 500	1 399 000
	Total des charges	274 705 000	268 252 500	6 452 500
	Revenus			
41	Régales, concessions	4 751 000	4 581 000	170 000
42	Revenus des biens	242 000	240 300	1 700
43	Contributions	14 181 500	13 897 000	284 500
44	Parts à des recettes et contributions sans affec.	3 402 500	3 921 100	-518 600
46	Subventions acquises	36 261 000	35 581 000	680 000
47	Subventions à redistribuer	690 000	695 000	-5 000
48	Prélèvements sur les financements spéciaux	91 634 100	92 793 100	-1 159 000
49	Imputations internes	123 542 900	116 544 000	6 998 900
	Total des revenus	274 705 000	268 252 500	6 452 500

Comptes	Intitulés	Budget 1990	Budget 1989	Ecart 1990 par rapport à 1989
	Compte des investissements			
	Dépenses			
50	Investissements propres	5 572 000	5 365 000	207 000
52	Prêts et participations permanentes	7 260 000	8 500 000	-1 240 000
56	Subventions accordées	93 190 000	99 219 000	-6 029 000
	Total des dépenses	106 022 000	113 084 000	-7 062 000
	Recettes			
60	Transferts au patrimoine financier	5 000 000	5 000 000	—
62	Remboursement de prêts et de participations	3 325 000	3 300 000	25 000
64	Remboursement de subventions accordées	100 000	650 000	-550 000
66	Subventions acquises	184 000	150 000	34 000
	Total des recettes	8 609 000	9 100 000	-491 000

Budget d'informatique 1990

Coûts de production	Budget 1990			Modification par rapport 1989	Budget 1989	Coûts de développement 90
	Montant	en %D	en %Di			
Total dépenses arrondi	**23 000 000**	**100,0**		**6 000 000 +**	**17 000 000**	**20 800 000**
Section présidentielle	**33 880**	**0,1**	**100,0**	**11 120 –**	**45 000**	**222 400**
1130 INFOSTA	30 000	0,1	88,5	3 000 –	33 000	—
1130 REBEKA						90 900
1130 Elections au Conseil national	2 110	0,0	6,2	8 890 –	11 000	19 200
1130 LINGUA						11 500
1130 GRIS						34 500
1130 PROGESTA						23 000
1140 BE-Info	7 170	0,0	5,2	770 +	1 000	9 200
1150 Archives de l'Etat BASTA						34 100
Administration judiciaire	**5 000**	**0,0**	**100,0**	**5 000 +**	**—**	**80 100**
1200 COBRA Cour suprême	5 000	0,0	100,0	5 000 +	—	46 000
1215 Tribunaux des mineurs JUGIS						34 100
Direction de l'économie publique	**98 100**	**0,4**	**100,0**	**166 900 –**	**265 000**	**110 400**
1310 Taxes d'hébergement	18 250	0,1	18,6	5 250 +	13 000	9 200
1310 Hôtellerie et restauration GASTON	29 100	0,1	29,7	8 900 –	38 000	38 300
1320 AREGIS						11 500
1325 Contrôle des chaufferies	20 250	0,1	20,6	177 750 –	198 000	9 200
1355 Adresses de maîtres d'apprentissage	25 500	0,1	26,0	9 500 +	16 000	19 200
1355 LEON	5 000	0,0	5,1	5 000 +	—	23 000
Direction de l'hygiène publique	**10 000**	**0,0**	**100,0**	**28 000 –**	**38 000**	**38 300**
1400 Hygiène publique	10 000	0,0	100,0	26 000 –	36 000	38 300
1470 Comptabilité financière BESIS-KFS	—	0,0	0,0	2 000 –	2 000	—
Direction de la justice	**187 400**	**0,8**	**100,0**	**48 600 –**	**236 000**	**1 729 900**
1500 BAJUS						22 700
1505 Statistique des enfants placés	7 400	0,0	3,9	1 600 –	9 000	9 200
1510 INSURAB						46 000
1510 JUBETI projet-pilote						23 000
1515 GRUDA RF	180 000	0,8	96,1	47 000 –	227 000	1 491 000
1520 GILB offices des poursuites						46 000
1520 LORIOT						92 000
Direction de la police	**2 032 500**	**8,8**	**100,0**	**149 500 +**	**1 883 000**	**1 264 640**
1600 IKAR						22 720
1600 STRABE						22 720
1600 BAPOL/BADIR						23 000
1620 Contrôle véhicules à moteur/bateaux	—	0,0	0,0	6 000 –	6 000	—
1620 SUSA	2 032 500	8,8	100,0	158 500 +	1 874 000	1 150 200
1650 Amendes d'ordre	—	0,0	0,0	3 000 –	3 000	—
1650 GEKO						46 000
Direction des affaires militaires	**12 000**	**0,1**	**0,0**	**3 000 –**	**15 000**	**—**
1740 Taxe militaire	12 000	0,1	0,0	—	12 000	—
1760 Protection civile	—	0,0	0,0	3 000 –	3 000	—
Direction des finances	**19 150 780**	**83,3**	**100,0**	**5 259 780 +**	**13 891 000**	**15 501 720**
1910 KOFINA, exécution 1 / planification	1 770 000	7,7	9,2	556 000 –	2 326 000	142 000
1910 KOFINA NMC	1 435 000	6,2	7,5	1 232 000 +	203 000	1 434 200
1910 KOFINA, exécution 2	1 430 000	6,2	7,5	1 264 000 +	166 000	511 200
1910 Titres de créance Caisse de l'Etat	—	0,0	0,0	30 000 –	30 000	—
1910 Calculs statistiques	4 150	0,0	0,0	2 850 –	7 000	9 230
1920 Levée d'impôts / impôts pers. phys.	1 256 000	5,5	6,6	156 000 +	1 100 000	460 080
1920 FABER	3 650	0,0	0,0	1 650 +	2 000	19 170
1920 Estimation officielle GRUDA EO	1 708 500	7,4	8,9	726 500 +	982 000	1 380 240
1920 NESKO A	2 730 000	11,9	14,3	689 000 –	3 419 000	1 150 200
1920 NESKO B	1 277 000	5,6	6,7	23 000 –	1 300 000	460 080
1920 NESKO Développement	900 000	3,9	4,7	900 000 +	—	2 989 100
1930 Traitements fonctionnaires	723 000	3,1	3,8	230 000 +	493 000	690 120

D = Dépenses Di = Direction

Budget d'informatique 1990 (suite)

Coûts de production	Budget 1990			Modification par rapport 1989	Budget 1989	Coûts de développement 90
	Montant	en %D	en %Di			
Direction des finances						
1930 SOLDON	690 000	3,0	3,6	566 000 +	124 000	1 278 200
1930 BARISPA	50 000	0,2	0,3	50 000 +	—	11 360
1931 Assurance-rente	35 450	0,2	0,2	22 450 +	13 000	76 680
1931 Comptabilité Caisse d'assurance	60 000	0,3	0,3	42 000 +	18 000	156 200
1931 Pensions institutions affiliées	31 000	0,1	0,2	6 000 +	25 000	38 340
1950 IK/ST/Bureautique	495 000	2,2	2,6	391 000 +	104 000	460 000
1950 IK/ST KIPS	26 500	0,1	0,1	26 500 +	—	117 000
1950 IK/IS Développement/Infrastructure	4 204 030	18,3	22,0	1 360 030 +	2 844 000	800 000
1950 IK/IN Formation/Conseils	228 500	1,0	1,2	453 500 –	682 000	2 990 520
1950 IK/IN Divers petits projets						115 000
1960 Révision de l'informatique/Contrôle des finances	—	0,0	0,0	10 000 –	10 000	—
1970 Administration des domaines	93 000	0,4	0,5	50 000 +	43 000	213 000
Direction de l'instruction publique	**874 900**	**3,8**	**100,0**	**726 900 +**	**148 000**	**144 870**
2000 Répartition des charges LAVLEB	7 850	0,0	0,9	5 850 +	2 000	19 170
2000 CIP/ICR Tramelan						5 000
2000 Calcul des bourses	108 850	0,5	12,4	21 850 +	87 000	19 170
2000 Service de l'Université	42 350	0,2	4,8	8 350 +	34 000	38 340
2020 Jeunesse et Sport	15 850	0,1	1,8	7 150 –	23 000	9 230
2025 MEDOK Centre de docu. pédagogique						11 360
2050 RUBE/FARUBE	700 000	3,0	80,0	700 000 +	—	42 600
2050 STUDIS/FARUBE	—	0,0	0,0	2 000 –	2 000	—
Direction des travaux publics	**331 600**	**1,4**	**100,0**	**64 400 –**	**396 000**	**283 460**
2100 INFOREIT/GIS	100 000	0,4	30,2	45 000 +	55 000	150 000
2120 Perspectives démographiques	20 000	0,1	6,0	15 000 +	5 000	—
2130 Office du cadastre	5 000	0,0	1,5	—	5 000	—
2140 PLANIS Planification des investiss.	74 900	0,3	22,6	54 100 –	129 000	115 000
2140 Comptabilité Office des bâtiments	75 000	0,3	22,6	8 000 +	67 000	—
2150 Comptabilité Office ponts/chaussées	25 000	0,1	7,5	75 000 –	100 000	—
2151 Acomptes	21 950	0,1	6,6	4 050 –	26 000	9 230
2151 Contrôle des crédits	9 750	0,0	2,9	750 +	9 000	9 230
Direction des transports	**186 850**	**0,8**	**100,0**	**153 850 +**	**33 000**	**1 177 750**
2210 Prévention des catastrophes	26 000	0,1	13,9	26 000 +	—	450 000
2230 Taxes d'eau, financement placements	3 150	0,0	1,7	1 150 +	2 000	9 230
2230 Energies alternatives	23 100	0,1	12,4	7 100 +	16 000	9 230
2230 Contrôle des citernes	4 600	0,0	2,5	5 400 –	10 000	9 230
2230 Géologie	—	0,0	0,0	5 000 –	5 000	—
2240 Protection des eaux	130 000	0,6	69,6	130 000 +	—	700 060
Direction des forêts	**23 250**	**0,1**	**100,0**	**6 750 –**	**30 000**	**—**
2310 Projets des forêts	23 250	0,1	100,0	6 750 –	30 000	—
Direction de l'agriculture	**53 740**	**0,2**	**100,0**	**33 740 +**	**20 000**	**64 460**
2400 Contributions à la surface	31 350	0,1	58,3	11 350 +	20 000	9 230
2400 Crédit agricole bernois	9 150	0,0	17,0	9 150 +	—	9 230
2400 GELAN	13 240	0,1	24,6	13 240 +	—	46 000
Direction des affaires communales						**34 500**
2600 GONG						34 500

D = Dépenses Di = Direction

2e partie

Détails concernant le compte financier

Administration présidentielle		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
11 Administration présidentielle						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**26 308 100**		**2 888 800 +**	**23 419 300**	
	REVENUS	**3 837 100**		**854 900 +**	**2 982 200**	
	SOLDE	**22 471 000 -**			**20 437 100 -**	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**1 059 000**		**1 000 +**	**1 058 000**	
	SOLDE	**1 059 000 -**			**1 058 000 -**	
1100 * Grand Conseil / Députation au Conseil des Etats						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**5 467 400**	**- 7,18**	**422 600 -**	**5 890 000**	
	REVENUS	**3 200**	**6,66**	**200 +**	**3 000**	
	SOLDE	**5 464 200 -**			**5 887 000 -**	
CHARGES						
3001 * Indemnités versées aux autorités et aux commissions		2 478 000	- 20,91	655 000 -	3 133 000	
3010 * Traitements du personnel administratif et d'exploitation		441 000	75,27	189 400 +	251 600	
3030 * Contributions de l'employeur aux assurances sociales		60 000	71,42	25 000 +	35 000	
3040 * Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance		54 000	176,92	34 500 +	19 500	
3100 Fournitures de bureau		3 500	- 12,50	500 -	4 000	
3101 Frais d'impression et de reliure, publications		1 180 000	- 6,13	77 000 -	1 257 000	
3102 * Ouvrages spécialisés et revues		15 900	45,87	5 000 +	10 900	
3110 * Acquisition de machines et de meubles de bureau		20 000	- 33,34	10 000 -	30 000	
3120 Eau, énergie et combustibles		2 000	0,00		2 000	
3130 Autres marchandises				3 000 -	3 000	
3150 * Entretien d'appareils et de meubles de bureau		21 000	250,00	15 000 +	6 000	
3180 * Indemnités pour prestations de service de tiers		690 000	- 22,91	205 000 -	895 000	
3185 Frais de PTT		20 000	- 4,77	1 000 -	21 000	
3191 * Frais généraux du Conseil-exécutif		60 000		60 000 +		
3650 * Contributions versées aux groupes parlementaires		376 000	112,42	199 000 +	177 000	
3900 Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat		46 000	2,22	1 000 +	45 000	
REVENUS						
4360 Remboursements de tiers		3 200	6,66	200 +	3 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration présidentielle		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU	BUDGET	COMPTE
		MONTANT	EN % EP	BUDGET 1989	1989	1988
1120	**Conseil-exécutif**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**5 588 600**	**- 7,02**	**421 600 -**	**6 010 200**	
	REVENUS	**227 000**	**19,47**	**37 000 +**	**190 000**	
	SOLDE	**5 361 600 -**			**5 820 200 -**	
	CHARGES					
3000	Traitements des conseillers d'Etat	1 905 000	2,19	41 000 +	1 864 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	100 000	5,59	5 300 +	94 700	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	212 000	39,19	59 700 +	152 300	
3070 *	Prestations aux retraités	132 000	— 40,81	91 000 —	223 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	3 200	0,00		3 200	
3172 *	Frais de représentation	101 400	— 1,56	1 600 —	103 000	
3191 *	Frais généraux du Conseil-exécutif	240 000	0,00		240 000	
3650 *	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	2 895 000	— 3,07	435 000 —	3 330 000	
	REVENUS					
4360	Remboursements des honoraires des administrateurs; autres	227 000	19,47	37 000 +	190 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration présidentielle		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1121 Fonds du Sport-Toto de la Section présidentielle						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**830 000**	**219,23**	**570 000 +**	**260 000**	
	REVENUS	**830 000**	**219,23**	**570 000 +**	**260 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3650 *	Subventions à institutions privées pour manifestations de gymnastique et de sport	830 000	361,11	650 000 +	180 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan			80 000 −	80 000	
REVENUS						
4690	Subventions provenant des fonds du Sport-Toto	215 000	4,87	10 000 +	205 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	552 000		552 000 +		
4910	Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial	63 000	14,54	8 000 +	55 000	

Administration présidentielle		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU	BUDGET	COMPTE
		MONTANT	EN % EP	BUDGET 1989	1989	1988
1130 * Section présidentielle						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**14 422 100**	**28,09**	**3 163 000 +**	**11 259 100**	
	REVENUS	**2 776 900**	**9,79**	**247 700 +**	**2 529 200**	
	SOLDE	**11 645 200 -**			**8 729 900 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	22 500	– 10,00	2 500 –	25 000	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	6 567 000	21,45	1 159 900 +	5 407 100	
3030 *	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	313 000	26,92	66 400 +	246 600	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	667 000	61,34	253 600 +	413 400	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	1 400	0,00		1 400	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	94 000	131,52	53 400 +	40 600	
3091 *	Recrutement du personnel	49 000	292,00	36 500 +	12 500	
3100 *	Fournitures de bureau	1 392 000	11,27	141 000 +	1 251 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	1 995 000	45,35	622 500 +	1 372 500	
3102 *	Ouvrages spécialisés et revues	70 800	28,72	15 800 +	55 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	417 900	457,20	342 900 +	75 000	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	54 500	165,85	34 000 +	20 500	
3120	Eau, énergie et combustibles	170 000	– 5,03	9 000 –	179 000	
3130	Autres marchandises	48 200	15,03	6 300 +	41 900	
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	200 000	48,69	65 500 +	134 500	
3151 *	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	24 000	55,84	8 600 +	15 400	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	171 100	– 30,23	74 100 –	245 200	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	16 600	1,21	200 +	16 400	
3172	Frais de représentation	20 000	0,00		20 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	914 200	5,66	49 000 +	865 200	
3185	Frais de PTT	49 900	5,27	2 500 +	47 400	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	60 000	0,00		60 000	
3620 B	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	292 500	14,93	38 000 +	254 500	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	180 000	0,00		180 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration présidentielle		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1130 * (SUITE)						
3650 *	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	548 000	169,95	345 000 +	203 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	83 500	9,86	7 500 +	76 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	80 600	5,77	4 400 +	76 200	
4310	Emoluments administratifs	145 000	0,00		145 000	
4350 *	Ventes	738 100	47,76	238 600 +	499 500	
4360	Remboursements de tiers	11 900	− 9,85	1 300 −	13 200	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	7 000	7,69	500 +	6 500	
4900	Imputations internes de divisions administratives pour fournitures de bureau et papier	1 794 300	13,64	215 500 +	1 578 800	
4991	Prélèvement du Fonds de l'hôtellerie et de la restauration (abonnements à la feuille officielle cantonale)			210 000 −	210 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**1 059 000**	**0,09**	**1 000 +**	**1 058 000**	
	SOLDE	**1 059 000 −**			**1 058 000 −**	
	DEPENSES					
5031 *	Transformations d'immeubles du patrimoine administratif; équipement	359 000		359 000 +		
5060 *	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	700 000	− 33,84	358 000 −	1 058 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration judicaire			BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
12	**Administration judicaire**						
	FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**74 437 500**		**6 409 000 +**	**68 028 500**	
		REVENUS	**24 484 300**		**355 000 +**	**24 129 300**	
		SOLDE	**49 953 200 -**			**43 899 200 -**	
	INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**3 624 000**		**1 346 400 +**	**2 277 600**	
		SOLDE	**3 624 000 -**			**2 277 600 -**	
1200	**Cour suprême**						
	FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**10 645 000**	**11,30**	**1 081 500 +**	**9 563 500**	
		REVENUS	**2 531 500**	**3,27**	**80 200 +**	**2 451 300**	
		SOLDE	**8 113 500 -**			**7 112 200 -**	
	CHARGES						
3000	Traitements des juges d'appel		4 355 000	11,86	462 000+	3 893 000	
3001	Indemnités versées aux juges du Tribunal de commerce, aux jurés, etc.		186 000	3,33	6 000+	180 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation		3 857 000	9,01	319 000+	3 538 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales		415 000	8,35	32 000+	383 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance		964 000	35,96	255 000+	709 000	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel		75 000	650,00	65 000+	10 000	
3091	Recrutement du personnel		5 000	0,00		5 000	
3100	Fournitures de bureau		40 000	21,21	7 000+	33 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications		45 000	0,00		45 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues		35 000	0,00		35 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau		70 000	− 12,50	10 000−	80 000	
3120	Eau, énergie et combustibles		92 000	8,23	7 000+	85 000	
3130 *	Autres marchandises		12 000	700,00	10 500+	1 500	
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau		40 000	100,00	20 000+	20 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation		20 000	300,00	15 000+	5 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel		10 000	0,00		10 000	
3172	Frais de représentation		4 000	0,00		4 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers		50 000	− 76,42	162 000−	212 000	

Administration judicaire		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1200	(SUITE)					
3185	Frais de PTT	55 000	10,00	5 000+	50 000	
3199	Frais et dépens	300 000	20,00	50 000+	250 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	15 000	0,00		15 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	6 500	3,17	200+	6 300	
4310	Emoluments judiciaires	1 250 000	4,16	50 000+	1 200 000	
4350 *	Ventes	5 000	– 50,00	5 000–	10 000	
4360	Remboursements de frais et dépens	1 265 000	4,11	50 000+	1 215 000	
4690 *	Autres revenus	5 000	– 75,00	15 000–	20 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**214 000**	**- 71,47**	**536 000 -**	**750 000**	
	SOLDE	**214 000 -**			**750 000 -**	
	DEPENSES					
5060 *	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	214 000	– 71,47	536 000–	750 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration judicaire		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1205 Tribunaux de district						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**42 789 000**	**6,66**	**2 672 600 +**	**40 116 400**	
	REVENUS	**21 455 800**	**1,17**	**250 000 +**	**21 205 800**	
	SOLDE	**21 333 200 -**			**18 910 600 -**	
CHARGES						
3000 *	Traitements des juges	9 500 000	7,18	637 000 +	8 863 000	
3001	Indemnités versées aux juges des tribunaux de district et à leurs suppléants	1 200 000	0,00		1 200 000	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	17 114 000	7,02	1 123 700 +	15 990 300	
3030 *	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	1 377 000	9,26	116 800 +	1 260 200	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	2 754 000	45,76	864 600 +	1 889 400	
3091	Recrutement du personnel	25 000	25,00	5 000 +	20 000	
3100	Fournitures de bureau	230 000	0,00		230 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	80 000	0,00		80 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	90 000	0,00		90 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	430 000	0,00		430 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	400 000	- 0,13	500 -	400 500	
3130 *	Autres marchandises	54 000	350,00	42 000 +	12 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	70 000	- 46,16	60 000 -	130 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	106 000	500,00	105 000 +	1 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	2 000	0,00		2 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	16 000	- 93,11	216 000 -	232 000	
3185	Frais de PTT	30 000	15,38	4 000 +	26 000	
3199	Frais et dépens	8 700 000	0,00		8 700 000	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	600 000	9,09	50 000 +	550 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	11 000	10,00	1 000 +	10 000	
REVENUS						
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	5 800	0,00		5 800	
4310	Emoluments judiciaires	5 000 000	0,00		5 000 000	
4360	Remboursements de frais et dépens	5 900 000	1,72	100 000 +	5 800 000	
4370	Revenus d'amendes	10 200 000	0,99	100 000 +	10 100 000	

* - VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B - AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) - MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration judicaire		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1205 (SUITE)						
4690 Autres revenus		350 000	16,66	50 000 +	300 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**1 800 000**	**200,00**	**1 200 000 +**	**600 000**	
	SOLDE	**1 800 000 -**			**600 000 -**	
DEPENSES						
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		1 800 000	200,00	1 200 000 +	600 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration judicaire		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1210 Ministère public						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**2 351 000**	**0,81**	**19 000 +**	**2 332 000**	
	SOLDE	**2 351 000 -**			**2 332 000 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 919 000	− 3,04	60 000 −	1 979 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	94 000	4,44	4 000 +	90 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	208 000	30,00	48 000 +	160 000	
3091	Recrutement du personnel	2 000		2 000 +		
3100	Fournitures de bureau	11 000	10,00	1 000 +	10 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	2 000	0,00		2 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	11 000	10,00	1 000 +	10 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	67 000	91,42	32 000 +	35 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	7 000	0,00		7 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	5 000	0,00		5 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	8 000	− 55,56	10 000 −	18 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	11 000	10,00	1 000 +	10 000	
3185	Frais de PTT	5 000	0,00		5 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	1 000	0,00		1 000	

* − VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B − AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) − MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration judicaire		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1215 Tribunaux des mineurs						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**11 493 000**	**3,14**	**350 000 +**	**11 143 000**	
	REVENUS	**118 000**	**- 0,17**	**200 -**	**118 200**	
	SOLDE	**11 375 000 -**			**11 024 800 -**	
	CHARGES					
3000	Traitements des juges	855 000	12,05	92 000 +	763 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	3 314 000	1,68	55 000 +	3 259 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	200 000	5,82	11 000 +	189 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	403 000	38,48	112 000 +	291 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	17 500	20,68	3 000 +	14 500	
3091	Recrutement du personnel	6 000	50,00	2 000 +	4 000	
3100	Fournitures de bureau	34 000	– 20,94	9 000 –	43 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	10 000	11,11	1 000 +	9 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	8 000	0,00		8 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	133 000	2,30	3 000 +	130 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	30 000	0,00		30 000	
3130	Autres marchandises	33 000	– 42,11	24 000 –	57 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	12 000	0,00		12 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	320 000	3,22	10 000 +	310 000	
3170 *	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	10 000	185,71	6 500 +	3 500	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	41 000	– 91,80	459 000 –	500 000	
3185 *	Frais de PTT	56 000	– 52,14	61 000 –	117 000	
3199 *	Frais et dépens et frais d'exécution des mesures	6 000 000	11,11	600 000 +	5 400 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	3 000		3 000 +		
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	7 500	150,00	4 500 +	3 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif			200 –	200	
4310	Emoluments judiciaires	8 000	0,00		8 000	
4360	Remboursements de frais et dépens	110 000	0,00		110 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration judicaire		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1215 (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**1 500 000**	**87,50**	**700 000 +**	**800 000**	
	SOLDE	**1 500 000 -**			**800 000 -**	
DEPENSES						
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		1 500 000	87,50	700 000 +	800 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration judicaire		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1220 Tribunal administratif						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**2 579 000**	**91,56**	**1 232 700 +**	**1 346 300**	
	REVENUS	**253 000**	**24,63**	**50 000 +**	**203 000**	
	SOLDE	**2 326 000 -**			**1 143 300 -**	
CHARGES						
3000 *	Traitements des juges	861 000	120,76	471 000+	390 000	
3001	Indemnités versées aux membres du Tribunal	37 000	0,00		37 000	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 053 000	81,55	473 000+	580 000	
3030 *	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	100 000	104,08	51 000+	49 000	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	209 000	198,57	139 000+	70 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	9 000	0,00		9 000	
3091	Recrutement du personnel	2 000	0,00		2 000	
3100	Fournitures de bureau	21 000	5,00	1 000+	20 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	15 000	200,00	10 000+	5 000	
3102 *	Ouvrages spécialisés et revues	40 000	300,00	30 000+	10 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	168 000	48,27	54 700+	113 300	
3130	Autres marchandises	1 000	0,00		1 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	11 000	– 26,67	4 000–	15 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	7 000	0,00		7 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	23 000	15,00	3 000+	20 000	
3185	Frais de PTT	10 000	42,85	3 000+	7 000	
3199	Frais pour assistance judiciaire	4 000	33,33	1 000+	3 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	8 000	0,00		8 000	
REVENUS						
4310	Emoluments judiciaires	250 000	25,00	50 000+	200 000	
4350	Ventes	3 000	0,00		3 000	

Administration judicaire		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1225 Tribunal des assurances						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**3 325 000**	**36,72**	**893 200 +**	**2 431 800**	
	REVENUS	**6 000**	**0,00**		**6 000**	
	SOLDE	**3 319 000 -**			**2 425 800 -**	
CHARGES						
3000 * Traitements des juges		1 206 000	50,75	406 000 +	800 000	
3001 Indemnités versées aux membres du Tribunal		50 000	— 33,34	25 000 —	75 000	
3010 * Traitements du personnel administratif et d'exploitation		1 344 000	16,86	194 000 +	1 150 000	
3030 * Contributions de l'employeur aux assurances sociales		124 000	27,83	27 000 +	97 000	
3040 Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance		282 000	79,61	125 000 +	157 000	
3090 Formation et perfectionnement professionnel du personnel		21 000	5,00	1 000 +	20 000	
3091 Recrutement du personnel		2 000	0,00		2 000	
3100 Fournitures de bureau		25 000	3,30	800 +	24 200	
3101 * Frais d'impression et de reliure, publications		15 000	150,00	9 000 +	6 000	
3102 * Ouvrages spécialisés et revues		38 000	216,66	26 000 +	12 000	
3110 * Acquisition de machines et de meubles de bureau		81 000	575,00	69 000 +	12 000	
3120 Eau, énergie et combustibles		1 500		1 500 +		
3130 * Autres marchandises		5 000		5 000 +		
3150 Entretien d'appareils et de meubles de bureau		25 500	18,05	3 900 +	21 600	
3160 Loyers, fermages et redevances d'utilisation		13 000	30,00	3 000 +	10 000	
3180 * Indemnités pour prestations de service de tiers		30 000	500,00	25 000 +	5 000	
3185 * Frais de PTT		29 000	45,00	9 000 +	20 000	
3199 * Frais pour des affaires de droit civil		24 000	60,00	9 000 +	15 000	
3900 Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat		9 000	80,00	4 000 +	5 000	
REVENUS						
4310 Emoluments judiciaires		6 000	0,00		6 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration judicaire			BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1225	(SUITE)						
	INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**110 000**	**- 13,80**	**17 600 -**	**127 600**	
		SOLDE	**110 000 -**			**127 600 -**	
	DEPENSES						
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		110 000	— 13,80	17 600 —	127 600	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Administration judicaire		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1230 Commission des recours en matière fiscale						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**1 255 500**	**14,60**	**160 000 +**	**1 095 500**	
	REVENUS	**120 000**	**- 17,25**	**25 000 -**	**145 000**	
	SOLDE	**1 135 500 -**			**950 500 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux membres de la Commission	32 000	0,00		32 000	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	915 000	10,24	85 000 +	830 000	
3030 *	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	46 000	12,19	5 000 +	41 000	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	92 000	50,81	31 000 +	61 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	3 500	0,00		3 500	
3091	Recrutement du personnel	5 000	100,00	2 500 +	2 500	
3100	Fournitures de bureau	8 000	14,28	1 000 +	7 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	2 500	0,00		2 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	8 000	- 15,79	1 500 -	9 500	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	25 000	400,00	20 000 +	5 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	8 500	21,42	1 500 +	7 000	
3130	Autres marchandises	2 000	- 33,34	1 000 -	3 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	10 000	66,66	4 000 +	6 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	39 000	5,40	2 000 +	37 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	5 000	0,00		5 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	40 000	33,33	10 000 +	30 000	
3185	Frais de PTT	12 000	0,00		12 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	2 000	33,33	500 +	1 500	
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	120 000	- 17,25	25 000 -	145 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
13 Direction de l'économie publique						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**616 810 800**		**28 451 100 +**	**588 359 700**	
	REVENUS	**257 129 300**		**18 388 300 +**	**238 741 000**	
	SOLDE	**359 681 500 -**			**349 618 700 -**	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**38 955 000**		**2 730 000 +**	**36 225 000**	
	RECETTES	**17 555 000**		**2 921 600 +**	**14 633 400**	
	SOLDE	**21 400 000 -**			**21 591 600 -**	
1300 Secrétariat						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**2 177 000**	**43,58**	**660 800 +**	**1 516 200**	
	REVENUS	**16 000**	**13,47**	**1 900 +**	**14 100**	
	SOLDE	**2 161 000 -**			**1 502 100 -**	
CHARGES						
3001 Indemnités versées aux autorités et aux commissions		9 000	0,00		9 000	
3010 Traitements du personnel administratif et d'exploitation		1 217 000	14,70	156 000 +	1 061 000	
3030 Contributions de l'employeur aux assurances sociales		63 000	20,45	10 700 +	52 300	
3040 Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance		145 000	69,19	59 300 +	85 700	
3090 Formation et perfectionnement professionnel du personnel		5 800	9,43	500 +	5 300	
3091 Recrutement du personnel		7 500	0,00		7 500	
3100 Fournitures de bureau		12 500	8,69	1 000 +	11 500	
3101 * Frais d'impression et de reliure, publications		9 000	›999.99+	8 500 +	500	
3102 Ouvrages spécialisés et revues		5 300	– 10,17	600 –	5 900	
3110 * Acquisition de machines et de meubles de bureau		134 000	378,57	106 000 +	28 000	
3111 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.		90 000		90 000 +		
3120 Eau, énergie et combustibles		8 800	0,00		8 800	
3130 Autres marchandises		4 600	0,00		4 600	
3150 * Entretien d'appareils et de meubles de bureau		23 000	50,32	7 700 +	15 300	
3151 * Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier		5 500		5 500 +		
3160 Loyers, fermages et redevances d'utilisation		29 000	– 15,95	5 500 –	34 500	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1300	(SUITE)					
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	9 000	0,00		9 000	
3172	Frais de représentation	12 500	0,00		12 500	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	319 500	166,69	199 700+	119 800	
3185	Frais de PTT	1 500	0,00		1 500	
3186 *	Traitement des données BEDAG	28 000		28 000+		
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	2 500	0,00		2 500	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	28 000	− 18,85	6 500−	34 500	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	7 000	7,69	500+	6 500	
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	16 000	14,28	2 000+	14 000	
4360	Remboursements de tiers			100−	100	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**150 000**		**150 000 +**		
	SOLDE	**150 000 −**				
	DEPENSES					
5060 *	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	150 000		150 000+		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1305 Bureau du délégué au développement économique						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**9 363 000**	**2,23**	**204 500 +**	**9 158 500**	
	SOLDE	**9 363 000 -**			**9 158 500 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	6 200	3,33	200 +	6 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 037 000	13,75	125 400 +	911 600	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	49 000	28,27	10 800 +	38 200	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	128 000	57,05	46 500 +	81 500	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	7 200	2,85	200 +	7 000	
3091	Recrutement du personnel	12 400	3,33	400 +	12 000	
3100 *	Fournitures de bureau	13 000	188,88	8 500 +	4 500	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	5 200	4,00	200 +	5 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	7 300	4,28	300 +	7 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	12 000	50,00	4 000 +	8 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	7 000	- 30,00	3 000 -	10 000	
3130	Autres marchandises	500	0,00		500	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	10 400	4,00	400 +	10 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	18 600	3,33	600 +	18 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	28 000	3,70	1 000 +	27 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	100 000	0,00		100 000	
3185 *	Frais de PTT	12 000	118,18	6 500 +	5 500	
3650	Subventions à des institutions privées pour le programme d'impulsion Jura bernois; autres	907 500	0,27	2 500 +	905 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	1 700	0,00		1 700	
3990	Transfert au Fonds p. l'encouragement de l'économie et au Fds d'aide aux investissements dans les régions de montagne	7 000 000	0,00		7 000 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1305 (SUITE)					
INVESTISSEMENT: DEPENSES			**970 000 -**	**970 000**	
SOLDE				**970 000 -**	
DEPENSES					
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED			170 000 -	170 000	
5650 * Subventions à l'investissement versées à des institutions et entreprises privées; équipement de terrains, autres			800 000 -	800 000	

* - VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B - AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) - MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1306 Fonds pour l'encouragement de l'économie						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**7 875 000**	**7,65**	**560 000 +**	**7 315 000**	
	REVENUS	**7 875 000**	**7,65**	**560 000 +**	**7 315 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	370 000	2,77	10 000 +	360 000	
3184	Impôts et taxes	5 000	0,00		5 000	
3319	Amortissements sur cautionnements solidaires (participat. aux pertes)	500 000	0,00		500 000	
3650	Subventions à la réduction des intérêts et subventions à des institutions privées	4 000 000	1,26	50 000 +	3 950 000	
3920	Bonification d'amortissements sur les subventions à l'investissement	3 000 000	20,00	500 000 +	2 500 000	
REVENUS						
4250	Intérêts sur des prêts	200 000	0,00		200 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	1 497 000	55,93	537 000 +	960 000	
4910	Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial	1 178 000	1,99	23 000 +	1 155 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement du Bureau du délégué au développement économique	5 000 000	0,00		5 000 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**11 100 000**	**- 3,48**	**400 000 -**	**11 500 000**	
	RECETTES	**7 000 000**	**0,00**		**7 000 000**	
	SOLDE	**4 100 000 -**			**4 500 000 -**	
DEPENSES						
5000	Acquisition de terrains non bâtis	5 000 000	0,00		5 000 000	
5250 *	Prêts à des institutions privées	3 100 000	- 22,50	900 000 -	4 000 000	
5620	Subventions à l'investissement versées aux communes et à des institutions privées pour équipement de terrains	2 000 000	0,00		2 000 000	
5650 *	Subventions à l'investissement versées à des institutions privées	1 000 000	100,00	500 000 +	500 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1306	(SUITE)					
	RECETTES					
6000	Transfert de terrains au patrimoine financier	5 000 000	0,00		5 000 000	
6250	Remboursement de prêts par des institutions privées	2 000 000	0,00		2 000 000	

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1307 Fonds d'aide aux investissements dans les régions de montagne						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**3 012 000**	**0,00**		**3 012 000**	
	REVENUS	**3 012 000**	**0,00**		**3 012 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3180 Indemnités pour prestations de service de tiers		103 500	3,50	3 500 +	100 000	
3620 Subventions à des syndicats de communes pour les régions de montagne		100 000	0,00		100 000	
3720 Subventions redistribuées aux secrétariats de région		670 000	0,00		670 000	
3800 Versement au Fonds spécial figurant au bilan		2 138 500	– 0,17	3 500 –	2 142 000	
REVENUS						
4250 Intérêts sur prêts		20 000	0,00		20 000	
4700 Subventions fédérales à redistribuer aux secrétariats de région		670 000	0,00		670 000	
4910 Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial		322 000	0,00		322 000	
4990 Report du solde du compte de fonctionnement du Bureau du délégué au développement économique		2 000 000	0,00		2 000 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**4 160 000**	**– 7,56**	**340 000 –**	**4 500 000**	
	RECETTES	**1 300 000**	**0,00**		**1 300 000**	
	SOLDE	**2 860 000 –**			**3 200 000 –**	
DEPENSES						
5220 * Prêts aux communes et à des institutions privées		4 160 000	– 7,56	340 000 –	4 500 000	
RECETTES						
6220 Remboursement de prêts par des communes et des institutions privées		1 300 000	0,00		1 300 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1310 Office du tourisme						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**4 831 000**	**7,12**	**321 300 +**	**4 509 700**	
	REVENUS	**2 295 000**	**›999.99+**	**2 171 000 +**	**124 000**	
	SOLDE	**2 536 000 -**			**4 385 700 -**	
	CHARGES					
3001 *	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	39 000	30,00	9 000 +	30 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	855 000	6,74	54 000 +	801 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	43 000	9,13	3 600 +	39 400	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	96 000	46,34	30 400 +	65 600	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	5 000	0,00		5 000	
3091	Recrutement du personnel	3 000	− 18,92	700 −	3 700	
3100	Fournitures de bureau	8 500	− 42,18	6 200 −	14 700	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	18 000	300,00	13 500 +	4 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	2 500	0,00		2 500	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	70 000	141,37	41 000 +	29 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	13 400	0,00		13 400	
3130	Autres marchandises	2 000	− 44,45	1 600 −	3 600	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	5 000	0,00		5 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	149 200	88,62	70 100 +	79 100	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	13 000	0,00		13 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	65 000	35,41	17 000 +	48 000	
3185	Frais de PTT	3 000	11,11	300 +	2 700	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	1 530 000	0,00		1 530 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	6 500	0,00		6 500	
3990 *	Transfert au Fonds du tourisme	1 903 900	5,01	90 900 +	1 813 000	
	REVENUS					
4112 *	Patentes			19 000 −	19 000	
4310	Emoluments administratifs	96 000	− 8,58	9 000 −	105 000	
4404 *	Part au produit du monopole fédéral sur les alcools	35 000		35 000 +		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1310 (SUITE)					
4991 Report de Fonds spéciaux au compte de fonctionnement d'offices	2 164 000		2 164 000 +		

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1311 Fonds de l'hôtellerie et de la restauration						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**4 736 000**	**0,98**	**46 000 +**	**4 690 000**	
	REVENUS	**4 736 000**	**0,98**	**46 000 +**	**4 690 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3101 * Frais d'impression et de reliure, publications		5 000		5 000 +		
3650 * Subventions à des institutions privées		2 327 000	31,61	559 000 +	1 768 000	
3659 * Autres subventions à des institutions privées		30 000		30 000 +		
3800 Versement au Fonds spécial figurant au bilan				2 512 000 −	2 512 000	
3920 Bonification d'amortissements sur les subventions à l'investissement		210 000	5,00	10 000 +	200 000	
3991 * Report au compte de fonctionnement de la Chancellerie d'Etat (abonnements à feuille officielle cantonale)		2 164 000	930,47	1 954 000 +	210 000	
REVENUS						
4112 Patentes pour établissements d'hôtellerie et de restauration et pour commerces		3 320 000	0,91	30 000 +	3 290 000	
4310 Emoluments		795 000	16,05	110 000 +	685 000	
4350 Abonnements à la feuille officielle cantonale; ventes de manuels, autres		221 000	− 1,78	4 000 −	225 000	
4910 Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial		400 000	− 13,37	90 000 −	490 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**210 000**	**5,00**	**10 000 +**	**200 000**	
	SOLDE	**210 000 -**			**200 000 -**	
DEPENSES						
5650 Subventions à l'investissement à des instit. privées pour la création, la rénovation et le développement d'installations		210 000	5,00	10 000 +	200 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1312 Fonds du tourisme						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**3 853 900**	**3,79**	**140 900 +**	**3 713 000**	
	REVENUS	**3 853 900**	**3,79**	**140 900 +**	**3 713 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3620 * Subventions aux communes pour mesures touristiques				680 000 –	680 000	
3650 * Subventions à des institutions et entreprises privées pour mesures touristiques				256 000 –	256 000	
3800 Versement au Fonds spécial figurant au bilan		1 353 900	89,88	640 900 +	713 000	
3920 Bonification d'amortissements sur les subventions à l'investissement		2 500 000	21,12	436 000 +	2 064 000	
REVENUS						
4392 Taxe cantonale d'hébergement		1 950 000	2,63	50 000 +	1 900 000	
4990 Report du solde du compte de fonctionnement de l'Office du tourisme (deniers de l'Etat)		1 903 900	5,01	90 900 +	1 813 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**2 500 000**	**21,12**	**436 000 +**	**2 064 000**	
	SOLDE	**2 500 000 –**			**2 064 000 –**	
DEPENSES						
5620 * Subventions à l'investissement aux communes pour la création, la rénovation et le développement d'installations		1 856 000	10,73	180 000 +	1 676 000	
5650 * Subventions à l'investissement à des instit. privées pour la création, la rénovation et le développement d'installations		644 000	65,97	256 000 +	388 000	

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1315 Office du logement						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**4 563 200**	**- 10,89**	**557 200 -**	**5 120 400**	
	REVENUS	**160 000**	**- 6,44**	**11 000 -**	**171 000**	
	SOLDE	**4 403 200 -**			**4 949 400 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	814 000	5,98	46 000 +	768 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	40 000	8,40	3 100 +	36 900	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	84 000	58,19	30 900 +	53 100	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	1 500	0,00		1 500	
3091	Recrutement du personnel	3 100	3,33	100 +	3 000	
3100	Fournitures de bureau	6 200	3,33	200 +	6 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	7 200	2,85	200 +	7 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	1 600	6,66	100 +	1 500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	20 000	- 47,37	18 000 -	38 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	5 200	4,00	200 +	5 000	
3130	Autres marchandises	2 600	4,00	100 +	2 500	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	5 200	4,00	200 +	5 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	2 500	4,16	100 +	2 400	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	17 000	- 5,56	1 000 -	18 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	65 000	2,36	1 500 +	63 500	
3620	Subventions aux charges d'intérêts versées aux communes; réservation de terrains à bâtir	1 000 000	0,00		1 000 000	
3650 *	Subv. charges d'int. à instit. priv.; amélior. logemts anc., encourag. à constr. logemts et logemts à prix raisonnables	2 325 000	- 20,79	610 000 -	2 935 000	
3750	Subv. aux charges d'intérêts redistribuées à institutions privées; encouragement à la construction de logements	160 000	- 6,44	11 000 -	171 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	3 100	3,33	100 +	3 000	
	REVENUS					
4700	Subv. féd. aux charges d'intérêts à redistribuer; encouragement à la construction de logements	70 000	- 6,67	5 000 -	75 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique			BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1315	(SUITE)						
4720	Subv. comm. aux charges d'int. à redistribuer; encouragement à la construction de logements		90 000	– 6,25	6 000 –	96 000	
	INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**5 420 000**	**- 2,70**	**150 000 -**	**5 570 000**	
		RECETTES	**4 220 000**	**- 1,18**	**50 000 -**	**4 270 000**	
		SOLDE	**1 200 000 -**			**1 300 000 -**	
	DEPENSES						
5650	Subv. inv. à instit. privées; amélioration habitat dans régions montagne, encouragemt constr. logemts à prix raison.		1 400 000	– 6,67	100 000 –	1 500 000	
5700	Remboursements de subv. à l'investissement pour la construction de logements redistribués à la Confédération		210 000	0,00		210 000	
5720	Remboursements de subv. à l'investissement pour la construction de logements redistribués aux communes		210 000	0,00		210 000	
5750	Subv. inv. redistribuées pour l'amélioration de l'habitat dans les régions de montagne		3 600 000	– 1,37	50 000 –	3 650 000	
	RECETTES						
6450	Remboursement par des instit. privées de subv. à l'investissement pour la construction de logements		200 000	0,00		200 000	
6700	Subv. féd. inv. à redistribuer l'amélioration de l'habitat das les régions de montagne		3 000 000	0,00		3 000 000	
6720	Subv. à l'inv. des communes à redistr. pour l'amélioration de l'habitat dans les régions de montagne		600 000	– 7,70	50 000 –	650 000	
6750	Remboursements par des instit. privées de subv. à l'inv. pour la construction de logements à redistribuer		420 000	0,00		420 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1320 Office de l'industrie, des arts et du travail et métiers						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**10 515 100**	**21,54**	**1 864 200 +**	**8 650 900**	
	REVENUS	**3 489 400**	**58,05**	**1 281 700 +**	**2 207 700**	
	SOLDE	**7 025 700 –**			**6 443 200 –**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	6 000	1,69	100 +	5 900	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	5 845 000	3,01	170 900 +	5 674 100	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	281 000	9,98	25 500 +	255 500	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	603 000	41,74	177 600 +	425 400	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	2 500	25,00	500 +	2 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	20 300	26,08	4 200 +	16 100	
3091 *	Recrutement du personnel	30 000	38,24	8 300 +	21 700	
3100	Fournitures de bureau	57 300	14,60	7 300 +	50 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	84 000	18,30	13 000 +	71 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	15 000	– 23,47	4 600 –	19 600	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	217 000	72,22	91 000 +	126 000	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	156 000	138,89	90 700 +	65 300	
3120	Eau, énergie et combustibles	67 200	– 0,30	200 –	67 400	
3130	Autres marchandises	105 900	0,28	300 +	105 600	
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	98 500	157,85	60 300 +	38 200	
3151 *	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	73 200	28,42	16 200 +	57 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	518 600	6,13	30 000 +	488 600	
3170 *	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	125 600	28,42	27 800 +	97 800	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	1 400 000	125,37	778 800 +	621 200	
3183	Primes d'assurance objets	26 900	15,94	3 700 +	23 200	
3184	Impôts et taxes	800	0,00		800	
3185	Frais de PTT	14 800	40,95	4 300 +	10 500	
3520 *	Remboursements à des communes	352 000		352 000 +		
3600	Subventions à l'exploitation accordées à la Confédération	4 500	0,00		4 500	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE
EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1320 (SUITE)						
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	180 000	0,84	1 500 +	178 500	
3750	Subventions redistribuées à des institutions priveés	10 000	0,00		10 000	
3900 *	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	20 000	33,33	5 000 +	15 000	
3990	Transfert au Fonds de crise	200 000	0,00		200 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	7 500	0,00		7 500	
4310 *	Emoluments administratifs	1 260 000	69,24	515 500 +	744 500	
4340 *	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	1 668 900	28,10	366 100 +	1 302 800	
4350	Ventes	6 500	1,56	100 +	6 400	
4360	Remboursements de tiers	1 500	0,00		1 500	
4500	Remboursements de la Confédération	135 000	0,00		135 000	
4600 *	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	400 000		400 000 +		
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	10 000	0,00		10 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**257 000**	**- 56,45**	**333 000 -**	**590 000**	
	SOLDE	**257 000 -**			**590 000 -**	
	DEPENSES					
5061 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	257 000	— 56,45	333 000 —	590 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1321 Fonds de crise						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**5 864 000**	**17,28**	**864 000 +**	**5 000 000**	
	REVENUS	**5 864 000**	**17,28**	**864 000 +**	**5 000 000**	
	SOLDE					
	CHARGES					
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	100 000		100 000 +		
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	65 000	− 35,00	35 000 −	100 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	35 000		35 000 +		
3520 *	Remboursements à des communes	164 000		164 000 +		
3620 *	Subventions versées aux communes pour secours de crise et programmes d'emploi en faveur de chômeurs assurés	5 000 000	13,63	600 000 +	4 400 000	
3650	Subventions versées à des entreprises privées; aides à la mise au courant	500 000	0,00		500 000	
	REVENUS					
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	5 527 000	21,98	996 000 +	4 531 000	
4910	Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial	137 000	− 49,08	132 000 −	269 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement de l'Office cantonal de l'industrie, de l'artisanat et du travail	200 000	0,00		200 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1330 Office cantonal des assurances						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**380 977 700**	**2,66**	**9 875 100 +**	**371 102 600**	
	REVENUS	**168 274 800**	**7,00**	**11 018 900 +**	**157 255 900**	
	SOLDE	**212 702 900 -**			**213 846 700 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 441 000	8,34	111 000 +	1 330 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	77 000	6,79	4 900 +	72 100	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	199 000	79,11	87 900 +	111 100	
3091	Recrutement du personnel	3 400	70,00	1 400 +	2 000	
3100	Fournitures de bureau	24 000	3,00	700 +	23 300	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	90 200	10,40	8 500 +	81 700	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	8 000		8 000 +		
3120	Eau, énergie et combustibles	15 400	- 4,35	700 -	16 100	
3130	Autres marchandises	4 500	32,35	1 100 +	3 400	
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	14 000	97,18	6 900 +	7 100	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	83 900	4,35	3 500 +	80 400	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	2 100	5,00	100 +	2 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	150 600	- 15,78	28 200 -	178 800	
3185	Frais de PTT	172 600	2,37	4 000 +	168 600	
3186 *	Traitement des données BEDAG	100 000	143,90	59 000 +	41 000	
3600 B	Part du canton aux assurances sociales AVS/AI + aux dépenses féd. liées au régime des allocations fam. dans l'agricult.	133 733 000	- 9,11	13 402 000 -	147 135 000	
3620	Subventions versées aux communes pour l'assurance-maladie obligatoire	259 000	3,60	9 000 +	250 000	
3650 *	Subv. à caisses malad. reconn. pour ass.-malad. et ass. cont. tuberculose + maladies longue durée; alloc. fam. cant. agri.	18 600 000	12,04	2 000 000 +	16 600 000	
3660 *	Prestations complémentaires à l'AVS/AI	226 000 000	10,24	21 000 000 +	205 000 000	
	REVENUS					
4211	Intérêts moratoires	2 000	- 55,56	2 500 -	4 500	
4350	Ventes			200 -	200	
4600 *	Subventions fédérales aux prestations complémentaires à l'AVS/AI	73 160 000	15,12	9 610 000 +	63 550 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1330 (SUITE)					
4620 * Contrib. des communes à l'AVS et l'AI, aux prest. complém. à l'AVS/AI, aux allocations fam. cantonales dans l'agriculture	94 807 800	1,51	1 411 600 +	93 396 200	
4650 Contributions de l'agriculture aux allocations familiales cantonales dans l'agriculture	305 000	0,00		305 000	

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1340 Laboratoire de contrôle des denrées alimentaires et de l'eau potable						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**5 101 500**	**4,12**	**202 300 +**	**4 899 200**	
	REVENUS	**321 000**	**6,29**	**19 000 +**	**302 000**	
	SOLDE	**4 780 500 -**			**4 597 200 -**	
CHARGES						
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	3 494 000	4,71	157 300+	3 336 700	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	175 000	5,99	9 900+	165 100	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	325 000	44,12	99 500+	225 500	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	2 500	13,63	300+	2 200	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	15 000	4,89	700+	14 300	
3091 *	Recrutement du personnel	20 000	217,46	13 700+	6 300	
3100	Fournitures de bureau	18 000	0,00		18 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	15 000	15,38	2 000+	13 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	18 000	26,76	3 800+	14 200	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	40 300	5,77	2 200+	38 100	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	272 900	– 13,64	43 100–	316 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	68 000	4,29	2 800+	65 200	
3130	Autres marchandises	170 000	12,43	18 800+	151 200	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	74 000	0,95	700+	73 300	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	47 000	4,44	2 000+	45 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	159 000	3,92	6 000+	153 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	102 000	2,00	2 000+	100 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	35 600	– 69,21	80 000–	115 600	
3183	Primes d'assurance objets	2 000	185,71	1 300+	700	
3185	Frais de PTT	40 000	2,56	1 000+	39 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	1 200	50,00	400+	800	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	7 000	16,66	1 000+	6 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1340	(SUITE)					
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	85 000	6,25	5 000+	80 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	220 000	6,28	13 000+	207 000	
4360	Remboursements de tiers	16 000	6,66	1 000+	15 000	

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1345 Office pour les expositions en matière économique et culturelle						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**1 669 200**	**10,83**	**163 200 +**	**1 506 000**	
	REVENUS	**429 100**	**10,13**	**39 500 +**	**389 600**	
	SOLDE	**1 240 100 -**			**1 116 400 -**	
CHARGES						
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 020 000	7,91	74 800 +	945 200	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	49 000	12,38	5 400 +	43 600	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	93 000	51,96	31 800 +	61 200	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	2 100	5,00	100 +	2 000	
3091	Recrutement du personnel	3 100	3,33	100 +	3 000	
3100 *	Fournitures de bureau	10 000	33,33	2 500 +	7 500	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	37 200	431,42	30 200 +	7 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	37 300	3,61	1 300 +	36 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	20 700	3,50	700 +	20 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	25 900	3,60	900 +	25 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	53 800	1,50	800 +	53 000	
3130	Autres marchandises	34 200	3,63	1 200 +	33 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	12 400	3,33	400 +	12 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	4 100	2,50	100 +	4 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	5 200	4,00	200 +	5 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	45 600	1,33	600 +	45 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	7 200	2,85	200 +	7 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	182 000	6,43	11 000 +	171 000	
3183	Primes d'assurance objets	4 700	4,44	200 +	4 500	
3185	Frais de PTT	14 500	3,57	500 +	14 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	1 000	0,00		1 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	6 200	3,33	200 +	6 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1345	(SUITE)					
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	8 500	6,25	500+	8 000	
4340	Rétributions pour expositions, utilisation des salles de conférence et locaux d'exposition	116 600	6,00	6 600+	110 000	
4360	Remboursements de tiers	42 400	6,00	2 400+	40 000	
4620	Subventions à l'exploitation versées par des communes	231 600	0,00		231 600	
4690 *	Autres subventions à l'exploitation	30 000		30 000+		

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1350 Formation et orientation professionelles						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**121 411 100**	**9,56**	**10 598 300 +**	**110 812 800**	
	REVENUS	**36 966 100**	**4,47**	**1 582 900 +**	**35 383 200**	
	SOLDE	**84 445 000 -**			**75 429 600 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	506 000	– 8,97	49 800 –	555 800	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	4 857 000	12,17	527 300 +	4 329 700	
3020	Traitements du corps enseignant	1 835 000	– 1,40	26 000 –	1 861 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	343 000	11,79	36 200 +	306 800	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	616 000	39,61	174 800 +	441 200	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	43 000	– 69,29	97 000 –	140 000	
3091	Recrutement du personnel	25 100	0,40	100 +	25 000	
3100	Fournitures de bureau	169 700	3,47	5 700 +	164 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	165 000	19,56	27 000 +	138 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	18 500	– 2,64	500 –	19 000	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	54 000	1,88	1 000 +	53 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	90 400	23,83	17 400 +	73 000	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	71 000	27,92	15 500 +	55 500	
3120	Eau, énergie et combustibles	99 800	1,21	1 200 +	98 600	
3130	Autres marchandises	87 600	1,27	1 100 +	86 500	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	30 000	11,11	3 000 +	27 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	68 500	0,00		68 500	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	13 500	0,00		13 500	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	500 000	2,58	12 600 +	487 400	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	79 000	0,63	500 +	78 500	
3171	Excursions, courses d'école, camps	16 000	– 5,89	1 000 –	17 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	4 384 000	21,10	764 000 +	3 620 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1350 (SUITE)					
3183 Primes d'assurance objets	12 700	13,39	1 500+	11 200	
3184 * Impôts et taxes	8 000		8 000+		
3185 Frais de PTT	65 000	15,04	8 500+	56 500	
3186 Traitement des données BEDAG	5 000	0,00		5 000	
3610 * Subventions à des institutions intercantonales	44 000	25,71	9 000+	35 000	
3620 B Subventions à l'exploitation accordées à des communes	47 868 000	13,29	5 618 500+	42 249 500	
3640 Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	57 000	3,44	1 900+	55 100	
3650 B Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	25 571 400	10,45	2 420 400+	23 151 000	
3710 * Subventions à l'exploitation redistribuées aux cantons pour élèves venant d'autres cantons	4 100 000	2,50	100 000+	4 000 000	
3720 * Subventions à l'exploitation redistribuées aux communes pour écoles prof. et prof. supérieures, autres cours	22 380 000	3,49	755 000+	21 625 000	
3750 * Subventions à l'exploitation redistribuées à des institut. priv. pour écoles prof., prof. supérieures, cours	7 170 000	3,53	245 000+	6 925 000	
3900 * Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	57 900	42,96	17 400+	40 500	
REVENUS					
4270 Revenus des immeubles du patrimoine administratif	10 000	3,09	300+	9 700	
4310 Emoluments administratifs	6 000	− 18,92	1 400−	7 400	
4330 Emoluments de cours	132 500	− 5,70	8 000−	140 500	
4350 Ventes	187 100	5,70	10 100+	177 000	
4360 * Remboursements de tiers	396 500	92,47	190 500+	206 000	
4361 * Remboursement de subventions à l'exploitation	160 000		160 000+		
4600 Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	1 399 000	1,12	15 500+	1 383 500	
4610 Subventions à l'exploitation versées par des cantons	100 900	0,90	900+	100 000	
4620 Subventions à l'exploitation versées par des communes	915 000	13,08	105 900+	809 100	
4630 Subventions à l'exploitation versées par les établissements, offices et entreprises de l'Etat	9 100		9 100+		
4700 Subventions fédérales à l'exploitation à redistribuer pour des écoles professionnelles, prof. supérieures, cours	29 550 000	3,50	1 000 000+	28 550 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1350 (SUITE)						
4720 Subventions communales à l'exploitation à redistribuer pour élèves venant d'autres cantons		4 100 000	2,50	100 000 +	4 000 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**10 202 000**	**30,44**	**2 381 000 +**	**7 821 000**	
	RECETTES	**4 303 000**	**196,75**	**2 853 000 +**	**1 450 000**	
	SOLDE	**5 899 000 -**			**6 371 000 -**	
DEPENSES						
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED				971 000 -	971 000	
5620 * Subventions à l'investissement versées aux communes pour la construction d'écoles prof. et prof. supérieures		5 499 000	9,98	499 000 +	5 000 000	
5650 Subv. inv. à instit. privées pour cons. écoles prof., prof. sup. et bâtiments pour cours d'introduction		400 000	0,00		400 000	
5720 * Subventions à l'investissement redistribuées aux communes pour la construction d'écoles prof. et prof. supérieures		4 053 000	237,75	2 853 000 +	1 200 000	
5750 * Subventions à l'investissement redistrib. à instit. privées pour cons. écoles prof., prof. sup., bâtiments p. cours intro		250 000	0,00		250 000	
RECETTES						
6700 Subv. féd. inv. à redistribuer pour cons. écoles prof., prof. sup., bâtiments pour cours d'introduction		4 303 000	196,75	2 853 000 +	1 450 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1351 Fonds pour la formation professionelle						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**427 000**	**- 2,52**	**11 000 -**	**438 000**	
	REVENUS	**427 000**	**- 2,52**	**11 000 -**	**438 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	180 000	0,00		180 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	40 000	300,00	30 000 +	10 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	98 000	– 10,91	12 000 –	110 000	
3650 *	Subventions à privés et à institutions	100 000	233,33	70 000 +	30 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	9 000	– 91,67	99 000 –	108 000	
REVENUS						
4310	Taxes de contrat d'apprentissage et d'examen	330 000	– 5,72	20 000 –	350 000	
4910	Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial	97 000	10,22	9 000 +	88 000	

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1360 Ecoles d'ingénieurs						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**50 434 100**	**7,50**	**3 518 700 +**	**46 915 400**	
	REVENUS	**19 410 000**	**3,65**	**684 500 +**	**18 725 500**	
	SOLDE	**31 024 100 -**			**28 189 900 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	36 000	24,13	7 000 +	29 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	6 825 000	8,06	509 600 +	6 315 400	
3020 *	Traitements du corps enseignant	25 932 000	7,19	1 741 100 +	24 190 900	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	1 643 000	8,49	128 700 +	1 514 300	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	2 920 000	51,85	997 100 +	1 922 900	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	56 000	0,00		56 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	4 000		4 000 +		
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	258 000	11,20	26 000 +	232 000	
3091 *	Recrutement du personnel	243 000	63,08	94 000 +	149 000	
3099 *	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	21 000	69,35	8 600 +	12 400	
3100	Fournitures de bureau	201 500	4,08	7 900 +	193 600	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	200 000	42,85	60 000 +	140 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	65 700	0,30	200 +	65 500	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	307 000	- 4,87	15 700 -	322 700	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	209 000	- 18,04	46 000 -	255 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	6 114 000	- 0,91	56 000 -	6 170 000	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	5 600	7,69	400 +	5 200	
3120	Eau, énergie et combustibles	806 600	1,07	8 600 +	798 000	
3130	Autres marchandises	927 000	0,89	8 200 +	918 800	
3141 *	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	131 700	- 74,68	388 300 -	520 000	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	26 100	- 18,44	5 900 -	32 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	178 700	10,30	16 700 +	162 000	
3151 *	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	830 700	14,26	103 700 +	727 000	

Direction de l'économie publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1360 (SUITE)						
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	983 000	6,07	56 300 +	926 700	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	225 000	21,95	40 500 +	184 500	
3171	Excursions, courses d'école, camps	95 000	16,56	13 500 +	81 500	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	674 600	24,39	132 300 +	542 300	
3183	Primes d'assurance objets	105 200	14,84	13 600 +	91 600	
3185	Frais de PTT	264 800	18,74	41 800 +	223 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	79 700	2,70	2 100 +	77 600	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	65 200	15,39	8 700 +	56 500	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	37 500	4,16	1 500 +	36 000	
4310	Emoluments administratifs	49 500	5,31	2 500 +	47 000	
4330	Emoluments de cours	1 039 400	4,67	46 400 +	993 000	
4350	Ventes	97 500	5,40	5 000 +	92 500	
4360	Remboursements de tiers	280 900	10,59	26 900 +	254 000	
4363	Loyers d'immeubles n'appartenant pas à l'Etat	9 000	12,50	1 000 +	8 000	
4600 *	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	11 368 500	2,12	236 500 +	11 132 000	
4610	Subventions à l'exploitation versées par des cantons	1 520 000	3,40	50 000 +	1 470 000	
4620 *	Subventions à l'exploitation versées par des communes	5 007 700	6,70	314 700 +	4 693 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**4 956 000**	**64,65**	**1 946 000 +**	**3 010 000**	
	RECETTES	**732 000**	**19,33**	**118 600 +**	**613 400**	
	SOLDE	**4 224 000 -**			**2 396 600 -**	
	DEPENSES					
5030 *	Construction d'immeubles du patrimoine administratif; équipement	3 775 000		3 775 000 +		
5061 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	1 181 000	- 60,77	1 829 000 -	3 010 000	
	RECETTES					
6600	Subventions aux investissements versées par la Confédération	732 000	19,33	118 600 +	613 400	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
14 Direction de l'hygiène publique						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**645 099 500**		**54 313 800 +**	**590 785 700**	
	REVENUS	**365 460 000**		**24 501 300 +**	**340 958 700**	
	SOLDE	**279 639 500 -**			**249 827 000 -**	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**82 390 000**		**2 230 000 -**	**84 620 000**	
	RECETTES	**994 000**		**24 000 +**	**970 000**	
	SOLDE	**81 396 000 -**			**83 650 000 -**	
1400 Secrétariat						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**337 736 900**	**11,66**	**35 269 900 +**	**302 467 000**	
	REVENUS	**165 304 500**	**15,25**	**21 877 000 +**	**143 427 500**	
	SOLDE	**172 432 400 -**			**159 039 500 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	90 000	20,00	15 000 +	75 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	6 361 000	7,57	448 100 +	5 912 900	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	336 000	10,48	31 900 +	304 100	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	711 000	62,51	273 500 +	437 500	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	45 000	12,50	5 000 +	40 000	
3091	Recrutement du personnel	45 000	12,50	5 000 +	40 000	
3100	Fournitures de bureau	55 000	10,00	5 000 +	50 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	130 000	116,66	70 000 +	60 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	32 000	0,00		32 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	280 000	- 22,44	81 000 -	361 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	63 000	5,00	3 000 +	60 000	
3130	Autres marchandises	16 000	6,66	1 000 +	15 000	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	3 000		3 000 +		
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	85 000	16,43	12 000 +	73 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	210 000	2,43	5 000 +	205 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	50 000	0,00		50 000	
3172	Frais de représentation	12 500	0,00		12 500	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1400 (SUITE)					
3180 * Indemnités pour prestations de service de tiers	1 477 000	6,71	93 000 +	1 384 000	
3185 Frais de PTT	13 000	30,00	3 000 +	10 000	
3199 * Autres biens, services et marchandises	22 000		22 000 +		
3510 * Dédommagements aux cantons pour élèves et patients bernois	4 500 000	9,48	390 000 +	4 110 000	
3610 Subventions à l'exploitation à l'Office intercantonal de contrôle des médicaments; autres	692 400	9,21	58 400 +	634 000	
3620 * Subv. expl. aux communes pour hôpitaux, foyers pour malades chroniques, cliniques spéciales et écoles profess. hospit.	146 500 000	13,56	17 502 000 +	128 998 000	
3630 Subv. expl. aux établissements offices et entreprises de l'Etat	700 000	0,00		700 000	
3640 * Subv. expl. à des stés d'éco. mixte pour hôpitaux, foyers malades chron., cliniques spé. et éc. préparant prof. hospit.	103 320 000	2,39	2 420 000 +	100 900 000	
3650 * Subv. expl. à instit. privées pour hôp., foyers p. malades chroniques, cliniques spéc. et éc. prép. aux profess. hospit.	68 380 000	18,51	10 685 000 +	57 695 000	
3900 Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	8 000	0,00		8 000	
3990 * Transfert au Fonds de lutte contre les maladies	3 600 000	›999.99+	3 300 000 +	300 000	
REVENUS					
4211 Intérêts moratoires	15 000	0,00		15 000	
4270 Revenus des immeubles du patrimoine administratif	9 500	11,76	1 000 +	8 500	
4310 Emoluments administratifs	130 000	30,00	30 000 +	100 000	
4360 * Remboursements de tiers	50 000	− 52,39	55 000 −	105 000	
4510 * Remboursements de cantons pour élèves et patients venant d'autres cantons	2 000 000	108,33	1 040 000 +	960 000	
4520 * Remboursements de communes au titre de la répartition des charges prévue par la loi sur les hôpitaux	155 000 000	15,03	20 261 000 +	134 739 000	
4991 Prélèvement du Fonds de la d ˆ me hospitalière; part affectée aux subv. à l'exploitation (art. 44 loi sur les hôpitaux)	8 100 000	8,00	600 000 +	7 500 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1400 (SUITE)					
INVESTISSEMENT: DEPENSES	**2 100 000**	**31,25**	**500 000 +**	**1 600 000**	
SOLDE	**2 100 000 -**			**1 600 000 -**	
DEPENSES					
5640 * Subventions à l'investissement versées à des sociétés d'éco. mixte (quote-part de l'Etat selon la loi sur les hôpitaux)	2 100 000	31,25	500 000 +	1 600 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1401	**Fonds de lutte contre les maladies**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**9 425 000**	**26,59**	**1 980 000 +**	**7 445 000**	
	REVENUS	**9 425 000**	**26,59**	**1 980 000 +**	**7 445 000**	
	SOLDE					
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 231 000	11,90	131 000+	1 100 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	66 000	10,00	6 000+	60 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	139 000	63,52	54 000+	85 000	
3130	Vaccins, autres matériel d'exploitation et fournitures	700 000	0,00		700 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	150 000	0,00		150 000	
3180 *	Indemnités à médecins et tiers pour analyses, vaccinations, autres prestations de service	1 151 000	152,96	696 000+	455 000	
3620	Subventions aux communes en faveur de la lutte contre les maladies transmissibles et la tuberculose	240 000	4,34	10 000+	230 000	
3640 *	Subventions à l'Hôpital de l'Ile pour la lutte contre les maladies de longue durée, très répand. ou partic. dangereuses	2 020 000	20,59	345 000+	1 675 000	
3650 *	Subventions à des institutions privées pour la lutte contre maladies de longue durée, très répandues ou partic. danger.	2 743 000	22,18	498 000+	2 245 000	
3660 *	Subventions à des patients souffrant de maladies de longue durée, très répandues ou particulièrement dangereuses	440 000	120,00	240 000+	200 000	
3991	Reports au compte de fonctionnement de l'université et de l'Inspection de la chasse	545 000	0,00		545 000	
	REVENUS					
4620 *	Subventions versées par des communes	2 400 000	›999.99+	2 200 000+	200 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	3 255 000	– 50,71	3 348 000–	6 603 000	
4910	Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial	170 000	– 50,30	172 000–	342 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement du Secrétariat général de la Direction de l'hygiène publique	3 600 000	›999.99+	3 300 000+	300 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE
EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1402 Fonds de la dîme hospitalière						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**106 965 000**	**0,98**	**1 048 000 +**	**105 917 000**	
	REVENUS	**106 965 000**	**0,98**	**1 048 000 +**	**105 917 000**	
	SOLDE					
	CHARGES					
3920	Bonification d'amortissements sur le patrimoine administratif	98 865 000	0,45	448 000 +	98 417 000	
3991 *	Report au compte de fonctionnement du Secrétariat général de la Direction de l'hygiène publique	8 100 000	8,00	600 000 +	7 500 000	
	REVENUS					
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	25 965 000	– 16,02	4 952 000 –	30 917 000	
4990	Report de la dîme hospitalière du compte de fonctionnement de l'Intendance des impôts	81 000 000	8,00	6 000 000 +	75 000 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**77 965 000**	**- 4,46**	**3 635 000 -**	**81 600 000**	
	SOLDE	**77 965 000 -**			**81 600 000 -**	
	DEPENSES					
5620 *	Subventions à l'investissement versées à des hôpitaux de district et régionaux (syndicats de communes)	39 487 000	– 19,42	9 513 000 –	49 000 000	
5630 *	Subventions à l'investissement versées à des établissements, offices et entreprises de l'Etat	1 000 000	– 37,50	600 000 –	1 600 000	
5640 *	Subv. inv. à des sociétés d'éco. mixte pour hôpitaux, foyers malades chron., cliniques spéc. et éc. prof. hospi.	12 880 000	28,80	2 880 000 +	10 000 000	
5650 *	Subv. inv. à instit. privées pour hôpit., foyers p. malades chroniques, cliniques spéc. et éc. prép. professions hospit.	24 598 000	17,13	3 598 000 +	21 000 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1470 Maternité cantonale						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**35 780 100**	**8,11**	**2 686 600 +**	**33 093 500**	
	REVENUS	**17 525 000**	**- 3,89**	**708 500 -**	**18 233 500**	
	SOLDE	**18 255 100 -**			**14 860 000 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	9 000	0,00		9 000	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	23 956 000	9,06	1 991 000 +	21 965 000	
3020 *	Traitements du corps enseignant	91 000	42,18	27 000 +	64 000	
3030 *	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	1 246 000	24,47	245 000 +	1 001 000	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	1 567 000	25,25	316 000 +	1 251 000	
3041 *	Contributions de l'employeur à d'autres caisses d'assurance du personnel	55 000	30,95	13 000 +	42 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	150 000	0,00		150 000	
3091 *	Recrutement du personnel	27 000	184,21	17 500 +	9 500	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	3 000	0,00		3 000	
3100	Fournitures de bureau	81 000	- 8,48	7 500 -	88 500	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	74 000	26,49	15 500 +	58 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	34 000	6,25	2 000 +	32 000	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	95 000	15,85	13 000 +	82 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	202 100	- 12,14	27 900 -	230 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	1 000 000	- 12,67	145 000 -	1 145 000	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	85 000	- 25,44	29 000 -	114 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	370 000	- 5,13	20 000 -	390 000	
3130	Autres marchandises	2 536 000	- 3,91	103 000 -	2 639 000	
3137	Frais de subsistance	670 000	- 4,29	30 000 -	700 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	210 000	0,00		210 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	70 000	- 6,67	5 000 -	75 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	292 000	4,47	12 500 +	279 500	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	54 000	20,00	9 000 +	45 000	

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1470	(SUITE)					
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	19 000	5,55	1 000+	18 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	2 285 000	21,83	409 500+	1 875 500	
3183	Primes d'assurance objets	80 000	4,57	3 500+	76 500	
3185	Frais de PTT	145 000	− 3,34	5 000−	150 000	
3300	Amortissement d'avoirs du patrimoine financier	30 000	0,00		30 000	
3650 *	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	11 000	175,00	7 000+	4 000	
3660	Subventions courantes du planning familial	35 000	0,00		35 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	38 000	13,43	4 500+	33 500	
3901	Imputations internes en faveur des écoles cant. de soins infirmiers p. travaux effectués en clinique par des stagiaires	260 000	− 9,73	28 000−	288 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	114 000	0,00		114 000	
4310	Emoluments administratifs	4 000	− 33,34	2 000−	6 000	
4320 *	Pensions et taxes, facturations de prestations médicales complémentaires	14 000 000	− 7,29	1 100 000−	15 100 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	460 000	8,23	35 000+	425 000	
4350	Ventes	126 000	9,09	10 500+	115 500	
4360 *	Remboursements de tiers	2 061 000	7,96	152 000+	1 909 000	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	170 000	8,97	14 000+	156 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	160 000	33,33	40 000+	120 000	
4610 *	Subventions à l'exploitation versées par des cantons	170 000		170 000+		
4901	Imputations internes de cliniques cantonales pour travaux effectués par des stagiaires	260 000	− 9,73	28 000−	288 000	

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1470 (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**601 000**		**601 000 +**		
	RECETTES	**481 000**		**481 000 +**		
	SOLDE	**120 000 -**				
DEPENSES						
5061 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier		601 000		601 000+		
RECETTES						
6630 * Subventions à l'investissement versées par le Fonds de la d ̂ me hospitalière		481 000		481 000+		

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1475 Clinique psychiatrique universitaire, Berne						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**58 022 400**	**9,88**	**5 221 900 +**	**52 800 500**	
	REVENUS	**19 671 300**	**- 2,34**	**469 900 -**	**20 141 200**	
	SOLDE	**38 351 100 -**			**32 659 300 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	8 500	0,00		8 500	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	42 773 000	10,23	3 971 200 +	38 801 800	
3020	Traitements du corps enseignant	668 000	0,72	4 800 +	663 200	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	2 095 000	1,33	27 600 +	2 067 400	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	3 443 000	59,99	1 291 000 +	2 152 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	32 000	- 3,04	1 000 -	33 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	232 000	0,00		232 000	
3091	Recrutement du personnel	68 000	23,63	13 000 +	55 000	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	1 000		1 000 +		
3100	Fournitures de bureau	50 400	6,32	3 000 +	47 400	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	36 000	2,85	1 000 +	35 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	41 000	7,89	3 000 +	38 000	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	130 000	0,00		130 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	120 000	139,04	69 800 +	50 200	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	270 000	- 11,10	33 700 -	303 700	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	305 000	2,34	7 000 +	298 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	836 500	2,04	16 800 +	819 700	
3130	Autres marchandises	1 596 300	1,28	20 200 +	1 576 100	
3137	Frais de subsistance	1 832 500	2,83	50 500 +	1 782 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	296 000	0,00		296 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	126 500	- 23,71	39 300 -	165 800	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	54 600	3,01	1 600 +	53 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	89 900	14,96	11 700 +	78 200	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1475	(SUITE)					
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	68 500	0,73	500+	68 000	
3171	Excursions, courses d'école, camps	85 000	0,00		85 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	1 525 700	− 20,21	386 300−	1 912 000	
3183	Primes d'assurance objets	13 500	14,40	1 700+	11 800	
3185	Frais de PTT	133 200	− 0,97	1 300−	134 500	
3186	Traitement des données BEDAG	1 000		1 000+		
3300 *	Amortissement d'avoirs du patrimoine financier	12 000		12 000+		
3640 *	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	171 000	22,14	31 000+	140 000	
3900 *	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	39 000	25,80	8 000+	31 000	
3901 *	Imputations internes en faveur des écoles cant. de soins infirmiers p. travaux effectués en clinique par des stagiaires	821 300	19,86	136 100+	685 200	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	47 000	0,00		47 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	403 700	2,20	8 700+	395 000	
4320 *	Pensions et taxes, facturations de prestations médicales complémentaires	15 500 000	− 1,93	304 100−	15 804 100	
4350	Ventes	1 856 300	0,28	5 300+	1 851 000	
4360	Remboursements de tiers	790 000	4,51	34 100+	755 900	
4600 *	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	300 000	− 53,85	350 000−	650 000	
4901	Imputations internes de cliniques cantonales pour travaux effectués par des stagiaires	821 300	19,86	136 100+	685 200	

Direction de l'hygiène publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1475 (SUITE)					
INVESTISSEMENT: DEPENSES	**239 000**		**239 000 +**		
RECETTES	**134 000**		**134 000 +**		
SOLDE	**105 000 -**				
DEPENSES					
5061 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	239 000		239 000 +		
RECETTES					
6600 * Subventions aux investissements versées par la Confédération	134 000		134 000 +		

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1480 Clinique psychiatrique Münsingen						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**49 766 600**	**8,45**	**3 877 900 +**	**45 888 700**	
	REVENUS	**24 540 000**	**2,28**	**548 500 +**	**23 991 500**	
	SOLDE	**25 226 600 -**			**21 897 200 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	10 000	11,11	1 000 +	9 000	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	34 677 000	7,64	2 464 000 +	32 213 000	
3020	Traitements du corps enseignant	610 000	7,96	45 000 +	565 000	
3030 *	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	1 780 000	7,87	129 900 +	1 650 100	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	2 684 000	46,54	852 500 +	1 831 500	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	45 000	12,50	5 000 +	40 000	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	247 000	45,29	77 000 +	170 000	
3091 *	Recrutement du personnel	115 000	35,29	30 000 +	85 000	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	25 000	25,00	5 000 +	20 000	
3100	Fournitures de bureau	68 000	14,28	8 500 +	59 500	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	28 000	55,55	10 000 +	18 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	52 000	0,00		52 000	
3106 *	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	20 000	300,00	15 000 +	5 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	166 000	10,66	16 000 +	150 000	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	400 000	22,69	74 000 +	326 000	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	46 000	- 38,67	29 000 -	75 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	665 000	- 2,85	19 500 -	684 500	
3130 *	Autres marchandises	2 183 000	- 12,62	315 000 -	2 498 000	
3137 *	Frais de subsistance	1 632 000	6,52	100 000 +	1 532 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	347 000	4,20	14 000 +	333 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	100 000	25,00	20 000 +	80 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	207 000	0,97	2 000 +	205 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	56 000	133,33	32 000 +	24 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1480	(SUITE)					
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	47 000	4,44	2 000+	45 000	
3171	Excursions, courses d'école, camps	135 000	17,39	20 000+	115 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	2 057 500	1,45	29 500+	2 028 000	
3183	Primes d'assurance objets	21 000	5,00	1 000+	20 000	
3184	Impôts et taxes	37 500	4,16	1 500+	36 000	
3185	Frais de PTT	153 500	0,32	500+	153 000	
3300	Amortissement d'avoirs du patrimoine financier	6 000	0,00		6 000	
3650 *	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	12 000	100,00	6 000+	6 000	
3660	Subventions courantes du Service d'aide sociale	15 000	0,00		15 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	17 000	21,42	3 000+	14 000	
3901 *	Imputations internes en faveur des écoles cant. de soins infirmiers p. travaux effectués en clinique par des stagiaires	1 025 000	36,66	275 000+	750 000	
3902	Imputations internes en faveur des divisions administratives pour prestations diverses	24 000	9,09	2 000+	22 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	53 100	0,00		53 100	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	320 000	3,72	11 500+	308 500	
4320 *	Pensions et taxes, facturations de prestations médicales complémentaires	20 120 000	4,43	854 000+	19 266 000	
4350	Ventes	1 973 000	3,84	73 000+	1 900 000	
4360	Remboursements de tiers	830 000	− 6,43	57 000−	887 000	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	198 000	0,00		198 000	
4600 *	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	50 000	− 92,43	610 000−	660 000	
4901	Imputations internes de cliniques cantonales pour travaux effectués par des stagiaires	1 025 000	36,66	275 000+	750 000	
4902	Imputations internes de divisions administratives pour prestations diverses	24 000	9,09	2 000+	22 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1480 (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**1 335 000**	**5,11**	**65 000 +**	**1 270 000**	
	RECETTES	**259 000**	**- 69,53**	**591 000 -**	**850 000**	
	SOLDE	**1 076 000 -**			**420 000 -**	
DEPENSES						
5031 *	Transformations d'immeubles du patrimoine administratif; équipement	150 000	— 86,96	1 000 000 —	1 150 000	
5061 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	1 185 000	887,50	1 065 000 +	120 000	
RECETTES						
6630 *	Subventions à l'investissement versées par le Fonds de la d ^ me hospitalière	259 000	— 69,53	591 000 —	850 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1485 Clinique psychiatrique Bellelay						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**27 494 000**	**10,84**	**2 689 400 +**	**24 804 600**	
	REVENUS	**15 231 000**	**- 3,21**	**504 000 -**	**15 735 000**	
	SOLDE	**12 263 000 -**			**9 069 600 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	13 000	30,00	3 000 +	10 000	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	18 321 000	12,56	2 045 300 +	16 275 700	
3020	Traitements du corps enseignant	447 000	31,47	107 000 +	340 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	997 000	6,91	64 500 +	932 500	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	1 482 000	59,97	555 600 +	926 400	
3050 *	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	24 000	26,31	5 000 +	19 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	22 000	4,76	1 000 +	21 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	154 000	– 10,47	18 000 –	172 000	
3091	Recrutement du personnel	20 000	5,26	1 000 +	19 000	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	14 000	– 6,67	1 000 –	15 000	
3100	Fournitures de bureau	63 000	– 28,41	25 000 –	88 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	15 000	50,00	5 000 +	10 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	29 000	3,57	1 000 +	28 000	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	6 000	– 25,00	2 000 –	8 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	102 000	– 57,33	137 000 –	239 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	668 000	3,24	21 000 +	647 000	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	80 000	9,58	7 000 +	73 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	578 000	3,77	21 000 +	557 000	
3130	Autres marchandises	1 555 000	– 4,55	74 000 –	1 629 000	
3137	Frais de subsistance	860 000	2,74	23 000 +	837 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	207 000	– 3,73	8 000 –	215 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	160 000	2,56	4 000 +	156 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	117 000	3,53	4 000 +	113 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1485 (SUITE)					
3160 * Loyers, fermages et redevances d'utilisation	322 000	35,86	85 000+	237 000	
3170 Indemnités pour frais de déplacement du personnel	73 000	23,72	14 000+	59 000	
3171 Excursions, courses d'école, camps	61 000	10,90	6 000+	55 000	
3180 Indemnités pour prestations de service de tiers	574 000	− 8,31	52 000−	626 000	
3183 Primes d'assurance objets	14 000	16,66	2 000+	12 000	
3185 Frais de PTT	86 000	4,87	4 000+	82 000	
3650 Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	9 000	12,50	1 000+	8 000	
3900 Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	20 000	0,00		20 000	
3901 Imputations internes en faveur des écoles cant. de soins infirmiers p. travaux effectués en clinique par des stagiaires	366 000	7,64	26 000+	340 000	
3903 Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	35 000	0,00		35 000	
REVENUS					
4270 Revenus des immeubles du patrimoine administratif	240 000	0,00		240 000	
4320 * Pensions et taxes, facturations de prestations médicales complémentaires	7 930 000	− 5,97	503 000−	8 433 000	
4350 Ventes	1 630 000	8,66	130 000+	1 500 000	
4360 * Remboursements de tiers	350 000	− 27,09	130 000−	480 000	
4362 * Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	185 000	40,15	53 000+	132 000	
4600 Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	700 000	0,00		700 000	
4610 * Subventions à l'exploitation versées par des cantons	3 830 000	− 2,05	80 000−	3 910 000	
4901 Imputations internes de cliniques cantonales pour travaux effectués par des stagiaires	366 000	7,64	26 000+	340 000	

Direction de l'hygiène publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1490 Clinique et Policlinique psychiatrique pour enfants et adolescents de l'université					
FONCTIONNEMENT: CHARGES	**7 080 500**	**8,66**	**564 400 +**	**6 516 100**	
REVENUS	**2 560 200**	**10,78**	**249 200 +**	**2 311 000**	
SOLDE	**4 520 300 –**			**4 205 100 –**	
CHARGES					
3010 * Traitements du personnel administratif et d'exploitation	4 975 000	6,81	317 600 +	4 657 400	
3020 Traitements du corps enseignant	553 000	15,69	75 000 +	478 000	
3030 Contributions de l'employeur aux assurances sociales	262 000	15,41	35 000 +	227 000	
3040 * Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	536 000	26,65	112 800 +	423 200	
3090 Formation et perfectionnement professionnel du personnel	36 000	5,88	2 000 +	34 000	
3091 Recrutement du personnel	10 000	25,00	2 000 +	8 000	
3100 Fournitures de bureau	9 000	20,00	1 500 +	7 500	
3101 Frais d'impression et de reliure, publications	4 000	33,33	1 000 +	3 000	
3102 Ouvrages spécialisés et revues	8 000	6,66	500 +	7 500	
3106 Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	15 000	0,00		15 000	
3110 Acquisition de machines et de meubles de bureau	16 000	– 1,24	200 –	16 200	
3111 Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	29 500	18,00	4 500 +	25 000	
3112 Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	10 000	25,00	2 000 +	8 000	
3120 Eau, énergie et combustibles	54 000	– 0,92	500 –	54 500	
3130 Autres marchandises	69 000	– 1,43	1 000 –	70 000	
3137 Frais de subsistance	200 000	0,00		200 000	
3141 Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	15 000	0,00		15 000	
3150 Entretien d'appareils et de meubles de bureau	5 000	66,66	2 000 +	3 000	
3151 Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	8 000	6,66	500 +	7 500	
3160 Loyers, fermages et redevances d'utilisation	110 000	– 20,98	29 200 –	139 200	
3170 Indemnités pour frais de déplacement du personnel	32 000	1,26	400 +	31 600	
3171 Excursions, courses d'école, camps	30 000	7,14	2 000 +	28 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'hygiène publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1490 (SUITE)					
3180 * Indemnités pour prestations de service de tiers	59 000	93,44	28 500 +	30 500	
3183 * Primes d'assurance objets	11 000	100,00	5 500 +	5 500	
3185 Frais de PTT	21 000	2,43	500 +	20 500	
3900 Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	3 000	200,00	2 000 +	1 000	
REVENUS					
4270 * Revenus des immeubles du patrimoine administratif	17 500		17 500 +		
4320 Pensions et taxes, facturations de prestations médicales complémentaires	2 010 000	8,06	150 000 +	1 860 000	
4360 Remboursements de tiers	3 000	0,00		3 000	
4362 * Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	29 700	− 38,13	18 300 −	48 000	
4600 Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	500 000	25,00	100 000 +	400 000	

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1495 Policlinique psychiatrique universitaire et clinique psychiatrique sociale univers.						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**12 829 000**	**8,23**	**975 700 +**	**11 853 300**	
	REVENUS	**4 238 000**	**12,80**	**481 000 +**	**3 757 000**	
	SOLDE	**8 591 000 -**			**8 096 300 -**	
CHARGES						
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	9 286 000	8,06	693 100 +	8 592 900	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	446 000	12,59	49 900 +	396 100	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	757 000	34,38	193 700 +	563 300	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	2 000	0,00		2 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	210 000	2,43	5 000 +	205 000	
3091 *	Recrutement du personnel	25 000	56,25	9 000 +	16 000	
3100	Fournitures de bureau	53 000	0,00		53 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	15 000	0,00		15 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	45 000	0,00		45 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	30 000	15,38	4 000 +	26 000	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	150 000	158,62	92 000 +	58 000	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	7 000	0,00		7 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	321 000	- 10,34	37 000 -	358 000	
3130	Autres marchandises	286 000	14,40	36 000 +	250 000	
3137	Frais de subsistance	300 000	1,69	5 000 +	295 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	107 000	- 7,76	9 000 -	116 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	88 000	3,52	3 000 +	85 000	
3151 *	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	16 000	60,00	6 000 +	10 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	232 000	- 25,17	78 000 -	310 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	39 000	0,00		39 000	
3171	Excursions, courses d'école, camps	44 000	0,00		44 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	193 000	- 2,53	5 000 -	198 000	

Direction de l'hygiène publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1495	(SUITE)					
3183	Primes d'assurance objets	25 000	8,69	2 000+	23 000	
3185	Frais de PTT	100 000	13,63	12 000+	88 000	
3300	Amortissement d'avoirs du patrimoine financier	20 000	0,00		20 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	17 000	6,25	1 000+	16 000	
3660	Subventions courantes du Service d'aide sociale	10 000	– 41,18	7 000–	17 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	5 000	0,00		5 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	15 000	0,00		15 000	
4320 *	Pensions et taxes, facturations de prestations médicales complémentaires	3 300 000	10,58	316 000+	2 984 000	
4350	Ventes	355 000	14,51	45 000+	310 000	
4360	Remboursements de tiers	333 000	7,41	23 000+	310 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	235 000	70,28	97 000+	138 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**150 000**	**0,00**		**150 000**	
	RECETTES	**120 000**	**0,00**		**120 000**	
	SOLDE	**30 000 –**			**30 000 –**	
	DEPENSES					
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	150 000	0,00		150 000	
	RECETTES					
6630	Subventions à l'investissement verseés par le Fonds de la d ^ me hospitalière	120 000	0,00		120 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la Justice		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
15 Direction de la Justice						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**52 673 500**		**5 746 400 +**	**46 927 100**	
	REVENUS	**126 685 500**		**20 694 000 +**	**105 991 500**	
	SOLDE	**74 012 000 +**			**59 064 400 +**	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**2 950 000**		**2 526 900 +**	**423 100**	
	SOLDE	**2 950 000 -**			**423 100 -**	
1500 Secrétariat/Inspectorat et commissions d'estimation						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**3 910 500**	**13,25**	**457 700 +**	**3 452 800**	
	REVENUS	**110 300**	**32,41**	**27 000 +**	**83 300**	
	SOLDE	**3 800 200 -**			**3 369 500 -**	
CHARGES						
3001 Indemnités versées aux autorités et aux commissions		80 000	0,00		80 000	
3010 Traitements du personnel administratif et d'exploitation		2 493 000	12,10	269 200 +	2 223 800	
3030 Contributions de l'employeur aux assurances sociales		127 000	41,74	37 400 +	89 600	
3040 Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance		259 000	42,15	76 800 +	182 200	
3090 Formation et perfectionnement professionnel du personnel		130 000	17,43	19 300 +	110 700	
3091 * Recrutement du personnel		20 000	100,00	10 000 +	10 000	
3100 Fournitures de bureau		45 000	- 10,00	5 000 -	50 000	
3101 Frais d'impression et de reliure, publications		10 000	0,00		10 000	
3102 Ouvrages spécialisés et revues		11 000	0,00		11 000	
3110 Acquisition de machines et de meubles de bureau		124 000	15,34	16 500 +	107 500	
3120 Eau, énergie et combustibles		49 000	0,00		49 000	
3130 * Autres marchandises		10 000	203,03	6 700 +	3 300	
3150 Entretien d'appareils et de meubles de bureau		25 000	0,00		25 000	
3160 Loyers, fermages et redevances d'utilisation		153 500	- 0,46	700 -	154 200	
3170 Indemnités pour frais de déplacement du personnel		18 000	0,00		18 000	
3172 Frais de représentation		12 500	0,00		12 500	
3180 Indemnités pour prestations de service de tiers		240 500	4,33	10 000 +	230 500	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la Justice		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1500	(SUITE)					
3185	Frais de PTT	11 000	4,76	500+	10 500	
3610 *	Subventions aux conférences des Directeurs cantonaux	82 000	26,15	17 000+	65 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	10 000	0,00		10 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	8 300	0,00		8 300	
4310	Emoluments administratifs	60 000	50,00	20 000+	40 000	
4350	Ventes	30 000	20,00	5 000+	25 000	
4360	Remboursements de tiers	12 000	20,00	2 000+	10 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES			**244 700 -**	**244 700**	
	SOLDE				**244 700 -**	
	DEPENSES					
5060 *	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED			244 700—	244 700	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la Justice		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1505 Office des mineurs						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**4 031 500**	**10,28**	**376 100 +**	**3 655 400**	
	REVENUS	**1 234 000**	**- 0,63**	**7 700 -**	**1 241 700**	
	SOLDE	**2 797 500 -**			**2 413 700 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	2 000	0,00		2 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	2 915 000	6,03	166 000 +	2 749 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	132 000	24,52	26 000 +	106 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	281 000	31,30	67 000 +	214 000	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	24 000	84,61	11 000 +	13 000	
3091 *	Recrutement du personnel	14 000	64,70	5 500 +	8 500	
3100	Fournitures de bureau	14 000	- 45,10	11 500 -	25 500	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	20 000	233,33	14 000 +	6 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	12 000	9,09	1 000 +	11 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	64 300	- 21,78	17 900 -	82 200	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	15 000		15 000 +		
3112 *	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	6 000		6 000 +		
3120	Eau, énergie et combustibles	71 000	2,89	2 000 +	69 000	
3130	Autres marchandises	45 000	2,27	1 000 +	44 000	
3137	Frais de subsistance	60 000	0,00		60 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	9 000	12,50	1 000 +	8 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	11 000	10,00	1 000 +	10 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	15 000	7,14	1 000 +	14 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation			6 600 -	6 600	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	25 000	- 9,75	2 700 -	27 700	
3171	Excursions, courses d'école, camps	9 000	12,50	1 000 +	8 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	240 000	56,65	86 800 +	153 200	
3183	Primes d'assurance objets	2 000	66,66	800 +	1 200	
3185	Frais de PTT	17 000	36,00	4 500 +	12 500	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la Justice		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1505	(SUITE)					
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	23 200	5,45	1 200+	22 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	5 000	150,00	3 000+	2 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	65 000	4,83	3 000+	62 000	
4310	Emoluments administratifs	31 000	0,00		31 000	
4320	Pensions et taxes	636 000	6,00	36 000+	600 000	
4350	Ventes	42 000	4,47	1 800+	40 200	
4360	Remboursements de tiers	1 000	100,00	500+	500	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	9 000	12,50	1 000+	8 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	450 000	− 10,00	50 000−	500 000	

Direction de la Justice		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1510	**Préfectures**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**11 979 000**	**9,52**	**1 041 500 +**	**10 937 500**	
	REVENUS	**3 687 000**	**6,77**	**234 000 +**	**3 453 000**	
	SOLDE	**8 292 000 -**			**7 484 500 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	9 306 000	5,79	510 000 +	8 796 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	453 000	6,58	28 000 +	425 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	840 000	49,20	277 000 +	563 000	
3091	Recrutement du personnel	11 000	10,00	1 000 +	10 000	
3100	Fournitures de bureau	62 000	3,33	2 000 +	60 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	21 000	5,00	1 000 +	20 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	15 000	15,38	2 000 +	13 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	290 000	38,09	80 000 +	210 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	300 000	0,00		300 000	
3130	Autres marchandises	2 000	0,00		2 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	40 000	0,00		40 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	145 000	0,00		145 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	1 000	0,00		1 000	
3172	Frais de représentation	10 000	0,00		10 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	350 000	16,27	49 000 +	301 000	
3185 *	Frais de PTT	113 000	425,58	91 500 +	21 500	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	20 000	0,00		20 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	35 000	11,11	3 500 +	31 500	
4310 *	Emoluments administratifs	3 500 000	6,06	200 000 +	3 300 000	
4350	Ventes	2 000	33,33	500 +	1 500	
4360	Remboursements de tiers	50 000	0,00		50 000	
4690	Autres revenus	100 000	42,85	30 000 +	70 000	

Direction de la Justice		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1510 (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**2 270 000**		**2 270 000 +**		
	SOLDE	**2 270 000 -**				
DEPENSES						
5031 * Transformations d'immeubles du patrimoine administratif; équipement		350 000		350 000 +		
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		1 800 000		1 800 000 +		
5061 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier		120 000		120 000 +		

Direction de la Justice		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1515	**Bureaux du registre foncier**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**14 054 000**	**17,32**	**2 075 000 +**	**11 979 000**	
	REVENUS	**108 755 000**	**21,63**	**19 340 700 +**	**89 414 300**	
	SOLDE	**94 701 000 +**			**77 435 300 +**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	10 321 000	13,78	1 250 000 +	9 071 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	503 000	16,97	73 000 +	430 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	970 000	56,70	351 000 +	619 000	
3091 *	Recrutement du personnel	15 000	200,00	10 000 +	5 000	
3100 *	Fournitures de bureau	258 000	369,09	203 000 +	55 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	150 000	87,50	70 000 +	80 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	28 000	0,00		28 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	265 000	− 11,67	35 000 −	300 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	190 000	0,00		190 000	
3130	Autres marchandises	2 000	0,00		2 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	38 000	0,00		38 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	250 000	11,11	25 000 +	225 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	2 000	0,00		2 000	
3185 *	Frais de PTT	150 000	581,81	128 000 +	22 000	
3190	Versement de dommages-intérêts	2 000	0,00		2 000	
3300	Remise et amortissements des droits de mutation et des droits perus pour la constitution de gages	900 000	0,00		900 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	10 000	0,00		10 000	
	REVENUS					
4040 *	Droits de mutation et droits perus pour la constitution de gages	105 000 000	22,09	19 000 000 +	86 000 000	
4270 *	Revenus des immeubles du patrimoine administratif			11 300 −	11 300	
4310 *	Emoluments administratifs	3 500 000	9,37	300 000 +	3 200 000	
4350	Ventes	5 000	66,66	2 000 +	3 000	
4690	Autres revenus	250 000	25,00	50 000 +	200 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la Justice		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1520 Offices des poursuites en faillites						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**17 126 000**	**10,21**	**1 586 700 +**	**15 539 300**	
	REVENUS	**12 539 200**	**9,13**	**1 050 000 +**	**11 489 200**	
	SOLDE	**4 586 800 -**			**4 050 100 -**	
	CHARGES					
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	14 194 000	8,40	1 100 600 +	13 093 400	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	699 000	8,03	52 000 +	647 000	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	975 000	18,62	153 100 +	821 900	
3091	Recrutement du personnel	40 000	0,00		40 000	
3100	Fournitures de bureau	70 000	0,00		70 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	150 000	0,00		150 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	8 000	33,33	2 000 +	6 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	202 000	44,28	62 000 +	140 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	210 000	5,00	10 000 +	200 000	
3130	Autres marchandises	3 000	50,00	1 000 +	2 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	36 000	2,85	1 000 +	35 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	350 000	122,92	193 000 +	157 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	150 000	0,00		150 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	2 000	100,00	1 000 +	1 000	
3185 *	Frais de PTT	17 000	183,33	11 000 +	6 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	20 000	0,00		20 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	4 200	0,00		4 200	
4310 *	Emoluments administratifs	12 200 000	8,92	1 000 000 +	11 200 000	
4350	Ventes	15 000	0,00		15 000	
4360	Remboursements de tiers	320 000	18,51	50 000 +	270 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la Justice		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1520 (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**680 000**	**281,16**	**501 600 +**	**178 400**	
	SOLDE	**680 000 -**			**178 400 -**	
DEPENSES						
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		680 000	281,16	501 600 +	178 400	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la Justice		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1525 Office de la prévoyance professionnelle et de la surveillance des fondations						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**1 572 500**	**15,36**	**209 400 +**	**1 363 100**	
	REVENUS	**360 000**	**16,12**	**50 000 +**	**310 000**	
	SOLDE	**1 212 500 -**			**1 053 100 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 057 000	7,41	73 000 +	984 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	58 000	10,47	5 500 +	52 500	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	104 000	40,35	29 900 +	74 100	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	11 000	10,00	1 000 +	10 000	
3091	Recrutement du personnel	10 000	17,64	1 500 +	8 500	
3100	Fournitures de bureau	9 000	12,50	1 000 +	8 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	6 000	0,00		6 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	5 000	11,11	500 +	4 500	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	104 000	173,68	66 000 +	38 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	12 000	4,34	500 +	11 500	
3130	Autres marchandises	3 000	20,00	500 +	2 500	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	26 000	0,00		26 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	104 000	33,33	26 000 +	78 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	13 000	- 13,34	2 000 -	15 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	38 000	18,75	6 000 +	32 000	
3185	Frais de PTT	7 500	- 11,77	1 000 -	8 500	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	5 000	25,00	1 000 +	4 000	
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	350 000	16,66	50 000 +	300 000	
4350	Ventes	10 000	0,00		10 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
16 Direction de la police						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**312 707 500**		**16 646 200 +**	**296 061 300**	
	REVENUS	**287 384 200**		**13 785 600 +**	**273 598 600**	
	SOLDE	**25 323 300 -**			**22 462 700 -**	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**11 511 000**		**618 500 -**	**12 129 500**	
	RECETTES	**706 000**		**200 000 -**	**906 000**	
	SOLDE	**10 805 000 -**			**11 223 500 -**	
1600 Secrétariat						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**26 243 500**	**6,02**	**1 492 200 +**	**24 751 300**	
	REVENUS	**11 150 000**	**10,61**	**1 070 000 +**	**10 080 000**	
	SOLDE	**15 093 500 -**			**14 671 300 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	95 000	18,75	15 000 +	80 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	7 510 000	9,25	636 000 +	6 874 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	378 000	9,34	32 300 +	345 700	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	704 000	54,28	247 700 +	456 300	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	36 000	16,12	5 000 +	31 000	
3091 *	Recrutement du personnel	15 000	275,00	11 000 +	4 000	
3100 *	Fournitures de bureau	96 000	45,45	30 000 +	66 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	1 232 000	54,38	434 000 +	798 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	7 000	7,69	500 +	6 500	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	113 000	85,24	52 000 +	61 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	2 000		2 000 +		
3120	Eau, énergie et combustibles	72 000	1,40	1 000 +	71 000	
3130	Autres marchandises	18 000	5,88	1 000 +	17 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	31 000	10,71	3 000 +	28 000	
3151 *	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	11 000		11 000 +		
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	73 000	76,75	31 700 +	41 300	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1600 (SUITE)						
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	45 000	0,00		45 000	
3172	Frais de représentation	12 500	0,00		12 500	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	260 000	24,40	51 000 +	209 000	
3183	Primes d'assurance objets	265 000	0,00		265 000	
3185	Frais de PTT	26 000	4,00	1 000 +	25 000	
3199 *	Remboursement de frais pour l'exécution des peines et des mesures	3 100 000	8,77	250 000 +	2 850 000	
3500 *	Remboursements à la Confédération	300 000	25,00	60 000 +	240 000	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	196 000	2,08	4 000 +	192 000	
3900 *	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	46 000	39,39	13 000 +	33 000	
3904 *	Imputation interne en faveur des établissements pénitenciaires pour prise en charge des détenus	11 600 000	– 3,34	400 000 –	12 000 000	
	REVENUS					
4112	Concessions et patentes	450 000	4,65	20 000 +	430 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	12 000	0,00		12 000	
4310 *	Emoluments administratifs	10 450 000	11,17	1 050 000 +	9 400 000	
4350 *	Ventes	18 000	125,00	10 000 +	8 000	
4360	Remboursements de tiers	220 000	– 4,35	10 000 –	230 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**450 000**	**- 35,72**	**250 000 -**	**700 000**	
	SOLDE	**450 000 -**			**700 000 -**	
	DEPENSES					
5060 *	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	450 000	– 35,72	250 000 –	700 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1601 Fonds de la loterie						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**16 295 000**	**10,02**	**1 485 000 +**	**14 810 000**	
	REVENUS	**16 295 000**	**10,02**	**1 485 000 +**	**14 810 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3650 * Subventions accordées à des institutions privées, à des communes et autres		7 075 000	41,78	2 085 000 +	4 990 000	
3659 Aides à la culture		600 000	– 62,50	1 000 000 –	1 600 000	
3800 Versement au Fonds spécial figurant au bilan		1 340 000	67,08	538 000 +	802 000	
3920 Bonification d'amortissements sur les subventions à l'investissement		5 660 000	– 1,74	100 000 –	5 760 000	
3992 Reports aux Fonds des Directions de l'instruction publique, de l'agriculture, des transports, énergie et eaux		1 620 000	– 2,30	38 000 –	1 658 000	
REVENUS						
4650 * Subv.à l'exploitation versées par des personnes physiques et par des institutions (legs/ fondations à office)		100 000		100 000 +		
4690 * Subventions de la loterie SEVA et de la loterie suisse à numéros		15 625 000	8,13	1 175 000 +	14 450 000	
4910 Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial		570 000	58,33	210 000 +	360 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**5 660 000**	**- 1,74**	**100 000 -**	**5 760 000**	
	SOLDE	**5 660 000 -**			**5 760 000 -**	
DEPENSES						
5650 Subventions à l'investissement versées à des institutions privées, à des communes et autres		5 660 000	– 1,74	100 000 –	5 760 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1610 Offices de l'état civil						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**5 071 400**	**6,72**	**319 400 +**	**4 752 000**	
	REVENUS	**203 000**	**16,00**	**28 000 +**	**175 000**	
	SOLDE	**4 868 400 -**			**4 577 000 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	4 629 000	5,03	222 000 +	4 407 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	199 000	3,97	7 600 +	191 400	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	155 000	56,25	55 800 +	99 200	
3041	Contributions de l'employeur à d'autres caisses d'assurance du personnel	18 400	0,00		18 400	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	6 000	0,00		6 000	
3100	Fournitures de bureau	2 000	33,33	500 +	1 500	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	22 000	>999.99+	20 500 +	1 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	2 000	0,00		2 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	2 000	0,00		2 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	2 000	0,00		2 000	
3185	Frais de PTT	17 000	6,25	1 000 +	16 000	
3900 *	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	17 000	240,00	12 000 +	5 000	
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	185 000	5,71	10 000 +	175 000	
4360 *	Remboursements de tiers	18 000		18 000 +		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1620 Office de la circulation routière et de la navigation						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**28 219 300**	**4,03**	**1 095 700 +**	**27 123 600**	
	REVENUS	**188 676 200**	**6,61**	**11 699 700 +**	**176 976 500**	
	SOLDE	**160 456 900 +**			**149 852 900 +**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	5 000	0,00		5 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	13 186 000	7,24	891 000 +	12 295 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	650 000	9,42	56 000 +	594 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	1 056 000	51,05	356 900 +	699 100	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	5 600	86,66	2 600 +	3 000	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	102 100	104,20	52 100 +	50 000	
3091 *	Recrutement du personnel	100 000	300,00	75 000 +	25 000	
3100	Fournitures de bureau	300 000	− 22,08	85 000 −	385 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	440 000	4,36	18 400 +	421 600	
3102 *	Ouvrages spécialisés et revues	33 600	76,84	14 600 +	19 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	182 600	− 27,80	70 300 −	252 900	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	91 000	30,00	21 000 +	70 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	151 500	− 16,53	30 000 −	181 500	
3130	Plaques de contrôle, matériel d'exploitation et fournitures	1 031 400	− 6,07	66 600 −	1 098 000	
3144	Marquage des routes	4 200 000	1,20	50 000 +	4 150 000	
3149 *	Entretien d'autres équipements	2 140 000	− 9,71	230 000 −	2 370 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	273 000	− 0,73	2 000 −	275 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	18 500	8,82	1 500 +	17 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	2 205 000	3,23	69 000 +	2 136 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	103 000	− 14,17	17 000 −	120 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	1 404 500	1,72	23 800 +	1 380 700	
3183	Primes d'assurance objets	14 000	13,82	1 700 +	12 300	
3185 *	Frais de PTT	370 000	− 22,92	110 000 −	480 000	
3300 *	Amortissement d'avoirs du patrimoine financier	70 000		70 000 +		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1620 (SUITE)						
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	36 500	8,95	3 000 +	33 500	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	50 000	0,00		50 000	
	REVENUS					
4061 *	Redevances sur les transports	165 914 000	6,95	10 794 000 +	155 120 000	
4220 *	Dividendes et autres intérêts du capital	10 000	– 33,34	5 000 –	15 000	
4310 *	Emoluments administratifs	18 379 700	2,04	367 700 +	18 012 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	715 000	1,41	10 000 +	705 000	
4350 *	Ventes	2 048 500	25,21	412 500 +	1 636 000	
4360 *	Remboursements de tiers	271 000	61,30	103 000 +	168 000	
4363	Loyers d'immeubles n'appartenant pas à l'Etat	1 320 000	0,72	9 500 +	1 310 500	
4370	Revenus d'amendes	18 000	80,00	8 000 +	10 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**2 200 000**	**1,38**	**30 000 +**	**2 170 000**	
	RECETTES	**700 000**	**- 22,23**	**200 000 -**	**900 000**	
	SOLDE	**1 500 000 -**			**1 270 000 -**	
	DEPENSES					
5019 *	Construction d'installations concernant la circulation et d'installations portuaires	1 700 000	– 17,08	350 000 –	2 050 000	
5060 *	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	200 000	66,66	80 000 +	120 000	
5620 *	Subventions aux investissements versées à des communes	300 000		300 000 +		
	RECETTES					
6310 *	Remboursement de dépenses d'investissement; installations concernant la circulation	700 000	– 22,23	200 000 –	900 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1630	**Bureau des experts pour véhicules automobiles**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**9 721 800**	**9,66**	**857 100 +**	**8 864 700**	
	REVENUS	**10 203 500**	**2,02**	**203 000 +**	**10 000 500**	
	SOLDE	**481 700 +**			**1 135 800 +**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	7 760 000	8,74	624 000 +	7 136 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	378 000	12,93	43 300 +	334 700	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	691 000	48,18	224 700 +	466 300	
3060 *	Vêtements de service et allocations y relatives	18 400	124,39	10 200 +	8 200	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	53 000	0,00		53 000	
3091	Recrutement du personnel	3 000	0,00		3 000	
3100	Fournitures de bureau	30 000	0,00		30 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	107 700	− 2,10	2 300 −	110 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	3 000	0,00		3 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	32 900	22,76	6 100 +	26 800	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	12 700	− 86,29	79 900 −	92 600	
3120	Eau, énergie et combustibles	137 700	4,31	5 700 +	132 000	
3130 *	Autres marchandises	56 000	47,36	18 000 +	38 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	47 500	0,00		47 500	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	44 300	0,00		44 300	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	142 000	2,30	3 200 +	138 800	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	78 000	4,00	3 000 +	75 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	29 100	3,92	1 100 +	28 000	
3183	Primes d'assurance objets	23 500	0,00		23 500	
3185	Frais de PTT	65 000	0,00		65 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	9 000	0,00		9 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	30 000	11,11	3 000 +	27 000	

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1630	(SUITE)					
4310	Emoluments administratifs	10 095 000	2,02	200 000 +	9 895 000	
4350	Ventes	500	0,00		500	
4360	Remboursements de tiers	78 000	0,00		78 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**232 000**	**- 47,04**	**206 000 -**	**438 000**	
	SOLDE	**232 000 -**			**438 000 -**	
	DEPENSES					
5060 *	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED			110 000 -	110 000	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	232 000	- 29,27	96 000 -	328 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1640	**Office du patronage**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**2 417 300**	**10,88**	**237 300 +**	**2 180 000**	
	SOLDE	**2 417 300 -**			**2 180 000 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 805 000	6,38	108 300 +	1 696 700	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	83 000	19,08	13 300 +	69 700	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	159 000	33,95	40 300 +	118 700	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	11 000	0,00		11 000	
3091	Recrutement du personnel	1 000	0,00		1 000	
3100	Fournitures de bureau	12 000	9,09	1 000 +	11 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	2 000	33,33	500 +	1 500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	28 000	12,00	3 000 +	25 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	18 000	5,88	1 000 +	17 000	
3130	Autres marchandises	3 000	0,00		3 000	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	3 000		3 000 +		
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	10 000	5,26	500 +	9 500	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	132 500	5,66	7 100 +	125 400	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	35 000	0,00		35 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	89 000	182,53	57 500 +	31 500	
3185	Frais de PTT	11 000	0,00		11 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	1 500		1 500 +		
3660	Subsides à patronés	10 300	3,00	300 +	10 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	3 000	0,00		3 000	

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU	BUDGET	COMPTE
		MONTANT	EN % EP	BUDGET 1989	1989	1988
1650	**Corps de police**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**160 253 100**	**4,27**	**6 564 900 +**	**153 688 200**	
	REVENUS	**8 894 000**	**- 8,62**	**838 000 -**	**9 732 000**	
	SOLDE	**151 359 100 -**			**143 956 200 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	96 727 000	4,11	3 820 000 +	92 907 000	
3011	Allocations de service versées au Corps de police	5 109 000	- 0,94	48 000 -	5 157 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	4 318 000	3,72	155 000 +	4 163 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	7 888 000	44,76	2 439 000 +	5 449 000	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	272 000	1,11	3 000 +	269 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	1 306 000	- 8,03	114 000 -	1 420 000	
3061 *	Allocations de logement	1 837 000	5,94	103 000 +	1 734 000	
3080	Indemnités versées au personnel temporaire	85 000	21,42	15 000 +	70 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	584 000	14,06	72 000 +	512 000	
3091	Recrutement du personnel	120 000	- 1,64	2 000 -	122 000	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	132 000	- 7,05	10 000 -	142 000	
3100 *	Fournitures de bureau	260 000	116,66	140 000 +	120 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	150 000	3,44	5 000 +	145 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	80 000	- 11,12	10 000 -	90 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	666 000	- 11,75	88 600 -	754 600	
3111 *	Acquisition courante de machines, appareils, armes, véhicules, autre mobilier et matériel	1 733 000	5,58	91 700 +	1 641 300	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	43 000	7,50	3 000 +	40 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	975 000	- 0,21	2 000 -	977 000	
3130	Autres marchandises	1 201 000	1,60	19 000 +	1 182 000	
3137	Frais de subsistance	40 000	0,00		40 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	222 000	- 12,26	31 000 -	253 000	
3143 *	Entretien des domaines loués par l'Etat	158 000	21,53	28 000 +	130 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	168 000	1,81	3 000 +	165 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	1 292 100	- 1,75	22 900 -	1 315 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1650 (SUITE)					
3160 * Loyers, fermages et redevances d'utilisation	9 045 000	− 10,06	1 011 000 −	10 056 000	
3170 Indemnités pour frais de déplacement du personnel	2 400 000	− 2,05	50 000 −	2 450 000	
3180 * Indemnités pour prestations de service de tiers	1 505 000	26,22	312 700 +	1 192 300	
3183 Primes d'assurance objets	136 000	13,33	16 000 +	120 000	
3184 Impôts et taxes	18 000	− 21,74	5 000 −	23 000	
3185 * Frais de PTT	1 588 000	10,43	150 000 +	1 438 000	
3199 Autres biens, services et marchandises	935 000	8,46	73 000 +	862 000	
3520 * Dédommagements à la ville de Berne pour le service de la police judiciaire et le service sanitaire et de sauvetage	18 893 000	2,40	443 000 +	18 450 000	
3600 Subventions à l'exploitation accordées à la Confédération	44 600	− 29,21	18 400 −	63 000	
3650 * Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	217 400	62,23	83 400 +	134 000	
3900 Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	105 000	2,94	3 000 +	102 000	
REVENUS					
4270 * Revenus des immeubles du patrimoine administratif	3 802 000	− 11,07	473 000 −	4 275 000	
4310 Emoluments administratifs	185 000	37,03	50 000 +	135 000	
4320 Pensions et taxes	445 000	3,48	15 000 +	430 000	
4340 * Autres redevances d'utilisation et prestations de service	255 000	− 59,53	375 000 −	630 000	
4350 Ventes	87 000	12,98	10 000 +	77 000	
4360 Remboursements de tiers	500 000	3,09	15 000 +	485 000	
4370 Revenus d'amendes	2 500 000	0,00		2 500 000	
4600 * Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	1 120 000	− 6,67	80 000 −	1 200 000	
INVESTISSEMENT: DEPENSES	**2 969 000**	**- 3,03**	**92 500 -**	**3 061 500**	
RECETTES	**6 000**	**0,00**		**6 000**	
SOLDE	**2 963 000 -**			**3 055 500 -**	
DEPENSES					
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	108 000	− 56,19	138 500 −	246 500	
5061 Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	2 849 000	1,64	46 000 +	2 803 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1650	(SUITE)					
5250	Participations à des sociétés coopératives de construction	12 000	0,00		12 000	
	RECETTES					
6250	Remboursement de participations à des sociétés coopératives de construction	6 000	0,00		6 000	

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1660	**Police des autoroutes**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**11 235 300**	**9,03**	**930 800 +**	**10 304 500**	
	REVENUS	**8 280 000**	**- 6,23**	**550 000 -**	**8 830 000**	
	SOLDE	**2 955 300 -**			**1 474 500 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	7 322 000	9,02	606 000 +	6 716 000	
3011	Allocations de service versées au Corps de police	341 000	3,64	12 000 +	329 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	339 000	10,78	33 000 +	306 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	617 000	54,25	217 000 +	400 000	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	21 000	10,52	2 000 +	19 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	80 000	– 5,89	5 000 –	85 000	
3061	Allocations de logement	184 000	1,93	3 500 +	180 500	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	66 000	32,00	16 000 +	50 000	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	10 000	– 9,10	1 000 –	11 000	
3100 *	Fournitures de bureau	21 000	110,00	11 000 +	10 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	12 000	9,09	1 000 +	11 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	10 000	25,00	2 000 +	8 000	
3111	Acquisition courante de machines, appareils, armes, véhicules, autre mobilier et matériel	319 000	7,40	22 000 +	297 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	109 000	1,86	2 000 +	107 000	
3130	Autres marchandises	190 500	1,87	3 500 +	187 000	
3137	Frais de subsistance	10 000	0,00		10 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	5 000	0,00		5 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	145 200	1,53	2 200 +	143 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	230 000	– 22,30	66 000 –	296 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	220 000	25,71	45 000 +	175 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	25 000	13,63	3 000 +	22 000	
3183	Primes d'assurance objets	13 000	8,33	1 000 +	12 000	
3184	Impôts et taxes	2 000	0,00		2 000	
3185	Frais de PTT	91 000	– 9,00	9 000 –	100 000	
3510	Dédommagements aux cantons pour la surveillance du trafic sur des portions d'autoroutes	489 100	6,32	29 100 +	460 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1660 (SUITE)					
3520 Remboursements à des communes	355 000	0,00		355 000	
3900 Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	8 500	6,25	500+	8 000	
REVENUS					
4270 * Revenus des immeubles du patrimoine administratif	110 000	− 38,89	70 000−	180 000	
4370 * Revenus d'amendes	370 000	− 47,15	330 000−	700 000	
4600 * Subventions à l'exploitation versées par la Confédération pour la surveillance de la circulat. sur les routes nat.	7 800 000	− 1,89	150 000−	7 950 000	

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1670 Pénitencier Thorberg						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**12 907 000**	**8,61**	**1 024 000 +**	**11 883 000**	
	REVENUS	**9 824 000**	**3,03**	**289 000 +**	**9 535 000**	
	SOLDE	**3 083 000 -**			**2 348 000 -**	
CHARGES						
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	7 468 000	6,85	479 000 +	6 989 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	343 000	17,06	50 000 +	293 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	644 000	40,91	187 000 +	457 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	30 000	11,11	3 000 +	27 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	40 000	14,28	5 000 +	35 000	
3091	Recrutement du personnel	13 000	30,00	3 000 +	10 000	
3100	Fournitures de bureau	18 000	0,00		18 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	27 000	8,00	2 000 +	25 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	15 000	0,00		15 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	39 000	122,85	21 500 +	17 500	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	358 000	21,15	62 500 +	295 500	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	65 000	0,00		65 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	292 000	2,45	7 000 +	285 000	
3130	Autres marchandises	975 000	- 1,02	10 000 -	985 000	
3137	Frais de subsistance	733 000	0,00		733 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	160 000	14,28	20 000 +	140 000	
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	50 000	400,00	40 000 +	10 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	97 000	- 9,35	10 000 -	107 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	19 000	375,00	15 000 +	4 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	30 000	0,00		30 000	
3171	Excursions, courses d'école, camps	5 000	0,00		5 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	1 300 000	10,26	121 000 +	1 179 000	
3183	Primes d'assurance objets	40 000	14,28	5 000 +	35 000	
3185 *	Frais de PTT	68 000	51,11	23 000 +	45 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1670	(SUITE)					
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	4 000	0,00		4 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	12 000	0,00		12 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	62 000	0,00		62 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	260 000	4,00	10 000+	250 000	
4320 *	Pensions et taxes	2 422 000	8,76	195 200+	2 226 800	
4350	Ventes	2 610 000	2,75	70 000+	2 540 000	
4360	Remboursements de tiers	229 000	4,09	9 000+	220 000	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	35 000	40,00	10 000+	25 000	
4904	Imputations internes de la Direction de la police pour frais de pension des détenus	4 268 000	− 0,13	5 200−	4 273 200	

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1675	**Etablissements de Witzwil**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**14 349 000**	**5,79**	**785 700 +**	**13 563 300**	
	REVENUS	**13 028 000**	**2,72**	**346 000 +**	**12 682 000**	
	SOLDE	**1 321 000 –**			**881 300 –**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	7 729 000	5,40	396 100 +	7 332 900	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	372 000	8,48	29 100 +	342 900	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	665 000	41,33	194 500 +	470 500	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	60 000	1,69	1 000 +	59 000	
3091 *	Recrutement du personnel	25 000	31,57	6 000 +	19 000	
3100	Fournitures de bureau	26 000	– 39,54	17 000 –	43 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	28 000	86,66	13 000 +	15 000	
3102 *	Ouvrages spécialisés et revues	33 000	43,47	10 000 +	23 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	64 000	– 38,47	40 000 –	104 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	418 000	– 0,24	1 000 –	419 000	
3112 *	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	112 000	30,23	26 000 +	86 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	502 000	9,13	42 000 +	460 000	
3130	Autres marchandises	1 340 000	3,07	40 000 +	1 300 000	
3137	Frais de subsistance	825 000	– 1,08	9 000 –	834 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	115 000	15,00	15 000 +	100 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	44 000	– 22,81	13 000 –	57 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	242 000	2,54	6 000 +	236 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	16 000		16 000 +		
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	13 000	0,00		13 000	
3171	Excursions, courses d'école, camps	15 000	0,00		15 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	1 204 000	– 1,48	18 000 –	1 222 000	
3181 *	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	75 000		75 000 +		
3183	Primes d'assurance objets	32 000	0,00		32 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1675	(SUITE)					
3184	Impôts et taxes	1 000	0,00		1 000	
3185	Frais de PTT	68 000	13,33	8 000 +	60 000	
3186 *	Traitement des données BEDAG	15 000	50,00	5 000 +	10 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	2 000	100,00	1 000 +	1 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	3 000	0,00		3 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	305 000	0,00		305 000	
	REVENUS					
4270 *	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	391 000	76,12	169 000 +	222 000	
4320 *	Pensions et taxes	2 464 000	42,41	733 800 +	1 730 200	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	140 000	27,27	30 000 +	110 000	
4350	Ventes	5 510 000	2,34	126 000 +	5 384 000	
4360	Remboursements de tiers	254 000	2,00	5 000 +	249 000	
4362 *	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	40 000	− 82,61	190 000 −	230 000	
4904	Imputations internes de la Direction de la police pour frais de pension des détenus	4 229 000	− 11,10	527 800 −	4 756 800	

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1680	**Les Etablissements d'Hindelbank**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**8 915 000**	**6,35**	**533 000 +**	**8 382 000**	
	REVENUS	**6 489 000**	**- 2,53**	**168 000 -**	**6 657 000**	
	SOLDE	**2 426 000 -**			**1 725 000 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	5 558 000	7,71	398 000 +	5 160 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	273 000	9,20	23 000 +	250 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	538 000	38,30	149 000 +	389 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	41 000	– 30,51	18 000 –	59 000	
3091	Recrutement du personnel	57 500	13,86	7 000 +	50 500	
3100	Fournitures de bureau	23 000	– 9,81	2 500 –	25 500	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	32 000	6,66	2 000 +	30 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	20 000	– 9,10	2 000 –	22 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	101 000	405,00	81 000 +	20 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	162 000	– 14,74	28 000 –	190 000	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	78 000	– 11,37	10 000 –	88 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	241 000	0,00		241 000	
3130	Autres marchandises	448 500	7,42	31 000 +	417 500	
3137	Frais de subsistance	378 000	– 9,36	39 000 –	417 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	84 000	16,66	12 000 +	72 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	34 000	– 32,68	16 500 –	50 500	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	62 000	2,47	1 500 +	60 500	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	5 000	– 50,00	5 000 –	10 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	29 000	7,40	2 000 +	27 000	
3171	Excursions, courses d'école, camps	13 000	44,44	4 000 +	9 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	653 700	– 6,42	44 800 –	698 500	
3183	Primes d'assurance objets	8 500	13,33	1 000 +	7 500	
3185	Frais de PTT	52 800	– 21,78	14 700 –	67 500	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	1 500	50,00	500 +	1 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1680	(SUITE)					
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	6 500	30,00	1 500+	5 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	14 000	0,00		14 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	114 000	− 0,87	1 000−	115 000	
4320 *	Pensions et taxes	4 052 500	− 10,55	477 500−	4 530 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	5 000	0,00		5 000	
4350	Ventes	1 036 000	6,47	63 000+	973 000	
4360	Remboursements de tiers	238 500	54,87	84 500+	154 000	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	8 000	− 20,00	2 000−	10 000	
4904	Imputations internes de la Direction de la police pour frais de pension des détenus	1 035 000	18,96	165 000+	870 000	

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1685 Etablissements de St. Jean						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**8 023 000**	**9,12**	**671 000 +**	**7 352 000**	
	REVENUS	**5 884 000**	**5,03**	**282 000 +**	**5 602 000**	
	SOLDE	**2 139 000 –**			**1 750 000 –**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	4 858 000	9,76	432 000 +	4 426 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	205 000	10,81	20 000 +	185 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	483 000	53,82	169 000 +	314 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	1 000		1 000 +		
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	19 000	– 9,53	2 000 –	21 000	
3091	Recrutement du personnel	10 000	0,00		10 000	
3100	Fournitures de bureau	17 000	– 5,56	1 000 –	18 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	14 000	40,00	4 000 +	10 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	9 000	– 25,00	3 000 –	12 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	33 000		33 000 +		
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	178 000	– 8,72	17 000 –	195 000	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	46 000	– 8,00	4 000 –	50 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	274 000	– 4,87	14 000 –	288 000	
3130	Autres marchandises	604 000	0,49	3 000 +	601 000	
3137	Frais de subsistance	344 000	– 2,28	8 000 –	352 000	
3141 *	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	87 000	45,00	27 000 +	60 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	40 000	– 4,77	2 000 –	42 000	
3151 *	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	150 000	47,05	48 000 +	102 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	2 500	– 75,00	7 500 –	10 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	24 000	0,00		24 000	
3171	Excursions, courses d'école, camps	7 000	0,00		7 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	501 500	– 1,48	7 500 –	509 000	
3183	Primes d'assurance objets	5 000	– 28,58	2 000 –	7 000	
3185	Frais de PTT	47 000	2,17	1 000 +	46 000	

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1685	(SUITE)					
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	1 000	0,00		1 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	4 000	33,33	1 000 +	3 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	59 000	0,00		59 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	87 500	− 7,90	7 500 −	95 000	
4320 *	Pensions et taxes	1 790 000	16,61	255 000 +	1 535 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	21 000	− 4,55	1 000 −	22 000	
4350	Ventes	1 809 000	3,84	67 000 +	1 742 000	
4360	Remboursements de tiers	105 000	0,00		105 000	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	3 500	16,66	500 +	3 000	
4904	Imputations internes de la Direction de la police pour frais de pension des détenus	2 068 000	− 1,53	32 000 −	2 100 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1690 Foyer d'éducation Prêles						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**7 115 500**	**6,98**	**464 400 +**	**6 651 100**	
	REVENUS	**6 489 000**	**- 3,21**	**215 000 -**	**6 704 000**	
	SOLDE	**626 500 -**			**52 900 +**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	3 000	0,00		3 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	4 547 000	6,26	268 000 +	4 279 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	223 000	5,43	11 500 +	211 500	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	376 000	46,87	120 000 +	256 000	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	37 000	37,03	10 000 +	27 000	
3091	Recrutement du personnel	5 500	37,50	1 500 +	4 000	
3100	Fournitures de bureau	8 000	0,00		8 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	15 000	130,76	8 500 +	6 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	19 000	11,76	2 000 +	17 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	10 000	233,33	7 000 +	3 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	84 000	- 19,24	20 000 -	104 000	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	28 000	12,00	3 000 +	25 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	225 000	- 2,18	5 000 -	230 000	
3130	Autres marchandises	704 000	2,92	20 000 +	684 000	
3137	Frais de subsistance	275 000	5,76	15 000 +	260 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	55 000	- 8,34	5 000 -	60 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	28 000	12,00	3 000 +	25 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	87 000	10,12	8 000 +	79 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	9 000	80,00	4 000 +	5 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	9 000	12,50	1 000 +	8 000	
3171	Excursions, courses d'école, camps	26 000	- 13,34	4 000 -	30 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	244 000	6,55	15 000 +	229 000	
3183	Primes d'assurance objets	10 500	29,62	2 400 +	8 100	
3185	Frais de PTT	31 000	3,33	1 000 +	30 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1690	(SUITE)					
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	4 500	− 25,00	1 500−	6 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	2 500	− 28,58	1 000−	3 500	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	49 500	0,00		49 500	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	213 000	3,90	8 000+	205 000	
4320 *	Pensions et taxes	3 650 000	− 6,42	250 000−	3 900 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	28 000	16,66	4 000+	24 000	
4350	Ventes	1 171 000	3,62	41 000+	1 130 000	
4360	Remboursements de tiers	40 000	− 20,00	10 000−	50 000	
4362 *	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	22 000	− 26,67	8 000−	30 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	1 365 000	0,00		1 365 000	

Direction de la police		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1695 Foyer pour adolescentes «Lory» Münsingen						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**1 941 300**	**10,57**	**185 700 +**	**1 755 600**	
	REVENUS	**1 968 500**	**8,48**	**153 900 +**	**1 814 600**	
	SOLDE	**27 200 +**			**59 000 +**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	2 500	25,00	500 +	2 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 337 000	5,11	65 000 +	1 272 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	64 000	15,73	8 700 +	55 300	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	109 000	24,28	21 300 +	87 700	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	12 000	– 43,93	9 400 –	21 400	
3091	Recrutement du personnel	6 000	100,00	3 000 +	3 000	
3100	Fournitures de bureau	5 000	0,00		5 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	1 500	0,00		1 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	4 000	0,00		4 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	118 000	›999.99+	115 000 +	3 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	24 000	– 15,20	4 300 –	28 300	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	9 000	7,14	600 +	8 400	
3120	Eau, énergie et combustibles	45 000	– 8,17	4 000 –	49 000	
3130	Autres marchandises	30 400	– 34,35	15 900 –	46 300	
3137	Frais de subsistance	56 000	9,80	5 000 +	51 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	12 000	0,00		12 000	
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	6 000	500,00	5 000 +	1 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	10 000	– 23,08	3 000 –	13 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	3 500	133,33	2 000 +	1 500	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	2 000	0,00		2 000	
3171	Excursions, courses d'école, camps	22 000	0,00		22 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	48 000	– 5,70	2 900 –	50 900	
3183	Primes d'assurance objets	1 400	– 22,23	400 –	1 800	
3184	Impôts et taxes	3 500	– 12,50	500 –	4 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de la police		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1695	(SUITE)					
3185	Frais de PTT	7 000	0,00		7 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	1 000	0,00		1 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	1 500	0,00		1 500	
	REVENUS					
4320	Pensions et taxes	1 555 000	9,07	129 400+	1 425 600	
4350 *	Ventes	51 000	− 35,04	27 500−	78 500	
4360	Remboursements de tiers	12 000	20,00	2 000+	10 000	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	500	0,00		500	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	350 000	16,66	50 000+	300 000	

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
17 Direction des affaires militaires						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**50 273 400**		**186 300 +**	**50 087 100**	
	REVENUS	**30 096 800**		**775 500 -**	**30 872 300**	
	SOLDE	**20 176 600 -**			**19 214 800 -**	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**26 096 000**		**5 856 000 +**	**20 240 000**	
	RECETTES	**20 000 000**		**6 000 000 +**	**14 000 000**	
	SOLDE	**6 096 000 -**			**6 240 000 -**	
1700 Secrétariat/Administration des arrondissements						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**9 105 500**	**4,22**	**369 000 +**	**8 736 500**	
	REVENUS	**301 500**	**3,43**	**10 000 +**	**291 500**	
	SOLDE	**8 804 000 -**			**8 445 000 -**	
CHARGES						
3010 Traitements du personnel administratif et d'exploitation		7 077 000	4,92	332 000 +	6 745 000	
3030 Contributions de l'employeur aux assurances sociales		378 000	4,13	15 000 +	363 000	
3040 Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance		467 000	42,81	140 000 +	327 000	
3060 Vêtements de service et allocations y relatives		2 000	0,00		2 000	
3090 Formation et perfectionnement professionnel du personnel		10 000	0,00		10 000	
3091 Recrutement du personnel		8 000	− 11,12	1 000 −	9 000	
3100 Fournitures de bureau		29 000	0,00		29 000	
3101 Frais d'impression et de reliure, publications		64 000	0,00		64 000	
3102 Ouvrages spécialisés et revues		23 000	0,00		23 000	
3110 Acquisition de machines et de meubles de bureau		55 000	22,22	10 000 +	45 000	
3120 Eau, énergie et combustibles		22 000	− 12,00	3 000 −	25 000	
3130 Autres marchandises		6 000	0,00		6 000	
3150 Entretien d'appareils et de meubles de bureau		13 000	18,18	2 000 +	11 000	
3160 Loyers, fermages et redevances d'utilisation		149 000	4,92	7 000 +	142 000	
3170 Indemnités pour frais de déplacement du personnel		72 000	0,00		72 000	
3172 Frais de représentation		7 500	0,00		7 500	
3180 * Indemnités pour prestations de service de tiers		525 000	− 21,06	140 000 −	665 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1700	(SUITE)					
3185	Frais de PTT	72 000	9,09	6 000+	66 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	15 000	0,00		15 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	90 000	0,00		90 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	21 000	5,00	1 000+	20 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	7 500	0,00		7 500	
4350	Ventes	1 000	0,00		1 000	
4360	Remboursements de tiers	3 000	0,00		3 000	
4500	Remboursements de la Confédération	290 000	3,57	10 000+	280 000	

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1701 Fonds du Sport-Toto de la Direction des affaires militaires						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**392 000**	**28,10**	**86 000 +**	**306 000**	
	REVENUS	**392 000**	**28,10**	**86 000 +**	**306 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3650 Subv. exploit. à des institutions privées pour l'encouragement du sport militaire hors service et du tir hors serv.		130 000	0,00		130 000	
3800 Versement au Fonds spécial figurant au bilan		262 000	48,86	86 000 +	176 000	
REVENUS						
4690 Subventions provenant du Sport-Toto		290 000	31,81	70 000 +	220 000	
4910 Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial		102 000	18,60	16 000 +	86 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1702 Fonds des amendes militaires						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**320 000**	**6,66**	**20 000 +**	**300 000**	
	REVENUS	**320 000**	**6,66**	**20 000 +**	**300 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3650 Subventions pour des installations de tir et pour le tir hors service		150 000	0,00		150 000	
3800 Versement au Fonds spécial figurant au bilan		170 000	13,33	20 000 +	150 000	
REVENUS						
4370 Revenus d'amendes		320 000	6,66	20 000 +	300 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1720 Commissariat des guerres						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**22 577 700**	**- 0,58**	**131 000 -**	**22 708 700**	
	REVENUS	**19 748 000**	**- 2,32**	**469 000 -**	**20 217 000**	
	SOLDE	**2 829 700 -**			**2 491 700 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	6 262 000	6,13	362 000 +	5 900 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	397 000	4,74	18 000 +	379 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	570 000	46,90	182 000 +	388 000	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	100 000	5,26	5 000 +	95 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	5 000	0,00		5 000	
3091	Recrutement du personnel	5 000	150,00	3 000 +	2 000	
3100	Fournitures de bureau	12 000	20,00	2 000 +	10 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	10 000	25,00	2 000 +	8 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	1 700	0,00		1 700	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	30 000	- 76,93	100 000 -	130 000	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	380 000	65,21	150 000 +	230 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	125 000	- 8,09	11 000 -	136 000	
3130 *	Autres marchandises	14 150 000	- 5,10	760 000 -	14 910 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	50 000	0,00		50 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	10 000	66,66	4 000 +	6 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	102 000	17,24	15 000 +	87 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	203 000	- 2,88	6 000 -	209 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	50 000	0,00		50 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	22 000	0,00		22 000	
3183	Primes d'assurance objets	27 000	8,00	2 000 +	25 000	
3184	Impôts et taxes	8 000	0,00		8 000	
3185	Frais de PTT	52 000	0,00		52 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	6 000	20,00	1 000 +	5 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	23 000	0,00		23 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1720	(SUITE)					
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	50 000	− 9,10	5 000 −	55 000	
4350	Ventes	905 000	0,44	4 000 +	901 000	
4360	Remboursements de tiers	50 000	0,00		50 000	
4500 *	Remboursements par la Confédération pour l'habillement et l'équipement	18 720 000	− 2,44	468 000 −	19 188 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES			**120 000 -**	**120 000**	
	SOLDE				**120 000 -**	
	DEPENSES					
5061 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier			120 000 −	120 000	

* − VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B − AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) − MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1730	**Intendance des casernes**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**1 637 500**	**5,03**	**78 500 +**	**1 559 000**	
	REVENUS	**1 196 000**	**- 1,65**	**20 000 -**	**1 216 000**	
	SOLDE	**441 500 -**			**343 000 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	907 000	6,20	53 000 +	854 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	47 000	11,90	5 000 +	42 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	73 000	48,97	24 000 +	49 000	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	16 000	- 5,89	1 000 -	17 000	
3091	Recrutement du personnel	1 000	0,00		1 000	
3100	Fournitures de bureau	1 500	50,00	500 +	1 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	1 000	0,00		1 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	500	0,00		500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	2 000	0,00		2 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	130 000	- 24,86	43 000 -	173 000	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	15 500	0,00		15 500	
3120	Eau, énergie et combustibles	240 000	- 5,89	15 000 -	255 000	
3130	Autres marchandises	30 000	0,00		30 000	
3141 *	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	76 500	188,67	50 000 +	26 500	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	2 000	0,00		2 000	
3151 *	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	20 000	33,33	5 000 +	15 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	1 000	0,00		1 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	500	0,00		500	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	60 000	0,00		60 000	
3185	Frais de PTT	6 000	0,00		6 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	6 000	0,00		6 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	1 000	0,00		1 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	1 005 000	- 0,99	10 000 -	1 015 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1730	(SUITE)					
4350	Ventes	1 000	0,00		1 000	
4360	Remboursements de tiers	10 000	0,00		10 000	
4500	Remboursements de la Confédération	180 000	− 5,27	10 000 −	190 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1740 Administration de la taxe militaire						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**1 334 500**	**11,34**	**136 000 +**	**1 198 500**	
	REVENUS	**3 560 200**	**4,39**	**150 000 +**	**3 410 200**	
	SOLDE	**2 225 700 +**			**2 211 700 +**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	867 000	2,24	19 000 +	848 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	45 000	4,65	2 000 +	43 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	87 000	50,00	29 000 +	58 000	
3091	Recrutement du personnel	3 000	0,00		3 000	
3100	Fournitures de bureau	9 000	50,00	3 000 +	6 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	30 000	− 14,29	5 000 −	35 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	1 500	0,00		1 500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	7 000	0,00		7 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	40 000	0,00		40 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	2 000	100,00	1 000 +	1 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	8 000	0,00		8 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	157 000	124,28	87 000 +	70 000	
3185	Frais de PTT	73 000	0,00		73 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	5 000	0,00		5 000	
	REVENUS					
4350	Ventes	200	0,00		200	
4360	Remboursements de tiers	60 000	0,00		60 000	
4403	Part de la taxe militaire	3 500 000	4,47	150 000 +	3 350 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1740 (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**			**120 000 -**	**120 000**	
	SOLDE				**120 000 -**	
DEPENSES						
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED				120 000 —	120 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1750 Service central des secours en cas de catastrophes et de la défense						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**1 192 000**	**- 9,40**	**123 600 -**	**1 315 600**	
	REVENUS	**20 400**	**- 41,72**	**14 600 -**	**35 000**	
	SOLDE	**1 171 600 -**			**1 280 600 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	4 000	— 50,00	4 000 —	8 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	712 000	6,81	45 400 +	666 600	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	38 000	12,75	4 300 +	33 700	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	74 000	50,10	24 700 +	49 300	
3091	Recrutement du personnel	2 000	0,00		2 000	
3100	Fournitures de bureau	5 000	0,00		5 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	18 000	100,00	9 000 +	9 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	3 000	— 25,00	1 000 —	4 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	8 000	0,00		8 000	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	30 000	— 80,65	125 000 —	155 000	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	2 000	0,00		2 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	28 000	12,00	3 000 +	25 000	
3130	Autres marchandises	4 000	— 20,00	1 000 —	5 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	40 000	0,00		40 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	5 000	0,00		5 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	10 000	0,00		10 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	15 000	36,36	4 000 +	11 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	12 000	— 20,00	3 000 —	15 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	170 000	— 32,28	81 000 —	251 000	
3185	Frais de PTT	8 000	0,00		8 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	4 000	33,33	1 000 +	3 000	
	REVENUS					
4350	Ventes	200	0,00		200	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1750 (SUITE)						
4360 Remboursements de tiers		200	0,00		200	
4500 * Remboursements de la Confédération		20 000	− 42,20	14 600 −	34 600	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**96 000**		**96 000 +**		
	SOLDE	**96 000 -**				
DEPENSES						
5031 * Transformations d'immeubles du patrimoine administratif; équipement		96 000		96 000 +		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1760 Office de la protection civile						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**13 714 200**	**- 1,79**	**248 600 -**	**13 962 800**	
	REVENUS	**4 558 700**	**- 10,56**	**537 900 -**	**5 096 600**	
	SOLDE	**9 155 500 -**			**8 866 200 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	6 000	0,00		6 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	4 944 000	5,69	266 400 +	4 677 600	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	244 000	5,21	12 100 +	231 900	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	452 000	50,11	150 900 +	301 100	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	25 000	733,33	22 000 +	3 000	
3091	Recrutement du personnel	8 000	33,33	2 000 +	6 000	
3100	Fournitures de bureau	70 000	- 23,92	22 000 -	92 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	34 000	- 34,62	18 000 -	52 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	4 000	0,00		4 000	
3106 *	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	5 000		5 000 +		
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	235 900	36,99	63 700 +	172 200	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	8 500	254,16	6 100 +	2 400	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	19 700	- 22,45	5 700 -	25 400	
3120	Eau, énergie et combustibles	114 200	2,42	2 700 +	111 500	
3130	Autres marchandises	217 000	- 11,90	29 300 -	246 300	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	8 000	- 20,00	2 000 -	10 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	43 000	19,44	7 000 +	36 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	10 000	25,00	2 000 +	8 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	373 800	1,57	5 800 +	368 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	45 000	- 43,75	35 000 -	80 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	872 800	- 0,94	8 200 -	881 000	
3183	Primes d'assurance objets	4 000	- 25,93	1 400 -	5 400	
3185	Frais de PTT	74 000	7,24	5 000 +	69 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	5 000	0,00		5 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires militaires	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1760 (SUITE)					
3620 * Subventions à l'exploitation accordées aux communes pour cours et matériel	2 095 900	− 12,20	291 100 −	2 387 000	
3650 Subventions à l'exploitation accordées à des institutions privées pour du matériel etc.	30 000	− 50,00	30 000 −	60 000	
3700 Subventions à l'exploitation redistribuées à la Confédération pour le matériel des communes	400 000	0,00		400 000	
3720 * Subventions à l'exploitation redistribuées à des communes pour cours et matériel	3 181 400	− 9,03	315 600 −	3 497 000	
3750 Subventions à l'exploitation redistribuées à des institutions privées pour du matériel etc.	80 000	− 33,34	40 000 −	120 000	
3900 Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	104 000	− 0,96	1 000 −	105 000	
REVENUS					
4270 Revenus des immeubles du patrimoine administratif	60 000	− 7,41	4 800 −	64 800	
4310 Emoluments administratifs	160 000	− 3,04	5 000 −	165 000	
4350 Ventes	235 200	− 2,90	7 000 −	242 200	
4360 Remboursements de tiers	6 100	8,92	500 +	5 600	
4500 * Remboursements de la Confédération	40 000	− 79,06	151 000 −	191 000	
4520 * Remboursements de communes	8 000	− 89,88	71 000 −	79 000	
4600 Subventions à l'exploitation versées par la Confédération pour cours, rapports et exercices	388 000	16,86	56 000 +	332 000	
4700 Subventions à l'exploitation de la Confédération à redistribuer aux communes et entreprises pour cours et matériel	3 261 400	− 9,84	355 600 −	3 617 000	
4720 Subventions à l'exploitation de communes à redistribuer à la Confédération pour du matériel	400 000	0,00		400 000	

Direction des affaires militaires		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1760 (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**26 000 000**	**30,00**	**6 000 000 +**	**20 000 000**	
	RECETTES	**20 000 000**	**42,85**	**6 000 000 +**	**14 000 000**	
	SOLDE	**6 000 000 -**			**6 000 000 -**	
	DEPENSES					
5620	Subventions à l'investissement versées aux communes pour des mesures de construction	5 600 000	0,00		5 600 000	
5630 *	Subventions à l'investissement versées à des établissements, offices et entreprises de l'Etat p. mesures de construc.	300 000	200,00	200 000 +	100 000	
5650 *	Subventions à l'investissement versées à des institutions privées pour des mesures de construction	100 000	- 66,67	200 000 -	300 000	
5720 *	Subventions à l'investissement redistribuées aux communes pour des mesures de construction	19 900 000	44,20	6 100 000 +	13 800 000	
5730	Subventions à l'investissement redistribuées à des établissements de l'Etat pour des mesures de construction	50 000	- 50,00	50 000 -	100 000	
5750	Subventions à l'investissement redistribuées à des institutions privées pour des mesures de construction	50 000	- 50,00	50 000 -	100 000	
	RECETTES					
6700	Subventions à l'investissement de la Confédération à redistribuer pour des mesures de construction	20 000 000	42,85	6 000 000 +	14 000 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des cultes			BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
18	**Direction des cultes**						
	FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**65 385 500**		**5 019 000 +**	**60 366 500**	
		REVENUS	**6 022 800**		**379 400 +**	**5 643 400**	
		SOLDE	**59 362 700 -**			**54 723 100 -**	
1800	**Secrétariat**						
	FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**455 000**	**- 0,79**	**3 600 -**	**458 600**	
		REVENUS	**2 000**	**5,26**	**100 +**	**1 900**	
		SOLDE	**453 000 -**			**456 700 -**	
	CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions		20 000	0,00		20 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation		265 000	9,50	23 000 +	242 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales		16 000	14,28	2 000 +	14 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance		29 000	45,00	9 000 +	20 000	
3091	Recrutement du personnel		1 000		1 000 +		
3100	Fournitures de bureau		4 700	– 25,40	1 600 –	6 300	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications		2 000	42,85	600 +	1 400	
3102	Ouvrages spécialisés et revues		1 500	0,00		1 500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau		2 000	– 75,00	6 000 –	8 000	
3120	Eau, énergie et combustibles		4 700	4,44	200 +	4 500	
3130	Autres marchandises		2 200	0,00		2 200	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau		1 700	54,54	600 +	1 100	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation		24 500	– 9,26	2 500 –	27 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel		8 000	0,00		8 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers		70 000	– 30,00	30 000 –	100 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat		2 700	3,84	100 +	2 600	
	REVENUS						
4350	Ventes		2 000	5,26	100 +	1 900	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des cultes		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1810 Eglises nationales du canton de Berne						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**64 930 500**	**8,38**	**5 022 600 +**	**59 907 900**	
	REVENUS	**6 020 800**	**6,72**	**379 300 +**	**5 641 500**	
	SOLDE	**58 909 700 -**			**54 266 400 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	44 300	3,02	1 300 +	43 000	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	52 595 000	6,22	3 079 900 +	49 515 100	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	2 583 000	6,13	149 400 +	2 433 600	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	5 011 000	44,33	1 539 100 +	3 471 900	
3061	Allocations de logement	642 500	0,70	4 500 +	638 000	
3070	Prestations aux retraités	615 000	– 17,45	130 000 –	745 000	
3071 *	Allocations de renchérissement versées aux retraités			14 900 –	14 900	
3100	Fournitures de bureau	3 500	– 5,41	200 –	3 700	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications			700 –	700	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	1 500	0,00		1 500	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	2 400		2 400 +		
3170 *	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	40 000		40 000 +		
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	300	50,00	100 +	200	
3199	Autres biens, services et marchandises	2 000	5,26	100 +	1 900	
3520 *	Indemnités de logement	2 538 000	12,20	276 000 +	2 262 000	
3640 *	Subventions accordées aux Eglises nationales	852 000	9,79	76 000 +	776 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat			400 –	400	
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	17 800	4,09	700 +	17 100	
4360 *	Remboursements de tiers	6 000 000	6,73	378 600 +	5 621 400	
4520	Remboursements de communes	3 000	0,00		3 000	

Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
19 Direction des finances						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**860 106 400**		**52 201 800 +**	**807 904 600**	
	REVENUS	**2 634 176 800**		**62 842 300 +**	**2 571 334 500**	
	SOLDE	**1 774 070 400 +**			**1 763 429 900 +**	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**10 429 000**		**2 761 400 +**	**7 667 600**	
	RECETTES	**3 000 000**		**111 000 -**	**3 111 000**	
	SOLDE	**7 429 000 -**			**4 556 600 -**	
1900 * Secrétariat						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**11 206 500**	**- 6,56**	**786 000 -**	**11 992 500**	
	REVENUS	**3 291 000**	**0,00**		**3 291 000**	
	SOLDE	**7 915 500 -**			**8 701 500 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	8 500	0,00		8 500	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 867 000	42,08	553 000 +	1 314 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	92 000	48,38	30 000 +	62 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	230 000	88,52	108 000 +	122 000	
3050 *	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents			71 000 -	71 000	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	15 000	87,50	7 000 +	8 000	
3091	Recrutement du personnel	9 000	0,00		9 000	
3100	Fournitures de bureau	7 000	16,66	1 000 +	6 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	32 000	>999.99+	30 000 +	2 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	7 000	40,00	2 000 +	5 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	15 000	- 75,00	45 000 -	60 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	33 000	0,00		33 000	
3130	Autres marchandises	6 000	0,00		6 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	8 000	0,00		8 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	240 000	0,00		240 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	12 000	20,00	2 000 +	10 000	
3172	Frais de représentation	12 000	0,00		12 000	

Direction des finances		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1900 * (SUITE)						
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	700 000	− 27,84	270 000 −	970 000	
3183 *	Primes d'assurance objets	530 000	60,60	200 000 +	330 000	
3185 *	Frais de PTT	7 000 000	− 16,00	1 333 000 −	8 333 000	
3610	Subventions accordées à la Conférence des Directeurs des finances	18 000	0,00		18 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	360 000	0,00		360 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	5 000	0,00		5 000	
	REVENUS					
4100	Revenus de la régie des sels	3 100 000	0,00		3 100 000	
4310	Emoluments administratifs	1 000	0,00		1 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	60 000	0,00		60 000	
4350	Ventes	30 000	0,00		30 000	
4690	Dévolution de successions en déshérence	100 000	0,00		100 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1910 * Administration des finances						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**417 381 500**	**- 0,15**	**615 900 -**	**417 997 400**	
	REVENUS	**216 535 800**	**0,43**	**932 800 +**	**215 603 000**	
	SOLDE	**200 845 700 -**			**202 394 400 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	6 672 000	1,94	127 500 +	6 544 500	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	348 000	3,20	10 800 +	337 200	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	613 000	49,25	202 300 +	410 700	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents			3 900 –	3 900	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	13 000	– 27,78	5 000 –	18 000	
3091	Recrutement du personnel	7 000	– 36,37	4 000 –	11 000	
3100 *	Fournitures de bureau	120 000	53,84	42 000 +	78 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	145 000	49,48	48 000 +	97 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	8 000	77,77	3 500 +	4 500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	300 000	7,52	21 000 +	279 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.			110 000 –	110 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	17 000	– 97,09	567 000 –	584 000	
3130	Autres marchandises	4 600	– 95,77	104 000 –	108 600	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif			1 403 000 –	1 403 000	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat			150 000 –	150 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	73 700	– 21,60	20 300 –	94 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier			10 000 –	10 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	291 000	– 60,22	440 500 –	731 500	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	12 700	– 51,16	13 300 –	26 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	300 000	– 19,36	72 000 –	372 000	
3182 *	Obtention et gestion de capital	1 100 000	– 13,66	174 000 –	1 274 000	
3183	Primes d'assurance objets			2 240 000 –	2 240 000	
3184	Impôts et taxes			1 712 500 –	1 712 500	
3185 *	Frais de PTT	2 401 000	37,20	651 000 +	1 750 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1910 * (SUITE)					
3199 Autres biens, services et marchandises			10 000 −	10 000	
3200 * Intérêts passifs versés à des créanciers et sur des dépôts en espèces	700 000	16,66	100 000 +	600 000	
3210 * Paiement des intérêts sur les dettes à court terme	1 000 000	− 28,58	400 000 −	1 400 000	
3220 * Paiement des intérêts sur les dettes à moyen et à long terme	103 000 000	4,04	4 000 000 +	99 000 000	
3310 * Amortissements ordinaires sur les investissements du patrimoine administratif	174 000 000	8,75	14 000 000 +	160 000 000	
3311 * Amortissements ordinaires sur prêts et participations du patrimoine administratif	500 000		500 000 +		
3312 * Amortissements ordinaires sur subventions aux investissements	105 000 000		105 000 000 +		
3319 * Amortissements ordinaires sur d'autres dépenses faites sur le patrimoine administratif et portées à l'actif du bilan.			115 601 000 −	115 601 000	
3650 Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	500	− 90,00	4 500 −	5 000	
3900 * Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	22 000	29,41	5 000 +	17 000	
3910 Imputations internes d'intérêts à des Fonds spéciaux	5 733 000	− 28,48	2 282 000 −	8 015 000	
3990 Report au Fonds de compensation financière	15 000 000	0,00		15 000 000	
REVENUS					
4200 * Banques et intérêts de comptes courants	400 000	− 33,34	200 000 −	600 000	
4210 * Intérêts des dépôts à terme fixe et sur les avoirs en dépot	31 000 000	47,61	10 000 000 +	21 000 000	
4211 Intérêts moratoires			500 −	500	
4220 * Dividendes et autres intérêts du capital	540 000	›999.99+	538 000 +	2 000	
4250 * Intérêts de prêts du patrimoine administratif	600	− 96,00	14 400 −	15 000	
4260 * Revenus de participations permanentes du patrimoine administratif	5 650 000	− 7,38	450 000 −	6 100 000	
4261 * Intérêts sur le capital de dotation des banques d'Etat	30 050 000	− 1,64	500 000 −	30 550 000	
4270 Revenus des immeubles du patrimoine administratif	15 000	− 99,76	6 002 000 −	6 017 000	

Direction des finances			BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1910	(SUITE)						
4290	Autres revenus		780 000	6,84	50 000 +	730 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service		2 000	– 90,00	18 000 –	20 000	
4350	Ventes		12 700	– 23,96	4 000 –	16 700	
4360	Remboursements de tiers		2 500	– 98,97	238 500 –	241 000	
4363	Loyers d'immeubles n'appartenant pas à l'Etat				195 000 –	195 000	
4404	Part au produit du monopole fédéral sur les alcools		2 875 000	0,00		2 875 000	
4690	Autres subventions à l'exploitation		10 000	– 88,89	80 000 –	90 000	
4903	Imputations internes de divisions administratives pour fermages et loyers				729 800 –	729 800	
4920	Amortissements du patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises		114 378 000	– 1,06	1 223 000 –	115 601 000	
4991	Prélèvement du Fonds d'amortissements d'emprunts et de compensation financière		30 820 000	0,00		30 820 000	
	INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**129 000**	**- 97,73**	**5 543 600 -**	**5 672 600**	
		RECETTES			**3 111 000 -**	**3 111 000**	
		SOLDE	**129 000 -**			**2 561 600 -**	
	DEPENSES						
5030	Acquisition et construction d'immeubles du patrimoine administratif				4 960 600 –	4 960 600	
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED				212 000 –	212 000	
5061 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier		129 000	– 74,20	371 000 –	500 000	
	RECETTES						
6000	Transfert de terrains au patrimoine financier				3 000 000 –	3 000 000	
6630	Subventions aux investissements versées par les établissements de l'Etat				111 000 –	111 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU	BUDGET	COMPTE
		MONTANT	EN % EP	BUDGET 1989	1989	1988
1911	**Fonds de compensation financière**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**49 400 000**	**0,16**	**80 000 +**	**49 320 000**	
	REVENUS	**49 400 000**	**0,16**	**80 000 +**	**49 320 000**	
	SOLDE					
	CHARGES					
3410	Contributions de peréquation financière	29 650 000	0,00		29 650 000	
3620	Subventions spéciales accordées aux communes	19 000 000	0,00		19 000 000	
3991	Report au compte de fonctionnement de l'Administration des finances pour frais administratifs	320 000	0,00		320 000	
3992 *	Reports au Fonds spécial (1911.200)	430 000	22,85	80 000 +	350 000	
	REVENUS					
4620	Subventions des communes	15 000 000	0,00		15 000 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	18 890 000	16,49	2 675 000 +	16 215 000	
4910	Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial	80 000	– 97,10	2 675 000 –	2 755 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement de l'Administration des finances	15 000 000	0,00		15 000 000	
4992	Report du Fonds de péréquation financière	430 000	22,85	80 000 +	350 000	

Direction des finances		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1912 Fonds d'amortissements d'emprunts						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**30 500 000**	**0,00**		**30 500 000**	
	REVENUS	**30 500 000**	**0,00**		**30 500 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3991 Report au compte de fonctionnement de l'Administration des finances		30 500 000	0,00		30 500 000	
REVENUS						
4800 Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan		30 500 000	0,00		30 500 000	

Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1920 * Intendance des impôts						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**190 079 700**	**6,46**	**11 541 800 +**	**178 537 900**	
	REVENUS	**2 309 075 000**	**2,20**	**49 708 000 +**	**2 259 367 000**	
	SOLDE	**2 118 995 300 +**			**2 080 829 100 +**	
CHARGES						
3001 *	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	16 500	– 90,30	153 500 –	170 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	44 200 000	4,70	1 986 600 +	42 213 400	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	2 402 000	13,56	286 900 +	2 115 100	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	4 205 000	49,56	1 393 600 +	2 811 400	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	390 000	11,42	40 000 +	350 000	
3091 *	Recrutement du personnel	230 000	53,33	80 000 +	150 000	
3100 *	Fournitures de bureau	812 000	37,86	223 000 +	589 000	
3101 B	Frais d'impression et de reliure, publications	1 300 000	17,75	196 000 +	1 104 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	52 000	10,63	5 000 +	47 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	1 747 600	7,21	117 600 +	1 630 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	345 000	3,75	12 500 +	332 500	
3130	Autres marchandises	71 000	3,64	2 500 +	68 500	
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	367 000	18,77	58 000 +	309 000	
3160 B	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	4 443 600	15,80	606 600 +	3 837 000	
3170 *	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	440 000	32,53	108 000 +	332 000	
3180 B	Indemnités pour prestations de service de tiers	6 944 000	– 18,37	1 562 000 –	8 506 000	
3183	Primes d'assurance objets			1 000 –	1 000	
3185	Frais de PTT	363 000	3,71	13 000 +	350 000	
3290 *	Intérêts sur impôts versés en trop	2 000 000	– 27,28	750 000 –	2 750 000	
3300 *	Amortissement des impôts cantonaux	15 000 000	36,36	4 000 000 +	11 000 000	
3400	Parts des communes au produit de la taxe des successions et donations	10 000 000	0,00		10 000 000	
3520 B	Dédommagements aux communes pour la taxation fiscale et la perception des impôts	13 536 000	– 5,02	714 000 –	14 250 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	15 000	– 31,82	7 000 –	22 000	
3900 *	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	200 000	33,33	50 000 +	150 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
1920 * (SUITE)					
3990 * Reports au Fonds de la d ⁝ me hospitalière et au Fonds de soutien et de promotion de l'emploi	81 000 000	7,35	5 550 000 +	75 450 000	
REVENUS					
4001 * Impôt sur le revenu des personnes physiques	1 520 000 000	− 1,70	26 200 000 −	1 546 200 000	
4002 * Impôt à la source des personnes physiques	140 000 000	2,94	4 000 000 +	136 000 000	
4003 * Impôt sur le revenu des autres personnes morales	4 500 000	12,50	500 000 +	4 000 000	
4004 Impôt à la source des autres personnes morales	3 500 000	0,00		3 500 000	
4005 * Amendes fiscales	3 500 000	16,66	500 000 +	3 000 000	
4006 Impôt récupéré	800 000	0,00		800 000	
4011 * Impôt sur le bénéfice des SA et S.à.r.l.	103 000 000	− 2,84	3 000 000 −	106 000 000	
4012 * Impôt sur le bénéfice des sociétés coopératives	15 900 000	6,00	900 000 +	15 000 000	
4013 * Impôt sur le bénéfice des sociétés Holding	700 000	− 12,50	100 000 −	800 000	
4014 Impôt sur le capital des SA et S.à.r.l.	38 000 000	0,00		38 000 000	
4015 Impôt sur le capital des SA et S.à.r.l.	7 000 000	2,94	200 000 +	6 800 000	
4030 * Impôts sur les gains en capital	73 000 000	12,30	8 000 000 +	65 000 000	
4050 * Impôts sur les successions et donations	52 000 000	3,48	1 750 000 +	50 250 000	
4200 * Banques et intérêts de comptes courants	120 000		120 000 +		
4211 * Intérêts moratoires	6 900 000	6,15	400 000 +	6 500 000	
4270 Revenus des immeubles du patrimoine administratif	60 000	5,26	3 000 +	57 000	
4310 Emoluments administratifs	160 000	6,66	10 000 +	150 000	
4340 * Rétributions pour recouvrements, recours, expertises comptables	500 000	− 16,67	100 000 −	600 000	
4350 * Ventes	40 000	− 55,56	50 000 −	90 000	
4360 Remboursements de tiers	15 000	50,00	5 000 +	10 000	
4370 * Amendes fiscales	300 000	− 92,50	3 700 000 −	4 000 000	
4401 * Part de l'impôt fédéral direct	284 000 000	32,11	69 040 000 +	214 960 000	
4402 Part de l'impôt anticipé	50 000 000	0,00		50 000 000	
4520 * Remboursements des communes pour perception des impôts, partage intercommunal, estimation officielle	5 080 000	− 33,60	2 570 000 −	7 650 000	

Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1920 * (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**3 700 000**	**492,00**	**3 075 000 +**	**625 000**	
	SOLDE	**3 700 000 -**			**625 000 -**	
DEPENSES						
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		3 700 000	492,00	3 075 000 +	625 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1921 Fonds de soutien et de promotion de l'emploi						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**400 000**	**- 55,56**	**500 000 -**	**900 000**	
	REVENUS	**400 000**	**- 55,56**	**500 000 -**	**900 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3620 *	Remboursement de subventions communales	200 000	150,00	120 000 +	80 000	
3650 *	Subventions accordées à des institutions et entreprises pour le soutien et la promot. de l'emploi ds le sect. privé	200 000	150,00	120 000 +	80 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan			740 000 –	740 000	
REVENUS						
4620 *	Subventions à l'exploitation versées par des communes			450 000 –	450 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	400 000		400 000 +		
4990	Report du solde du compte de fonctionnement de l'Intendance des impôts			450 000 –	450 000	

Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1930 Office du personnel						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**106 408 800**	**33,78**	**26 869 300 +**	**79 539 500**	
	REVENUS	**13 021 000**	**6,42**	**786 000 +**	**12 235 000**	
	SOLDE	**93 387 800 –**			**67 304 500 –**	
CHARGES						
3001 *	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	86 500	37,30	23 500 +	63 000	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	5 678 000	32,50	1 393 000 +	4 285 000	
3030	Contribut. de l'employeur du personnel de l'Etat à l'assurance-chômage et de l'Office du perso. aux assur. sociales	3 352 400	3,53	114 400 +	3 238 000	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	83 314 000	42,78	24 963 000 +	58 351 000	
3050 *	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	10 500 000	– 3,23	350 000 –	10 850 000	
3071	Allocations de renchérissement versées aux retraités	90 000	– 14,29	15 000 –	105 000	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnels centralisés du personnel de l'Etat	955 000	30,55	223 500 +	731 500	
3091	Recrutement du personnel	23 600	2,60	600 +	23 000	
3100 *	Fournitures de bureau	120 500	53,50	42 000 +	78 500	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	106 600	11,04	10 600 +	96 000	
3102 *	Ouvrages spécialisés et revues	20 000	34,22	5 100 +	14 900	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	224 000	2,65	5 800 +	218 200	
3120	Eau, énergie et combustibles	21 800	1,39	300 +	21 500	
3130	Autres marchandises	17 900	2,28	400 +	17 500	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	13 400	3,07	400 +	13 000	
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	130 000	400,00	104 000 +	26 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	623 100	20,05	104 100 +	519 000	
3170 *	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	31 900	25,09	6 400 +	25 500	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	702 000	35,80	185 100 +	516 900	
3185 *	Frais de PTT	40 000	›999.99+	37 000 +	3 000	
3190	Versement de dommages-intérêts	309 000	3,00	9 000 +	300 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	3 600	2,85	100 +	3 500	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	45 500	15,18	6 000 +	39 500	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances			BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1930	(SUITE)						
	REVENUS						
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service		821 000	7,32	56 000 +	765 000	
4360 *	Remboursem. des indemn. journ. en cas d'accidt et alloc. pour perte de gain du perso. Etat et du corps enseignt; autres		12 200 000	6,36	730 000 +	11 470 000	
	INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**970 000**	**- 3,00**	**30 000 -**	**1 000 000**	
		SOLDE	**970 000 -**			**1 000 000 -**	
	DEPENSES						
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		970 000	7,77	70 000 +	900 000	
5061 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier				100 000 —	100 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1940 * Office de statistique						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**			**947 100 –**	**947 100**	
	REVENUS			**15 000 –**	**15 000**	
	SOLDE				**932 100 –**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation			544 000 –	544 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales			25 000 –	25 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance			39 000 –	39 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel			11 000 –	11 000	
3091	Recrutement du personnel			1 000 –	1 000	
3100	Fournitures de bureau			25 000 –	25 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications			100 000 –	100 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues			5 000 –	5 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau			50 000 –	50 000	
3120	Eau, énergie et combustibles			8 000 –	8 000	
3130	Autres marchandises			1 000 –	1 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau			11 000 –	11 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation			86 000 –	86 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel			3 000 –	3 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers			34 500 –	34 500	
3185	Frais de PTT			1 000 –	1 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées			600 –	600	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat			2 000 –	2 000	
	REVENUS					
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service			2 000 –	2 000	
4350	Ventes			13 000 –	13 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1950 Office de l'informatique						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**41 433 900**	**18,78**	**6 553 700 +**	**34 880 200**	
	REVENUS	**140 000**	**38,61**	**39 000 +**	**101 000**	
	SOLDE	**41 293 900 -**			**34 779 200 -**	
	CHARGES					
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	9 883 000	25,97	2 038 000 +	7 845 000	
3030 *	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	697 000	31,23	165 900 +	531 100	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	699 000	86,10	323 400 +	375 600	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	910 000	35,01	236 000 +	674 000	
3091 *	Recrutement du personnel	100 000	100,00	50 000 +	50 000	
3100 *	Fournitures de bureau	76 600	66,16	30 500 +	46 100	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	90 000	11,52	9 300 +	80 700	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	24 500	22,50	4 500 +	20 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	316 800	32,00	76 800 +	240 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	70 000	21,52	12 400 +	57 600	
3130	Autres marchandises	11 500	35,29	3 000 +	8 500	
3143 *	Entretien des domaines loués par l'Etat	45 000	125,00	25 000 +	20 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	52 000	18,18	8 000 +	44 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	2 021 500	60,71	763 700 +	1 257 800	
3170 *	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	32 000	28,00	7 000 +	25 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	2 500 000	– 57,79	3 422 500 –	5 922 500	
3185 *	Frais de PTT	810 000	35,61	212 700 +	597 300	
3186 *	Traitement des données BEDAG	23 000 000	35,29	6 000 000 +	17 000 000	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	44 000	0,00		44 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	51 000	24,39	10 000 +	41 000	
	REVENUS					
4360	Remboursements de tiers	140 000	38,61	39 000 +	101 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1950 (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**400 000**	**81,81**	**180 000 +**	**220 000**	
	SOLDE	**400 000 -**			**220 000 -**	
DEPENSES						
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		400 000	81,81	180 000 +	220 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE . 1988
1960 Contrôle des finances						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**3 596 000**	**9,30**	**306 000 +**	**3 290 000**	
	REVENUS	**2 500**	**0,00**		**2 500**	
	SOLDE	**3 593 500 -**			**3 287 500 -**	
CHARGES						
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	2 572 000	8,43	200 000 +	2 372 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	126 000	11,50	13 000 +	113 000	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	268 000	44,86	83 000 +	185 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	49 000	2,08	1 000 +	48 000	
3091	Recrutement du personnel	18 000	5,88	1 000 +	17 000	
3100	Fournitures de bureau	9 000	– 25,00	3 000 –	12 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	2 000	33,33	500 +	1 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	7 000	75,00	3 000 +	4 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	10 000	0,00		10 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	11 000	37,50	3 000 +	8 000	
3130	Autres marchandises	3 000	100,00	1 500 +	1 500	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	38 000	4,10	1 500 +	36 500	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	151 000	– 1,31	2 000 –	153 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	26 000	4,00	1 000 +	25 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	296 000	0,33	1 000 +	295 000	
3185	Frais de PTT	500	0,00		500	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	3 500	0,00		3 500	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	6 000	33,33	1 500 +	4 500	
REVENUS						
4340	Facturation de travaux de révision	1 500	7,14	100 +	1 400	
4350	Ventes	500	0,00		500	
4360	Remboursements de tiers	500	– 16,67	100 –	600	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1960 (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**30 000**	**- 80,00**	**120 000 -**	**150 000**	
	SOLDE	**30 000 -**			**150 000 -**	
DEPENSES						
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		30 000	— 80,00	120 000 —	150 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des finances		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
1970 * Administration des domaines						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**9 700 000**		**9 700 000 +**		
	REVENUS	**11 811 500**		**11 811 500 +**		
	SOLDE	**2 111 500 +**				
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	939 000		939 000 +		
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	49 000		49 000 +		
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	60 000		60 000 +		
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	4 000		4 000 +		
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	10 000		10 000 +		
3091	Recrutement du personnel	8 000		8 000 +		
3100 *	Fournitures de bureau	10 000		10 000 +		
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	2 000		2 000 +		
3102 *	Ouvrages spécialisés et revues	5 000		5 000 +		
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	20 000		20 000 +		
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	114 000		114 000 +		
3120	Eau, énergie et combustibles	595 000		595 000 +		
3130	Autres marchandises	223 000		223 000 +		
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	1 262 000		1 262 000 +		
3142	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine financier	140 000		140 000 +		
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	155 000		155 000 +		
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	14 000		14 000 +		
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	10 500		10 500 +		
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	504 000		504 000 +		
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	15 000		15 000 +		
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	232 000		232 000 +		
3183 *	Primes d'assurance objets	2 470 000		2 470 000 +		
3184 *	Impôts et taxes	2 790 000		2 790 000 +		
3199	Autres biens, services et marchandises	10 500		10 500 +		

Direction des finances			BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
1970 * (SUITE)							
3650 *	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées		50 000		50 000 +		
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat		8 000		8 000 +		
	REVENUS						
4211	Intérêts moratoires		50 000		50 000 +		
4230	Revenus des immeubles du patrimoine financier		2 727 000		2 727 000 +		
4240	Gains comptables sur les immeubles du patrimoine financier		500 000		500 000 +		
4250	Intérêts de prêts du patrimoine administratif		50 500		50 500 +		
4270 *	Revenus des immeubles du patrimoine administratif		7 235 000		7 235 000 +		
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service		20 000		20 000 +		
4350 *	Ventes		97 000		97 000 +		
4360	Remboursements de tiers		220 000		220 000 +		
4363	Loyers d'immeubles n'appartenant pas à l'Etat		195 000		195 000 +		
4903	Imputations internes de divisions administratives pour fermages et loyers		717 000		717 000 +		
	INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**5 200 000**		**5 200 000 +**		
		RECETTES	**3 000 000**		**3 000 000 +**		
		SOLDE	**2 200 000 -**				
	DEPENSES						
5030	Acquisition et construction d'immeubles du patrimoine administratif		5 000 000		5 000 000 +		
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		200 000		200 000 +		
	RECETTES						
6000	Transfert de terrains au patrimoine financier		3 000 000		3 000 000 +		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
20 Direction de l'instruction publique						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**1 388 695 700**		**136 763 400 +**	**1 251 932 300**	
	REVENUS	**581 757 700**		**57 092 300 +**	**524 665 400**	
	SOLDE	**806 938 000 -**			**727 266 900 -**	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**32 847 000**		**1 646 000 +**	**31 201 000**	
	RECETTES	**3 453 000**		**1 523 000 -**	**4 976 000**	
	SOLDE	**29 394 000 -**			**26 225 000 -**	
2000 * Secrétariat						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**89 543 600**	**60,54**	**33 768 300 +**	**55 775 300**	
	REVENUS	**31 087 800**	**24,20**	**6 058 300 +**	**25 029 500**	
	SOLDE	**58 455 800 -**			**30 745 800 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	780 000	— 7,15	60 000 —	840 000	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	15 350 000	250,99	10 976 700 +	4 373 300	
3020 *	Traitements du corps enseignant	5 236 000		5 236 000 +		
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	770 000	289,47	572 300 +	197 700	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	1 657 000	351,12	1 289 700 +	367 300	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	6 439 000	+›999.99	6 339 000 +	100 000	
3091	Recrutement du personnel	114 000	21,27	20 000 +	94 000	
3100	Fournitures de bureau	144 800	218,24	99 300 +	45 500	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	377 100	377,34	298 100 +	79 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	126 200	437,02	102 700 +	23 500	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	485 000		485 000 +		
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	800 200	530,07	673 200 +	127 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	226 100	75,27	97 100 +	129 000	
3130	Autres marchandises	105 500	+›999.99	98 500 +	7 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	45 000	80,00	20 000 +	25 000	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	5 000		5 000 +		
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	378 900	95,81	185 400 +	193 500	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
2000 * (SUITE)					
3160 Loyers, fermages et redevances d'utilisation	659 200	381,16	522 200 +	137 000	
3170 Indemnités pour frais de déplacement du personnel	500 000	998,90	454 500 +	45 500	
3172 Frais de représentation	15 000	− 25,00	5 000 −	20 000	
3180 * Indemnités pour prestations de service de tiers	1 190 500	108,49	619 500 +	571 000	
3185 Frais de PTT	234 300	79,54	103 800 +	130 500	
3510 Remboursements à des cantons	2 000 000		2 000 000 +		
3610 Subventions à l'exploitation accordées à la Conférence des Directeurs de l'instruct. pub. et autres instit. intercant.	1 397 000	4,25	57 000 +	1 340 000	
3620 B Subventions à l'exploitation accordées à des communes	2 815 000	+›999.99	2 615 000 +	200 000	
3640 * Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	2 475 000	56,34	892 000 +	1 583 000	
3650 Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	4 600		4 600 +		
3660 Subventions courantes à des personnes physiques	45 000		45 000 +		
3669 * Bourses	44 000 000	− 2,23	1 000 000 −	45 000 000	
3720 Subventions redistribuées à des communes	1 100 000	+›999.99	1 000 000 +	100 000	
3900 Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	68 200	46,66	21 700 +	46 500	
REVENUS					
4220 Dividendes et autres intérêts du capital	300 000	0,00		300 000	
4270 Revenus des immeubles du patrimoine administratif	20 000	25,00	4 000 +	16 000	
4310 Emoluments administratifs	350 000	0,00		350 000	
4330 Emoluments de cours	474 800	+›999.99	464 800 +	10 000	
4340 Autres redevances d'utilisation et prestations de service	132 000		132 000 +		
4350 Ventes	134 000	+›999.99	131 000 +	3 000	
4360 Remboursements de tiers	5 212 000	− 0,74	38 500 −	5 250 500	
4363 Loyers d'immeubles n'appartenant pas à l'Etat	15 000		15 000 +		
4510 Remboursements de cantons	1 200 000		1 200 000 +		
4600 * Subventions fédérales aux bourses	22 000 000	15,78	3 000 000 +	19 000 000	
4620 Subventions à l'exploitation versées par des communes	150 000		150 000 +		
4700 Subventions à redistribuer versées par la Confédération	1 100 000	+›999.99	1 000 000 +	100 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2000 * (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**3 427 000**	**179,29**	**2 200 000 +**	**1 227 000**	
	RECETTES	**80 000**		**80 000 +**		
	SOLDE	**3 347 000 -**			**1 227 000 -**	
	DEPENSES					
5030	Construction d'immeubles du patrimoine administratif; Equipement	1 957 000	236,25	1 375 000 +	582 000	
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	1 470 000	127,90	825 000 +	645 000	
	RECETTES					
6600	Subventions aux investissements versées par la Confédération	80 000		80 000 +		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
2005 * Service de l'Université					
FONCTIONNEMENT: CHARGES			**1 541 800 –**	**1 541 800**	
REVENUS			**20 400 –**	**20 400**	
SOLDE				**1 521 400 –**	
CHARGES					
3010 Traitements du personnel administratif et d'exploitation			1 283 000 –	1 283 000	
3030 Contributions de l'employeur aux assurances sociales			57 600 –	57 600	
3040 Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance			107 000 –	107 000	
3090 Formation et perfectionnement professionnel du personnel			12 000 –	12 000	
3100 Fournitures de bureau			6 300 –	6 300	
3101 Frais d'impression et de reliure, publications			7 000 –	7 000	
3102 Ouvrages spécialisés et revues			6 500 –	6 500	
3110 Acquisition de machines et de meubles de bureau			23 000 –	23 000	
3130 Autres marchandises			1 500 –	1 500	
3150 Entretien d'appareils et de meubles de bureau			3 300 –	3 300	
3160 Loyers, fermages et redevances d'utilisation			6 000 –	6 000	
3170 Indemnités pour frais de déplacement du personnel			10 000 –	10 000	
3180 Indemnités pour prestations de service de tiers			16 600 –	16 600	
3650 Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées			2 000 –	2 000	
REVENUS					
4270 Revenus des immeubles du patrimoine administratif			2 400 –	2 400	
4340 Autres redevances d'utilisation et prestations de service			18 000 –	18 000	

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2010 * Service de l'enseignement						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**855 855 100**	**10,28**	**79 782 400 +**	**776 072 700**	
	REVENUS	**427 018 400**	**11,21**	**43 078 000 +**	**383 940 400**	
	SOLDE	**428 836 700 -**			**392 132 300 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	8 142 000	– 38,20	5 031 400 –	13 173 400	
3020 *	Traitements du corps enseignant	655 402 000	7,06	43 252 000 +	612 150 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	35 499 000	4,95	1 675 300 +	33 823 700	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	772 000	– 23,58	238 100 –	1 010 100	
3041	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance du corps enseignant	120 945 000	75,79	52 145 000 +	68 800 000	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	5 405 000	– 19,94	1 346 000 –	6 751 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	98 000	– 98,32	5 727 400 –	5 825 400	
3100	Fournitures de bureau	48 700	– 41,75	34 900 –	83 600	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	496 300	– 36,46	284 700 –	781 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	43 500	– 35,18	23 600 –	67 100	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	39 000	39,28	11 000 +	28 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	135 000	– 53,45	155 000 –	290 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	20 700	– 55,30	25 600 –	46 300	
3130	Autres marchandises	48 500	– 22,03	13 700 –	62 200	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat	19 500	– 5,80	1 200 –	20 700	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	35 500	– 49,29	34 500 –	70 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	731 000	– 28,83	296 000 –	1 027 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	112 000	– 78,90	418 600 –	530 600	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	285 000	– 8,54	26 600 –	311 600	
3185	Frais de PTT	242 900	6,30	14 400 +	228 500	
3510	Dédommagements aux cantons; écolages			2 000 000 –	2 000 000	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	75 000	4,16	3 000 +	72 000	
3620 B	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	15 461 000	– 8,16	1 373 000 –	16 834 000	
3650 B	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	10 831 000	14,01	1 331 000 +	9 500 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2010 * (SUITE)						
3660	Subventions courantes à des personnes physiques			45 000 –	45 000	
3720	Subventions redistribuées à des communes	800 000	– 66,24	1 569 000 –	2 369 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	7 500	– 40,00	5 000 –	12 500	
3990	Report au Fonds de la librairie de l'Etat	160 000	0,00		160 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	6 000	– 22,08	1 700 –	7 700	
4330	Emoluments de cours			364 800 –	364 800	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	139 000	0,00		139 000	
4350	Ventes	23 400	– 68,76	51 500 –	74 900	
4360	Remboursements de tiers	1 000	0,00		1 000	
4510	Remboursements de cantons; écolages			1 200 000 –	1 200 000	
4520 *	Remboursements de communes; part aux traitements des enseignants	426 045 000	12,18	46 265 000 +	379 780 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	4 000	0,00		4 000	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	800 000	– 66,24	1 569 000 –	2 369 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**15 335 000**	**- 14,69**	**2 640 000 -**	**17 975 000**	
	RECETTES	**750 000**	**- 44,45**	**600 000 -**	**1 350 000**	
	SOLDE	**14 585 000 -**			**16 625 000 -**	
	DEPENSES					
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED			275 000 –	275 000	
5620	Subventions à l'investissement versées aux communes; constructions scolaires	14 585 000	– 11,61	1 915 000 –	16 500 000	
5720	Subventions redistribuées à des communes	750 000	– 37,50	450 000 –	1 200 000	
	RECETTES					
6420	Remboursement, par des communes, de subventions aux investissements			150 000 –	150 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
2010 * (SUITE)					
6700 Subventions à redistribuer versées par la Confédération	750 000	— 37,50	450 000 —	1 200 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2011 Fonds de la librairie de l'Etat						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**7 420 000**	**3,40**	**244 000 +**	**7 176 000**	
	REVENUS	**7 420 000**	**3,40**	**244 000 +**	**7 176 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	940 000	3,98	36 000 +	904 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	44 000	9,72	3 900 +	40 100	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	73 000	43,41	22 100 +	50 900	
3091	Recrutement du personnel	1 500	50,00	500 +	1 000	
3100 *	Fournitures de bureau	12 000	100,00	6 000 +	6 000	
3101	Frais de papeterie, d'impression et de reliure pour création de moyens d'enseignement	5 180 000	1,56	80 000 +	5 100 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	2 000	0,00		2 000	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	65 000	116,66	35 000 +	30 000	
3120 *	Eau, énergie et combustibles	40 000	29,03	9 000 +	31 000	
3130	Autres marchandises	52 000	− 13,34	8 000 −	60 000	
3151 *	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	50 000	66,66	20 000 +	30 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	380 000	5,55	20 000 +	360 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	7 000	0,00		7 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	180 000	16,88	26 000 +	154 000	
3184	Impôts et taxes	45 000	− 10,00	5 000 −	50 000	
3185	Frais de PTT	70 000	9,37	6 000 +	64 000	
3210	Paiement des intérêts sur les dettes à court terme	75 000	− 6,25	5 000 −	80 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan			3 000 −	3 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	3 500	16,66	500 +	3 000	
3920	Bonification d'amortissements sur le patrimoine administratif	200 000	0,00		200 000	
REVENUS						
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	20 000	0,00		20 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2011 (SUITE)						
4350	Ventes	7 000 000	1,89	130 000+	6 870 000	
4360	Remboursements de tiers	60 500	2,54	1 500+	59 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	114 500		114 500+		
4910	Intérêts sur le patrimoine administratif imputés à des offices et entreprises	65 000	− 2,99	2 000−	67 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement du Service de l'enseignement	160 000	0,00		160 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**200 000**	**0,00**		**200 000**	
	SOLDE	**200 000 −**			**200 000 −**	
	DEPENSES					
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	200 000	0,00		200 000	

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2012 Fonds en faveur de la gymnastique et du sport de la Direction de l'instruction publique						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**2 756 000**	**6,04**	**157 000 +**	**2 599 000**	
	REVENUS	**2 756 000**	**6,04**	**157 000 +**	**2 599 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3620 * Subventions accordées aux communes pour manifestation et matériel de sport scol., entretien installat. sportives		550 000	83,33	250 000 +	300 000	
3650 Subventions accordées à des institutions privées pour des manifestations et du matériel de sport		50 000	0,00		50 000	
3800 Versement au Fonds spécial figurant au bilan		2 156 000	7,85	157 000 +	1 999 000	
3920 Bonification d'amortissements sur les subventions à l'investissement				250 000 –	250 000	
REVENUS						
4690 Subventions provenant du Sport-Toto		1 800 000	0,00		1 800 000	
4910 Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial		956 000	19,64	157 000 +	799 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**			**250 000 –**	**250 000**	
	SOLDE				**250 000 –**	
DEPENSES						
5620 * Subventions à l'investissement versées aux communes pour la construction d'installations sportives				250 000 –	250 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2015 Service des affaires culturelles et service rattachés						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**48 513 000**	**5,91**	**2 710 700 +**	**45 802 300**	
	REVENUS	**1 006 400**	**- 19,92**	**250 300 -**	**1 256 700**	
	SOLDE	**47 506 600 -**			**44 545 600 -**	
CHARGES						
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	2 712 000	— 16,14	521 800 —	3 233 800	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	163 000	— 20,88	43 000 —	206 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	263 000	22,66	48 600 +	214 400	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	4 000	14,28	500 +	3 500	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	8 000	6,66	500 +	7 500	
3100	Fournitures de bureau	35 100	16,22	4 900 +	30 200	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	5 500	57,14	2 000 +	3 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	13 000	0,00		13 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	270 000	26,16	56 000 +	214 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	52 800	6,66	3 300 +	49 500	
3120	Eau, énergie et combustibles	23 000	6,97	1 500 +	21 500	
3130	Autres marchandises	2 000	0,00		2 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	13 000	0,00		13 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	32 500	0,00		32 500	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	240 000	33,63	60 400 +	179 600	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	109 000	4,80	5 000 +	104 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	5 895 000	— 14,07	964 500 —	6 859 500	
3185	Frais de PTT	19 500	10,79	1 900 +	17 600	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	2 600	18,18	400 +	2 200	
3659 *	Aides à la culture	38 000 000	11,76	4 000 000 +	34 000 000	
3750	Subventions redistribuées à des institutions privées	200 000	0,00		200 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2015	(SUITE)					
3990	Report au Fonds des commissions culturelles	450 000	13,92	55 000 +	395 000	
	REVENUS					
4360	Remboursements de tiers	6 400	− 4,48	300 −	6 700	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	600 000	− 29,42	250 000 −	850 000	
4650	Subv.à l'exploitation versées par des personnes physiques et par des institutions (legs/ fondations à office)	200 000	0,00		200 000	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	200 000	0,00		200 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**3 950 000**	**12,53**	**440 000 +**	**3 510 000**	
	SOLDE	**3 950 000 −**			**3 510 000 −**	
	DEPENSES					
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	200 000		200 000 +		
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	200 000		200 000 +		
5650	Subventions aux investissements versées à des institutions et entreprises privées	3 550 000	1,13	40 000 +	3 510 000	

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2016 Fonds des commissions culturelles						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**460 000**	**8,23**	**35 000 +**	**425 000**	
	REVENUS	**460 000**	**8,23**	**35 000 +**	**425 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3659 Subventions à l'encouragement des activités culturelles		460 000	8,23	35 000 +	425 000	
REVENUS						
4690 Attributions de tiers		10 000	0,00		10 000	
4910 Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial				20 000 −	20 000	
4990 Report du solde du compte de fonctionnement du Service des affaires culturelles et services rattachés		450 000	13,92	55 000 +	395 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2017 Fonds en faveur d'activités culturelles						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**713 000**	**17,85**	**108 000 +**	**605 000**	
	REVENUS	**713 000**	**17,85**	**108 000 +**	**605 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3659 * Aides à la culture		713 000	17,85	108 000+	605 000	
REVENUS						
4910 Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial		13 000	160,00	8 000+	5 000	
4992 Report du Fonds de loterie de la Direction de la police		700 000	16,66	100 000+	600 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2020 Office de jeunesse et sport						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**2 878 900**	**22,52**	**529 200 +**	**2 349 700**	
	REVENUS	**1 075 000**	**- 4,49**	**50 500 -**	**1 125 500**	
	SOLDE	**1 803 900 -**			**1 224 200 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 109 000	14,68	142 000 +	967 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	59 000	9,25	5 000 +	54 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	106 000	43,24	32 000 +	74 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	10 000	0,00		10 000	
3100	Fournitures de bureau	6 000	- 4,77	300 -	6 300	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	24 000	0,00		24 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	1 400	0,00		1 400	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	50 000	150,00	30 000 +	20 000	
3130	Autres marchandises	2 000	33,33	500 +	1 500	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	7 000	0,00		7 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	30 000	25,00	6 000 +	24 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	15 000	0,00		15 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	1 399 000	29,89	322 000 +	1 077 000	
3183	Primes d'assurance objets	3 000	0,00		3 000	
3185	Frais de PTT	4 000	33,33	1 000 +	3 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	500	0,00		500	
3760	Subventions redistribuées à des personnes physiques (bourses comprises)	50 000	- 16,67	10 000 -	60 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	3 000	50,00	1 000 +	2 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	2 000	- 33,34	1 000 -	3 000	
4350	Ventes	3 000	20,00	500 +	2 500	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	1 020 000	- 3,78	40 000 -	1 060 000	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	50 000	- 16,67	10 000 -	60 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2020 (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**110 000**		**110 000 +**		
	SOLDE	**110 000 -**				
DEPENSES						
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		110 000		110 000 +		

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2021 Fonds du Sport-Toto pour l'Office Jeunesse et sport						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**149 000**	**4,92**	**7 000 +**	**142 000**	
	REVENUS	**149 000**	**4,92**	**7 000 +**	**142 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3130 Autres marchandises		60 000	0,00		60 000	
3180 Indemnités pour actions particulières		50 000	0,00		50 000	
3800 Versement au Fonds spécial figurant au bilan		39 000	21,87	7 000+	32 000	
REVENUS						
4350 Ventes		10 000	0,00		10 000	
4690 Subventions provenant du Sport-Toto		110 000	0,00		110 000	
4910 Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial		29 000	31,81	7 000+	22 000	

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2022	**Fonds du Sport-Toto pour associations sportives et de gymnastique (Dir.instr.publ.)**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**2 884 000**	**- 30,00**	**1 236 000 -**	**4 120 000**	
	REVENUS	**2 884 000**	**- 30,00**	**1 236 000 -**	**4 120 000**	
	SOLDE					
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	10 000	0,00		10 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	51 000		51 000 +		
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	5 000	— 50,00	5 000 —	10 000	
3650	Subventions accordées à des associations sportives pour cours, encouragement de la jeunesse, matériel gym.+ sport	1 100 000	0,00		1 100 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	718 000		718 000 +		
3920	Bonification d'amortissements sur les subventions à l'investissement	1 000 000	— 66,67	2 000 000 —	3 000 000	
	REVENUS					
4690	Subventions provenant du Sport-Toto	2 240 000	0,00		2 240 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan			1 235 000 —	1 235 000	
4910	Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial	644 000	— 0,16	1 000 —	645 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**1 000 000**	**- 66,67**	**2 000 000 -**	**3 000 000**	
	SOLDE	**1 000 000 -**			**3 000 000 -**	
	DEPENSES					
5650	Subventions à l'investissement versées à des institutions privées pour des installations sportives	1 000 000	— 66,67	2 000 000 —	3 000 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2025 * Office de recherche pédagogique/Centre de documentation pédagogique						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**			**4 488 800 -**	**4 488 800**	
	REVENUS			**252 100 -**	**252 100**	
	SOLDE				**4 236 700 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation			2 674 000 -	2 674 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales			130 400 -	130 400	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance			188 100 -	188 100	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel			30 000 -	30 000	
3100	Fournitures de bureau			48 000 -	48 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications			54 300 -	54 300	
3102	Ouvrages spécialisés et revues			97 000 -	97 000	
3106	Moyens d'enseignement pour expériences pédagogiques			460 000 -	460 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau			153 500 -	153 500	
3120	Eau, énergie et combustibles			48 000 -	48 000	
3130	Autres marchandises			33 800 -	33 800	
3143	Entretien des domaines loués par l'Etat			26 000 -	26 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau			63 000 -	63 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation			123 700 -	123 700	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel			25 000 -	25 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers			149 000 -	149 000	
3185	Frais de PTT			24 000 -	24 000	
3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte			150 000 -	150 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées			2 500 -	2 500	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat			8 500 -	8 500	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif			600 -	600	

Direction de l'instruction publique			BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2025 * (SUITE)							
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service				1 500 –	1 500	
4350	Ventes				80 000 –	80 000	
4360	Remboursements de tiers				5 000 –	5 000	
4363	Loyers d'immeubles n'appartenant pas à l'Etat				15 000 –	15 000	
4620	Subventions à l'exploitation versées par des communes				150 000 –	150 000	
	INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**			**319 000 –**	**319 000**	
		SOLDE				**319 000 –**	
	DEPENSES						
5060	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED				319 000 –	319 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
2050 * Université					
FONCTIONNEMENT: CHARGES	**323 149 000**	**6,99**	**21 131 000 +**	**302 018 000**	
REVENUS	**104 775 000**	**9,27**	**8 892 000 +**	**95 883 000**	
SOLDE	**218 374 000 -**			**206 135 000 -**	
CHARGES					
3010 * Traitements du personnel administratif et d'exploitation	47 658 000	− 68,83	105 234 100 −	152 892 100	
3020 * Traitements du corps enseignant	113 350 000		113 350 000 +		
3030 Contributions de l'employeur aux assurances sociales	8 432 000	4,56	367 900 +	8 064 100	
3040 Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	11 818 000	13,59	1 414 200 +	10 403 800	
3060 Vêtements de service et allocations y relatives	65 000	0,00		65 000	
3090 Formation et perfectionnement professionnel du personnel	50 000	0,00		50 000	
3091 Recrutement du personnel	320 000	14,28	40 000 +	280 000	
3100 Fournitures de bureau	2 240 000	133,33	1 280 000 +	960 000	
3101 Frais d'impression et de reliure, publications	1 690 000	3,68	60 000 +	1 630 000	
3102 Ouvrages spécialisés et revues	3 055 000	2,51	75 000 +	2 980 000	
3106 Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	984 000	6,95	64 000 +	920 000	
3111 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	13 270 000	12,84	1 510 000 +	11 760 000	
3120 Eau, énergie et combustibles	5 200 000	− 3,71	200 000 −	5 400 000	
3130 * Autres marchandises	9 500 000	16,56	1 350 000 +	8 150 000	
3141 Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	940 000	2,17	20 000 +	920 000	
3143 Entretien des domaines loués par l'Etat	200 000	11,11	20 000 +	180 000	
3151 Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	2 570 000	2,80	70 000 +	2 500 000	
3160 Loyers, fermages et redevances d'utilisation	5 850 000	1,73	100 000 +	5 750 000	
3170 Indemnités pour frais de déplacement du personnel	810 000	5,88	45 000 +	765 000	
3180 Indemnités pour prestations de service de tiers	1 950 000	5,40	100 000 +	1 850 000	
3183 Primes d'assurance objets	69 000	25,45	14 000 +	55 000	
3185 Frais de PTT	2 100 000	2,43	50 000 +	2 050 000	
3186 Traitement des données BEDAG	8 075 000	3,52	275 000 +	7 800 000	
3199 Autres biens, services et marchandises	138 000	3,75	5 000 +	133 000	

Direction de l'instruction publique	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
2050 * (SUITE)					
3610 * Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	10 794 000	24,06	2 094 000 +	8 700 000	
3620 B Subventions à l'exploitation accordées à des communes	2 136 000	11,07	213 000 +	1 923 000	
3640 B Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	68 995 000	6,16	4 005 000 +	64 990 000	
3650 Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	535 000	7,64	38 000 +	497 000	
3660 Subventions courantes à des personnes physiques	195 000	2,63	5 000 +	190 000	
3669 Bourses	160 000	0,00		160 000	
REVENUS					
4230 Revenus des immeubles du patrimoine financier	294 000	0,00		294 000	
4270 Revenus des immeubles du patrimoine administratif	223 000	4,44	9 500 +	213 500	
4310 Emoluments administratifs	340 000	0,00		340 000	
4330 Droits de cours	3 100 000	− 2,21	70 000 −	3 170 000	
4340 Autres redevances d'utilisation et prestations de service	17 200 000	6,17	1 000 000 +	16 200 000	
4350 Ventes	1 560 000	+›999,99	1 520 000 +	40 000	
4360 Remboursements de tiers	344 000	561,53	292 000 +	52 000	
4510 Remboursements de cantons	85 000	0,00		85 000	
4600 Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	54 170 000	1,47	785 000 +	53 385 000	
4610 * Subventions à l'exploitation versées par les cantons non universitaires	25 816 000	22,93	4 816 000 +	21 000 000	
4620 Subventions à l'exploitation versées par des communes	18 000	5,88	1 000 +	17 000	
4630 Subventions à l'exploitation versées par les établissements, offices et entreprises de l'Etat	700 000	0,00		700 000	
4650 Subv.à l'exploitation versées par des personnes physiques et par des institutions (legs/ fondations à office)	580 000	+›999,99	538 500 +	41 500	
4991 Prélèvement du Fonds de lutte contre les maladies	345 000	0,00		345 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2050 * (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**8 125 000**	**82,99**	**3 685 000 +**	**4 440 000**	
	RECETTES	**2 623 000**	**- 27,67**	**1 003 000 -**	**3 626 000**	
	SOLDE	**5 502 000 -**			**814 000 -**	
	DEPENSES					
5030	Construction d'immeubles du patrimoine administratif; équipement	3 000 000		3 000 000 +		
5031	Transformation d'immeubles du patrimoine administratif; équipement	1 150 000	- 36,12	650 000 -	1 800 000	
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	3 625 000	37,31	985 000 +	2 640 000	
5640	Subventions aux investissements versées à des sociétés d'économie mixte	350 000		350 000 +		
	RECETTES					
6600	Subventions aux investissements versées par la Confédération	2 623 000	- 13,32	403 000 -	3 026 000	
6630	Subventions à l'investissement versées par le Fonds de la d ^ me hospitalière			600 000 -	600 000	

Direction de l'instruction publique	BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2080 Ecoles cantonales					
FONCTIONNEMENT: CHARGES	**54 374 100**	**11,38**	**5 557 400 +**	**48 816 700**	
REVENUS	**2 413 100**	**15,41**	**322 300 +**	**2 090 800**	
SOLDE	**51 961 000 -**			**46 725 900 -**	
CHARGES					
3010 * Traitements du personnel administratif et d'exploitation	3 719 000	– 90,45	35 209 000 –	38 928 000	
3020 * Traitements du corps enseignant	38 877 000		38 877 000 +		
3030 * Contributions de l'employeur aux assurances sociales	2 205 000	12,20	239 800 +	1 965 200	
3040 Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	4 238 000	55,59	1 514 200 +	2 723 800	
3090 Formation et perfectionnement professionnel du personnel	3 600	20,00	600 +	3 000	
3091 Recrutement du personnel	8 700	– 5,44	500 –	9 200	
3100 Fournitures de bureau	63 900	4,75	2 900 +	61 000	
3101 * Frais d'impression et de reliure, publications	68 000	60,75	25 700 +	42 300	
3102 Ouvrages spécialisés et revues	3 000		3 000 +		
3106 Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	474 900	2,08	9 700 +	465 200	
3111 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	492 000	42,48	146 700 +	345 300	
3112 Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	18 700	28,08	4 100 +	14 600	
3120 Eau, énergie et combustibles	773 700	0,49	3 800 +	769 900	
3130 Autres marchandises	114 900	5,60	6 100 +	108 800	
3137 Frais de subsistance	390 500	2,49	9 500 +	381 000	
3141 Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	151 000	– 5,22	8 300 –	159 300	
3143 Entretien des domaines loués par l'Etat	3 000	0,00		3 000	
3150 * Entretien d'appareils et de meubles de bureau	19 000		19 000 +		
3151 Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	266 500	4,87	12 400 +	254 100	
3160 Loyers, fermages et redevances d'utilisation	1 216 400	5,37	62 000 +	1 154 400	
3170 Indemnités pour frais de déplacement du personnel	302 500	– 14,43	51 000 –	353 500	
3171 Excursions, courses d'école, camps	203 100	– 12,04	27 800 –	230 900	
3180 Indemnités pour prestations de service de tiers	630 200	– 12,09	86 600 –	716 800	

Direction de l'instruction publique		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2080 (SUITE)						
3183	Primes d'assurance objets	12 600	0,00		12 600	
3185	Frais de PTT	87 600	2,57	2 200 +	85 400	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	3 200	0,00		3 200	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	28 100	7,25	1 900 +	26 200	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	123 400	1,73	2 100 +	121 300	
4320	Pensions et taxes	555 000	30,58	130 000 +	425 000	
4330 *	Emoluments de cours et écolages	60 100	121,77	33 000 +	27 100	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	2 500	19,04	400 +	2 100	
4350	Ventes	137 400	− 6,09	8 900 −	146 300	
4360	Remboursements de tiers	61 700	9,20	5 200 +	56 500	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	1 100 000	7,81	79 700 +	1 020 300	
4620	Subventions à l'exploitation versées par des communes	373 000	33,11	92 800 +	280 200	
4903	Imputations internes de divisions administratives pour fermages et loyers			12 000 −	12 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**700 000**	**150,00**	**420 000 +**	**280 000**	
	SOLDE	**700 000 −**			**280 000 −**	
	DEPENSES					
5030 *	Construction d'immeubles du patrimoine administratif; équipement	500 000	900,00	450 000 +	50 000	
5031 *	Transformation d'immeubles du patrimoine administratif; équipement			230 000 −	230 000	
5060 *	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	100 000		100 000 +		
5061 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	100 000		100 000 +		

Direction des travaux publics		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
21 Direction des travaux publics						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**155 452 800**		**10 833 300 +**	**144 619 500**	
	REVENUS	**95 045 400**		**8 583 600 +**	**86 461 800**	
	SOLDE	**60 407 400 -**			**58 157 700 -**	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**312 755 000**		**24 010 000 +**	**288 745 000**	
	RECETTES	**141 491 000**		**20 666 000 +**	**120 825 000**	
	SOLDE	**171 264 000 -**			**167 920 000 -**	
2100 Secrétariat						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**5 267 700**	**9,72**	**466 800 +**	**4 800 900**	
	REVENUS	**741 200**	**10,05**	**67 700 +**	**673 500**	
	SOLDE	**4 526 500 -**			**4 127 400 -**	
CHARGES						
3010 * Traitements du personnel administratif et d'exploitation		1 873 000	13,48	222 500 +	1 650 500	
3030 Contributions de l'employeur aux assurances sociales		95 000	14,45	12 000 +	83 000	
3040 Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance		187 000	60,10	70 200 +	116 800	
3050 Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents		1 210 000	2,54	30 000 +	1 180 000	
3060 Vêtements de service et allocations y relatives		100	0,00		100	
3090 Formation et perfectionnement professionnel du personnel		47 000	0,00		47 000	
3091 Recrutement du personnel		10 000	0,00		10 000	
3100 Fournitures de bureau		30 000	0,00		30 000	
3101 Frais d'impression et de reliure, publications		8 000	0,00		8 000	
3102 Ouvrages spécialisés et revues		7 500	25,00	1 500 +	6 000	
3110 Acquisition de machines et de meubles de bureau		616 000	- 1,44	9 000 -	625 000	
3111 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.		25 000		25 000 +		
3120 Eau, énergie et combustibles		80 000	0,00		80 000	
3130 Autres marchandises		24 000	9,09	2 000 +	22 000	
3150 Entretien d'appareils et de meubles de bureau		81 000	10,95	8 000 +	73 000	
3151 * Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier		19 000		19 000 +		

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2100 (SUITE)						
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	160 600	147,07	95 600+	65 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	7 000	40,00	2 000+	5 000	
3172	Frais de représentation	15 000	20,00	2 500+	12 500	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	476 000	3,47	16 000+	460 000	
3185	Frais de PTT	185 000	− 7,97	16 000−	201 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	26 500	1,92	500+	26 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	85 000	− 15,00	15 000−	100 000	
	REVENUS					
4220	Dividendes et autres intérêts du capital	1 000		1 000+		
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	20 000	3,09	600+	19 400	
4310	Emoluments administratifs	120 000	71,42	50 000+	70 000	
4350	Ventes	200	100,00	100+	100	
4360	Remboursements de tiers	600 000	2,73	16 000+	584 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**333 000**	**- 54,51**	**399 000 -**	**732 000**	
	SOLDE	**333 000 -**			**732 000 -**	
	DEPENSES					
5060 *	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	333 000	24,71	66 000+	267 000	
5061 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier			465 000−	465 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2110 Office juridique						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**1 323 000**	**9,23**	**111 900 +**	**1 211 100**	
	SOLDE	**1 323 000 -**			**1 211 100 -**	
CHARGES						
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	958 000	5,50	50 000 +	908 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	50 000	7,06	3 300 +	46 700	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	104 000	44,64	32 100 +	71 900	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	4 000	33,33	1 000 +	3 000	
3091	Recrutement du personnel	6 000	50,00	2 000 +	4 000	
3100	Fournitures de bureau	7 000	0,00		7 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	20 000	66,66	8 000 +	12 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	7 000	0,00		7 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	30 000	20,00	5 000 +	25 000	
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	14 000	64,70	5 500 +	8 500	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	5 000	– 28,58	2 000 –	7 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	107 000	4,90	5 000 +	102 000	
3185	Frais de PTT	10 000	25,00	2 000 +	8 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	1 000	0,00		1 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2120 Office de l'aménagement du territoire						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**15 312 000**	**4,63**	**678 400 +**	**14 633 600**	
	REVENUS	**327 000**	**48,63**	**107 000 +**	**220 000**	
	SOLDE	**14 985 000 -**			**14 413 600 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	135 000	6,29	8 000 +	127 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	4 712 000	7,38	324 000 +	4 388 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	236 000	5,07	11 400 +	224 600	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	447 000	43,26	135 000 +	312 000	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	80 000	60,00	30 000 +	50 000	
3091	Recrutement du personnel	50 000	25,00	10 000 +	40 000	
3100	Fournitures de bureau	100 000	7,52	7 000 +	93 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	306 000	- 1,61	5 000 -	311 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	20 000	11,11	2 000 +	18 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	273 000	- 17,03	56 000 -	329 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	3 000		3 000 +		
3120	Eau, énergie et combustibles	10 000	0,00		10 000	
3130	Autres marchandises	2 000	100,00	1 000 +	1 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	31 000	3,33	1 000 +	30 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	3 000		3 000 +		
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	19 000	11,76	2 000 +	17 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	90 000	- 8,17	8 000 -	98 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	1 250 000	19,04	200 000 +	1 050 000	
3185 *	Frais de PTT	15 000	50,00	5 000 +	10 000	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	2 900 000	0,00		2 900 000	
3650 B	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	615 000	0,00		615 000	
3900 *	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	15 000	50,00	5 000 +	10 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2120	(SUITE)					
3990	Report au Fonds des rives des lacs et des rivières	4 000 000	0,00		4 000 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	1 000	0,00		1 000	
4310	Emoluments administratifs	200 000	25,00	40 000 +	160 000	
4350 *	Ventes	25 000	212,50	17 000 +	8 000	
4360	Remboursements de tiers	1 000	0,00		1 000	
4600 *	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	100 000	100,00	50 000 +	50 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**200 000**		**200 000 +**		
	SOLDE	**200 000 -**				
	DEPENSES					
5620 *	Subventions aux investissements versées à des communes	200 000		200 000 +		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2121 Fonds des rives, des lacs et des rivières						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**4 000 000**	**- 2,44**	**100 000 -**	**4 100 000**	
	REVENUS	**4 000 000**	**- 2,44**	**100 000 -**	**4 100 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3180 Indemnités pour prestations de service de tiers		100 000	0,00		100 000	
3620 * Subventions accordées aux communes pour les plans de protection et l'entretien des rives des lacs et des rivières		1 000 000	0,00		1 000 000	
3800 Versement au Fonds spécial figurant au bilan		400 000		400 000 +		
3920 Bonification d'amortissements sur les subventions à l'investissement		2 500 000	— 16,67	500 000 —	3 000 000	
REVENUS						
4800 Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan				100 000 —	100 000	
4990 Report du solde du compte de fonctionnement de l'Office de l'aménagement du territoire		4 000 000	0,00		4 000 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**2 500 000**	**- 16,67**	**500 000 -**	**3 000 000**	
	SOLDE	**2 500 000 -**			**3 000 000 -**	
DEPENSES						
5620 * Subventions à l'investissement versées aux communes pour des constructions et des installations		2 500 000	— 16,67	500 000 —	3 000 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2130 Office du cadastre						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**3 438 300**	**4,39**	**144 700 +**	**3 293 600**	
	REVENUS	**652 400**	**5,80**	**35 800 +**	**616 600**	
	SOLDE	**2 785 900 -**			**2 677 000 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	3 000	0,00		3 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 835 000	6,19	107 000 +	1 728 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	92 000	6,35	5 500 +	86 500	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	171 000	43,09	51 500 +	119 500	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	8 000	33,33	2 000 +	6 000	
3091	Recrutement du personnel	2 000	0,00		2 000	
3100	Fournitures de bureau	9 500	5,55	500 +	9 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	46 300	4,04	1 800 +	44 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	2 000	42,85	600 +	1 400	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	82 000	- 8,89	8 000 -	90 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	47 000	- 12,97	7 000 -	54 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	2 000	0,00		2 000	
3130 *	Autres marchandises	61 000	25,25	12 300 +	48 700	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	22 000	15,78	3 000 +	19 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	20 000	2,56	500 +	19 500	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	11 500	4,54	500 +	11 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	55 000	0,00		55 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	645 500	5,73	35 000 +	610 500	
3183	Primes d'assurance objets	4 000	0,00		4 000	
3185	Frais de PTT	2 500	25,00	500 +	2 000	
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	279 000	- 17,95	61 000 -	340 000	
3720	Subventions redistribuées à des communes	30 000	0,00		30 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	8 000	0,00		8 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2130	(SUITE)					
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	1 500	0,00		1 500	
4310	Emoluments administratifs	1 500	0,00		1 500	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	1 800	80,00	800+	1 000	
4350	Ventes	88 800	− 11,56	11 600−	100 400	
4360 *	Remboursements de tiers	68 300	51,10	23 100+	45 200	
4500	Remboursements de la Confédération	28 000	7,69	2 000+	26 000	
4510	Remboursements de cantons	4 500	− 10,00	500−	5 000	
4520	Remboursements de communes	16 000	0,00		16 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	412 000	5,64	22 000+	390 000	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	30 000	0,00		30 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2140 Office des bâtiments						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**33 687 600**	**- 6,92**	**2 502 500 -**	**36 190 100**	
	REVENUS	**9 410 800**	**33,41**	**2 357 200 +**	**7 053 600**	
	SOLDE	**24 276 800 -**			**29 136 500 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	1 100	10,00	100 +	1 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	3 904 000	6,08	224 000 +	3 680 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	184 000	12,88	21 000 +	163 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	393 000	40,86	114 000 +	279 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	16 000	33,33	4 000 +	12 000	
3091	Recrutement du personnel	9 800	3,15	300 +	9 500	
3100	Fournitures de bureau	37 800	3,56	1 300 +	36 500	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	12 400	3,33	400 +	12 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	6 800	3,03	200 +	6 600	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	143 000	- 46,45	124 000 -	267 000	
3130	Autres marchandises	1 000	0,00		1 000	
3141 B	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	19 800 000	- 9,28	2 023 000 -	21 823 000	
3142 B	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine financier	1 000 000	- 29,73	423 000 -	1 423 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	25 000	25,00	5 000 +	20 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	13 500	3,84	500 +	13 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	107 600	3,46	3 600 +	104 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	19 700	3,68	700 +	19 000	
3181 B	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	8 000 000	- 3,71	308 000 -	8 308 000	
3185	Frais de PTT	2 600	4,00	100 +	2 500	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	10 300	3,00	300 +	10 000	
REVENUS						
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	4 000	0,00		4 000	
4360 *	Remboursements de tiers	4 693 200	5,99	265 600 +	4 427 600	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2140 (SUITE)						
4364 * Remboursement de frais d'élaboration de projets (à charge des crédits à la construction)		2 000 000		2 000 000 +		
4600 Subventions à l'exploitation versées par la Confédération		2 649 600	3,50	89 600 +	2 560 000	
4630 Subventions à l'exploitation versées par les établissements, offices et entreprises de l'Etat		64 000	3,22	2 000 +	62 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**86 380 000**	**6,36**	**5 167 000 +**	**81 213 000**	
	RECETTES	**16 465 000**	**18,85**	**2 612 000 +**	**13 853 000**	
	SOLDE	**69 915 000 -**			**67 360 000 -**	
DEPENSES						
5030 B Acquisition et construction d'immeubles du patrimoine administratif		38 730 000	– 16,43	7 611 000 –	46 341 000	
5031 B Transformation d'immeubles du patrimoine administratif		26 750 000	48,15	8 695 000 +	18 055 000	
5035 B Acquisition et construction d'immeubles du PA à charge de la d ^ me hospitalière		16 950 000	40,07	4 849 000 +	12 101 000	
5036 B Transformation d'immeubles du PA à charge du dixième du taux unitaire des impôts cantonaux affecté aux hopitaux		2 450 000	– 28,28	966 000 –	3 416 000	
5640 B Subventions à l'investissement versées à des sociétés d'éco-- nomie mixte à la charge de la d ^ me hospitalière		1 500 000	15,38	200 000 +	1 300 000	
RECETTES						
6330 * Remboursement de dépenses d'investissement pour des constructions		2 083 000	›999.99+	1 980 000 +	103 000	
6600 * Subventions aux investissements versées par la Confédération		14 382 000	5,51	752 000 +	13 630 000	
6630 * Subventions aux investissements versées par les établissements de l'Etat				120 000 –	120 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2150 Office des ponts et chaussées						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**92 424 200**	**14,96**	**12 034 000 +**	**80 390 200**	
	REVENUS	**79 914 000**	**8,28**	**6 115 900 +**	**73 798 100**	
	SOLDE	**12 510 200 –**			**6 592 100 –**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	41 336 000	8,66	3 294 900 +	38 041 100	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	2 133 000	3,58	73 800 +	2 059 200	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	3 298 000	55,17	1 172 700 +	2 125 300	
3060 *	Vêtements de service et allocations y relatives	400 000	87,79	187 000 +	213 000	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	50 000	58,73	18 500 +	31 500	
3091 *	Recrutement du personnel	40 000	26,98	8 500 +	31 500	
3100 *	Fournitures de bureau	300 000	22,95	56 000 +	244 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	110 000	54,92	39 000 +	71 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	37 500	9,32	3 200 +	34 300	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	525 000	36,82	141 300 +	383 700	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	2 800 000	– 2,14	61 000 –	2 861 000	
3120 B	Eau, énergie et combustibles	2 187 000	– 56,22	2 807 500 –	4 994 500	
3130 B	Autres marchandises	8 539 500	2,68	223 300 +	8 316 200	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	250 000	0,00		250 000	
3144 B	Entretien des routes cantonales	17 750 000	39,21	5 000 000 +	12 750 000	
3145 B	Entretien des routes nationales	1 000 000	11,11	100 000 +	900 000	
3146	Entretien des cours d'eau	400 000	0,00		400 000	
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	45 000	50,00	15 000 +	30 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	1 540 000	– 4,32	69 500 –	1 609 500	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	880 000	23,52	167 600 +	712 400	
3170 *	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	1 400 000	14,28	175 000 +	1 225 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	526 000	41,24	153 600 +	372 400	
3181 *	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	3 930 000	293,00	2 930 000 +	1 000 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2150 (SUITE)						
3183 B	Primes d'assurance objets	560 000	38,27	155 000 +	405 000	
3184 *	Impôts et taxes	165 000	57,14	60 000 +	105 000	
3185	Frais de PTT	412 000	4,94	19 400 +	392 600	
3186	Traitement des données BEDAG	50 000	0,00		50 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	5 200	160,00	3 200 +	2 000	
3620 *	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	1 650 000	135,71	950 000 +	700 000	
3640 *	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	45 000		45 000 +		
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	20 000	– 50,00	20 000 –	40 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	40 000	0,00		40 000	
	REVENUS					
4112	Concessions et patentes	1 450 000	2,11	30 000 +	1 420 000	
4230	Revenus des immeubles du patrimoine financier	20 000	– 20,00	5 000 –	25 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	50 000	11,11	5 000 +	45 000	
4310	Emoluments administratifs	353 000	– 3,29	12 000 –	365 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	186 000	8,77	15 000 +	171 000	
4350	Ventes	117 000	43,91	35 700 +	81 300	
4360	Remboursements de tiers	1 638 000	5,62	87 200 +	1 550 800	
4600 *	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	13 100 000	7,90	960 000 +	12 140 000	
4609 *	Part au revenu de la taxe fédérale sur les carburants	63 000 000	8,62	5 000 000 +	58 000 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**223 342 000**	**9,58**	**19 542 000 +**	**203 800 000**	
	RECETTES	**125 026 000**	**16,87**	**18 054 000 +**	**106 972 000**	
	SOLDE	**98 316 000 –**			**96 828 000 –**	
	DEPENSES					
5010 *	Construction de routes cantonales	58 265 000	– 21,27	15 735 000 –	74 000 000	
5011 B	Travaux de réfection et d'entretien des routes cantonales	16 100 000	11,03	1 600 000 +	14 500 000	
5013 *	Constructions hydrauliques	1 600 000	33,33	400 000 +	1 200 000	
5020 B	Construction de routes nationales	97 000 000	34,72	25 000 000 +	72 000 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des travaux publics	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
2150 (SUITE)					
5022 B Travaux de réfection et d'entretien des routes nationales	15 600 000	97,46	7 700 000 +	7 900 000	
5061 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	1 677 000	− 25,14	563 000 −	2 240 000	
5620 * Subventions aux investissements versées à des communes	22 500 000	5,63	1 200 000 +	21 300 000	
5720 Subventions redistribuées à des communes	10 600 000	0,28	30 000 +	10 570 000	
5740 * Subventions redistribuées à des sociétés d'économie mixte			90 000 −	90 000	
RECETTES					
6310 * Remboursement de dépenses d'investissement pour des ouvrages de génie civil	4 106 000	− 58,55	5 798 000 −	9 904 000	
6600 * Subventions aux investissements versées par la Confédération	14 520 000	− 25,95	5 088 000 −	19 608 000	
6609 * Subventions à l'investissement versées par la Confédération; construction de routes nationales	95 800 000	43,41	29 000 000 +	66 800 000	
6700 Subventions à redistribuer versées par la Confédération	10 600 000	− 0,57	60 000 −	10 660 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
22 Direction des transports, de l'énergie et des eaux						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**85 427 000**		**7 663 900 +**	**77 763 100**	
	REVENUS	**31 797 800**		**7 015 600 +**	**24 782 200**	
	SOLDE	**53 629 200 -**			**52 980 900 -**	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**93 615 000**		**4 582 000 +**	**89 033 000**	
	RECETTES	**24 136 000**		**921 000 +**	**23 215 000**	
	SOLDE	**69 479 000 -**			**65 818 000 -**	
2200 Secrétariat						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**2 796 900**	**- 4,23**	**123 300 -**	**2 920 200**	
	REVENUS	**5 600**	**12,00**	**600 +**	**5 000**	
	SOLDE	**2 791 300 -**			**2 915 200 -**	
CHARGES						
3001 Indemnités versées aux autorités et aux commissions		12 300	2,50	300 +	12 000	
3010 Traitements du personnel administratif et d'exploitation		1 283 000	- 0,55	7 000 -	1 290 000	
3030 Contributions de l'employeur aux assurances sociales		62 000	11,51	6 400 +	55 600	
3040 Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance		131 000	51,79	44 700 +	86 300	
3050 Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents		156 000	5,40	8 000 +	148 000	
3090 Formation et perfectionnement professionnel du personnel		23 100	0,43	100 +	23 000	
3091 Recrutement du personnel		12 300	2,50	300 +	12 000	
3100 Fournitures de bureau		15 000	7,14	1 000 +	14 000	
3101 Frais d'impression et de reliure, publications		62 800	- 21,50	17 200 -	80 000	
3102 Ouvrages spécialisés et revues		9 100	7,05	600 +	8 500	
3110 Acquisition de machines et de meubles de bureau		267 200	- 25,68	92 300 -	359 500	
3111 Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.		2 500		2 500 +		
3120 Eau, énergie et combustibles		40 000	0,00		40 000	
3130 Autres marchandises		18 500	10,77	1 800 +	16 700	
3150 Entretien d'appareils et de meubles de bureau		47 500	25,00	9 500 +	38 000	
3151 * Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier		6 000		6 000 +		

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2200	(SUITE)					
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	91 800	− 7,74	7 700 −	99 500	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	5 000	0,00		5 000	
3172	Frais de représentation	12 500	0,00		12 500	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	431 500	− 15,81	81 000 −	512 500	
3185	Frais de PTT	100 500	0,50	500 +	100 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	6 700	1,51	100 +	6 600	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	600	20,00	100 +	500	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	400		400 +		
4350	Ventes	1 000	0,00		1 000	
4360	Remboursements de tiers	4 200	5,00	200 +	4 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**167 000**	**25,56**	**34 000 +**	**133 000**	
	SOLDE	**167 000 −**			**133 000 −**	
	DEPENSES					
5060 *	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	167 000	25,56	34 000 +	133 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2210 Service de coordination pour la protection de d'environnement						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**966 200**	**- 41,79**	**693 600 -**	**1 659 800**	
	REVENUS	**2 400**	**- 98,17**	**128 300 -**	**130 700**	
	SOLDE	**963 800 -**			**1 529 100 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	408 000	– 16,05	78 000 –	486 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	15 000	– 5,67	900 –	15 900	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	63 000	23,28	11 900 +	51 100	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	5 700	– 89,47	48 400 –	54 100	
3091	Recrutement du personnel	2 000	0,00		2 000	
3100	Fournitures de bureau	5 800	3,57	200 +	5 600	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	25 900	61,87	9 900 +	16 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	5 100	2,00	100 +	5 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	35 000	– 50,00	35 000 –	70 000	
3130	Autres marchandises	1 000	0,00		1 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	3 100	3,33	100 +	3 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	8 700	3,57	300 +	8 400	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	4 300	2,38	100 +	4 200	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	380 000	– 59,36	555 000 –	935 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	1 600	6,66	100 +	1 500	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	2 000	100,00	1 000 +	1 000	
	REVENUS					
4350	Ventes	100		100 +		
4360 *	Remboursements de tiers	2 300	– 98,25	128 400 –	130 700	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2220 Office des transports publics						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**57 033 400**	**7,74**	**4 099 100 +**	**52 934 300**	
	REVENUS	**28 400**	**294,44**	**21 200 +**	**7 200**	
	SOLDE	**57 005 000 –**			**52 927 100 –**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	551 000	4,77	25 100 +	525 900	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	26 000	9,24	2 200 +	23 800	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	58 000	45,36	18 100 +	39 900	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	3 100	55,00	1 100 +	2 000	
3091	Recrutement du personnel	4 300	7,50	300 +	4 000	
3100	Fournitures de bureau	10 200	27,50	2 200 +	8 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	8 100	102,50	4 100 +	4 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	1 800	20,00	300 +	1 500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	6 200	– 61,25	9 800 –	16 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	5 100	2,00	100 +	5 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	3 100	3,33	100 +	3 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	12 400	12,72	1 400 +	11 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	254 600	43,27	76 900 +	177 700	
3181	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	400 000	0,00		400 000	
3600 B	Subventions à l'exploitation accordées à des entreprises de transport fédérales	2 310 000	32,37	565 000 +	1 745 000	
3620 B	Subventions à l'exploitation accordées à des entreprises de transport communales	2 893 000	16,55	411 000 +	2 482 000	
3640 B	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés semi-publiques de transport	49 766 000	5,86	2 756 000 +	47 010 000	
3650 B	Subventions à l'exploitation accordées à des entreprises de transport privées	720 000	51,57	245 000 +	475 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	500	0,00		500	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	400		400 +		

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2220 (SUITE)						
4310 * Emoluments administratifs		25 000	400,00	20 000 +	5 000	
4360 Remboursements de tiers		3 000	36,36	800 +	2 200	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**37 245 000**	**0,66**	**245 000 +**	**37 000 000**	
	RECETTES	**2 111 000**	**33,60**	**531 000 +**	**1 580 000**	
	SOLDE	**35 134 000 -**			**35 420 000 -**	
DEPENSES						
5240 Prêts à des sociétés semi-publiques de transport		2 500 000	0,00		2 500 000	
5640 * Subventions à l'investissement versées à des chemins de fer privés semi-publics		34 745 000	0,71	245 000 +	34 500 000	
RECETTES						
6240 Remboursement de prêts par des sociétés semi-publiques de transport		63 000	14,54	8 000 +	55 000	
6250 * Remboursement de prêts par des entreprises de transport privées				25 000 -	25 000	
6440 * Remboursement de subventions à l'investissement par des sociétés semi-publiques de transport		2 048 000	36,53	548 000 +	1 500 000	

Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2221 Fonds de transports						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**200 000**	**- 28,58**	**80 000 -**	**280 000**	
	REVENUS	**200 000**	**- 28,58**	**80 000 -**	**280 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3640 * Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés semin-publiques de transport		180 000		180 000 +		
3650 * Subventions à l'exploitation accordées à des institutions privées pour des projets en matière de transport		20 000	— 88,10	148 000 —	168 000	
3800 Versement au Fonds spécial figurant au bilan				112 000 —	112 000	
REVENUS						
4800 Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan		22 000		22 000 +		
4910 Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial		58 000	163,63	36 000 +	22 000	
4992 Report du Fonds de loterie de la Direction de la police		120 000	— 53,49	138 000 —	258 000	
	RECETTES	**25 000**		**25 000 +**		
	SOLDE	**175 000 -**			**280 000 -**	
RECETTES						
6220 * Remboursement, par des communes, de prêts et de participations		10 000		10 000 +		
6240 * Remboursement, par des sociétés d'économie mixte, de prêts et de participations		15 000		15 000 +		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
2230 Office de l'économie hydraulique et énergétique					
FONCTIONNEMENT: CHARGES	**15 413 400**	**18,26**	**2 380 900 +**	**13 032 500**	
REVENUS	**30 290 000**	**28,51**	**6 721 000 +**	**23 569 000**	
SOLDE	**14 876 600 +**			**10 536 500 +**	
CHARGES					
3010 * Traitements du personnel administratif et d'exploitation	3 735 000	13,02	430 400 +	3 304 600	
3030 Contributions de l'employeur aux assurances sociales	165 000	14,98	21 500 +	143 500	
3040 * Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	368 000	60,34	138 500 +	229 500	
3060 Vêtements de service et allocations y relatives	2 000	− 33,34	1 000 −	3 000	
3090 * Formation et perfectionnement professionnel du personnel	30 000	50,00	10 000 +	20 000	
3091 Recrutement du personnel	10 000	42,85	3 000 +	7 000	
3100 Fournitures de bureau	26 500	23,25	5 000 +	21 500	
3101 * Frais d'impression et de reliure, publications	84 000	61,53	32 000 +	52 000	
3102 Ouvrages spécialisés et revues	14 000	27,27	3 000 +	11 000	
3110 Acquisition de machines et de meubles de bureau	100 000	− 47,92	92 000 −	192 000	
3111 Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	245 000	− 19,68	60 000 −	305 000	
3130 Autres marchandises	4 000	0,00		4 000	
3146 Entretien des canaux de la correction des eaux du Jura, régularisation des eaux, nettoyage des lacs	600 000	0,00		600 000	
3150 * Entretien d'appareils et de meubles de bureau	20 000	100,00	10 000 +	10 000	
3151 * Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	19 000	58,33	7 000 +	12 000	
3160 Loyers, fermages et redevances d'utilisation	51 900	6,13	3 000 +	48 900	
3170 Indemnités pour frais de déplacement du personnel	54 500	− 7,63	4 500 −	59 000	
3180 * Indemnités pour prestations de service de tiers	6 988 000	23,26	1 319 000 +	5 669 000	
3181 * Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	300 000	36,36	80 000 +	220 000	
3183 Primes d'assurance objets	7 000	0,00		7 000	
3620 * Subv. à l'exploit. accordées aux communes pour concepts en matière d'énergie + de recherche, services de renseignement	600 000	− 33,34	300 000 −	900 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux	BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2230 (SUITE)					
3650 * Subv. à l'exploit. accordées à des institutions privées pour concepts énergie et recherche, service renseignements; autres	907 500	122,69	500 000 +	407 500	
3900 * Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	17 000	183,33	11 000 +	6 000	
3990 * Report au Fonds des dommages causés par les éléments (taxe d'eau sur la force hydraulique)	1 065 000	33,12	265 000 +	800 000	
REVENUS					
4100 Revenus de régales	42 000	0,00		42 000	
4112 * Concessions et patentes	2 956 000	59,78	1 106 000 +	1 850 000	
4270 Revenus des immeubles du patrimoine administratif	6 000	0,00		6 000	
4310 * Emoluments administratifs	33 000	− 34,00	17 000 −	50 000	
4340 * Taxe sur la force hydraulique et sur le droit d'eau, rétributions pour prestations de service	26 840 000	27,50	5 790 000 +	21 050 000	
4350 Ventes	20 000	− 9,10	2 000 −	22 000	
4360 Remboursements de tiers	13 000	30,00	3 000 +	10 000	
4600 * Subventions fédérales à l'exploitation; études, analyses et autres prestations de service	380 000	− 29,50	159 000 −	539 000	
INVESTISSEMENT: DEPENSES	**13 823 000**	**46,27**	**4 373 000 +**	**9 450 000**	
SOLDE	**13 823 000 −**			**9 450 000 −**	
DEPENSES					
5013 * Constructions hydrauliques et régularisation des eaux	3 123 000	7,68	223 000 +	2 900 000	
5220 Prêts aux communes pour des installations énergétiques	500 000	0,00		500 000	
5250 * Prêts à des institutions privées pour des installations énergétiques	900 000	350,00	700 000 +	200 000	
5620 * Subv. à l'inv. versées aux communes pour installations d'alimentation en eau potable et en énergie	6 800 000	70,00	2 800 000 +	4 000 000	
5640 * Subventions à l'investissement versées à des sociétés d'économie mixte pour des installations énergétiques	1 500 000	50,00	500 000 +	1 000 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
2230 (SUITE)					
5650 * Subventions à l'investissement versées à des institutions privées pour des installations énergétiques	1 000 000	17,64	150 000+	850 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux	BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2240 Office de la protection des eaux					
FONCTIONNEMENT: CHARGES	**9 017 100**	**29,99**	**2 080 800 +**	**6 936 300**	
REVENUS	**1 271 400**	**60,87**	**481 100 +**	**790 300**	
SOLDE	**7 745 700 -**			**6 146 000 -**	
CHARGES					
3010 * Traitements du personnel administratif et d'exploitation	4 628 000	11,55	479 400 +	4 148 600	
3030 Contributions de l'employeur aux assurances sociales	204 000	15,97	28 100 +	175 900	
3040 * Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	461 000	60,79	174 300 +	286 700	
3060 Vêtements de service et allocations y relatives	3 000	0,00		3 000	
3090 Formation et perfectionnement professionnel du personnel	62 000	1,63	1 000 +	61 000	
3091 Recrutement du personnel	21 500	24,27	4 200 +	17 300	
3100 Fournitures de bureau	51 300	3,42	1 700 +	49 600	
3101 * Frais d'impression et de reliure, publications	93 700	138,42	54 400 +	39 300	
3102 Ouvrages spécialisés et revues	17 500	– 25,54	6 000 –	23 500	
3110 * Acquisition de machines et de meubles de bureau	206 000	49,70	68 400 +	137 600	
3111 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	771 500	70,68	319 500 +	452 000	
3120 * Eau, énergie et combustibles	18 000	300,00	13 500 +	4 500	
3130 Autres marchandises	100 000	– 7,24	7 800 –	107 800	
3150 * Entretien d'appareils et de meubles de bureau	103 000	275,91	75 600 +	27 400	
3151 Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	16 400	10,06	1 500 +	14 900	
3160 Loyers, fermages et redevances d'utilisation	16 500	– 37,50	9 900 –	26 400	
3170 Indemnités pour frais de déplacement du personnel	108 000	13,68	13 000 +	95 000	
3180 * Indemnités pour prestations de service de tiers	918 500	127,91	515 500 +	403 000	
3181 * Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	1 150 000	43,75	350 000 +	800 000	
3183 Primes d'assurance objets	5 000	25,00	1 000 +	4 000	
3184 Impôts et taxes	1 500	50,00	500 +	1 000	
3185 Frais de PTT	11 800	24,21	2 300 +	9 500	
3199 Autres biens, serv. et march.; intervent. des serv. de lutte contre les accidents d'hydroc. (pollueur non identifié)	25 000	0,00		25 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2240	(SUITE)					
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	6 200	3,33	200+	6 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	17 700	2,31	400+	17 300	
	REVENUS					
4250	Intérêts de prêts du patrimoine administratif	8 100		8 100+		
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	3 800		3 800+		
4340	Emoluments pour réservoirs et protection des eaux, rétributions pour prestations de service	770 000	18,46	120 000+	650 000	
4350	Ventes	44 500	− 2,20	1 000−	45 500	
4360 *	Remboursements de tiers	230 000	671,81	200 200+	29 800	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	65 000	0,00		65 000	
4902	Imputations internes de divisions administratives pour prestations diverses	150 000		150 000+		
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**42 380 000**	**- 0,17**	**70 000 -**	**42 450 000**	
	RECETTES	**22 000 000**	**1,68**	**365 000 +**	**21 635 000**	
	SOLDE	**20 380 000 -**			**20 815 000 -**	
	DEPENSES					
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	380 000	− 15,56	70 000−	450 000	
5620	Subv. inv. versées aux comm. et assoc. droit pub. à affect. dét. p. instal. évacu./trait. eaux usées et élimin. déchets	21 000 000	0,00		21 000 000	
5720	Subv. à l'inv. redistribuées aux communes pour installations d'évacuation et de traitement des eaux usées	21 000 000	0,00		21 000 000	
	RECETTES					
6250	Remboursement de prêts par des institutions privées	700 000	10,23	65 000+	635 000	
6600 *	Subventions aux investissements versées par la Confédération	300 000		300 000+		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des transports, de l'énergie et des eaux	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
2240 (SUITE)					
6700 Subv. fédérales à l'invest. à redistribuer pour des installations d'évacuation et de traitement des eaux usées	21 000 000	0,00		21 000 000	

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
23	**Direction des forêts**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**69 153 500**		**3 030 300 +**	**66 123 200**	
	REVENUS	**42 428 500**		**3 063 500 +**	**39 365 000**	
	SOLDE	**26 725 000 -**			**26 758 200 -**	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**24 126 000**		**557 500 +**	**23 568 500**	
	RECETTES	**10 534 000**		**513 000 +**	**10 021 000**	
	SOLDE	**13 592 000 -**			**13 547 500 -**	
2300	**Secrétariat**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**14 462 900**	**2,66**	**376 000 +**	**14 086 900**	
	REVENUS	**4 858 000**	**0,41**	**20 000 +**	**4 838 000**	
	SOLDE	**9 604 900 -**			**9 248 900 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	10 000	81,81	4 500 +	5 500	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 206 000	6,67	75 500 +	1 130 500	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	64 000	5,78	3 500 +	60 500	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	127 000	58,75	47 000 +	80 000	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	5 000	0,00		5 000	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	70 000	– 50,71	72 000 –	142 000	
3091	Recrutement du personnel	1 000	100,00	500 +	500	
3100 *	Fournitures de bureau	24 000	29,72	5 500 +	18 500	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	7 000	180,00	4 500 +	2 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	8 000	33,33	2 000 +	6 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	15 000	0,00		15 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	16 000	0,00		16 000	
3130	Autres marchandises	205 000	0,00		205 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	13 000	0,00		13 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	200 000	809,09	178 000 +	22 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	5 000	0,00		5 000	
3172	Frais de représentation	10 000	0,00		10 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2300	(SUITE)					
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	832 000	− 9,08	83 000 −	915 000	
3185	Frais de PTT	9 000	0,00		9 000	
3600	Subventions à l'exploitation accordées à la Confédération	14 900	0,00		14 900	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	112 000	24,44	22 000 +	90 000	
3620 *	Subventions aux communes pour projets de protection des forêts, triages forestiers, plans d'aménagement des forêts	4 933 000	7,58	348 000 +	4 585 000	
3650 *	Subventions accordées à des institutions privées pour des projets de protection des forêts; autres	1 570 000	− 9,25	160 000 −	1 730 000	
3720	Subventions redistribuées à des communes pour des mesures contre les dégâts causés aux forêts	3 600 000	0,00		3 600 000	
3750	Subventions redistribuées à des institutions privées pour des mesures contre les dégâts causés aux forêts	1 000 000	0,00		1 000 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	6 000	0,00		6 000	
3990	Report au Fonds de la pêche	400 000	0,00		400 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	6 500	0,00		6 500	
4310	Emoluments administratifs	120 000	9,09	10 000 +	110 000	
4330	Emoluments de cours	130 000	8,33	10 000 +	120 000	
4350	Ventes	1 500	0,00		1 500	
4700	Subventions fédérales à redistribuer pour des mesures contre les dégâts causés aux forêts	4 600 000	0,00		4 600 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**16 889 000**	**1,13**	**189 000 +**	**16 700 000**	
	RECETTES	**8 300 000**	**9,21**	**700 000 +**	**7 600 000**	
	SOLDE	**8 589 000 −**			**9 100 000 −**	
	DEPENSES					
5060 *	Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED	254 000	− 78,11	906 000 −	1 160 000	
5620 *	Subventions à l'inv. aux communes pour boisements, chemins forestiers, protection contre les avalanches; autres	4 830 000	− 5,11	260 000 −	5 090 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
2300 (SUITE)					
5650 * Subv. à l'inv. à des institut. privées pour boisements, construct. chem. forestiers, protect. contre avalan.; autres	3 505 000	22,98	655 000 +	2 850 000	
5720 * Subv. à l'inv. redistribuées aux communes pour boisements, construc. de chemins forest., protection contre avalanches	5 000 000	8,69	400 000 +	4 600 000	
5750 * Subv. à l'inv. redistribuées à des instit. priv. pour boisements, constr. chemins fores., protection contre avalanches	3 300 000	10,00	300 000 +	3 000 000	
RECETTES					
6700 Subv. féd. à l'inv. à redistr. pour boisements, construction de chemins forestiers, protection contre les avalanches	8 300 000	9,21	700 000 +	7 600 000	

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2301 Fonds destiné à renforcer l'action bienfaisante de la forêt						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**30 000**	**0,00**		**30 000**	
	REVENUS	**30 000**	**0,00**		**30 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3650 Subventions accordées aux propriétaires de forêts pour des sentiers écologiques et mesures préventives		30 000	0,00		30 000	
REVENUS						
4650 Subventions versées par des propriétaires de forêts		30 000	0,00		30 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2305	**Inspectorat des fôrets et offices forestièrs d'arrondissement**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**12 287 000**	**6,26**	**724 500 +**	**11 562 500**	
	REVENUS	**4 698 900**	**9,40**	**403 900 +**	**4 295 000**	
	SOLDE	**7 588 100 -**			**7 267 500 -**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	8 712 000	2,74	232 700 +	8 479 300	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	514 000	16,34	72 200 +	441 800	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	1 037 000	44,14	317 600 +	719 400	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	40 000	0,00		40 000	
3061	Allocations de logement	126 000	0,00		126 000	
3091	Recrutement du personnel	5 000	25,00	1 000 +	4 000	
3100	Fournitures de bureau	80 000	23,07	15 000 +	65 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	30 000	0,00		30 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	30 000	0,00		30 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	172 000	83,17	78 100 +	93 900	
3120	Eau, énergie et combustibles	50 000	0,00		50 000	
3130	Autres marchandises	10 000	0,00		10 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	16 000	14,28	2 000 +	14 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	245 000	4,25	10 000 +	235 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	575 000	0,87	5 000 +	570 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	244 000	- 3,22	8 100 -	252 100	
3181	Indemnités pour travaux de planification et d'élaboration de projets (ingénieurs forestiers indépendants)	280 000	3,70	10 000 +	270 000	
3185	Frais de PTT	83 000	9,21	7 000 +	76 000	
3186	Traitement des données BEDAG	20 000	- 50,00	20 000 -	40 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	3 000	0,00		3 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	15 000	15,38	2 000 +	13 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	25 000	25,00	5 000 +	20 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2305	(SUITE)					
4340	Rétributions pour plans d'aménagement, élaboration de projets, direction de travaux de constr., autres prest. service	1 900 000	7,95	140 000+	1 760 000	
4902	Imputations internes de l'Administration des forêts domaniales pour les traitements du personnel forestier	2 773 900	10,29	258 900+	2 515 000	

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2310	**Administration des fôrets domaniales**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**29 665 900**	**1,78**	**520 800 +**	**29 145 100**	
	REVENUS	**24 225 000**	**9,30**	**2 063 000 +**	**22 162 000**	
	SOLDE	**5 440 900 –**			**6 983 100 –**	
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	18 053 000	2,56	451 000 +	17 602 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	1 032 000	9,43	89 000 +	943 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	1 350 000	– 5,80	83 000 –	1 433 000	
3050 *	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	1 500 000	– 9,26	153 000 –	1 653 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	160 000	– 11,12	20 000 –	180 000	
3062 *	Allocations de repas	160 000	300,00	120 000 +	40 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	566 000	– 17,07	116 500 –	682 500	
3120	Eau, énergie et combustibles	30 000	0,00		30 000	
3130	Autres marchandises	726 000	– 3,08	23 000 –	749 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	154 000	2,59	3 900 +	150 100	
3149	Entretien des chemins forestiers	559 000	– 1,93	11 000 –	570 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	374 000	– 13,03	56 000 –	430 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	15 000	57,89	5 500 +	9 500	
3170 *	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	70 000	27,27	15 000 +	55 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	1 576 000	2,13	33 000 +	1 543 000	
3181	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	72 000	2,85	2 000 +	70 000	
3183 *	Primes d'assurance objets	200 000	33,33	50 000 +	150 000	
3184	Impôts et taxes	190 000	– 5,00	10 000 –	200 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	55 000	0,00		55 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	50 000	– 41,18	35 000 –	85 000	
3902 *	Imputations internes en faveur de l'Inspection des forêts	2 773 900	10,29	258 900 +	2 515 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2310 (SUITE)						
REVENUS						
4112 Concessions et patentes		55 000	3,77	2 000 +	53 000	
4270 Revenus des immeubles du patrimoine administratif		290 000	20,83	50 000 +	240 000	
4340 * Rétributions pour travaux, utilisations, autres prestations de service		6 900 000	10,59	661 000 +	6 239 000	
4350 * Ventes		13 900 000	7,13	926 000 +	12 974 000	
4360 Remboursements de tiers		200 000	0,00		200 000	
4380 Prestations effectuées par le personnel de l'Etat pour ses investissements		1 000 000	0,00		1 000 000	
4391 Travaux d'entretien effectués par le personnel de l'Etat		700 000	6,70	44 000 +	656 000	
4600 * Subventions à l'exploitation versées par la Confédération		1 100 000	37,50	300 000 +	800 000	
4609 * Part au revenu de la taxe fédérale sur les carburants		80 000		80 000 +		
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**5 780 000**	**6,27**	**341 500 +**	**5 438 500**	
	RECETTES	**1 700 000**	**11,47**	**175 000 +**	**1 525 000**	
	SOLDE	**4 080 000 -**			**3 913 500 -**	
DEPENSES						
5019 * Construction de chemins forestiers		2 810 000	16,58	399 800 +	2 410 200	
5030 Acquisition et construction d'immeubles du patrimoine administratif		250 000	11,85	26 500 +	223 500	
5050 Acquisition de forêts, projets de boisement et de construction d'ouvrages de protection		2 720 000	9,02	225 200 +	2 494 800	
5061 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier				310 000 –	310 000	
RECETTES						
6050 * Transfert de forêts au patrimoine financier				5 000 –	5 000	
6600 * Subventions fédérales à l'investissement pour la construction de chemins forestiers		1 700 000	13,33	200 000 +	1 500 000	
6620 * Subventions aux investissements versées par des communes				15 000 –	15 000	
6690 * Autres subventions aux investissements				5 000 –	5 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2311	**Fond du inspectorat des forêts et de l'administration forestière**					
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**50 000**	**0,00**		**50 000**	
	RECETTES	**50 000**	**0,00**		**50 000**	
	SOLDE					
	DEPENSES					
5050	Reboisements compensatoires des forêts de l'Etat	45 000	0,00		45 000	
5650	Subventions à l'investissement versées aux propriétaires de forêts	5 000	0,00		5 000	
	RECETTES					
6690	Subventions à l'investissement versées par les propriétaires de forêts pour des reboisements compensatoires	50 000	0,00		50 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2320 Inspectorat de la chasse						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**4 744 500**	**5,98**	**267 800 +**	**4 476 700**	
	REVENUS	**4 110 300**	**- 4,75**	**204 700 -**	**4 315 000**	
	SOLDE	**634 200 -**			**161 700 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	28 000	0,00		28 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	3 298 000	5,63	176 000 +	3 122 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	159 000	8,16	12 000 +	147 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	311 000	46,69	99 000 +	212 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	40 000	0,00		40 000	
3061	Allocations de logement	96 000	0,00		96 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	10 000	0,00		10 000	
3091	Recrutement du personnel	2 500	0,00		2 500	
3100	Fournitures de bureau	13 000	- 13,34	2 000 -	15 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	38 000	26,66	8 000 +	30 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	3 000	0,00		3 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	2 000	0,00		2 000	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	25 000	47,05	8 000 +	17 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	18 000	- 21,74	5 000 -	23 000	
3130	Autres marchandises	88 500	4,73	4 000 +	84 500	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	10 000	0,00		10 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	1 500	0,00		1 500	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	11 500	43,75	3 500 +	8 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	1 000	- 60,00	1 500 -	2 500	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	411 000	0,00		411 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	37 000	8,82	3 000 +	34 000	
3183	Primes d'assurance objets	3 000	25,00	600 +	2 400	
3184	Impôts et taxes	1 000	0,00		1 000	
3185	Frais de PTT	32 000	23,07	6 000 +	26 000	
3199 *	Autres biens, services et marchandises	25 000	66,66	10 000 +	15 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2320	(SUITE)					
3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	5 000	0,00		5 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	67 000	− 42,74	50 000 −	117 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	7 500	50,00	2 500 +	5 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux			6 300 −	6 300	
	REVENUS					
4100	Revenus de régales	2 700 000	− 1,82	50 000 −	2 750 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	7 300	4,28	300 +	7 000	
4310	Emoluments administratifs	28 000	0,00		28 000	
4350 *	Ventes	200 000	− 39,40	130 000 −	330 000	
4399 *	Autres contributions			60 000 −	60 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	80 000	− 5,89	5 000 −	85 000	
4650	Subv.à l'exploitation versées par des personnes physiques et par des institutions (legs/ fondations à office)	15 000	0,00		15 000	
4902	Imputations internes de divisions administratives pour prestations diverses	825 000	0,00		825 000	
4991	Prélèvements du Fonds de lutte contre les maladies et du Fonds de la pêche	255 000	18,60	40 000 +	215 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2321	**Fonds pour les dommages causés par le gibier**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**535 000**	**7,00**	**35 000 +**	**500 000**	
	REVENUS	**535 000**	**7,00**	**35 000 +**	**500 000**	
	SOLDE					
	CHARGES					
3650	Subventions accordées à des privés et à des institutions pour des projets en matière de recherche	20 000	0,00		20 000	
3660	Subventions accordées à des victimes pour réparation et prévention des dommages causés par le gibier	515 000	7,29	35 000 +	480 000	
	REVENUS					
4690	Contributions des chasseurs à la réparation et à la prévention des dommages causés par le gibier	380 000	− 1,30	5 000 −	385 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	155 000	34,78	40 000 +	115 000	

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2322 * Fonds de chasse						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**83 000**	**- 25,90**	**29 000 -**	**112 000**	
	REVENUS	**83 000**	**- 25,90**	**29 000 -**	**112 000**	
	SOLDE					
	CHARGES					
3102	Ouvrages spécialisés et revues	5 000		5 000 +		
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	10 000	— 50,00	10 000 —	20 000	
3130	Autres marchandises	10 000	25,00	2 000 +	8 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	35 000		35 000 +		
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	5 000		5 000 +		
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	8 000		8 000 +		
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	5 000	— 66,67	10 000 —	15 000	
3199	Autres biens, services et marchandises	5 000		5 000 +		
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan			69 000 —	69 000	
	REVENUS					
4350	Ventes	5 000	— 58,34	7 000 —	12 000	
4399	Contributions des chasseurs pour erreurs de tir	60 000	0,00		60 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	18 000		18 000 +		
4910	Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial			40 000 —	40 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2323 Fonds de réserve pour la chasse de la Direction des forêts						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**285 000**	**106,52**	**147 000 +**	**138 000**	
	REVENUS	**285 000**	**106,52**	**147 000 +**	**138 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3650 * Subventions à la sauvegarde du gibier accordées aux associations de chasseurs		285 000	137,50	165 000 +	120 000	
3800 Versement au Fonds spécial figurant au bilan				18 000 −	18 000	
REVENUS						
4690 Contributions des chasseurs à la sauvegarde du gibier		115 000	− 4,17	5 000 −	120 000	
4800 Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan		170 000		170 000 +		
4910 Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial				18 000 −	18 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2325 Fond de la pêche						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**3 071 300**	**11,17**	**308 800 +**	**2 762 500**	
	REVENUS	**3 071 300**	**11,17**	**308 800 +**	**2 762 500**	
	SOLDE					
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	2 000	0,00		2 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 504 000	8,34	115 800 +	1 388 200	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	73 000	11,28	7 400 +	65 600	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	138 000	45,26	43 000 +	95 000	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	16 500	10,00	1 500 +	15 000	
3061	Allocations de logement	17 800	7,87	1 300 +	16 500	
3080 *	Indemnités versées au personnel temporaire	36 000	28,57	8 000 +	28 000	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	9 000	125,00	5 000 +	4 000	
3091	Recrutement du personnel	2 000		2 000 +		
3100	Fournitures de bureau	12 000	0,00		12 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	12 000	− 65,72	23 000 −	35 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	2 000	0,00		2 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	12 000	380,00	9 500 +	2 500	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	175 000	− 35,43	96 000 −	271 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	50 000	11,11	5 000 +	45 000	
3130	Autres marchandises	100 500	− 5,19	5 500 −	106 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	98 000	− 16,24	19 000 −	117 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	3 000	0,00		3 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	34 000	− 24,45	11 000 −	45 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	5 500	37,50	1 500 +	4 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	145 000	0,00		145 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	136 000	119,35	74 000 +	62 000	
3183	Primes d'assurance objets	9 500	15,85	1 300 +	8 200	
3184	Impôts et taxes	6 000	20,00	1 000 +	5 000	

Direction des forêts		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2325	(SUITE)					
3185	Frais de PTT	9 500	18,75	1 500+	8 000	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	17 000	0,00		17 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	160 000	− 23,81	50 000−	210 000	
3750	Subventions redistribuées à des institutions priveés	20 000	− 20,00	5 000−	25 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	4 000	0,00		4 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux			6 500−	6 500	
3920	Bonification d'amortissements sur le patrimoine administratif	207 000		207 000+		
3991 *	Report au compte de fonctionnement de l'Inspectorat de la chasse	55 000	266,66	40 000+	15 000	
	REVENUS					
4100	Revenus de régales	1 350 000	10,65	130 000+	1 220 000	
4112	Recettes des eaux affermées	80 000	14,28	10 000+	70 000	
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	22 000	8,37	1 700+	20 300	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	22 000	0,00		22 000	
4350	Ventes	500	0,00		500	
4360	Recettes des vidanges des cours d'eau	160 000	2,56	4 000+	156 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	45 000	− 10,00	5 000−	50 000	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	20 000	− 20,00	5 000−	25 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan	968 800	21,75	173 100+	795 700	
4990	Report du solde du cpte fonct. du Secrét. génér. de la Dir. des forêts et de l'Inspection de la protect. de la nature	403 000	0,00		403 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2325 (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**207 000**		**207 000 +**		
	SOLDE	**207 000 -**				
DEPENSES						
5030 * Construction d'immeubles du patrimoine administratif; équipement		207 000		207 000 +		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2330	**Inspectorat de la protection de la nature**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**3 988 900**	**20,52**	**679 400 +**	**3 309 500**	
	REVENUS	**532 000**	**150,35**	**319 500 +**	**212 500**	
	SOLDE	**3 456 900 –**			**3 097 000 –**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	7 000	0,00		7 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	848 000	14,03	104 400 +	743 600	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	42 000	23,52	8 000 +	34 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	80 000	62,27	30 700 +	49 300	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	25 000	13,63	3 000 +	22 000	
3061	Allocations de logement	2 400	0,00		2 400	
3080	Postes de stagiaires	6 500	8,33	500 +	6 000	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	27 000	58,82	10 000 +	17 000	
3091	Recrutement du personnel	2 000	0,00		2 000	
3100	Fournitures de bureau	10 500	5,00	500 +	10 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	47 000	113,63	25 000 +	22 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	2 500	0,00		2 500	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	5 500	– 80,00	22 000 –	27 500	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	163 000	986,66	148 000 +	15 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	11 500	21,05	2 000 +	9 500	
3130	Autres marchandises	28 000	3,70	1 000 +	27 000	
3149 *	Entretien des réserves naturelles	800 000	18,51	125 000 +	675 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	3 000	20,00	500 +	2 500	
3151 *	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	30 000	36,36	8 000 +	22 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	75 000	97,36	37 000 +	38 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	48 000	– 14,29	8 000 –	56 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	808 000	31,59	194 000 +	614 000	
3183	Primes d'assurance objets	5 000	0,00		5 000	
3184	Impôts et taxes	2 000	66,66	800 +	1 200	
3185	Frais de PTT	8 000	– 38,47	5 000 –	13 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des forêts		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2330 (SUITE)						
3620 * Subventions à l'exploitation accordées à des communes		20 000	300,00	15 000 +	5 000	
3650 Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées		139 000	0,72	1 000 +	138 000	
3900 Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat		5 000	0,00		5 000	
3902 Imputations internes en faveur des divisions administratives pour prestations diverses		735 000	0,00		735 000	
3990 Report au Fonds de la pêche		3 000	0,00		3 000	
REVENUS						
4270 Revenus des immeubles du patrimoine administratif		15 000	0,00		15 000	
4310 Emoluments administratifs		10 000	0,00		10 000	
4350 Ventes		2 000		2 000 +		
4360 Remboursements de tiers		15 000	100,00	7 500 +	7 500	
4600 * Subventions à l'exploitation versées par la Confédération		490 000	172,22	310 000 +	180 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**1 200 000**	**- 13,05**	**180 000 -**	**1 380 000**	
	RECETTES	**484 000**	**- 42,79**	**362 000 -**	**846 000**	
	SOLDE	**716 000 -**			**534 000 -**	
DEPENSES						
5000 * Acquisition de sols dignes de protection; réserves naturelles, surfaces vertes, etc.				130 000 –	130 000	
5019 Autres ouvrages de génie civil		100 000	0,00		100 000	
5061 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier				150 000 –	150 000	
5800 * Indemnités pour expropriations matérielles (restrictions de jouissance)		1 100 000	10,00	100 000 +	1 000 000	
RECETTES						
6600 * Subventions aux investissements versées par la Confédération		484 000	– 42,79	362 000 –	846 000	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
24 Direction de l'agriculture						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**296 159 400**		**22 807 000 +**	**273 352 400**	
	REVENUS	**232 484 200**		**17 617 400 +**	**214 866 800**	
	SOLDE	**63 675 200 -**			**58 485 600 -**	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**39 903 000**		**3 252 000 -**	**43 155 000**	
	RECETTES	**16 552 000**		**4 293 000 -**	**20 845 000**	
	SOLDE	**23 351 000 -**			**22 310 000 -**	
2400 * Secrétariat						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**236 443 700**	**8,25**	**18 028 500 +**	**218 415 200**	
	REVENUS	**202 458 600**	**8,64**	**16 106 000 +**	**186 352 600**	
	SOLDE	**33 985 100 -**			**32 062 600 -**	
CHARGES						
3001 Indemnités versées aux autorités et aux commissions		462 000	0,00		462 000	
3010 * Traitements du personnel administratif et d'exploitation		4 532 000	20,20	761 700 +	3 770 300	
3030 Contributions de l'employeur aux assurances sociales		246 000	25,83	50 500 +	195 500	
3040 * Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance		459 000	63,51	178 300 +	280 700	
3041 Contributions de l'employeur à d'autres caisses d'assurance du personnel		17 000	6,25	1 000 +	16 000	
3090 * Formation et perfectionnement professionnel du personnel		9 000	– 64,71	16 500 –	25 500	
3091 Recrutement du personnel		13 000	52,94	4 500 +	8 500	
3100 * Fournitures de bureau		36 500	25,86	7 500 +	29 000	
3101 Frais d'impression et de reliure, publications		65 500	18,01	10 000 +	55 500	
3102 Ouvrages spécialisés et revues		15 500	24,00	3 000 +	12 500	
3106 Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)		6 500	225,00	4 500 +	2 000	
3110 Acquisition de machines et de meubles de bureau		202 000	12,22	22 000 +	180 000	
3111 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.		97 000	61,66	37 000 +	60 000	
3120 Eau, énergie et combustibles		53 000	3,11	1 600 +	51 400	
3130 * Autres marchandises		90 000	36,36	24 000 +	66 000	
3141 Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif		4 500	– 25,00	1 500 –	6 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2400 * (SUITE)						
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	24 000	100,00	12 000+	12 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	3 000	0,00		3 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	86 200	3,85	3 200+	83 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	105 000	20,00	17 500+	87 500	
3172	Frais de représentation	12 500	0,00		12 500	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	583 000	43,59	177 000+	406 000	
3183	Primes d'assurance objets	3 500	− 12,50	500−	4 000	
3185	Frais de PTT	15 000	7,14	1 000+	14 000	
3610	Subventions à l'exploitation accordées à des cantons	1 311 000	1,58	20 500+	1 290 500	
3620 *	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	13 200 000	7,88	965 000+	12 235 000	
3650 B	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	29 600 000	0,30	90 000+	29 510 000	
3720 *	Subventions redistribuées à des communes	179 450 000	9,46	15 523 000+	163 927 000	
3750	Subventions redistribuées à des institutions privées	4 595 000	0,00		4 595 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	17 000	32,81	4 200+	12 800	
3902 *	Imputations internes en faveur des divisions administratives pour prestations diverses	150 000		150 000+		
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	2 000	0,00		2 000	
3990 B	Report au Fonds des épizooties et au Fonds viticole	978 000	− 2,20	22 000−	1 000 000	
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	30 000	0,00		30 000	
4330	Emoluments de cours	15 100	24,79	3 000+	12 100	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	128 000	− 11,73	17 000−	145 000	
4350	Ventes	117 000	1,73	2 000+	115 000	
4360	Remboursements de tiers	80 000	− 20,00	20 000−	100 000	
4361 *	Remboursement de subventions à l'exploitation	100 000	100,00	50 000+	50 000	
4600 *	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	17 800 000	2,43	423 000+	17 377 000	
4620 *	Subventions à l'exploitation versées par des communes	136 000		136 000+		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2400 (SUITE)						
4650 Subv.à l'exploitation versées par des personnes physiques et par des institutions (legs/ fondations à office)		7 500	400,00	6 000 +	1 500	
4700 Subventions à redistribuer versées par la Confédération		184 045 000	9,21	15 523 000 +	168 522 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**947 000**	**847,00**	**847 000 +**	**100 000**	
	SOLDE	**947 000 -**			**100 000 -**	
DEPENSES						
5060 * Acquisition de machines de bureau et d'équipement TED		947 000		947 000 +		
5640 * Subventions aux investissements versées à des sociétés d'économie mixte				100 000 -	100 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU	BUDGET	COMPTE
		MONTANT	EN % EP	BUDGET 1989	1989	1988
2401	**Fonds pour la conservation des monuments historiques**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**872 000**	**0,11**	**1 000 +**	**871 000**	
	REVENUS	**872 000**	**0,11**	**1 000 +**	**871 000**	
	SOLDE					
	CHARGES					
3180	Indemn. à des tiers pour trav. scientifiques et publications sur recherches en mat. de protection du patrimoine rural	100 000	0,00		100 000	
3650	Subventions accordées à des privés et aux communes pour des restaurations	700 000	0,00		700 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	72 000	1,40	1 000+	71 000	
	REVENUS					
4910	Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial	72 000	1,40	1 000+	71 000	
4992	Report du Fonds de loterie de la Direction de la police	800 000	0,00		800 000	

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2402	**Fonds viticole**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**142 000**	**2,15**	**3 000 +**	**139 000**	
	REVENUS	**142 000**	**2,15**	**3 000 +**	**139 000**	
	SOLDE					
	CHARGES					
3130	Bois à greffer	11 000	0,00		11 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	2 000	0,00		2 000	
3650	Subventions accordées à des institut. priv. pour la publicité en faveur des produits de la viticulture bernoise	500	0,00		500	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	62 500	76,05	27 000 +	35 500	
3920	Bonification d'amortissements sur les subventions à l'investissement	66 000	– 26,67	24 000 –	90 000	
	REVENUS					
4350	Vente de bois à greffer	11 000	0,00		11 000	
4650	Contributions des propriétaires de vignes	21 000	0,00		21 000	
4910	Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial	10 000	42,85	3 000 +	7 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement du Secrétariat général de la Direction de l'agriculture	100 000	0,00		100 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**200 000**	**5,26**	**10 000 +**	**190 000**	
	RECETTES	**134 000**	**34,00**	**34 000 +**	**100 000**	
	SOLDE	**66 000 –**			**90 000 –**	
	DEPENSES					
5650	Subventions à l'investissement versées à des institutions privées pour la reconstitution des vignobles	200 000	5,26	10 000 +	190 000	
	RECETTES					
6600	Subventions à l'investissement versées par la Confédération pour la reconstitution des vignobles	134 000	34,00	34 000 +	100 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2403	**Fonds de secours en cas de dommages ou de dangers imminents causés par les éléments**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**1 364 000**	**47,77**	**441 000 +**	**923 000**	
	REVENUS	**1 364 000**	**47,77**	**441 000 +**	**923 000**	
	SOLDE					
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	13 000	8,33	1 000+	12 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	2 000	0,00		2 000	
3620 *	Subventions accordées aux communes pour les dommages causés par les éléments (à l'intention des victimes)	900 000	20,00	150 000+	750 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	449 000	182,38	290 000+	159 000	
	REVENUS					
4910	Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial	299 000	143,08	176 000+	123 000	
4990	Report du solde du cpte fonct. de l'Office de l'économie hydraulique et énergétique (taxes s/la force hydraulique)	1 065 000	33,12	265 000+	800 000	

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2410 Office vétérinaire						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**3 088 100**	**31,53**	**740 400 +**	**2 347 700**	
	REVENUS	**539 500**	**11,35**	**55 000 +**	**484 500**	
	SOLDE	**2 548 600 -**			**1 863 200 -**	
	CHARGES					
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	623 000	30,60	146 000 +	477 000	
3030 *	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	32 000	36,17	8 500 +	23 500	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	62 000	90,76	29 500 +	32 500	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	1 500	50,00	500 +	1 000	
3091	Recrutement du personnel	1 500	50,00	500 +	1 000	
3100	Fournitures de bureau	5 000	0,00		5 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	38 000	5,55	2 000 +	36 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	2 000	- 33,34	1 000 -	3 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	15 000	15,38	2 000 +	13 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	5 000	6,38	300 +	4 700	
3130	Autres marchandises	500	150,00	300 +	200	
3137	Frais de subsistance	2 000	- 33,34	1 000 -	3 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	1 500	0,00		1 500	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	3 000	50,00	1 000 +	2 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	4 000	0,00		4 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	352 000	- 9,66	37 600 -	389 600	
3183	Primes d'assurance objets	600	- 14,29	100 -	700	
3185	Frais de PTT	1 500	- 25,00	500 -	2 000	
3500	Remboursements à la Confédération	11 000	0,00		11 000	
3510	Dédommagements à la direction du concordat intercantonal sur le commerce du bétail	7 000	0,00		7 000	
3640 *	Subventions accordées aux caisses d'assurance du bétail	1 820 000	47,96	590 000 +	1 230 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	10 000	0,00		10 000	
3902	Subventions versées à l'Inspection de la chasse pour des interventions dans le domaine de la protection des animaux	90 000	0,00		90 000	
	REVENUS					
4112	Patentes de commerce du bétail	425 000	12,43	47 000 +	378 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2410	(SUITE)					
4310	Emoluments administratifs	85 000	6,25	5 000+	80 000	
4330	Emoluments de cours	6 000	20,00	1 000+	5 000	
4350	Ventes	20 000	11,11	2 000+	18 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	3 500	0,00		3 500	

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2411	**Fonds des épizooties**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**5 970 300**	**9,30**	**508 400 +**	**5 461 900**	
	REVENUS	**5 970 300**	**9,30**	**508 400 +**	**5 461 900**	
	SOLDE					
	CHARGES					
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	380 000	5,26	19 000 +	361 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	78 000	8,63	6 200 +	71 800	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	39 000	55,37	13 900 +	25 100	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	5 000	21,95	900 +	4 100	
3091	Recrutement du personnel	1 000	0,00		1 000	
3100	Fournitures de bureau	5 000	25,00	1 000 +	4 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	49 000	25,64	10 000 +	39 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	5 000	6,38	300 +	4 700	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	5 000	11,11	500 +	4 500	
3120	Eau, énergie et combustibles	4 700	0,00		4 700	
3130 *	Médicaments, vaccins, autres matériel d'exploitation et fournitures	837 800	2,48	20 300 +	817 500	
3137	Frais de subsistance	6 000	50,00	2 000 +	4 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	3 100	3,33	100 +	3 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	3 000	200,00	2 000 +	1 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	8 000	100,00	4 000 +	4 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	10 000	0,00		10 000	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	3 485 200	11,82	368 500 +	3 116 700	
3183	Primes d'assurance objets	1 000	25,00	200 +	800	
3185	Frais de PTT	1 500	0,00		1 500	
3620	Subventions aux communes pour la lutte contre les épizooties	5 000	0,00		5 000	
3650	Subventions à des institutions privées pour pertes d'animaux suite à des épizooties; autres	913 000	7,98	67 500 +	845 500	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	5 000	– 61,54	8 000 –	13 000	
3920	Bonification d'amortissements sur le patrimoine administratif	120 000	0,00		120 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture			BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
			MONTANT	EN % EP			
2411	(SUITE)						
	REVENUS						
4112	Concessions et patentes		1 000	0,00		1 000	
4310	Emoluments laissez-passer pour le bétail et contributions des propriétaires		3 200 000	0,00		3 200 000	
4350	Ventes		11 500	0,00		11 500	
4370	Revenus d'amendes		5 000	0,00		5 000	
4620	Subventions aux communes pour la lutte contre les zoonoses		280 000	− 3,45	10 000 −	290 000	
4800	Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan		1 149 800	39,98	328 400 +	821 400	
4910	Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial		445 000	90,98	212 000 +	233 000	
4990	Report du solde du compte de fonctionnement du Secrétariat général de la Direction de l'agriculture		878 000	− 2,45	22 000 −	900 000	
	INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**120 000**	**0,00**		**120 000**	
		SOLDE	**120 000 −**			**120 000 −**	
	DEPENSES						
5061	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier		120 000	0,00		120 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2412 Fonds d'assurance du bétail						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**23 000**	**9,52**	**2 000 +**	**21 000**	
	REVENUS	**23 000**	**9,52**	**2 000 +**	**21 000**	
	SOLDE					
CHARGES						
3640 Subventions accordées aux caisses d'assurance du bétail		4 000	0,00		4 000	
3800 Versement au Fonds spécial figurant au bilan		19 000	11,76	2 000+	17 000	
REVENUS						
4910 Bonification d'intérêts sur le compte du bilan du Fonds spécial		23 000	9,52	2 000+	21 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2420	**Service des améliorations foncières**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**2 914 500**	**6,41**	**175 800 +**	**2 738 700**	
	REVENUS	**82 300**	**38,78**	**23 000 +**	**59 300**	
	SOLDE	**2 832 200 –**			**2 679 400 –**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	50 000	0,00		50 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	2 144 000	5,66	115 000 +	2 029 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	101 000	8,36	7 800 +	93 200	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	157 000	7,68	11 200 +	145 800	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	30 000	11,11	3 000 +	27 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	7 000	40,00	2 000 +	5 000	
3091	Recrutement du personnel	2 500	0,00		2 500	
3100	Fournitures de bureau	18 000	12,50	2 000 +	16 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	54 000	›999.99+	51 000 +	3 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	5 000	0,00		5 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	15 000	3,44	500 +	14 500	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.			38 500 –	38 500	
3120	Eau, énergie et combustibles	23 000	15,00	3 000 +	20 000	
3130	Autres marchandises	5 000	56,25	1 800 +	3 200	
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	15 000	66,66	6 000 +	9 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	178 000	3,48	6 000 +	172 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	70 000	0,00		70 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	13 000	30,00	3 000 +	10 000	
3185	Frais de PTT	22 000	10,00	2 000 +	20 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	2 000	0,00		2 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	3 000	0,00		3 000	
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	40 000	0,00		40 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2420 (SUITE)						
4340 * Autres redevances d'utilisation et prestations de service		35 000	133,33	20 000 +	15 000	
4350 Ventes		300	0,00		300	
4360 Remboursements de tiers		7 000	75,00	3 000 +	4 000	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**38 189 000**	**- 9,28**	**3 906 000 -**	**42 095 000**	
	RECETTES	**16 189 000**	**- 19,44**	**3 906 000 -**	**20 095 000**	
	SOLDE	**22 000 000 -**			**22 000 000 -**	
DEPENSES						
5620 Subv. à l'inv. versées aux communes pour améliorations foncières et bâtiments ruraux (D s/amélior. fonc., art. 10)		3 000 000	0,00		3 000 000	
5630 * Subventions à l'investissement versées à l'Administration des domaines pour l'amélioration foncière de Witzwil				111 000 -	111 000	
5650 * Subv. à l'inv. versées à inst. privées pour améliorations foncières et bâtiments ruraux (D s/amélior. fonc., art. 10)		19 000 000	0,58	111 000 +	18 889 000	
5700 * Remboursements de subvent. à l'inv. redistribués à la Confédération pour améliorations foncières et bâtiments ruraux				95 000 -	95 000	
5720 * Subventions redistribuées aux communes pour des améliorations foncières et des bâtiments ruraux		16 189 000	- 19,06	3 811 000 -	20 000 000	
RECETTES						
6700 Subventions à l'investissement versées par la Confédération à redistribuer pour améliorat. foncières et bâtiments ruraux		16 189 000	- 19,06	3 811 000 -	20 000 000	
6750 Remboursements de subv. inves. effectués par des inst. priv. à redistr. pour améliorations foncières et bâtiments ruraux				95 000 -	95 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2421 Fonds pour améliorations foncières						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**50 000**		**50 000 +**		
	REVENUS	**50 000**		**50 000 +**		
	SOLDE					
CHARGES						
3920 Bonification d'amortissements sur les subventions à l'investissement		50 000		50 000 +		
REVENUS						
4800 Prélèvement sur le fonds spécial figurant au bilan		50 000		50 000 +		
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**150 000**	**- 76,93**	**500 000 -**	**650 000**	
	RECETTES	**100 000**	**- 84,62**	**550 000 -**	**650 000**	
	SOLDE	**50 000 -**				
DEPENSES						
5650 * Subventions à l'investissement versées à des institutions privées pour améliorations foncières et bâtiments ruraux		150 000	— 76,93	500 000 —	650 000	
RECETTES						
6450 * Remboursement de subventions à l'investissement par des institutions privées (désaffectation)		100 000	— 84,62	550 000 —	650 000	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU	BUDGET	COMPTE
		MONTANT	EN % EP	BUDGET 1989	1989	1988
2430	**Centrale cantonale d'inspection et consultation en matière d'économie laitière**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**5 285 300**	**8,62**	**419 600 +**	**4 865 700**	
	REVENUS	**3 273 400**	**- 0,39**	**12 700 -**	**3 286 100**	
	SOLDE	**2 011 900 -**			**1 579 600 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	39 000	0,00		39 000	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	2 809 000	14,44	354 500 +	2 454 500	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	147 000	8,08	11 000 +	136 000	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	246 000	67,34	99 000 +	147 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	5 000	66,66	2 000 +	3 000	
3091	Recrutement du personnel	7 000	75,00	3 000 +	4 000	
3100	Fournitures de bureau	20 000	5,26	1 000 +	19 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	20 000	0,00		20 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	4 500	0,00		4 500	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	35 000	6,06	2 000 +	33 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	20 000	0,00		20 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	27 000	0,00		27 000	
3130	Autres marchandises	193 000	2,65	5 000 +	188 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	6 500	0,00		6 500	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	27 000	0,00		27 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	150 500	7,04	9 900 +	140 600	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	330 000	0,00		330 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	756 000	- 9,41	78 500 -	834 500	
3185	Frais de PTT	35 000	- 22,23	10 000 -	45 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	191 900	5,49	10 000 +	181 900	
3750	Subventions redistribuées à des institutions priveés	56 400	2,17	1 200 +	55 200	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2430 (SUITE)						
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	5 000	0,00		5 000	
3902	Imputations internes en faveur des divisions administratives pour prestations diverses	154 500	6,55	9 500 +	145 000	
	REVENUS					
4340 *	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	95 000	102,12	48 000 +	47 000	
4350	Ventes	30 000	0,00		30 000	
4370	Revenus d'amendes	45 000	0,00		45 000	
4399	Autres contributions	600 000	0,00		600 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	1 071 000	− 1,69	18 400 −	1 089 400	
4650	Subv.à l'exploitation versées par des personnes physiques et par des institutions (legs/ fondations à office)	1 376 000	− 3,07	43 500 −	1 419 500	
4700	Subventions à redistribuer versées par la Confédération	56 400	2,17	1 200 +	55 200	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**187 000**		**187 000 +**		
	RECETTES	**129 000**		**129 000 +**		
	SOLDE	**58 000 −**				
	DEPENSES					
5061 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	187 000		187 000 +		
	RECETTES					
6600 *	Subventions aux investissements versées par la Confédération	61 000		61 000 +		
6690 *	Autres subventions aux investissements	68 000		68 000 +		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2440 Ecoles d'agriculture						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**40 006 500**	**6,48**	**2 437 300 +**	**37 569 200**	
	REVENUS	**17 709 100**	**2,55**	**440 700 +**	**17 268 400**	
	SOLDE	**22 297 400 -**			**20 300 800 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	47 200	– 3,09	1 500 –	48 700	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	24 120 000	6,92	1 562 900 +	22 557 100	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	1 169 000	12,01	125 400 +	1 043 600	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	2 044 000	46,38	647 700 +	1 396 300	
3050	Contributions de l'employer aux assurances maladie et accidents	1 200	33,33	300 +	900	
3060	Vêtements de service et allocations y relatives	3 200	68,42	1 300 +	1 900	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	89 000	– 4,82	4 500 –	93 500	
3091	Recrutement du personnel	36 300	10,00	3 300 +	33 000	
3099 *	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	7 000		7 000 +		
3100	Fournitures de bureau	144 300	3,81	5 300 +	139 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	57 500	3,79	2 100 +	55 400	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	75 000	– 5,19	4 100 –	79 100	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	660 300	3,13	20 100 +	640 200	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	381 000	49,94	126 900 +	254 100	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	865 500	– 2,11	18 600 –	884 100	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	91 500	– 0,76	700 –	92 200	
3120	Eau, énergie et combustibles	1 145 600	– 0,54	6 200 –	1 151 800	
3130	Autres marchandises	5 044 400	– 3,36	174 900 –	5 219 300	
3137	Frais de subsistance	1 474 700	2,37	34 200 +	1 440 500	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	315 900	– 8,17	28 100 –	344 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	61 300	19,96	10 200 +	51 100	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	323 700	6,62	20 100 +	303 600	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	392 500	7,94	28 900 +	363 600	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2440	(SUITE)					
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	322 800	− 2,31	7 600 −	330 400	
3171	Excursions, courses d'école, camps	30 400	− 22,65	8 900 −	39 300	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	633 000	16,12	87 900 +	545 100	
3183	Primes d'assurance objets	130 200	1,00	1 300 +	128 900	
3184	Impôts et taxes	300		300 +		
3185	Frais de PTT	200 400	1,88	3 700 +	196 700	
3199	Autres biens, services et marchandises	1 500	0,00		1 500	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	49 300	− 14,41	8 300 −	57 600	
3900 *	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	58 500	25,26	11 800 +	46 700	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	30 000	0,00		30 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	695 200	3,34	22 500 +	672 700	
4320 *	Pensions et taxes	2 100 000	8,75	169 000 +	1 931 000	
4330	Emoluments de cours	108 500	− 4,41	5 000 −	113 500	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	208 600	− 4,71	10 300 −	218 900	
4350	Ventes	9 207 400	− 0,05	4 300 −	9 211 700	
4360	Remboursements de tiers	149 200	15,39	19 900 +	129 300	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	320 400	4,22	13 000 +	307 400	
4390	Primes d'assurance	5 300	0,00		5 300	
4600 *	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	4 650 000	5,11	226 400 +	4 423 600	
4610	Subventions à l'exploitation versées par des cantons	110 000	0,00		110 000	
4902	Imputations internes de divisions administratives pour prestations diverses	154 500	6,55	9 500 +	145 000	

Direction de l'agriculture		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2440 (SUITE)						
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**110 000**		**110 000 +**		
	SOLDE	**110 000 -**				
DEPENSES						
5061 * Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier		110 000		110 000 +		

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
25 Direction des oeuvres sociales						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**230 528 600**		**42 713 200 +**	**187 815 400**	
	REVENUS	**43 873 600**		**17 314 300 +**	**26 559 300**	
	SOLDE	**186 655 000 -**			**161 256 100 -**	
INVESTISSEMENT:	**DEPENSES**	**19 000 000**		**1 287 300 -**	**20 287 300**	
	SOLDE	**19 000 000 -**			**20 287 300 -**	
2500 Secrétariat						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**209 537 100**	**24,82**	**41 678 400 +**	**167 858 700**	
	REVENUS	**30 270 500**	**140,48**	**17 683 000 +**	**12 587 500**	
	SOLDE	**179 266 600 -**			**155 271 200 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	20 000	0,00		20 000	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	3 567 000	7,73	256 000 +	3 311 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	175 000	11,89	18 600 +	156 400	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	367 000	50,04	122 400 +	244 600	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	28 000	33,33	7 000 +	21 000	
3091	Recrutement du personnel	30 000	20,00	5 000 +	25 000	
3100	Fournitures de bureau	30 000	20,00	5 000 +	25 000	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	280 000	87,91	131 000 +	149 000	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	15 200	16,92	2 200 +	13 000	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	174 000	- 55,19	214 300 -	388 300	
3111 *	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	18 400	67,27	7 400 +	11 000	
3120 *	Eau, énergie et combustibles	10 000	- 60,00	15 000 -	25 000	
3130	Autres marchandises	21 000	16,02	2 900 +	18 100	
3150 *	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	40 000	70,21	16 500 +	23 500	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	10 000	25,00	2 000 +	8 000	
3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	72 500	- 33,79	37 000 -	109 500	

* - VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B - AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) - MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2500	(SUITE)					
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	48 000	0,41	200+	47 800	
3172	Frais de représentation	29 500	20,40	5 000+	24 500	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	640 500	44,06	195 900+	444 600	
3185	Frais de PTT	15 000	0,00		15 000	
3520 *	Dédommagements aux communes dans le cadre de la répartition des charges	81 500 000	13,19	9 500 000+	72 000 000	
3610 *	Subventions d'aide sociale accordées aux cantons pour des ressortissants du canton; autres subventions	9 370 000	2,40	220 000+	9 150 000	
3620 *	Subv. à l'expl. aux communes pour homes et instit. prévoyance et aide sociale; assist. à des ressortiss. du canton	12 552 000	249,29	8 958 500+	3 593 500	
3630	Subvent. d'aide sociale à des établissements de l'Etat pour ressortissants du canton, personnes étrangères au canton	890 000	2,89	25 000+	865 000	
3640 *	Subv. expl. à sociétés d'éco. mixte pour institutions de prév. et aide sociale, homes; assist. à ressortiss. du cant.	11 977 000	27,04	2 550 000+	9 427 000	
3650 *	Subv. à l'expl. à inst. priv. pour instit. prévoy. et aide sociale, homes; format. prof.; assistance à ressort. du cant.	70 534 500	18,41	10 969 500+	59 564 500	
3670	Subventions d'aide sociale accordées à des pays étrangers pour des ressortissants du canton	991 000	4,16	39 600+	951 400	
3720 *	Subventions d'aide soc. redistribuées aux communes pour ressortissants d'autres cantons et demandeurs d'asile	16 100 000	123,61	8 900 000+	7 200 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	32 000	18,51	5 000+	27 000	
	REVENUS					
4310	Emoluments administratifs	4 500	0,00		4 500	
4350	Ventes	61 000	1,66	1 000+	60 000	
4360 *	Remboursements de tiers	4 605 000	4,54	200 000+	4 405 000	
4361 *	Remboursement de subventions à l'exploitation	1 000 000	150,00	600 000+	400 000	
4600 *	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	8 500 000	>999.99+	7 982 000+	518 000	
4700	Subventions d'aide sociale versées par la Confédération à redistribuer en faveur des demandeurs d'asile	12 000 000	263,63	8 700 000+	3 300 000	

Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2500	(SUITE)					
4710	Subventions d'aide sociale versées par des cantons à redistribuer en faveur de ressortissants d'autres cantons	3 150 000	5,00	150 000 +	3 000 000	
4770	Subventions d'aide sociale versées par des pays étrangers à redistribuer	950 000	5,55	50 000 +	900 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES	**19 000 000**	**- 5,52**	**1 110 000 -**	**20 110 000**	
	SOLDE	**19 000 000 -**			**20 110 000 -**	
	DEPENSES					
5620	Subventions à l'investissement versées aux communes pour institutions de prévoyance et d'aide sociale et homes	500 000	0,00		500 000	
5630 *	Subventions aux investissements versées à des établissements, offices et entreprises de l'Etat	500 000		500 000 +		
5640 *	Subventions à l'inv. versées à des sociétés d'économie mixte pour institutions prévoyance et aide sociale et homes	3 000 000	- 62,50	5 000 000 -	8 000 000	
5650 *	Subventions à l'inv. versées à des institutions privées pour institutions de prévoyance et d'aide sociale et homes	15 000 000	29,19	3 390 000 +	11 610 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2501 Fonds de lutte contre les toxicomanies						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**3 402 500**	**- 13,23**	**518 600 -**	**3 921 100**	
	REVENUS	**3 402 500**	**- 13,23**	**518 600 -**	**3 921 100**	
	SOLDE					
CHARGES						
3650 *	Subventions accordées à des institutions privées pour la lutte contre les toxicomanies, l'alcoolisme et les drogues	3 400 000	— 12,83	500 000 —	3 900 000	
3800	Versement au Fonds spécial figurant au bilan	2 500	— 88,16	18 600 —	21 100	
REVENUS						
4404 *	Part au produit du monopole fédéral sur les alcools	3 402 500	— 13,23	518 600 —	3 921 100	

* — VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B — AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) — MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2560	**Ecole logopédique Münchenbuchsee**					
	FONCTIONNEMENT: CHARGES	**5 810 300**	**6,46**	**353 000 +**	**5 457 300**	
	REVENUS	**4 043 400**	**0,09**	**3 900 +**	**4 039 500**	
	SOLDE	**1 766 900 -**			**1 417 800 -**	
	CHARGES					
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	2 200	0,00		2 200	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 734 000	14,00	213 000 +	1 521 000	
3020	Traitements du corps enseignant	3 038 000	2,84	84 000 +	2 954 000	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	215 000	25,73	44 000 +	171 000	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	220 000	27,90	48 000 +	172 000	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	13 000	8,33	1 000 +	12 000	
3091	Recrutement du personnel	3 000	50,00	1 000 +	2 000	
3100	Fournitures de bureau	2 500	25,00	500 +	2 000	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	2 000	42,85	600 +	1 400	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	6 000	46,34	1 900 +	4 100	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	46 000	4,54	2 000 +	44 000	
3110	Acquisition de machines et de meubles de bureau	14 000	0,00		14 000	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	35 000	- 16,67	7 000 -	42 000	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	10 000	- 13,05	1 500 -	11 500	
3120	Eau, énergie et combustibles	100 000	0,00		100 000	
3130	Autres marchandises	50 000	5,26	2 500 +	47 500	
3137	Frais de subsistance	125 000	0,00		125 000	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	13 000	8,33	1 000 +	12 000	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	3 000	50,00	1 000 +	2 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	7 000	0,00		7 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	14 000	- 65,00	26 000 -	40 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	17 000	13,33	2 000 +	15 000	
3171	Excursions, courses d'école, camps	10 000	0,00		10 000	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2560	(SUITE)					
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	92 000	2,22	2 000+	90 000	
3183	Primes d'assurance objets	14 500	0,00		14 500	
3185	Frais de PTT	21 000	− 19,24	5 000−	26 000	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	2 000	0,00		2 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	1 100	0,00		1 100	
3903 *	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux			12 000−	12 000	
	REVENUS					
4270	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	15 000	0,00		15 000	
4320	Pensions et taxes	2 500 000	0,00		2 500 000	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	7 000	0,00		7 000	
4350	Ventes	10 400	0,00		10 400	
4360	Remboursements de tiers	123 000	0,73	900+	122 100	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	8 000	60,00	3 000+	5 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	1 380 000	0,00		1 380 000	
	INVESTISSEMENT: DEPENSES			**177 300 -**	**177 300**	
	SOLDE				**177 300 -**	
	DEPENSES					
5031 *	Transformations d'immeubles du patrimoine administratif; équipement			177 300−	177 300	

* − VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B − AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) − MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990 MONTANT	BUDGET 1990 EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
2570 Homes-écoles						
Direction des oeuvres sociales						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**11 778 700**	**11,34**	**1 200 400 +**	**10 578 300**	
	REVENUS	**6 157 200**	**2,42**	**146 000 +**	**6 011 200**	
	SOLDE	**5 621 500 -**			**4 567 100 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	10 000	– 20,00	2 500 –	12 500	
3010 *	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	7 161 000	10,40	674 700 +	6 486 300	
3020 *	Traitements du corps enseignant	1 237 000	20,21	208 000 +	1 029 000	
3030 *	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	413 000	8,48	32 300 +	380 700	
3040 *	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	586 000	66,99	235 100 +	350 900	
3090 *	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	40 500	55,76	14 500 +	26 000	
3091 *	Recrutement du personnel	17 500	59,09	6 500 +	11 000	
3099	Dépenses diverses en rapport avec le personnel	2 800	64,70	1 100 +	1 700	
3100	Fournitures de bureau	16 000	11,88	1 700 +	14 300	
3101	Frais d'impression et de reliure, publications	6 000	140,00	3 500 +	2 500	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	8 000	14,28	1 000 +	7 000	
3106	Matériel didactique (destiné à l'enseignement et à la recherche)	44 600	16,14	6 200 +	38 400	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	20 200	134,88	11 600 +	8 600	
3111	Acquisition de machines, d'appareils, de véhicules, d'autres pièces de mobilier etc.	174 600	– 16,30	34 000 –	208 600	
3112	Acquisition de linge, de vêtements, de vaisselle	44 900	10,86	4 400 +	40 500	
3120	Eau, énergie et combustibles	276 700	– 3,49	10 000 –	286 700	
3130	Autres marchandises	614 500	1,16	7 100 +	607 400	
3137	Frais de subsistance	378 400	0,53	2 000 +	376 400	
3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	75 800	0,93	700 +	75 100	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	8 100	– 19,00	1 900 –	10 000	
3151	Entretien de machines, d'appareils, de véhicules et d'autres pièces de mobilier	107 000	3,88	4 000 +	103 000	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	148 400	20,94	25 700 +	122 700	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	40 500	14,40	5 100 +	35 400	

* – VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B – AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) – MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des oeuvres sociales		BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
		MONTANT	EN % EP			
2570	(SUITE)					
3171	Excursions, courses d'école, camps	88 800	− 1,34	1 200 −	90 000	
3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	69 300	4,05	2 700 +	66 600	
3181 *	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	10 000		10 000 +		
3183	Primes d'assurance objets	36 800	− 23,66	11 400 −	48 200	
3185	Frais de PTT	44 800	4,67	2 000 +	42 800	
3199	Autres biens, services et marchandises	3 000	0,00		3 000	
3520	Remboursements à des communes	25 800	0,78	200 +	25 600	
3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	4 000	33,33	1 000 +	3 000	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	4 300	7,50	300 +	4 000	
3903	Imputations internes pour fermage et loyer de domaines cantonaux	60 400	0,00		60 400	
	REVENUS					
4270 *	Revenus des immeubles du patrimoine administratif	303 700	52,84	105 000 +	198 700	
4320	Pensions et taxes	2 150 000	2,91	60 800 +	2 089 200	
4340	Autres redevances d'utilisation et prestations de service	3 000	50,00	1 000 +	2 000	
4350	Ventes	1 220 000	1,32	16 000 +	1 204 000	
4360	Remboursements de tiers	793 500	− 5,69	47 800 −	841 300	
4362	Indemnités de repas (retenues sur le traitement du personnel)	99 000	1,02	1 000 +	98 000	
4500	Remboursements de la Confédération	1 000	0,00		1 000	
4600	Subventions à l'exploitation versées par la Confédération	1 587 000	0,63	10 000 +	1 577 000	

Direction des affaires communales		BUDGET 1990 MONTANT	EN % EP	MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
26 Direction des affaires communales						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**2 180 400**		**5 600 +**	**2 174 800**	
	REVENUS	**59 500**		**3 300 +**	**56 200**	
	SOLDE	**2 120 900 -**			**2 118 600 -**	
2600 Secrétariat et Inspection						
FONCTIONNEMENT:	**CHARGES**	**2 180 400**	**0,25**	**5 600 +**	**2 174 800**	
	REVENUS	**59 500**	**5,87**	**3 300 +**	**56 200**	
	SOLDE	**2 120 900 -**			**2 118 600 -**	
CHARGES						
3001	Indemnités versées aux autorités et aux commissions	5 400	5,88	300 +	5 100	
3010	Traitements du personnel administratif et d'exploitation	1 633 000	5,55	85 900 +	1 547 100	
3030	Contributions de l'employeur aux assurances sociales	79 000	6,18	4 600 +	74 400	
3040	Contributions de l'employeur à la Caisse d'assurance	132 000	5,51	6 900 +	125 100	
3090	Formation et perfectionnement professionnel du personnel	6 200	3,33	200 +	6 000	
3091	Recrutement du personnel	2 300	4,54	100 +	2 200	
3100	Fournitures de bureau	9 500	3,26	300 +	9 200	
3101 *	Frais d'impression et de reliure, publications	21 500	162,19	13 300 +	8 200	
3102	Ouvrages spécialisés et revues	3 300	3,12	100 +	3 200	
3110 *	Acquisition de machines et de meubles de bureau	33 000	- 58,23	46 000 -	79 000	
3120	Eau, énergie et combustibles	8 700	3,57	300 +	8 400	
3130	Autres marchandises	3 000	3,44	100 +	2 900	
3150	Entretien d'appareils et de meubles de bureau	9 800	3,15	300 +	9 500	
3160 *	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	171 400	34,96	44 400 +	127 000	
3170	Indemnités pour frais de déplacement du personnel	24 800	3,33	800 +	24 000	
3172	Frais de représentation	5 000	- 33,34	2 500 -	7 500	
3180 *	Indemnités pour prestations de service de tiers	25 000	- 80,60	103 800 -	128 800	
3185	Frais de PTT	800	14,28	100 +	700	
3900	Imputations internes en faveur de la Chancellerie d'Etat	6 700	3,07	200 +	6 500	
REVENUS						
4310	Emoluments administratifs	22 900	6,01	1 300 +	21 600	

* = VOIR COMMENTAIRE 3EME PARTIE
B = AUTORISATION DE DEPENSES PAR ARRETE BUDGETAIRE

EN % EP (EXERCICE PRECEDENT) = MODIFICATION EN % PAR RAPPORT AU BUDGET 1989

Direction des affaires communales	BUDGET 1990		MODIFICATION P. RAPPORT AU BUDGET 1989	BUDGET 1989	COMPTE 1988
	MONTANT	EN % EP			
2600 (SUITE)					
4350 Ventes	11 400	5,55	600+	10 800	
4360 Remboursements de tiers	25 200	5,88	1 400+	23 800	

3e partie

Commentaires concernant le budget des services (justification des écarts)

1100 Grand Conseil/Députation au Conseil des Etats

Commentaire général
La loi du 8 novembre 1988 sur le Grand Conseil (LGC), le Règlement du 9 mai 1989 du Grand Conseil du canton de Berne et l'arrêté du 6 février 1989 du Grand Conseil concernant le plan des sessions pour 1990 et 1991 entrent en vigueur le 1er juin 1990 et constituent, avec l'ACE 1588 (rapport concernant les répercussions du nouveau régime des sessions) du 12 avril 1989, les bases de l'élaboration du budget 1990.

1100.3001
En tenant compte des élections au Grand Conseil et dans la perspective de l'entrée en vigueur du nouveau rythme des sessions à partir du 01. 06. 90, le budget est basé sur 38 jours de séances et 62 séances (14 séances simples et 24 doubles).

1100.3010
Engagement d'un juriste francophone le 01. 08. 89 et probablement d'une secrétaire (à 50%) sur décision de la Commission de la révision constitutionnelle en vertu de l'arrêté du 10. 05. 88 du Grand Conseil concernant le processus de la révision totale de la Constitution du Canton de Berne.

1100.3030
Cf. compte 3010.

1100.3040
Cf. compte 3010.

1100.3102
Documentation supplémentaire des délégations de la Commission de la révision constitutionnelle.

1100.3110
Crédit ordinaire pour le Secrétariat de la révision constitutionnelle.

1100.3150
Frais d'entretien TED plus élevés à cause de l'aménagement des installations informatiques du Secrétariat de la révision constitutionnelle en 1989.

1100.3180
Réduction des frais due aux élections au Grand Conseil (cf. compte 3001) et à la mise à la disposition du Grand Conseil d'un crédit général (art. 9 LGC et art. 11 Règlement du Grand Conseil) sur le compte 3191. En outre, les dépenses du Secrétariat de la révision constitutionnelle diminuent, entre autres en matière de conception informatique.

1100.3191
Dépenses jusque-là mises à la charge du compte 3180;

Crédit du président du Grand Conseil	10 000.–
Pot de fin d'année	8 000.–
Occasions	15 000.–
Visites et réceptions	15 000.–
Subventions à la Conférence interparlementaire du nord-ouest de la Suisse	5 000.–
Autres dépenses	7 000.–
Total	60 000.–

1100.3650
Augmentation des contributions versées aux groupes parlementaires et des subventions aux frais de secrétariat des deux députations en vertu des articles 9 et 33.3 du Règlement du 09. 05. 89 du Grand Conseil du canton de Berne.

1120 Conseil-exécutif

1120.3070
Remboursement de rentes de la Caisse d'assurance à des conseillers d'Etat ayant pris leur retraite (jusqu'à 65 ans révolus).

1120.3172

Indemnités de représentation	77 000.–
Abonnements généraux aux CFF	24 400.–
Total	101 400.–

Bases légales: décret concernant l'organisation du Conseil-exécutif et de la Section présidentielle (modification du 09. 09. 87) et ordonnance du 11. 11. 87 sur le crédit du Conseil-exécutif.

1120.3191

Visites et réceptions d'autres d'autorités	15 000.–
Repas, réceptions, apéritifs, etc.	70 000.–
Subventions à des institutions, garanties de couverture de déficits	20 000.–
Evénements particuliers	50 000.–
Cadeaux à des centenaires	25 000.–
Autres dépenses	60 000.–
Total	240 000.–

Bases légales: cf. compte 3172.

1120.3650
700e anniversaire de la Confédération:
Fêtes du «700e anniversaire de la Confédération» conformément à l'AGC 4020 du 09. 11. 88. Le crédit budgétaire pour 1990 contient une partie de celui qui avait été budgété pour 1989; les travaux de construction n'ayant pas avancé comme prévu, les dépenses n'ont pas encore été effectuées.

BE 800:
Contribution à la fondation BE 800 conformément à l'AGC 4021 du 09. 11. 88. Le crédit budgétaire contient seulement une partie des dépenses prévues à l'origine pour 1990.

1121 Fonds du Sport-Toto de la Section présidentielle

1121.3650
Championnats du monde du groupe A de hockey sur glace de 1990 à Berne; garantie de couverture du déficit conformément à l'AGC 2834 du 28. 08. 89.

1130 Section présidentielle

Commentaire général
En matière de personnel, il est déjà tenu compte du nouveau décret sur l'organisation de la Chancellerie d'Etat qui a été adopté par le gouvernement le 14 juin 1989 et qui sera examiné par le Grand Conseil lors de la session de novembre 1989. L'entrée en vigueur du décret est en principe prévue pour le 1er janvier 1990.

1130.3010

Secrétariat du parlement	473 000.–
Bureau cantonal de la condition féminine	291 000.–

1130.3030

Secrétariat du parlement	23 000.–
Bureau cantonal de la condition féminine	14 500.–

1130.3040

Secrétariat du parlement	49 000.–
Bureau cantonal de la condition féminine	30 500.–

1130.3090

En général	8 000.—
Bureautique	43 000.—
Remplacement VS 85 par VS 10 000	20 000.—
Desktop-publishing	15 000.—
Secrétariat du parlement	4 000.—
Bureau cantonal de la condition féminine	4 000.—
Total	94 000.—

1130.3091

En général	20 000.—
Secrétariat du parlement	17 000.—
Bureau cantonal de la condition féminine	12 000.—
Total	49 000.—

1130.3100

Sur la base du compte d'Etat 1988 et prise en compte des augmentations extrêmes du prix de la pâte à papier en 1989.

1130.3101

Elections au Grand Conseil et au Conseil-exécutif .. 665 000.—

1130.3102

Secrétariat du parlement	4 000.—
Bureau cantonal de la condition féminine	10 000.—

1130.3110

Crédit ordinaire	18 500.—
Réorganisation des locaux dans le bâtiment du 68, Postgasse	30 000.—
Bureautique INFOSTA	74 200.—
GLAZ — systèmes électroniques d'enregistrement du temps de travail	45 000.—
Service central des imprimés — desktop-publishing	49 200.—
Office d'information — matériel et logiciels de communication	35 000.—
Secrétariat du parlement — meubles de bureau et équipement informatique	93 000.—
Bureau cantonal de la condition féminine — meubles de bureau et équipement informatique	73 000.—
Total	417 900.—

1130.3111

Acquisition d'une machine à impression offset pour augmenter les capacités d'impression de l'imprimerie de la maison.

1130.3150

Crédit ordinaire		8 000.—
Travaux de réfection au Rathaus		7 500.—
Bureautique:		
VS 85	115 800.—	
Office d'information	7 000.—	
Secrétariat du parlement	5 000.—	
Bureau cantonal de la condition féminine	5 000.—	
Desktop-publishing	3 000.—	
PROGESTA	18 000.—	
GRIS	12 500.—	166 300.—
Prise en charge des frais d'entretien de tous les appareils LINGUA (par les Directions à partir de 1991)		18 200.—
Total		200 000.—

1130.3151

Révision de la machine offset «Dominant 414» mise en service en mai 1981.

1130.3160

A partir de 1990, les émoluments dus à la BEDAG pour le matériel périphérique concernant le projet LINGUA seront pris en charge par les unités administratives concernées et non plus par la Chancellerie d'Etat.

1130.3620

Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)

Subvention de l'Etat à la Fédération des communes du Jura bernois ..... 220 000.—

Bases légales: articles 20 et 23 de la loi du 10. 04. 78 (avec modification du 09.11. 87) sur les droits de coopération du Jura bernois et de la population d'expression française du district bilingue de Bienne.

1130.3650

Radio Jura bernois		175 000.—
Radio Canal 3, Bienne:		
Subvention 1989*	150 000.—	
Subvention 1990*	200 000.—	350 000.—
Banque de données Univox (ACE 1893/89)		20 000.—
Subventions à associations		3 000.—
Total		548 000.—

*L'autorisation de dépenses sur la base de la modification de la loi sur les droits de coopération du Jura bernois (2e lecture pendant la session de septembre 1989) doit encore être obtenue.

1130.4350

Ajustement aux valeurs de l'année précédente.

1130.5031

Transformation et rénovation de l'aile administrative des Archives de l'Etat conformément à l'AGC 4908 du 09. 02. 89 — équipement.

1130.5060

Remplacement VS 85 par VS 10 000, part 1990	450 000.—
Projet informatique PROGESTA: contrôle et gestion informatisés des affaires du Grand Conseil	250 000.—
Total	700 000.—

1200 Cour suprême

1200.3090
Projet informatique COBRA, frais de perfectionnement et de formation.

1200.3130
Projet informatique COBRA, diverses dépenses de matériel.

1200.3150
Projet informatique COBRA, frais d'entretien.

1200.3160
Projet informatique COBRA, location à la BEDAG de terminaux KOFINA (ACE 0886 du 02. 03. 88).

1200.3180
Projet informatique COBRA, dépenses inférieures suite à la suppression de la formation des collaborateurs à l'extérieur.

1200.4350
Recettes inférieures sur la base des chiffres de référence des dernières années.

1200.4690
Recettes inférieures, car budgétisation trop optimiste en 1989.

1200.5060
Dépenses inférieures suite à la réalisation de la 1re tranche du projet informatique COBRA; 2e tranche budgétaire pour 1990.

1205 Tribunaux de district

1205.3000
Besoin accru de personnel auxiliaire, car fonctions de greffier de tribunal et de juge d'instruction extraordinaire remplies par la même personne à cause de la surcharge de travail (affaires de drogue et de délinquance économique).

1205.3010
Cf. compte 3000.

1205.3030
Cf. compte 3000.

1205.3130
Projet informatique INSURAB, diverses dépenses de matériel.

1205.3160
Projet informatique INSURAB, location d'appareils à la BEDAG.

1205.3180
Projet informatique INSURAB, dépenses inférieures suite à la suppression des frais de production et de mise en œuvre (inscrits au compte des investissements).

1205.5060
Projet informatique INSURAB, 2e tranche.

1210 Ministère public

1210.3110
Acquisition de deux ordinateurs personnels et de mobilier.

1210.3160
Suppression du loyer des bureaux du procureur du Seeland.

1215 Tribunaux des mineurs

1215.3170
Dépenses plus élevées à cause de collaboration accrue avec commissions des foyers, groupes de travail, visite de foyers lors de l'introduction de travailleurs sociaux, etc.

1215.3180
Projet informatique JUGIS, dépenses inférieures suite à suppression des frais de production (inscrits au compte des investissements).

1215.3185
Projet informatique JUGIS, dépenses inférieures suite à suppression des installations TED (inscrites au compte des investissements).

1215.3199
Augmentation des frais d'instruction et d'exécution des mesures.

1215.5060
Projet informatique JUGIS, 2e tranche.

1220 Tribunal administratif

1220.3000
Création de deux nouveaux postes de juge en rapport avec la révision de la loi sur la justice administrative.

1220.3010
Création de trois nouveaux postes de greffier de chambre en rapport avec la révision de la loi sur la justice administrative.

1220.3030
Cf. comptes 3000 et 3010.

1220.3040
Cf. comptes 3000 et 3010.

1220.3101
Augmentation des frais de reliure en rapport avec la révision de la loi sur la justice administrative.

1220.3102
Dépenses supplémentaires pour besoins primordiaux des postes créés en rapport avec la révision de la loi sur la justice administrative.

1220.3110
Dépenses supplémentaires pour mobilier des nouveaux postes.

1225 Tribunal des assurances

1225.3000
Création de deux nouveaux postes de juge en rapport avec la révision de la loi sur la justice administrative.

1225.3010
Création de deux nouveaux postes de greffier de chambre en rapport avec la révision de la loi sur la justice administrative.

1225.3030
Cf. comptes 3000 et 3010.

1225.3101
Frais de reliure plus élevés en rapport avec la révision de la loi sur la justice administrative.

1225.3102
Dépenses supplémentaires pour besoins primordiaux des postes créés en rapport avec la révision de la loi sur la justice administrative.

1225.3110
Dépenses supplémentaires mobilier pour nouveaux postes.

1225.3130
Projet LINGUA, divers matériel d'exploitation et de consommation.

1225.3180
Dépenses supplémentaires dues à l'augmentation des prestations de services dépendant de l'informatique.

1225.3185
Dépenses supplémentaires dues à l'augmentation de diverses taxes des PTT.

1225.3199
Dépenses supérieures dues au crédit supplémentaire 1988 et à la poursuite de l'augmentation des frais des affaires civiles.

1230 Commission des recours en matière fiscale

1230.3010
Création d'un nouveau poste de juriste et d'un poste de fonctionnaire administratif à mi-temps en rapport avec surcroît de recours faisant suite à la révision générale des valeurs officielles au 01. 01. 89.

1230.3030
Cf. compte 3010.

1230.3040
Cf. compte 3010.

1230.3110
Mobilier pour nouveaux postes.

1230.3180
Dépenses supplémentaires dues à l'augmentation des prestations de services dépendant de l'informatique.

1300 Direction de l'économie publique/Secrétariat général

1300.3101
Budgété sur la base des chiffres de référence (erreur de budgétisation en 1989).

1300.3110
Première acquisition de sept ordinateurs personnels . 75 000.—
Acquisitions uniques en rapport avec déménagement interne ..... 35 000.—

1300.3111
Mesure à titre préventif pour l'introduction de la GLAZ dans certains offices de la Direction de l'économie publique à partir de 1990.

1300.3150
Prévisions de frais supplémentaires pour assistance TED.

1300.3151
Coûts induits de l'introduction de la GLAZ; entretien des appareils à enregistrer le temps de travail.

1300.3180
Exécution limitée prévention des catastrophes dans les entreprises particulières ..... 200 000.—

1300.3186
Se reporter au budget d'informatique qui est présenté séparément dans le budget.

1300.5060
Projet informatique VOLBUERO ..... 150 000.—

1305 Bureau du délégué au développement économique

1305.3100
Nouveau calcul sur la base du compte d'Etat 1988.

1305.3185
Chiffres de référence; forte augmentation des frais de téléphone en relation avec l'exécution du programme d'impulsion Jura bernois.

1305.5060
Extension installations informatiques reportée.

1305.5650
Les viabilisations de terrains sont comptabilisées au Fonds pour l'encouragement de l'économie (1306).

1306 Fonds pour l'encouragement de l'économie

1306.5250
Budgétisation réaliste impossible; montant ne pouvant être qu'estimé.

1306.5650
Cf. compte 5250.

1307 Fonds d'aide aux investissements dans les régions de montagne

1307.5220
Budgétisation réaliste impossible; montant ne pouvant être qu'estimé.

1310 Office du tourisme

1310.3001
Sur la base du compte d'Etat 1988 (une demande de crédit supplémentaire a été déposée).

1310.3101
Montant calculé sur la base du compte d'Etat 1988. Lors de la conversion de l'ancien au nouveau modèle de comptes, l'ancien compte 800 n'a pas été reporté correctement sur le nouveau modèle de comptes dans sa totalité.

1310.3110
Equipement relatif à déménagement (dossiers, archives, etc.).

1310.3160
Remplacement de trois écrans par des ordinateurs personnels. Tarif conforme à la réglementation 1988 des périphériques de la BEDAG.
Date de déménagement pas encore définie très précisément. D'où loyer payé jusque-là repris dans le budget.

1310.3180
Entretien GASTON; frais juridiques et d'acquisitions et déménagement à la Münsterplatz.

1310.3990
La subvention au Fonds du tourisme provient des recettes de la taxe cantonale d'hébergement de l'année 1988.

1310.4112
Ce revenu est désormais comptabilisé au compte 4310.

1310.4404
Ce revenu était jusque-là inscrit au compte 4310.

1311 Fonds de l'hôtellerie et de la restauration

1311.3101
Impression certificats de capacité hôtelier/restaurateur.

1311.3650
Augmentation du nombre des demandes entraîne augmentation versement de subventions.

1311.3659
Subventions pour fermetures d'entreprises.

1311.3991
Le montant du Fonds de l'hôtellerie et de la restauration dépassant les 10 millions de francs est transféré dans les caisses de l'Etat.

1312 Fonds du tourisme

1312.3620
Désormais comptabilisé au compte 5620.

1312.3650
Désormais comptabilisé au compte 5650.

1312.5620
Budgété sur la base de nouveaux calculs.

1312.5650
Cf. compte 5620.

1315 Office du logement

1315.3650
Réduction des dépenses due à réduction du nombre de demandes.

1320 Office de l'industrie, des arts et métiers et du travail

1320.3010
Frais supplémentaires relatifs à cinq postes dûment admis à être pourvus et encore vacants (ACE 1422 du 31. 03. 87).

1320.3040
Cf. compte 3010.

1320.3091
Frais supplémentaires relatifs aux nouveaux postes admis à être pourvus (ACE 1422 du 31. 03. 87).

1320.3110
Frais supplémentaires dus à:
Acquisition d'appareils informatiques pour soutien travaux administratifs du service de contrôle des chauffeurs professionnels ..... 54 820.—
Exploitation régionale du système informatique AVAM dans le canton de Berne (acquisitions et remplacements d'appareils TED), jusque-là porté à la charge du Fonds de crise ..... 100 200.—

1320.3111
Acquisition d'appareils de laboratoire pour la protection de la nature permettant une meilleure exploitation des données ..... 37 000.—
Remplacement d'appareils de laboratoire hypersensibles ayant une durée de vie limitée ..... 51 000.—
Installation de conduites de gaz ..... 16 000.—
Acquisition d'appareils à enregistrer le temps de travail GLAZ ..... 52 000.—
Total ..... 156 000.—

1320.3150
Frais supérieurs dus à acquisitions supplémentaires d'installations TED internes à l'OCIAMT et pour le service régional de l'emploi; jusque-là porté à la charge du Fonds de crise.

1320.3151
Augmentation des frais d'entretien des instruments de mesure de la section de la protection de l'environnement existants et supplémentaires (extension conformément à l'ACE 1422 du 31. 03. 87); entretien des installations d'enregistrement du temps de travail.

1320.3170
Frais supplémentaires dus à augmentation des effectifs ainsi qu'aux voyages plus fréquents avec l'entrée en vigueur de l'AVUG.

1320.3180
Frais supplémentaires dus à:
Elaboration de plans de mesures; crédit d'engagement ..... 414 000.—
Dédommagement à Berne et à Bienne pour mesurer des immissions ..... 72 000.—
Elaboration de plans de mesures Langenthal, Thoune, Lyss (quote-part) pour 1990 ..... 260 000.—
Subvention cantonale conformément à art. 14, 2e al. de la loi sur l'hygiène de l'air ..... 60 000.—
Privatisation de la BEDAG, coûts de production .... 118 000.—

1320.3520
Nouvelle dépense conformément à art. 5 LSAC en faveur des communes. Subvention à l'exploitation de l'AVAM (quote-part de frais de personnel et de matériel)

1320.3900
Frais supplémentaires dus à augmentation des effectifs ainsi que de l'utilisation de bureautique.

1320.4310
Recettes supplémentaires dues à:
Renouvellement unique (tous les six ans) des autorisations pour régisseurs et courtiers en immeubles ... 485 000.—
Nouveau tarif des émoluments de l'office ..... 60 000.—

1320.4340
Augmentation des recettes du contrôle des chronomètres ..... 365 000.—

1320.4600
Nouvelle recette: subvention de la Confédération. Cofinancement des plans de mesures conformément à l'art. 31 de l'ordonnance sur la protection de l'air.

1320.5061
Dernière tranche du crédit d'engagement (ACE 1422 du 31. 03. 87).
Deux voitures de mesures d'émissions combustibles . 257 000.—

1321 Fonds de crise

1321.3110
Acquisition et remplacements en rapport avec la régionalisation du service de l'emploi.

1321.3160
Coûts induits du compte 3110.

1321.3520
Dédommagements pour dépenses des communes qui participent à la régionalisation du service de l'emploi.

1321.3620
Mesure de prévoyance pour les secours de crise (désormais aide aux chômeurs) et dépenses supplémentaires pour programmes d'occupation.

1330 Office cantonal des assurances

1330.3110
Rénovation d'anciens équipements de bureau.

1330.3150
Frais d'entretien des installations TED plus élevés et frais supplémentaires pour la maintenance d'ordinateurs personnels supplémentaires.

1330.3186
Budgété sur la base des prestations de service payées à la BEDAG au premier trimestre 1989 (tests du programme des prestations complémentaires).

1330.3600
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)

Subvention de l'Etat à l'AVS	**72 272 000.—**
Subvention de l'Etat à l'AI	**54 616 000.—**
Subvention de l'Etat aux allocations familiales	**6 845 000.—**
Total	**133 733 000.—**

Bases légales: LF du 20.12.46 sur l'assurance-vieillesse et survivants, loi du 13.06.48 portant introduction de la LF, LF du 19.06.59 sur l'assurance-invalidité, LF du 20.06.52 sur les allocations familiales dans l'agriculture.

1330.3650
Augmentation des subventions de l'Etat à l'assurance-maladie. Bases légales: modification du 02.05.88 de la loi concernant l'assurance en cas de maladie; modification du 02.09.88 du décret sur l'assurance-maladie.

1330.3660
Modification du 01.01.88 de l'ordonnance sur les prestations complémentaires.

1330.4600
Subvention fédérale aux prestations complémentaires; 31% du compte 3660.

1330.4620
Un tiers du montant obtenu en soustrayant la subvention fédérale des prestations complémentaires 1989.

1340 Laboratoire cantonal

1340.3091
Dépenses supplémentaires pour mises au concours de postes de la prévention contre les catastrophes chimiques / exécution de l'ordonnance sur les substances.

1340.3180
A partir du 01.01.90, l'évacuation des centres cantonaux de collecte des toxiques relève désormais de la compétence de l'Office de la protection des eaux. Des frais d'évacuation d'un montant de 80 000 francs sont ainsi supprimés.

1345 Office des expositions en matière économique et culturelle

1345.3100
Besoins accrus en matériel de bureau car activités croissantes en matière de travaux destinés au public.

1345.3101
Augmentation des frais d'impression car activités croissantes en matière de travaux destinés au public.

1345.4690
Subventions d'organisations aux activités en matière d'expositions.

1350 Office de l'orientation et de la formation professionnelles

1350.3090
Suppression des cours extraordinaires de perfectionnement pour le projet informatique LEON et bureautique 1989.

1350.3101
Erreur de budgétisation pour 1989.

1350.3111
Acquisition importante pour remplacement de machines et appareils d'enseignement obsolètes.

1350.3180
Second ajustement au 01.01.90 des tarifs des indemnités journalières pour les examinateurs aux examens de fin d'apprentissage. L'approbation par le Conseil-exécutif des modifications de l'ordonnance correspondantes est réservée.

Frais supplémentaires, environ	660 000.—
Extension logiciel LEON	100 000.—

1350.3184

Impôt sur le chiffre d'affaires; nouvelle mise en compte selon le principe du produit brut	8 000.—

1350.3610
Frais moyens par apprenti plus élevés du fait de la diminution du nombre d'apprentis.

1350.3620
Elargissement de l'offre de cours de perfectionnement dans les écoles artisanales. Augmentation importante des frais due à la réduction des semestres, à l'augmentation des salaires réels et au renchérissement, poursuite de l'équipement des écoles professionnelles en moyens informatisés d'enseignement ainsi que rénovation des centres d'information professionnelle existants et création de centres supplémentaires.

Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)

Perfectionnement en écoles artisanales:		
Berne LWB 45%	**880 000.—**	
Berne SFG 25%	**320 000.—**	
Berne GIBB 25%	**400 000.—**	**1 600 000.—**
Ecoles supérieures:		
HHF Berne		**340 000.—**
Orientation professionnelle:		
18 offices d'orientation professionnelle		**6 767 849.—**
Autorisation de dépenses totale		**8 707 849.—**

Bases légales:
Subventions à la formation professionnelle:
articles 56 et 58 de la loi du 09.11.81 sur la formation professionnelle et article 23 du décret du 11.11.82 sur le financement de la formation professionnelle; article 4 de la loi du 07.02.78 sur les écoles d'ingénieurs, les écoles techniques et les écoles supérieures.
Subvention à l'orientation professionnelle:
article 54 de la loi du 09.11.81 sur la formation professionnelle; article 20 de l'ordonnance du 09.12.83 sur l'orientation professionnelle.

1350.3650
Elargissement de l'offre de formation de l'ETS Berne et de l'HWV Berne ainsi que des écoles professionnelles commerciales dans le domaine du perfectionnement. Cf. également commentaire du compte 3620.

Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)

Perfectionnement en institutions privées:		
KBS Berne 25%	**400 000.—**	
CISAP Berne 45%	**420 000.—**	**820 000.—**
Ecoles supérieures:		
HWV Berne	**560 000.—**	
ETS Berne	**1 650 000.—**	
HFG Thoune	**1 200 000.—**	**3 410 000.—**
Autorisation de dépenses totale		**4 230 000.—**

Bases légales:
Article 56 de la loi du 09.11.81 sur la formation professionnelle: article 58 de la loi du 09.11.81 sur la formation professionnelle et article 23 du décret du 11.11.82 sur le financement de la formation professionnelle. Article 4 de la loi du 07.02.78 sur les écoles d'ingénieurs, les écoles techniques et les écoles supérieures.

1350.3710
Postes neutres, cf. également groupe des matières 47.

1350.3720
Cf. compte 3710.

1350.3750
Cf. compte 3710.

1350.3900
Augmentation de la consommation de papier.

1350.4360
Augmentation des remboursements par d'autres cantons pour frais d'examen; contribution des communes de domicile pour le métier des chemins de fer conformément à l'article 56 de la loi sur la formation professionnelle ainsi que nouvelle mise en compte.

1350.4361
Nouveau compte.

1350.5060
Premier investissement projet LEON clôturé.

1350.5620
Bâtiments pour cours d'introduction associations professionnelles.

1350.5720
Postes neutres, cf. également groupe des matières 67.

1350.5750
Cf. compte 5720.

1351 Fonds pour la formation professionnelle

1351.3110
Acquisitions supplémentaires cours maître d'apprentissage.

1351.3650
Elargissement des mesures d'encouragement.

1360 Ecoles d'ingénieurs

1360.3020
Postes supplémentaires cycle d'études postgrades (AGC 4371/87), ouverture d'un 4e classe ETS (AGC 5265/88), ouverture d'une section informatique à l'école d'ingénieurs de St-Imier (AGC 5266/89).

1360.3091

Augmentation générale des frais d'annonce pour recrutement d'enseignants qualifiés	64 000.—
Postes supplémentaires cycle d'études postgrades, ouverture 4e classe ETS, informatique	30 000.—

1360.3099
Fête d'inauguration après transformation bâtiment de l'école.

1360.3101
Frais d'impression pour brochures du jubilée de l'école d'ingénieurs de Bienne/St-Imier, nouveau guide de l'étudiant ETS et ET, nouvelle brochure ECMB.

1360.3141
Charges inférieures car clôture travaux de transformation Rockhall 4 pour études postgrades.

1360.3151

Augmentation générale frais d'entretien	41 000.—
Coûts induits du crédit spécial informatique	62 000.—

1360.3180
Ajustement dédommagement des examinateurs ... 60 000.—
Emoluments d'examen de fin d'apprentissage écoles spécialisées (KAB) ..... 20 000.—
Diverses fêtes scolaires ..... 25 000.—
Fêtes du «100e anniversaire de l'école d'ingénieurs de Bienne» ..... 28 000.—

1360.4600
Augmentation des subventions.

1360.4620
Cf. commentaire compte 4600.

1360.5030
Equipement construction nouvelle et laboratoire de mécanique ..... 1 275 000.—
Equipement construction nouvelle laboratoire d'électricité ..... 2 500 000.—
Total ..... 3 775 000.—

1360.5061
Nouvelle mise en compte. Cf. compte 5030.

1400 Direction de l'hygiène publique/Secrétariat général

1400.3101
Planification hospitalière, planification hygiène publique.

1400.3180
Projet-pilote «unités de soins décentralisées», projets dans le domaine de l'approvisionnement des hôpitaux, étude sur l'intégration de la maternité cantonale, évaluation de la part apprentissage et recherche à l'Hôpital de l'Ile, vérification des systèmes de financement, ingénieur médical ISH.

1400.3199
Conférence annuelle du Groupement Romand des Chefs des Services de Santé Publique (GRSP) et du congrès de la santé.

1400.3510
Nouvelle convention scolaire avec les cantons du nord-ouest de la Suisse et entrée en vigueur prévue de diverses conventions hospitalières avec des cantons du nord-ouest de la Suisse.

1400.3620
Introduction le 01. 04. 90 du bonus-temps de 20% pour travail de nuit pour le personnel subordonné aux Directions de l'hygiène publique et des œuvres sociales (ACE 1837 du 26. 04. 89). Augmentation des salaires réels, renchérissement et nouvelles tâches (supplément de recettes, cf. compte 4520).

1400.3640
Cf. compte 3620.

1400.3650
Cf. compte 3620.

1400.3990
Selon AGC du 14. 11. 88.

1400.4360
Remboursement de salaire pour secrétariat de la Conférence des Directeurs cantonaux des œuvres sociales seulement jusqu'au 31. 03. 90.

1400.4510
Cf. compte 3510.

1400.4520
Cf. comptes 3620, 3640 et 3650.

1400.5640
Augmentation due à diverses nouvelles acquisitions dans le domaine de la technique médicale (entre autres radiothérapie / radiologie).

1401 Fonds de lutte contre les maladies

1401.3180
Exécution d'une campagne de promotion de la santé; perfectionnement et traduction des brochures «moi et toi» et «guide alimentaire».

1401.3640
Ajustements sur la base du compte d'Etat 1988.

1401.3650
Première contribution versée à la Fondation suisse pour la promotion de la santé publique; contribution à l'étude sur les indicateurs de santé; réunion OMS; subventionnement de divers projets et institutions dans le cadre de la législation sur le Fonds de lutte contre les maladies.

1401.3660
Davantage d'aide sociale à des patients.

1401.4620
Augmentation conformément AGC du 14. 11. 88.

1402 Fonds de la dîme hospitalière

1402.3991
Contribution de la dîme hospitalière aux subventions à l'exploitation (10% de la dîme hospitalière, qui selon les données de l'Intendance des impôts est plus élevée qu'en 1989).

1402.5620
Investissements sur la base des arrêtés existants et en projet.

1402.5630
Cf. compte 5620.

1402.5640
Cf. compte 5620.

1402.5650
Cf. compte 5620.

1470 Clinique gynécologique de l'Université et maternité cantonale

1470.3010
En plus de l'augmentation des salaires réels, entre en vigueur le 01. 04. 90 le bonus-temps de 20% pour le travail de nuit pour le personnel subordonné aux Directions de l'hygiène publique et des œuvres sociales dans les hôpitaux et les foyers (ACE 1837 du 26. 04. 89).

1470.3020
Cf. compte 3010.

1470.3030
Cf. compte 3010.

1470.3040
Cf. compte 3010.

1470.3041
Cf. compte 3010.

1470.3091
Frais d'annonce en hausse suite à difficultés de recrutement.

1470.3101
Nouvelle configuration documentation anamnestique dans le domaine des soins ambulatoires.

1470.3180
Conformément au nouveau contrat de pool, les paiements d'honoraires aux médecins augmentent (supplément de recettes correspondant au compte 4360).

1470.3650
Augmentation de la contribution de membre de l'Association des établissements hospitaliers bernois.

1470.4320
Recul du volume des mandats de gynécopathologie dû à modification de personnel.

1470.4360
Forte augmentation des honoraires des médecins (hausse des tarifs, patients en traitement ambulatoire).

1470.4610
Convention hospitalière avec les cantons de Soleure et du Jura (comptabilisé jusque-là au compte 4320).

1470.5061
Autres adaptations médico-techniques.

1470.6630
Contribution du fonds de la dîme hospitalière (80% du compte 5061).

1475 Clinique psychiatrique universitaire de Berne

1475.3010
Cf. commentaire service 1470, compte 3010.

1475.3040
Cf. commentaire service 1470, compte 3010.

1475.3110
Acquisition appareil à enregistrer le temps de travail (GLAZ).

1475.3180
Dépenses moindres car recul du nombre des journées d'hospitalisation; transfert placement familial Aeschi à la Direction des œuvres sociales.

1475.3300
Les pertes sur débiteurs ont fait l'objet d'une estimation sur la base de relevés et ont pour la première fois été budgétées.

1475.3640
L'extension des horaires de la ligne de bus B (Buxi) des chemins de fer régionaux Berne—Soleure entraîne une augmentation de la part du déficit d'exploitation.

1475.3900
Besoins supplémentaires en papier et matériel de bureau.

1475.3901
Augmentation du nombre des classes qui passe de 4 à 5 3/4 (cf. également compte 4901).

1475.4320
Recul du nombre de journées d'hospitalisation dû à transformation de la section L1 en une clinique de jour.

1475.4600
Suppression des subventions à l'exploitation suite à modifications de la loi sur l'AI.

1475.5061
Elargissement de l'appareil à électroencéphalographie (système de brain-mapping).

1475.6600
Subvention fédérale à élargissement de l'appareil à électroencéphalographie.

1480 Clinique psychiatrique de Münsingen

1480.3010
Cf. commentaire service 1470, compte 3010.

1480.3030
Cf. commentaire service 1470, compte 3010.

1480.3040
Cf. commentaire service 1470, compte 3010.

1480.3090
Besoins non encore satisfaits dans le secteur du perfectionnement; supervision dans le domaine de l'organisation.

1480.3091
Les difficultés croissantes de recrutement entraînent des frais d'annonce plus élevés.

1480.3101
Nouveaux formulaires dans le cadre de la nouvelle conception (sectorisation) et de l'enregistrement des prestations.

1480.3106
Les achats de livres qui doivent ensuite être facturés aux élèves sont pour la première fois comptabilisés selon le principe du produit brut (recettes compte 4350).

1480.3111
Remplacement divers appareils; nouvelle acquisition appareil à enregistrer le temps de travail.

1480.3130
Suppression du compte «frais à la charge des patients» suite à règlement par compte courant.

1480.3137
Sur la base du compte d'Etat 1988; renchérissement compris.

1480.3160
Forte augmentation du volume des copies; location d'une nouvelle installation de recherche de personnes.

1480.3650
Augmentation massive de la cotisation de membre de l'Association des établissements hospitaliers bernois.

1480.3901
Rémunération des stagiaires pour le travail fourni dans la clinique (cf. compte 4901).

1480.4320
Adoption d'une hausse des taxes suite à ajustement au renchérissement. Suppression du remboursement des prestations hospitalières externes (passé par compte courant).

1480.4600
Suppression de la subvention à l'exploitation de l'OFAS à l'atelier thérapeutique (modification de la loi sur l'AI).

1480.5031
Transformation de l'ancien appartement du Directeur/administrateur (2e étage du bâtiment central) en bureaux.

1480.5061
Rénovation/rachat de l'équipement de commutation d'abonnés et installation de recherche de personnes; rénovation secteur central (meubles, appareils, etc.).

1480.6630
Réduction de la contribution du Fonds de la dîme hospitalière.

1485 Clinique psychiatrique de Bellelay

1485.3010
Cf. commentaire service 1470, compte 3010.

1485.3040
Cf. commentaire service 1470, compte 3010.

1485.3050
Cf. commentaire service 1470, compte 3010.

1485.3101
Report du compte 3100 au compte 3101 par rapport au budget 1989 sur la base des chiffres de référence du NMC obtenus jusque-là.

1485.3110
Ajustement aux besoins effectifs.

1485.3160
Location d'un local en relation avec l'intégration de l'école psychiatrique de Bellelay dans l'Ecole française de soins infirmiers de St-Imier.

1485.4320
Recettes ventilation entre les comptes 4350, 4360 et 4362; ajustement aux valeurs effectives sur la base du compte d'Etat 1988.

1485.4362
Cf. compte 4360.

1485.4610
Moins de patients du canton du Jura.

1490 Policlinique psychiatrique de l'Université de Berne pour adolescents

1490.3010
Cf. commentaire service 1470, compte 3010.

1490.3040
Cf. commentaire service 1470, compte 3010.

1490.3180
Coût d'un symposium 1990 ..... 30 000.–

1490.3183
L'assurance-accidents collective de 4000 francs pour les enfants a été budgétée sur le compte 3180 pour l'exercice 1989.

1490.4270
Les loyers de 17 500 francs pour les appartements dans l'exploitation ont été budgétés au compte 4362 pour l'exercice 1989.

1490.4362
Les loyers pour les appartements dans l'exploitation sont désormais inscrits au crédit du compte 4270.

1495 Policlinique psychiatrique universitaire

1495.3010
Cf. commentaire service 1470, compte 3010.

1495.3040
Cf. commentaire service 1470, compte 3010.

1495.3091
Augmentation des frais d'annonce suite à difficultés de recrutement.

1495.3111
Remplacement de la machine à graver et achat d'une machine à braser pour l'atelier de réhabilitation; achat d'une voiture.

1495.3151
Frais d'exploitation et d'entretien pour le véhicule nouvellement acquis.

1495.4320
Recettes supplémentaires suite à hausse des taxes des prestations ambulatoires et utilisation accrue de la clinique de jour.

1500 Direction de la justice/Secrétariat général

1500.3091
Augmentation de frais d'annonce.

1500.3130
Projet informatique BAJUS, divers matériel d'exploitation et fournitures.

1500.3610
A partir de 1990, augmentations des subventions à la Conférence des directeurs cantonaux de la justice et de la police concernant les projets «prévention de la criminalité» et «centre de documentation du droit cantonal».

1500.5060
Clôture du projet informatique BAJUS.

1505 Office des mineurs

1505.3090
Dépenses supplémentaires relatives au cours «obtention de subvention de la Confédération».

1505.3091
Augmentation des frais d'annonce.

1505.3101
Supplément de dépenses dû à la réalisation de diverses brochures.

1505.3111
Acquisition de machines et appareils nécessaires d'urgence.

1505.3112
Acquisition pour remplacement de vêtements et de vaisselle.

1505.3180
Supplément de dépenses pour indemnités versées au service psychiatrique à partir de 1990.

1510 Préfectures

1510.3110
Supplément de dépenses relatif à l'acquisition d'appareils à enregistrer le temps de travail pour introduction du GLAZ.

1510.3185
Supplément de dépenses dû à nouvelles installations téléphoniques à Büren a.A., Courtelary, Wimmis et Wangen a.A.

1510.4310
Supplément de recettes dû à l'évolution des recettes et à budgétisation optimiste.

1510.5031
Equipement pour transformation de la préfecture de Laufon.

1510.5060
Projet informatique LORIOT, première tranche.

1510.5061
Versement unique téléphone pour transformation de la préfecture de Laufon.

1515 Bureaux du registre foncier

1515.3091
Augmentation des frais d'annonce.

1515.3100
Nouvelle garniture de formulaire en onze parties pour avis de droits de mutation à l'Intendance des impôts.

1515.3101
Supplément de dépenses dû à impression de cartes du registre foncier.

1515.3185
Nouvelle installation téléphonique Aarberg.

1515.4040
Supplément de recettes dû à poursuite et renforcement de l'augmentation des transactions immobilières.

1515.4270
Suppression des recettes sur ce compte.

1515.4310
Cf. compte 4040.

1520 Office des poursuites et faillites

1520.3010
Nouvelle réglementation concernant indemnités versées aux agents de poursuites aux émoluments pour la signification d'ordres de paiement, augmentations des salaires réels et allocations de renchérissement.

1520.3040
Cf. compte 3010.

1520.3110
Augmentation des demandes des offices pour des applications informatiques.

1520.3160
Projet informatique GILB, augmentation des dépenses pour frais de location BEDAG.

1520.3185
Projet GILB, augmentation des dépenses pour taxes PTT.

1520.4310
Supplément de recettes dû à évolution des recettes et budgétisation optimiste.

1520.5060
Projet informatique GILB, première tranche.

1525 Office de la prévoyance professionnelle

1525.3110
Supplément de dépenses dû à échange d'appareils TED et de logiciels.

1525.3160
Augmentation à cause de location supplémentaire de bureaux et réajustement du bail.

1600 Direction de la police/Secrétariat général

1600.3091
Fluctuation des effectifs plus importante, il faut donc s'attendre à une augmentation des frais d'annonce.

1600.3100
Augmentation générale des besoins en fournitures de bureau.

1600.3101

Formulaires de passeports	1 060 000.–
Frais d'impression Police des étrangers	100 000.–
Autres frais d'impression et de reliure, publications	72 000.–
Total	1 232 000.–

1600.3110

Bureau du Directeur de la police:	
table de conférence et six fauteuils	9 000.–
Bureau du Secrétaire général:	
bureau et deux chaises pour visiteurs	11 000.–
Bureau des passeports:	
presse de gauffrage à froid avec accessoires et photomaton	13 000.–
Service de l'état civil et de l'indigénat:	
appareils informatiques supplémentaires	15 000.–
acquisition de divers logiciels	5 000.–
appareils d'enregistrement du temps de travail pour GLAZ	25 000.–

1600.3151
Abonnements d'entretien et réparations des ascenseurs pour personnes et petit matériel ainsi que des élévateurs de fiches au Bureau des passeports.

1600.3160

Loyer des locaux du Service de l'état civil et de l'indigénat sis au 2, Gerechtigkeitsgasse (nouveau bail)	26 360.–
Location de matériel informatique concernant programme transitoire (ZAR III) de la Police des étrangers	25 000.–

1600.3180

Frais supplémentaires pour conseillers externes (étude approfondie EFFISTA/groupe de travail sur la loi sur l'affectation des recettes de loterie)	120 000.–
Installations intérieures et maintenance des logiciels des ordinateurs personnels propres ou en location	22 000.–
Projet STRABE (casier judiciaire)	50 000.–

1600.3199
Le compte d'Etat 1988 a servi de base de calcul pour le budget. Une augmentation de 6% du tarif de pension est entrée en vigueur le 01. 01. 89. Une autre augmentation de l'ordre de 7% doit avoir lieu le 01. 01. 90.

1600.3500
Il s'agit là de la bonification à l'Office fédéral des étrangers pour les dépenses d'émoluments, de téléphone, de télégramme et de port sur lesquelles il est impossible d'influer.

1600.3900
Besoins supplémentaires en matériel de bureau et en papier. Budgété sur la base des chiffres de référence de la période janvier à mars 1989.

1600.3904
Base de calcul charges 1988 aussitôt effectives. De plus, les hausses des tarifs de pension prévues pour les 01. 01. 89 et 01. 01. 90 ont été prises en compte.

1600.4310
Bureau des passeports:
recettes en chiffres bruts (cf. compte 3101).
Service de l'état civil et de l'indigénat:
suppression des recettes provenant des reconnaissances provisoires du droit de cité suisse et des émoluments concernant la reprise de l'ancien droit de cité selon le nouveau droit matrimonial. Suite à modifications de la loi, les émoluments pour le changement de nom des femmes divorcées et pour l'autorisation de célébration de mariage des étrangers sont en outre supprimés.

1600.4350
Revenu de la vente d'objets confisqués, donc soumis à fluctuations sur lesquelles il est impossible d'influer.

1600.5060

Acquisition partielle pour projet informatique BAPOL (englobe les projets partiels IKAR/STRABE/BADIR)	300 000.–
Renouvellement du mobilier, y compris des armoires-classeurs, en rapport avec le déménagement du Service de l'état civil et de l'indigénat	150 000.–

1601 Fonds de la loterie

1601.3650
Budgété sur la base de nouveaux calculs.

1601.4650
Cf. compte 3650.

1601.4690
Cf. compte 3650.

1610 Offices de l'état civil

1610.3101
Comprend les frais des livraisons complémentaires de manuels de l'état civil.

1610.3900
Frais de l'Office de l'état civil de Berne comprenant également 12 000 francs pour livrets de famille.

1610.4360
Remboursement des frais pour les livraisons complémentaires de manuels effectuées par les Offices de l'état civil des communes.

1620 Office de la circulation routière et de la navigation

1620.3090
Meilleure offre de cours pour nouveaux collaborateurs, davantage de participants aux cours de l'ASA. Poursuite et extension des cours adressés aux dirigeants de l'Office dans les domaines de la gestion, de l'organisation (Quality circle), etc.

1620.3091
Le crédit 1989 s'est avéré trop faible; la situation qui règne sur le marché du travail est toujours tendue; la recherche de personnel par petites annonces s'est révélée coûteuse.

1620.3102
Couverture des besoins non encore satisfaits en ouvrages spécialisés pour collaborateurs spécialisés qualifiés; complément de la documentation juridique.

1620.3110
En 1989, des besoins non encore satisfaits l'ont été (renouvellement du mobilier de la grande salle). Pour 1990, seules quelques mesures d'extension sont prévues outre les acquisitions de remplacement ordinaires.

1620.3111
Outre les acquisitions de remplacement ordinaires, 70 000 francs sont prévus pour une installation d'enregistrement du temps de travail dans le cadre de GLAZ.

1620.3149
Besoin en entretien réduit suite à améliorations techniques et nouvelles constructions dans le domaine des installations de signaux lumineux.

1620.3185
Budget 1989 plutôt trop élevé, suppression des frais de port pour les remboursements (sont pris en charge par l'Administration des finances).

1620.3300
Première budgétisation.

1620.4061
On escompte une augmentation disproportionnée du nombre de véhicules; le poids moyen par véhicule est plutôt en augmentation (équipements supplémentaires, etc.).

1620.4220
Revenu des intérêts en baisse suite à amortissement régulier du prêt (prêt à HAFAG).

1620.4310
Recettes supplémentaires grâce à augmentation des immatriculations (émoluments pour permis de circulation, etc.) et augmentation des émoluments dans secteurs partiels.

1620.4350
Augmentation dûe à la croissance du nombre d'immatriculations (vente de plaques de contrôle) et au remplacement des anciennes plaques par de nouvelles plaques réfléchissantes.

1620.4360
Augmentation des opérations officielles (entre autres remplacement de signaux renversée par des véhicules). Budgétisation 1989 plutôt trop faible.

1620.5019
Réduction du programme de construction après que la planification annuelle a été revue.

1620.5060
L'ensemble du montant inscrit au budget sert à la réalisation du projet ASIT (enregistrement électronique du réseau des routes cantonales, incluant également une analyse améliorée et complétée des accidents).

1620.5620
Premier versement/imputation interne de subventions aux installations de signaux lumineux sur les routes communales.

1620.6310
Moins de remboursements suite à réduction du programme de construction.

1630 Bureau des experts pour véhicules automobiles

1630.3060
Allocation pour vêtements de service supplémentaires de 400 francs pour 38 experts: accompagnement de motos pour expertise.

1630.3111
Ecart par rapport à l'exercice précédent car divers montants d'autres comptes attribués à celui-ci.

1630.3130
Marquage des places de stationnement au Bureau des experts de Berne.

1630.5060
Aucune acquisition prévue.

1640 Office du patronage

1640.3180
Frais supplémentaires pour indemnisation des frais des collaborateurs libres 7 000.–
Frais pour trouver un refuge pour résoudre le problème des sans-abri 50 000.–

1650 Commandement de police

1650.3061
Hausses de loyers; paiement de l'indemnité de logement aux membres célibataires du corps de police ayant moins de 5 ans de service (ACE 4656 du 02.11.88).

1650.3100
Augmentation des besoins en disquettes et en rouleaux encreurs d'imprimantes.

1650.3111
Acquisitions en augmentation, en particulier appareils de télévision dans les prisons régionales et de district;
Coût de divers véhicules motorisés:
Remplacement 790 000.–
Neufs 192 000.–

1650.3143
Rénovation du mât d'antenne du relais Dorneck/SO suite à dégâts causés par la tempête.

1650.3160
Recettes inférieures suite à paiement net de l'indemnité versée aux personnes possédant leur propre logement.

1650.3180
supplément de charges suite à tâches supplémentaires prises en charge par la Confédération en matière de demandeurs d'asile (honoraires des traducteurs); divers crédits de planification.

1650.3185
Raccordement des services extérieures à RIPOL; raccordements téléfax supplémentaires ainsi que nouvelles installations au Corps de garde de Thoune.

1650.3520
Part du canton conformément au contrat, en vertu du plan financier de la commune de Berne pour 1990 (1/3).

1650.3650
Supplément de charges suite à nouvelle conception de financement de l'Institut de la police de Neuchâtel . 92 000.—

1650.4270
Recettes inférieures suite à paiement net de l'indemnité aux personnes possédant leur propre logement.

1650.4340
Absence de l'indemnité pour transports d'objets de valeur et de matériel nucléaire.

1650.4600
Les remboursements diffèrent selon le nombre des membres du corps de police détachés à la Swissair.

1650.5060
Dépenses uniques pendant l'exercice 1989 pour l'extension de la mémoire de masse dans le système informatique ABI.

1660 Police des autoroutes

1660.3090
Supplément de charges suite à introduction de cours d'informatique dans le programme de perfectionnement des membres du corps de police.

1660.3100
Augmentation des besoins en disquettes et en rouleaux encreurs d'imprimante.

1660.4270
Recettes inférieures suite à paiement net de l'indemnité aux personnes possédant leur propre logement.

1660.4370
Le budget se base sur les résultats des comptes d'Etat des dernières années.

1660.4600
Recettes inférieures suite à recul des charges dans le compte de la police des autoroutes pour 1989 par rapport à 1988.

1670 Pénitencier de Thorberg

1670.3110
Extension de l'installation informatique (capacité de mémoire).

1670.3111
Crédit supplémentaire pour acquisition d'une machine à laver la vaisselle ..... 32 000.—
Acquisition d'un petit camion ..... 35 000.—

1670.3150
Besoins supplémentaires dûs à maintenance de l'installation informatique. On manque de chiffres de référence.

1670.3160
Frais de location de matériel informatique et de photocopieuse.

1670.3180
Besoins supplémentaires pour
Pécule ..... 175 000.—
Evacuation ..... 30 000.—
Développement informatique ..... 30 000.—

1670.3185
Nouvelles lignes téléphoniques, transfert de données établissement-BEDAG, téléfax et installation de recherche de personnes entraînent cette augmentation du crédit

1670.4320
Hausse du montant des pensions à partir du 01. 01. 90.

1675 Etablissement de Witzwil

1675.3091
Frais d'annonce en hausse suite à fluctuation importante de personnel.

1675.3101
Augmentation de la consommation sur la base des valeurs de l'année précédente. 5000 francs supplémentaires pour la brochure «Exécution des peines et des mesures dans le canton de Berne — Etablissements de Witzwil».

1675.3102
Augmentation budgétée sur la base des chiffres de référence des années précédentes.

1675.3112
Exécution des directives de l'Inspection des denrées alimentaires; achat de caisses en plastique.

1675.3160
Nouveau depuis la mise en exploitation de l'installation informatique: location d'une ligne établissement-BEDAG. On manque encore de chiffres de référence.

1675.3181
Besoins supplémentaires pour couvrir les frais de médecin, d'hôpital et de guérison suite à la dégradation constante de l'état de santé des personnes placées dans les établissements.

1675.3186
Besoin ordinaire pour licences informatiques.

1675.4270
Les loyers et les salaires en nature des collaborateurs du secteur de l'agriculture étaient perçus au compte 4362. Ils le sont désormais au compte 4270.

1675.4320
Hausse des tarifs des frais de pension à partir du 01. 01. 90.

1675.4362
Revenu inférieur suite à nouvelle répartition des recettes des loyers et salaire en nature des collaborateurs du secteur de l'agriculture. Cf. également compte 4270.

1680 Etablissements de Hindelbank

1680.3110
Extension de l'installation informatique (capacité de mémoire). Remplacement de divers équipements de bureau dans les secteurs artisanat et exploitation.

1680.4320
Nouvelle répartition (cf. également compte 4904).

1685 Etablissements de St-Jean

1685.3110
Extension de l'installation informatique (augmentation de la capacité de mémoire).

1685.3141
Imputation interne des propres prestations du secteur artisanat pour l'entretien des bâtiments. Bonification au compte 4350.

1685.3151
Imputation interne des propres prestations du secteur artisanat pour l'entretien des machines. Bonification au compte 4350.

1685.4320
Hausse du montant des pensions à partir du 01. 01. 90.

1690 Foyer pour jeunes de Prêles

1690.3090
Nouvelles conditions de subventionnement par la Confédération nécessitent formation supplémentaire de tous les éducateurs non diplômés (250 heures de cours). Besoin supplémentaire du fait de cette disposition légale.

1690.3101
Besoin supplémentaire tenant compte des chiffres des années précédentes. 5000 francs supplémentaires pour la brochure «Exécution des peines et des mesures dans le canton de Berne — Foyer pour jeunes de Prêles».

1690.3110
Extension de l'installation informatique (capacité de mémoire).

1690.4320
Revenu inférieur suite à recul du nombre de placements dans l'établissement.

1690.4362
Budgétisation effectuée sur la base des chiffres effectifs des années précédentes.

1695 Foyer pour adolescentes «Lory» de Münsingen

1695.3110
Acquisition d'une installation informatique (100 000 francs) ainsi que renouvellement du matériel de bureau.

1695.3150
Nouveau: frais de maintenance de l'installation informatique.

1695.4350
Revenu inférieur suite à affermage de l'exploitation horticole.

1700 Direction des affaires militaires/Secrétariat général/ Administration des arrondissements

1700.3180
Y compris 6000 francs pour réceptions des anciens et nouveaux commandants de troupe bernois.

1720 Commissariat des guerres

1720.3110
Dépenses de 1989 pour matériel informatique relatif à l'introduction de la planification des domaines de l'exploitation, du personnel et du travail de l'Intendance du matérial de guerre (BPA) ..... 80 000.—

1720.3111
Acquisition supplémentaire d'un chevalet de tir pour l'installation de tir souterraine ainsi que remplacement de véhicules de service.

1720.3130
Petite commande du groupement de l'armement pour de l'habillement et de l'équipement.

1720.4500
Petite commande du groupement de l'armement.

1720.5061
Acquisition unique d'un camion en 1989.

1730 Intendance des casernes

1730.3141
Ajustement dûs au transfert des unités de soutien logistique à Berne.

1730.3151
Maintenance et entretien de deux lave-vaisselle.

1740 Administration de la taxe militaire

1740.3180
Coût de production BEDAG (NESKO B) pour transfert de données de taxation.

1740.5060
Solde de 1989 pour l'acquisition d'une installation TED.

1750 Service central des secours en cas de catastrophe

1750.3101
Supplément de frais d'impression de documents provisoires de formation et d'action pour grands états-majors.

1750.3111
Equipement 1989 des propres abris de l'administration.

1750.3180
Moins de besoins en cours cantonaux.

1750.4500
Réduction sur la base du compte d'Etat 1988 (moins de frais d'entretien).

1750.5031
Equipement abri préfecture Laufon conformément à AGC 3938 du 16. 11. 88.

1760 Office de la protection civile

1760.3090
Participation à des cours d'informatique externes.

1760.3106
Remise de règlements/documents aux instructeurs à titre accessoire des cours de perfectionnement.

1760.3110
Acquisition d'une nouvelle installation téléphonique dans le centre de formation de Lyss. Appareils d'enregistrement du temps de travail GLAZ.

1760.3111
Dispositif d'ensachage et enrubaneuse pour paquets au service régional de réparation de Lyss.

1760.3620.
Annulation acompte sirènes Laufonnais.

1760.3720
Annulation acompte sirènes Laufonnais.

1760.4500
Pour des raisons techniques, le remboursement des sirènes du Laufonnais est retardé d'environ un an.

1760.4520
Cf. compte 4500.

1760.5630
Davantage d'abris protégés obligatoires dans les bâtiments publics.

1760.5650
Tendance au recul des décomptes d'abris protégés obligatoires.

1760.5720
Subventions fédérales supplémentaires à l'intention des communes.

1810 Eglises nationales du canton de Berne

1810.3010
Recul du nombre de postes de pasteur vacants à l'Eglise nationale réformée évangélique, réduction de la durée de vacance.

1810.3071
Compte supprimé. Allocations de renchérissement inscrites au compte des prestations aux retraités.

1810.3170
Indemnités pour frais de déplacement des remplaçants.

1810.3520
Indemnités de logement.
Remboursement frais de remplacement payés directement.

1810.3640
Subventions à l'Eglise nationale réformée évangélique:

Eglise réformée évangélique (ACE 960 du 05. 03. 75)	50 000.—
Vicariats de paroisse (ACE 1961 du 03. 05. 89)	130 000.—
Aumônerie des sourds, contribution aux frais de déplacement (ACE 2004 du 21. 05. 80)	10 000.—
Aumônerie des étudiants (ACE 1629 du 12. 05. 81)	30 000.—
Perfectionnement des pasteurs (ACE 3153 du 06. 07. 88)	170 000.—
Cours d'agriculture (ACE 349 du 23. 01. 74)	20 000.—
Ecole préparatoire de théologie, Berne (ACE 2167 du 13. 05. 87)	130 000.—
Indemnités aux pasteurs stagiaires (1300 francs par stagiaire et par mois pendant six mois; ACE 1962 du 03. 05. 89)	243 000.—
Subventions à l'Eglise nationale catholique romaine:	
Frais diocésains de l'Evêché de Bâle (quote-part de l'Etat de Berne = 14,59%). Fixation sur la base du décompte annuel des frais (ACE 4404 du 09. 12. 83)	51 000.—
Assistance spirituelle des patients du sanatorium Bellevue de Montana (ACE 1963 du 10. 04. 51)	1 000.—
Assistance spirituelle des étudiants de l'université de Berne (ACE 0808 du 29. 02. 84)	12 000.—
Subvention à l'Eglise nationale catholique chrétienne:	
Traitement de l'évêque de l'Eglise catholique chrétienne de Suisse (ACE 2859 du 15. 08. 73)	5 000.—
Total	852 000.—

1810.4360
Valeur d'imputation pour prestations en nature pour logement officiel.
Supposition: augmentation d'au moins 6% du loyer des appartements de l'Etat au 01. 01. 90.
Remboursements de paroisses.

1900 Direction des finances/Secrétariat général

Commentaire général
Au début de l'année 1990, le Bureau d'organisation (deux postes de travail) commence ses travaux (révision partielle du décret sur l'organisation de la Direction des finances).
Au même moment, deux postes sont tranférés de l'ancien Office de statistique.

1900.3050
La budgétisation de ce compte est centralisée à l'Office du personnel.

1900.3090
Cf. commentaire général.

1900.3101
Frais d'impression du nouveau répertoire téléphonique.

1900.3110
Les acquisitions en rapport avec les travaux de transformation de la Tscharnerhaus ont été effectuées en 1989.

1900.3180
Réduction par rapport au budget 1989 car divers projets en rapport avec EFFISTA ont été terminés.

1900.3183
Les primes d'assurance objets pour 1990 ont massivement augmenté.

1900.3185
Valeurs budgétées inférieures à celles des exercices précédents car meilleurs chiffres de référence pour le nouveau central téléphonique.

1910 Administration des finances

Commentaire général
Le budget 1990 exécute les modifications du décret sur l'organisation de la Direction des finances (révision partielle ratifiée par le Grand Conseil pendant la session de novembre 1988 et en vigueur depuis le 01. 01. 89). La section Planification financière (auparavant 1940 Office de statistique) est intégrée à l'Administration des finances et l'Administration des domaines devient autonome (nouveau numéro de service: 1970).

1910.3100
Budgété sur la base du compte d'Etat 1988.

1910.3101
Valeur fixée sur la base du résultat 1988.

1910.3182
Nouvelle estimation sur la base des besoins recensés jusque-là.

1910.3185
Besoins en hausse les années paires du fait de l'encaissement de l'impôt fédéral direct.

1910.3200
Budgété sur la base des chiffres de référence.

1910.3210
Réduit sur la base du compte d'Etat 1988.

1910.3220
Les emprunts nouvellement contractés en 1989 doivent pour la première fois porter intérêt.

1910.3310
Nouveau calcul en tenant compte des investissements pour 1989.

1910.3311
Nouveau compte.

1910.3312
Nouveau compte.

1910.3319
Nouveau compte.

1910.3900
Augmentation des besoins en papier.

1910.4200
D'une meilleure utilisation des placements de capitaux à court terme, il résulte une réduction des intérêts de compte courant (cf. également compte 4210).

1910.4210
Cf. compte 4200.

1910.4220
Transfert du compte 4260 sur la base du bilan d'entrée au 01. 01. 89 qui est maintenant disponible.

1910.4250
Les intérêts des emprunts sont directement imputés aux divers services.

1910.4260
Cf. compte 4220.

1910.4261
L'augmentation de capital prévue n'a pas eu lieu, d'où également revenu inférieur.

1910.5061
L'acquisition de l'installation téléphonique de Thoune peut être achevée en 1989, contient la 2e tranche pour l'installation téléphonique de Berthoud (ACE du 17. 02. 88).

1911 Fonds de péréquation financière

1911.3992
Valeur trop faible budgétée pour 1989.

1920 Intendance des impôts

Commentaire général
Quotité de l'impôt 2,2: 1,7 selon article 3 de la loi du 19. 04. 44 sur les impôts et article 26, chiffre 8 de la Constitution cantonale; 0,1 selon article 44 de la loi sur les hôpitaux (prolongé jusqu'à 1995 conformément à l'AGC du 14. 05. 84); 0,4 selon article 41 de la loi du 03. 12. 61 sur les œuvres sociales et article 91, 3e alinéa de la Constitution cantonale. Compte tenu des recettes d'impôts 1988 et selon les prévisions, estimations et calculs de l'Intendance des impôts et de ses services, on peut s'attendre pour 1990 à une augmentation du rendement global de l'impôt d'environ 9,3% (part de l'impôt fédéral direct comprise). Il a été tenu compte de la baisse des revenus faisant suite à la loi portant rabais fiscal à raison de 85 millions de francs.

1920.3001
La 2e année de taxation, les séances des autorités de taxation sont très peu nombreuses.

1920.3091
224 000 francs ont été dépensés en 1988 pour des frais de recrutement de personnel. Le montant du crédit budgété pour 1989 a donc sans doute été fixé beaucoup trop bas.

1920.3100
A partir de 1990, l'Intendance des impôts dispose d'environ 150 ordinateurs personnels. Le matériel d'usage les accompagnant (rouleaux encreurs, disquettes, etc.) a été pris en compte à raison de 1000 francs par unité (chiffre de référence).

1920.3101
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Frais d'impression des formules fiscales pour la taxation et la révision générale des valeurs officielles ..... 1 300 000.—

Bases légales: article 91 LI et décret du 19.11. 86.
Les frais d'impression des formules fiscales concernent principalement la seconde année de taxation.

1920.3110
Sont compris 130 000 francs pour appareils à enregistrer le temps de travail de diverses sections et administrations fiscales des arrondissements.

1920.3150
Un crédit de 100 000 francs a été pris en compte pour l'entretien des 150 ordinateurs personnels.

1920.3160
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Location de matériel informatique à la BEDAG . 3 000 000.—

Bases légales: article 91 LI et décret du 06. 09. 83 sur l'organisation de la Direction des finances.
L'ensemble des montants des coûts des applications centrales ont été autorisés par des arrêtés du Grand Conseil.

1920.3170
Les dépenses supplémentaires sur ce compte sont dues aux voyages plus nombreux effectués dans le cadre des pourparlers de conciliation (2e année de la période de taxation).

1920.3180
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Indemnités versées aux estimateurs cantonaux pour les estimations ordinaires et celles relevant de la révision générale ..... 5 400 000.—

Bases légales: article 54 et 91 LI, décret du 19.11. 86 sur la révision générale des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques, ACE 5580 du 16.12. 87.

La réduction des dépenses est principalement due à la réduction des activités des estimateurs cantonaux de l'estimation officielle.

1920.3290
L'expérience montre que ce compte est toujours moins débité la 2e année de la période de taxation que la première.

1920.3300
Budgété sur la base des résultats du compte d'Etat 1988.

1920.3520
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Indemnités aux communes pour collaboration lors de la préparation de la taxation, la tenue du registre d'impôts et les autres charges ..... 7 700 000.—
Indemnités aux communes pour encaissement des impôts cantonaux ..... 3 600 000.—

L'expérience montre que les arriérés d'impôts sont inférieurs la seconde année de la période de taxation. Les villes de Berne, Bienne et Thoune peuvent ainsi virer des sommes plus élevées.

Indemnités aux communes pour travaux relatifs à l'impôt fédéral direct et à l'impôt anticipé ... 1 128 000.—
Indemnités aux communes pour perception de l'impôt fédéral direct ..... 508 000.—

En vertu de l'ACE 5577 du 21. 12. 88, l'indemnité versée aux communes pour collaboration à l'encaissement de l'impôt fédéral direct a été fixée à 3,50 francs (à 2,50 francs dans le budget 1989).

Indemnités aux communes pour l'évaluation officielle (communes effectuant les estimations de façon autonome) ..... 600 000.—
Total ..... 13 536 000.—

La réduction des dépenses est due à la réduction des activités des réviseurs dans le cadre de la révision générale.

Bases légales: article 156 et 159, 1er et 2e alinéa LI, contrats passés par la Direction des finances avec les communes de Berne, Bienne et Thoune, article 8 de l'ordonnance d'exécution concernant l'impôt fédéral direct, article 54 et article 91 LI, ACE 5580 du 16.12. 87 et directive du 01.11. 68 de la Direction des finances.

1920.3900
Le supplément de dépenses est dû en grande partie aux travaux de photocopie pour la révision de 1991 de la loi sur les impôts.

1920.3990
Le supplément de dépenses est dû à l'augmentation du montant de la somme versée au Fonds de la dîme hospitalière qui est fonction du revenu de l'impôt direct.

1920.4001
Nous escomptons pour 1989 une augmentation d'environ 14,0% par rapport au résultat du compte d'Etat 1988. Les répercussions de la loi portant rabais ont été déduites à raison de 85 millions de francs. L'écart de 26,2 millions de francs par rapport au budget 1989 est dû au recul des recettes fiscales les années impaires suite au passage des taxations provisoires aux taxations définitives.

1920.4002
Grâce à la révision générale des valeurs officielles, on peut escompter une importante augmentation sur ce compte.

1920.4003
La bonne situation économique permet également d'escompter une importante augmentation sur ce compte.

1920.4005
Revenu en grande partie aléatoire.

1920.4011
En vertu des résultats de l'exercice 1988 et en tenant compte du fait que la révision de 1987 de la loi sur les impôts ne se fait pleinement sentir qu'à partir de la période de taxation 1989/1990, il faut partir du principe que la budgétisation pour 1989 était trop optimiste.

1920.4012
Le résultat du compte d'Etat 1988 et la bonne situation économique permettent d'escompter la poursuite de l'augmentation sur ce compte.

1920.4013
Le résultat du compte d'Etat 1988 a montré que l'impôt sur le bénéfice des sociétés holding n'évoluera pas en 1989/90 comme on l'avait espéré.

1920.4030
Le résultat des quatre premiers mois de 1989 permet de compter sur la poursuite de l'augmentation pour 1990.

1920.4050
On ne peut s'attendre à aucune modification importante par rapport au budget 1989 sur ce compte; budgétisation optimiste.

1920.4200
Nouveau compte.

1920.4211
L'évolution des dernières années a montré qu'on pouvait escompter une augmentation constante.

1920.4340
L'année paire, la bonification de la Caisse cantonale de compensation est une avance sur le décompte effectué l'année impaire suivante.

1920.4350
Les années paires, les ventes de formules fiscales sont nettement inférieures à celles de la première année de la période de taxation.

1920.4370
Les amendes fiscales sont principalement prononcées la première année de la période taxation (1989).

1920.4401
La part de l'impôt fédéral direct est comptabilisée une fois l'argent effectivement perçu. Sur la part totale de l'impôt fédéral direct estimée à environ 362 millions de francs, environ 217 millions de francs sont perçus en 1990 (environ 60%). En outre, on attend 61 millions de francs de la péréquation financière entre les cantons. Le montant des rentrées de périodes plus anciennes sera vraisemblablement de 6 millions de francs. Les parts revenant aux autres cantons selon la répartition seront directement portées à ce compte.

1920.4520
Les arrêtés de compte de la répartition fiscale intercommunale sont effectués avec les communes principalement les années impaires.
Etant donné la réduction des activités des estimateurs dans le cadre de la révision générale des valeurs officielles, les parts devant être à nouveau imputées sont elles aussi réduites.

1920.5060
Les coûts des développements effectués par des tiers (3,4 millions de francs) qui étaient jusque-là budgétés à l'Office d'informatique le sont pour la première fois sur ce compte. 150 000 francs sont en outre prévus pour la bureautique de la section Personnes morales et la section Impôt anticipé.

1921 Fonds de soutien et de promotion de l'emploi

1921.3620
Budgétisation très difficile car il est impossible de prévoir les liquidations de sociétés.

1921.3650
Cf. compte 3620.

1921.4620
Répercussions de la nouvelle loi sur les réserves de crise.

1930 Office du personnel

1930.3001
Ajustement à la valeur du compte d'Etat 1988.

1930.3010
Nouveaux postes section Formation (EFFISTA), divers postes section Traitements et section Caisse d'assurance.

1930.3040
Poste budgétaire centralisé du personnel de l'Etat: 57,5 millions de francs de garantie d'intérêts sur la réserve mathématique de la Caisse d'assurance; 25 millions de francs de cotisations de l'employeur pour rachat de l'augmentation des salaires réels au 01.01 90.

1930.3050
La budgétisation des cotisations de l'employeur pour l'assurance-accident et maladie est centralisée pour l'ensemble du personnel à l'Office du personnel; valeur de référence.

1930.3090
Poste budgétaire centralisé pour le personnel de l'Etat; extension de la section Formation conformément à EFFISTA C.

1930.3100
Accroissement des coûts suite à introduction d'un système d'informatisation des travaux de bureau.

1930.3102
Charge supplémentaire due à acquisition d'une bibliothèque pour le nouveau fonctionnaire scientifique de l'état-major.

1930.3150
Désormais frais de maintenance système d'informatisation des travaux de bureau BARISPA.

1930.3160
Depuis le 01. 01. 89, nouveaux bureaux supplémentaires; augmentation des besoins en photocopies.

1930.3170
Augmentation due à l'extension des effectifs de la section Formation.

1930.3180
Nouveaux coûts d'installations informatiques; mandats à des tiers supplémentaires de la part de la section Formation conformément au rapport EFFISTA C, frais supplémentaires de conseils à la Caisse d'assurance.

1930.3185
Nouveaux frais de location de lignes et de modems BARISPA.

1930.4360
Sur la base du compte d'Etat 1988, supplément de recettes escompté des indemnités journalières de l'assurance-accidents.

1930.5061
Remplacement de mobilier en rapport avec projet informatique BARISPA.

1940 Office de statistique

Commentaire général
L'Office de statistique a été suprimé (cf. également commentaire des services 1900 et 1910) en vertu de la modification du décret sur l'organisation de la Direction des finances (révision partielle ratifiée par le Grand Conseil pendant la session de novembre 1988 et entrée en vigueur le 01. 01. 89).

1950 Office d'informatique

1950.3010
Budget 1989 calculé trop juste. Cinq postes supplémentaires (NESKO) ont été autorisés par AGC 2695 du 05. 09. 88.

1950.3030
Cf. compte 3010.

1950.3040
Cf. compte 3010.

1950.3090
Perfectionnement intensif en matière d'informatique. Frais supplémentaires pour formation WANG et AS/400. Sont également compris frais pour perfectionnement du personnel de l'Etat aux cours Migros et les frais pour animateurs externes du cours.

1950.3091
Frais supplémentaires suite à recrutement plus difficile de personnel en informatique.

1950.3100
Frais supplémentaires suite à transfert de la bibliothèque IBM à la section Systèmes d'information.

1950.3110
Acquisitions absolument nécessaires à la section Systèmes d'information pour création de postes de travail pour collaborateurs externes (NESKO). Meubles pour les cinq postes autorisés par AGC 2695 du 05. 09. 88.

1950.3143
Nouvelle installation de verrouillage section Systèmes d'information.

1950.3160
Loyer: frais plus élevés pour local supplémentaire section Systèmes d'information. Location de matériel informatique BEDAG: frais supplémentaires dus à AS/400 (rachat, imprimante, réseau, installation).

1950.3170
Frais supplémentaires suite à augmentation des effectifs.

1950.3180
Frais de développement projet NESKO budgétés par l'Intendance des impôts (investissements).

1950.3185
Frais pour transfert des données de l'Etat en augmentation car lignes supplémentaires nécessaires pour de nouvelles applications comme NESKO-B.

1950.3186
La mise en marche de la production de NESKO et SUSA, autres parties de KOFINA, l'intensification du développement de GRUDA, les répercussions supplémentaires de la période fiscale 1990 ainsi que de nouveaux moyens de développement (DB2, CSP, CASE) entraînent une forte augmentation des frais de production. Budgété à raison de 17 centimes par unité d'imputation.

1950.5060
Extension probable de l'infrastructure des postes de travail.

1960 Contrôle des finances

1960.3010
Nouvelles classifications ainsi que transformation des postes du service des mandats en postes de vérificateur des comptes.

1960.3040
Cf. compte 3010.

1960.5060
Extension des installations informatiques (AGC 3072/87). Rachat crédit d'engagement par crédit de paiement, solde 30 000 francs.

1970 Administration des domaines

Commentaire général
Le budget 1990 marque l'exécution des modifications du décret sur l'organisation de la Direction des finances (révision partielle ratifiée par le Grand Conseil pendant la session de novembre et entrée en vigueur le 01. 01. 89). Conformément à cette révision du décret, l'Administration cantonale des domaines devient ainsi un office à part entière à partir du 01. 01. 89.
Comme jusqu'à fin 1989 elle était intégrée à l'Administration des finances du point de vue comptable, seuls sont commentés les comptes qui enregistrent un écart par rapport au budget interne 1989.

1970.3100
Supplément de charges prévu suite à augmentation des effectifs.

1970.3102
Cf. compte 3100.

1970.3110
Cf. compte 3100.

1970.3180
Davantage de frais de notaire et d'avocat.

1970.3183
Augmentation des primes d'assurance immobilière suite à réajustement à l'indice.

1970.3184
Augmentation des taxes immobilières suite à révision de valeurs officielles.

1970.3650
Prise en charge du déficit de la propriété Bonstetten de Thoune/Gwatt.

1970.4270
Augmentation des recettes de loyer due à prise en charge des logements de service.

1970.4350
Revenu de la production de la coopérative viticole.

2000 Direction de l'instruction publique / Secrétariat général

Commentaire général
Les unités d'organisation suivantes seront désormais rassemblées sous le numéro de service 2000 Administration centrale: Secrétariat général et Office des finances et de l'administration (comme jusque-là), Office de l'Université (jusque-là 2005), Office de la formation des enseignants et des adultes et Inspections scolaires (jusque-là inscrits sous 2010) ainsi que l'Office de recherche pédagogique (jusque-là 2025). Cela explique aussi bien la plupart des dépenses supplémentaires du numéro de service 2000 que les dépenses inférieures correspondantes aux numéros de services susmentionnés.

2000.3010
Conformément à l'état des effectifs. Sont en outre compris 600 000 francs traitements supplémentaires CIP selon AGC du 14.12.88, 500 000 francs personnel temporaire STEBE et 47 000 francs part perfectionnement des enseignants Köniz aux traitements des concierges Lerbermatt avancés par la commune de Köniz.

2000.3020
Remplacements d'enseignants mis en congés par l'Etat, animateurs de cours et remplacements pour cours de perfectionnement des enseignants et remplacements d'offices publics conformément à la motion Baumberger.

2000.3090

Perfectionnement personnel de l'Etat	259 000.—
Perfectionnement des enseignants	6 180 000.—
Total	6 439 000.—

2000.3180
Sont compris les frais de conseils externes en rapport avec textes législatifs consécutifs à la révision partielle de la loi sur l'Université et à la surveillance de l'Université ..... 200 000.—

2000.3620

Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)	
Formation des adultes en économie familiale	**2 000 000.—**
Subventions au transport des élèves	**815 000.—**
Total	**2 815 000.—**

Bases légales: loi du 06.12.25 sur les écoles complémentaires et l'enseignement ménager ainsi que nouvelle ordonnance sur la formation complémentaire facultative en économie familiale. Ordonnance du 16.11.78 fixant les subventions accordées pour le transport d'élèves.

2000.3640
Subventions à institutions et projets compris dans l'organisation de la formation des adultes.

2000.3669
Bourses avec subventions fédérales conformément à la loi du 09.02.77 sur les bourses.

2000.4600
Subventions fédérales aux bourses. 53% aux dépenses 1988.

2005 Service de l'Université

Commentaire général
Cf. service 2000 Commentaire général.

2010 Service de l'enseignement

Commentaire général
Etant donné le nouveau décret sur l'organisation de la Direction de l'instruction publique, les domaines du service existant jusque-là ont été décomposés de la sorte: Office de la formation des enseignants et des adultes, Section du Registre du personnel enseignant et Inspections scolaires. Ces unités d'organisation apparaissent désormais dans le cadre du service 2000 Administration centrale.

2010.3020
Détails:

151 Traitements maîtres/maîtresses de jardin d'enfants	
Ouvertures/fermetures de classes 770 000 francs, renchérissement au 01.01.90 927 000 francs et augmentation des salaires réels 1 707 000 francs	39 730 000.—
152 Traitements maîtres/maîtresses primaire	
Ouvertures/fermetures de classes 3 200 000 francs, répercussions des diminutions du temps de travail conf. ACE 5566/88 5 390 000 francs, renchérissement au 01.01.90 9 100 000 francs et augmentation des salaires réels 16 744 000 francs	395 484 000.—
153 Traitements maîtres/maîtresses secondaire	
Ouvertures/fermetures de classes 300 000 francs, répercussions des diminutions du temps de travail conf. ACE 5566/88 4 180 000 francs, renchérissement au 01.01.90 4 350 000 francs et augmentation des salaires réels 7 695 000 francs	181 605 000.—
154 Traitements maîtres/maîtresses de gymnase	
Répercussions de la diminution du temps de travail conf. ACE 5566/88 822 000 francs, renchérissement au 01.01.90 1 160 000 francs et augmentation des salaires réels 2 125 000 francs	50 322 000.—

2010.3620

Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)	
Moyens d'enseignement écoles primaires et secondaires	**970 000.—**
Ecoles moyennes supérieures et classes de perfectionnement	**13 150 000.—**
Entretien des constructions scolaires	**300 000.—**
Equipement des constructions scolaires	**150 000.—**
Lecture en classe	**109 000.—**
Sport scolaire facultatif et examen de gymnastique obligatoire	**722 000.—**
Total autorisation de dépenses	**15 401 000.—**
Autres	60 000.—
Total	15 461 000.—

Le montant de ces subventions et leur affectation sont précisés dans l'ACE 4571/85.
Bases légales: décrets du 12.02.63 concernant les subventions de l'Etat en faveur des frais d'exploitation des gymnases et du 18.09 68 sur les classes de perfectionnement, ordonnance du 09.06.82 sur la planification et la construction d'installations scolaires, loi du 02.12.51 sur l'école primaire et loi du 03.03.57 sur les écoles moyennes, loi du 11.02.85 sur l'encouragement de la gymnastique et des sports.

2010.3650
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)

Subventions aux écoles moyennes supérieures privées (moins-perçu sur écolages dû à l'année scolaire longue)	**10 500 000.—**
Subventions à la Maturitätsschule für Berufstätige de Berne	**310 000.—**
Total autorisation de dépenses	**10 810 000.—**
Autres	21 000.—
Total	10 831 000.—

Bases légales: loi du 03. 03. 57 sur les écoles moyennes, loi du 17. 04. 66 sur la formation du corps enseignant et AGC 5010/85.

2010.4520
Quote-part des communes dans le cadre de la répartition des charges. Pourcentage fixe aux comptes des traitements 3020 à 3040.

2011 Fonds de la librairie de l'Etat

2011.3100
Frais supplémentaires suite à informatisation.

2011.3111
Cf. compte 3100.

2011.3120
Chiffre de référence.

2011.3151
Nouvelle maintenance informatique.

2011.3180
Frais supplémentaires dus au chiffre d'affaires.

2012 Fonds en faveur de la gymnastique et du sport de la Direction de l'instruction publique

2012.3620
Frais supplémentaires selon loi sur la gymnastique et les sports.

2012.5620
Pas de subventions à l'investissement en 1990.

2015 Service des affaires culturelles

2015.3010
La diminution s'explique par le fait que les salaires pour interprétation des résultats des fouilles sont désormais comptabilisés au compte 3180.

2015.3180
Ce compte regroupe principalement les frais de projet de fouilles:

frais de fouilles, d'interprétation des résultats et de préparation	5 237 000.—
documentation et information du Service archéologique	75 000.—
documentation sur l'archéologie des monuments, expertises, frais juridiques et nettoyage	188 000.—
indemnités/prestations de services, Service des monuments historiques/Service de la protection des biens culturels	320 000.—
indemnités/prestations de services divers	75 000.—
Total	5 895 000.—

2015.3659
Subventions de l'Etat à:

musées et centres d'exposition	5 382 000.—
théâtres	8 768 000.—
orchestres et organisations de concerts	5 749 000.—
écoles	13 638 000.—
bibliothèques	1 929 000.—
institutions d'ordre général	855 000.—
diverses institutions culturelles	834 000.—
subventions uniques	720 000.—
crédit spécial pour exposition suisse du plastique de Bienne	125 000.—
Total	38 000 000.—

2017 Fonds en faveur d'activités culturelles

2017.3659
Forte augmentation des demandes de subventionnement.

2020 Office Jeunesse et Sport

2020.3110
Remplacement bus.

2020.3180
Sport bernois pour la jeunesse (nouveau mandat légal à partir de mi-1990).

2020.5060
Projet informatique fichier moniteur.

2025 Office de la recherche pédagogique

Commentaire général
Cf. commentaire général du service 2000.

2050 Université

Commentaire général
Etant donné que le nouveau modèle de comptes prévoit une séparation stricte des dépenses et des recettes (principe du produit brut), aussi bien des comptes de dépenses que des comptes de recettes ont été augmentés respectivement de 2,35 millions du fait de la modification du mode de comptabilisation. La modification n'a aucun effet sur le résultat net des comptes. Les ajustements correspondants concernent les comptes 3100, 3101, 3106, 3111, 3130, 3143, 3151, 3170, 4350, 4360 et 4650. On a en outre appliqué un renchérissement de 2,5% à ces comptes.

2050.3010
Jusque-là y compris les traitements des enseignants.

2050.3020
Traitements des enseignants comptabilisés jusque-là au compte 3010.

2050.3111
Dépenses supplémentaires dues à
principe du produit brut ..... 420 000.—
renchérissement ..... 301 000.—
besoin supplémentaire de remplacements ..... 800 000.—

2050.3130
Dépenses supplémentaires dues à
principe du produit brut ..... 562 000.—
renchérissement ..... 205 000.—
centre d'expérimentation de l'Institut de l'élevage
du bétail ..... 83 000.—
500 000 francs seront en outre impartis à l'extension des prestations de services, on attend à cet égard des recettes supplémentaires du double du montant (compte 4340).

2050.3610
Subventions selon l'accord intercantonal du 09. 09. 85 sur la participation au financement des universités. Budgété sur la base du nombre d'étudiants prévu.

2050.3620
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Subvention à l'Ecole d'art visuel (formation des maîtres de dessin) ..... 1 090 000.—
Subvention au Conservatoire de musique (formation des maîtres de chant) ..... 341 000.—

Bases légales: loi du 07. 02. 54 sur l'Université, art. 2, avec modification du 22.11. 88.

2050.3640
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Subvention à la Bibliothèque municipale et universitaire ..... 7 395 000.—
Subvention aux équipements sociaux de l'Université ..... 600 000.—

Bases légales: loi du 07. 02. 54 sur l'Université, art. 2, avec modification du 22.11. 88.

Il s'agit dans une large mesure de subventions aux frais de traitement qui s'orientent d'après les montants valant pour les fonctionnaires de l'Etat. Répercussions du renchérissement, de la hausse des salaires réels et frais de rachat correspondants à la Caisse d'assurance. Il s'agit en outre des subventions à l'Hôpital de l'Ile fixées par contrat. Budgété sur la base du budget de l'Hôpital de l'Ile.

2050.4610
Recettes sur la base de l'accord intercantonal du 09. 09. 85 sur la participation au financement des universités. Budgété sur la base du nombre d'étudiants prévu.

2080 Ecoles cantonales

2080.3010
Jusque-là traitements des enseignants inclus.

2080.3020
Jusque-là comptabilisé au compte 3010.

2080.3030
Augmentation suite à extension des écoles de degré diplôme.

2080.3101
Supplément de charges dû à impression de brochures d'information sur Bienne (en allemand) et Thoune.

2080.3111
Equipement salle de cours pour classes école degré diplôme.

2080.3150
Nouveau compte.

2080.4330
Ecolages étudiants des écoles normales venant d'autres cantons.

2080.5030
Equipement de l'Ecole cantonale de langue française de Berne à cause du déménagement prévu.

2080.5031
Equipement Ecole normale de pédagogie spécialisée de Bienne terminé en 1989.

2080.5060
Equipement informatique école normale de Hofwil.

2080.5061
Ecole du degré diplôme de Moutier: équipement salle de chimie et de physique.

2100 Direction des travaux publics/Secrétariat général

2100.3010
Révision traitements 1989/90 et acquisition nouveau poste d'informaticien sur la base de la gestion des postes de travail.

2100.3111
Nouveau compte:

appareils pour concierge (quote-part Direction des travaux publics)	5 000.–
appareils pour imprimerie	20 000.–
Total	25 000.–

2100.3151
Nouveau compte:

Concierge: entretien machines, etc. (quote-part Direction des travaux publics)	8 000.–
Imprimerie: entretien machines et appareils	9 000.–
Autre entretien machines	2 000.–
Total	19 000.–

2100.3160

Location photocopieuses	61 000.–
Frais d'utilisation BEDAG	24 000.–
Location Taxomat pour parking souterrain 11, Reiterstrasse	3 000.–
Lingua et autres	2 600.–
Loyer 9, Reiterstrasse	70 000.–
Total	160 600.–

Nouveau frais pour loyer bureaux bâtiment administratif voisin du 9, Reiterstrasse construit en 1989/90 par une entreprise privée.

2100.5060
Projet informatique INFOREIT (quote-part Direction des travaux publics). Plafonnement des investissements nets au niveau de 1989: augmentation selon ordre de priorité fixé par la Direction des travaux publics.

2100.5061
Au budget 1989 il s'agit d'une installation d'enregistrement du temps de travail à la Reiterstrasse. Pas de charge prévu sur ce compte pour 1990.

2110 Office juridique

2110.3101
Frais supplémentaires d'impression pour explications relatives à la nouvelle loi sur l'aménagement des eaux.

2110.3150
Frais de maintenance supérieurs à cause augmentation nombre appareils informatiques.

2120 Office de l'aménagement du territoire

2120.3090
Formation supplémentaire nécessaire pour accomplir le nouveau mandat de prestations découlant de l'analyse détaillée EFFISTA.

2120.3180
Les projets les plus importants sont: manuel «aménagement régional», élaboration de données de base (entre autres «guides pour l'aménagement local»), conseils et développement dans le secteur informatique; en outre solde des crédits d'engagement des années précédentes.

2120.3185
Montant trop faible inscrit au budget 1989.

2120.3650

Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)	
La subvention de l'Etat à l'Association bernoise de tourisme pédestre est considérée comme accordée dans le cadre de ce crédit	**350 000.–**
Groupe d'aménagement cantonal de Berne	200 000.–
Divers	65 000.–
Total	615 000.–

Base légale: art. 139, 2e al., lit. b, de la loi du 09. 06. 85 sur les constructions.

2120.3900
Augmentation des acquisitions de papier et de formulaires.

2120.4350
Augmentation de la vente de publications.

2120.4600
Décompte de subventions fédérales aux travaux d'établissement des plans directeurs.

2120.5620
Nouveau compte: investissements dans le domaine de l'article 140 de la loi du 09. 06. 85 sur les constructions.
Plafonnement des investissements nets au niveau de 1989: augmentation selon ordre de priorité fixé par la Direction des travaux publics.

2121 Fonds des rives des lacs et des rivières

2121.3620

Subventions à la planification	550 000.–
Subventions à l'entretien des rives	450 000.–
Total	1 000 000.–

Base de budgétisation: engagements contractés les années précédentes.

2121.5620
Plafonnement des investissements nets au niveau de 1989: réduction conformément à ordre de priorité fixé par la Direction des travaux publics.

2130 Office du cadastre

2130.3130
Frais uniques pour l'impression de directives pour procéder correctement au remaniement parcellaire des terrains à bâtir.

2130.4360
Recettes supplémentaires prévues pour travaux de mise en état aux points de triangulation à la charge de tiers.

2140 Office des bâtiments

2140.3110
Un appareil à photocopier les microfilms était inscrit au budget 1989 pour environ 100 000 francs.

2140.3141
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses pour des mesures visant à maintenir la valeur de bâtiments du patrimoine administratif (dépenses liées) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire ..... 16 000 000.—

Dépenses pour mesures visant à augmenter la valeur des bâtiments (nouvelles dépenses)	3 800 000.—
Total	19 000 000.—

Bases légales: art. 1, lit. c du décret du 31. 08. 83 sur l'organisation de la Direction des travaux publics.

Moins d'affaires de gros entretien qu'au budget 1989.

2140.3142
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses pour mesures visant à maintenir la valeur de bâtiments du patrimoine financier (dépenses liées) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire .... 800 000.—

Dépenses pour mesures visant à augmenter la valeur des bâtiments (nouvelles dépenses)	200 000.—
Total	1 000 000.—

Bases légales: art. 1, lit. c du décret du 31. 08. 83 sur l'organisation de la Direction des travaux publics.

Moins d'affaires de gros entretien qu'au budget 1989.

2140.3181
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses pour études de projets comportant des mesures visant exclusivement à maintenir la valeur des bâtiments (dépenses liées) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire ..... 1 500 000.—

Dépenses pour études de projets comportant des mesures visant à augmenter la valeur des bâtiments (nouvelles dépenses)	6 500 000.—
Total	8 000 000.—

Bases légales: art. 1, lit. c du décret du 31. 08. 83 sur l'organisation de la Direction des travaux publics.

2140.4360

Remboursements de frais de communes, entretien	4 686 000.—
Vente de photocopies	600.—
Vente d'imprimés	600.—
Divers remboursements de frais	6 000.—
Total	4 693 200.—

Remboursements des communes en hausse pour quelques affaires de gros entretien de 1989.

2140.4364
Nouveau compte: pour le virement des frais d'étude de projet du compte de fonctionnement au compte des investissements dès que l'arrêté d'exécution exécutoire est disponible (conf. directives de comptabilisation selon nouveau modèle de comptes).

2140.5030
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les depenses pour mesures visant à maintenir la valeur de bâtiments du patrimoine administratif (dépenses liées) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire . 12 100 000.—

Dépenses pour mesures visant à augmenter la valeur des bâtiments (nouvelles dépenses)	26 630 000.—
Total	38 730 000.—

Bases légales: art. 1, lit. c du décret du 31. 08. 83 sur l'organisation de la Direction des travaux publics.

Volume des travaux de construction plus important qu'en 1989 à cause du montant élevé de l'autorisation de crédits d'engagement en 1988 (84 millions de francs).

2140.5031
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses pour mesures visant à maintenir la valeur de bâtiments du patrimoine administratif (dépenses liées) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce drédit budgétaire . 6 500 000.—

Dépenses pour mesures visant à augmenter la valeur des bâtiments (nouvelles dépenses)	20 250 000.—
Total	26 750 000.—

Bases légales: art. 1, lit. c du décret du 31. 08. 83 sur l'organisation de la Direction des travaux publics.

Volume des travaux de construction plus important qu'en 1989 à cause du montant élevé de l'autorisation de crédits d'engagement en 1988 (84 millions de francs).

2140.5035
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses pour mesures visant à maintenir la valeur de bâtiments à la charge de la dîme hospitalière (dépenses liées) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire ..... 5 000 000.—

Dépenses pour mesures visant à augmenter la valeur des bâtiments (nouvelles dépenses)	11 950 000.—
Total	16 950 000.—

Bases légales: art. 1, lit. c du décret du 31. 08. 83 sur l'organisation de la Direction des travaux publics.

Volume des travaux de construction plus important qu'en 1989 à cause du montant élevé de l'autorisation de crédits d'engagement en 1988 (84 millions de francs).

2140.5036
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses pour mesures visant à maintenir la valeur de bâtiments à la charge de la dîme hospitalière (dépenses liées) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire ..... **700 000.—**

Dépenses pour mesures visant à augmenter la valeur des bâtiments (nouvelles dépenses)	1 750 000.—
Total	2 450 000.—

Bases légales: art. 1, lit. c du décret du 31. 08. 83 sur l'organisation de la Direction des travaux publics.

Moins de grosses affaires qu'au budget 1989.

2140.5640
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses pour mesures visant à maintenir la valeur de bâtiments d'entreprises semi-publiques à la charge de la dîme hospitalière (dépenses liées) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire .... **500 000.—**

Dépenses pour mesures visant à augmenter la valeur des bâtiments (nouvelles dépenses)	1 000 000.—
Total	1 500 000.—

Bases légales: art. 1, lit. c du décret du 31. 08. 83 sur l'organisation de la Direction des travaux publics.

Grosse affaire aile 2 policlinique provoque à elle seule des coûts de plus d'un million de francs.

2140.6330
Construction du bâtiment pour administration de district à Langenthal avec importants remboursements de la part de la commune.

2140.6600
Conformément aux formulaires d'investissements, il faut s'attendre à une augmentation des recettes des subventions fédérales.

2140.6630
Pas d'affaire de ce type en 1990.

2150 Office des ponts et chaussées

2150.3060
Dépenses supplémentaires d'environ 200 000 francs pour l'acquisition de vestes pour le personnel chargé de l'entretien des routes (ACE 1052 du 08. 03. 89).

2150.3090
Augmentation car selon le nouveau modèle de comptes (comptes selon la nature des coûts) la formation des cantonniers en école de conduite est comptabilisée sur ce compte (dans l'ancien modèle de comptes comptabilisée à l'entretien des routes cantonales). Coût par personne: environ 3000 francs.

2150.3091
Pour un effectif de 620 postes, un taux de fluctuation estimé de façon optimiste à 3,5% et des frais d'annonce de 1500 francs par mise au concours, les frais de mises au concours s'élèvent à eux seuls à 33 000 francs. Etant donné la situation qui règne actuellement sur le marché du travail, il est souvent nécessaire de répéter plusieurs fois les mises au concours.

2150.3100
Augmentation en particulier pour épreuves héliographiques et matériel de bureau pour la construction des routes nationales (Transjurane, Grauholz) ainsi que besoins en matériel pour postes de travail informatisés.

2150.3101
Rubriques spéciales:

Nouvelle loi sur l'aménagement des eaux	10 000.—
Action relations publiques Transjurane (quote-part du canton 50%)	20 000.—
Bulletin Transjurane (quote-part du canton 5%)	30 000.—

2150.3110
Besoins supplémentaires pour réalisation INFOREIT (phase II) environ 200 000 francs.

2150.3120
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses en eau, énergie et combustibles (dépenses liées) concernant en majorité l'entretien de service des routes sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire ..... **2 187 000.—**

Bases légales: art. 44 ss. de la loi du 02. 02. 64 sur la construction et l'entretien des routes, art. 49 ss. LF du 08. 03. 60 sur les routes nationales, art. 3 de l'ordonnance du 03. 03. 61 portant exécution de la «loi fédérale sur les routes nationales» dans le canton de Berne.

Dépenses moindres car les indemnités versées aux communes pour l'entretien de l'éclairage des routes effectué par elles sont désormais affectées au compte 3144 (entretien des routes cantonales) contrairement à l'an dernier.

2150.3130
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses en matériel d'exploitation et fournitures (dépenses liées) concernant en majorité l'entretien de service des routes (sel et gravillons pour le service d'hiver, matériel pour entretien des routes) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire .... **8 539 500.—**

Bases légales: art. 44 ss. de la loi du 02. 02. 64 sur la construction et l'entretien des routes, art. 49 ss. LF du 08. 03. 60 sur les routes nationales, art. 3 de l'ordonnance du 03. 03. 61 portant exécution de la «loi fédérale sur les routes nationales» dans le canton de Berne.

Frais supplémentaires:

hausse du prix des carburants	+ 120 000.—
renchérissement 3,5% sur matériel	+ 250 000.—
Moindre utilisation de matériel à épandre	— 150 000.—
Dépense supplémentaire par rapport à année précédente	+ 220 000.—

2150.3144
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses concernant des prestations de tiers pour l'entretien de service des routes (dépenses liées) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire .... 17 750 000.—

Bases légales: art. 44 ss. de la loi du 02. 02. 64 sur la construction et l'entretien des routes.

Service d'hiver	3 850 000.—
Entretien ordinaire	4 650 000.—
Revêtement	5 250 000.—
Eclairage des routes	3 500 000.—
Dégâts causés par la tempête	500 000.—
Total	17 750 000.—

2150.3145
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses concernant des prestations de tiers pour l'entretien de service des routes nationales (dépenses liées) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire ..... 1 000 000.—

Bases légales: art. 49 ss. de la LF du 08. 03. 60 sur les routes nationales, art. 3 de l'ordonnance du 03. 03. 61 sur l'exécution de la «loi fédérale sur les routes nationales» dans le canton de Berne.

Augmentation car conformément aux directives de la Confédération, des mesures visant à l'extension, la rénovation et l'entretien de service de moindre importance (entraînant des coûts pour moins de 20 000 francs) doivent être comptabilisées à ce compte sous entretien de service.

2150.3150
Augmentation étant donné le prix élevé des pièces de rechange pour matériel informatique.

2150.3160
Frais supplémentaires:

arrondissement IV des ponts et chaussées, augmentation de loyer des nouveaux locaux dans le secteur du jardin zoologique	70 000.—
location de machines et appareils pour entretien des routes	100 000.—

2150.3170
Dépenses supplémentaires suite à nouvelle réglementation des indemnités versées au personnel chargé de l'entretien des routes (ACE 1052 du 08. 08. 89).

2150.3180
Rubriques spéciales:

comptage périodique des véhicules mandaté par la Confédération	150 000.—
analyse détaillée EFFISTA de l'Office des ponts et chaussées	150 000.—

2150.3181
Rubriques spéciales:

programme de protection contre les crues de la Suze	100 000.—
risques d'inondation	300 000.—
cadastre du bruit	500 000.—
réseau des routes cantonales et communales	20 000.—
diverses études d'aménagement des eaux	300 000.—
répartition des investissements (construction des routes cantonales)	1 560 000.—

2150.3183
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses concernant les primes d'assurance objets (dépenses liées) qui sont principalement utilisées pour les assurances responsabilité civile des véhicules et des entreprises sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire ..... 560 000.—

Bases légales: art. 44 ss. de la loi du 02. 02. 64 sur la construction et l'entretien des routes.

Le montant inscrit au budget 1989 était trop faible à cause de conversions inexactes au nouveau modèle de comptes (cf. à cet égard crédit supplémentaire nécessaire pour 1989).

2150.3184
Hausse de la taxe immobilière (crédit supplémentaire vraisemblablement nécessaire pour 1989).

2150.3620

Subventions à l'entretien des routes communales	650 000.—
Subventions à l'entretien en matière d'aménagement des eaux	1 000 000.—
Total	1 650 000.—

Pour l'entretien en matière d'aménagement des eaux il s'agit là d'une estimation car la nouvelle loi sur l'aménagement des eaux n'entre en vigueur qu'en 1990 et on ne dispose donc encore d'aucun chiffre de référence. Il faut sans doute s'attendre à des montants plus élevés pour les prochaines années.

2150.3640
Subventions à deux cours de l'assurance des bâtiments.

2150.4600
Comme les subventions fédérales pour frais de salaires et d'administration de la construction des routes nationales dépendent directement du total des salaires qui a augmenté (compte 3010), pas de recettes supplémentaires à ce compte.

2150.4609
Budgétisation sur la base du paiement reçu pendant l'exercice 1989.

2150.5010
Plafonnement des investissements nets au niveau 1989: réduction conformément à l'ordre de priorité fixé par l'Office des ponts et chaussées (cf. compte 5011).

2150.5011
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses concernant les travaux d'entretien et de rénovation des routes cantonales (dépenses liées) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire .... 16 100 000.—

Bases légales: art. 44 ss. de la loi du 02. 02. 64 sur la construction et l'entretien des routes.

Plafonnement des investissements nets au niveau de 1989: augmentation conformément à l'ordre de priorité fixé par l'Office des ponts et chaussées car les dépenses d'entretien qui représentent aujourd'hui environ 0,5% de la valeur des routes cantonales devront être augmentées à moyen ou long terme à environ 1% à cause des nouvelles constructions et élargissements (cf. réduction au compte 5010).

2150.5013
Besoins vraisemblablement supérieurs à cause de la nouvelle loi sur l'aménagement des eaux (ordre de grandeur encore difficile à estimer).

2150.5020
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses concernant la construction de routes nationales qui résultent du programme de construction à long terme approuvé par la Confédération sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit ..... 97 000 000.—

Bases légales: art. 49 ss. de la loi fédérale du 08. 03. 60 sur les routes nationales, art. 3 de l'ordonnance du 03. 03. 61 portant exécution de la «loi fédérale sur les routes nationales» dans le canton de Berne.

Répartition des coûts pour la construction des routes nationales:

charges (brut)	97 000 000.—
Subvention fédérale (compte 6609)	82 700 000.—
Quote-part du canton (net)	14 300 000.—

L'augmentation reflète l'augmentation considérable des dépenses pour la N16 (Tavannes—La Heutte) et la N1 (élargissement Grauholz).

2150.5022
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Les dépenses concernant les travaux d'entretien et de rénovation des routes nationales (dépenses liées) sont considérées comme accordées dans le cadre de ce crédit budgétaire .... 15 600 000.—

Bases légales: art. 49 ss. de la loi fédérale du 08. 03. 60 sur les routes nationales, art. 3 de l'ordonnance du 03. 03. 61 portant exécution de la «loi fédérale sur les routes nationales» dans le canton de Berne.

Répartition des coûts pour l'entretien et la rénovation des routes nationales:

charges (brut)	15 600 000.—
Subvention fédérale (compte 6609)	13 100 000.—
Quote-part du canton (net)	2 500 000.—

L'augmentation est due à la croissance des besoins de rénovation des autoroutes relativement vieilles du canton de Berne (en particulier la N1).

2150.5061
Plafonnement des investissements nets au niveau de 1989: réduction conformément à l'ordre de priorité fixé par l'Office des ponts et chaussées (cf. compte 5011).

2150.5620

Subventions à l'investissement à la construction de routes communales	5 500 000.—
Subventions à l'investissement à l'aménagement des eaux	17 000 000.—
Total	22 500 000.—

La budgétisation est établie sur la base des engagements contractés les années précédentes.

2150.5740
Pas de rénovation de passages à niveau de lignes de chemin de fer privées prévue.

2150.6310
Dépend des dépenses d'investissement: réduction sur compte 5010 entraîne automatiquement moins de subventions communales à la construction des routes cantonales.

2150.6600
Dépend des dépenses d'investissement: réduction sur compte 5010 entraîne automatiquement moins de subventions fédérales à la construction des routes cantonales. En outre aucune construction hydraulique de l'Etat donnant droit à subvention fédérale prévue pour 1990.

2150.6609
Quote-part Confédération aux investissements pour routes nationales (comptes 5020 et 5022):

construction de routes nationales (5020)	82 700 000.—
entretien et rénovation des routes nationales (5022)	13 100 000.—
Total	95 800 000.—

En hausse car les dépenses des comptes 5020 et 5022 ont considérablement augmenté.

2200 Direction des transports/Secrétariat général

2200.3151
Entretien dans le bâtiment administratif/restaurant du personnel, quote-part TEE.

2200.5060
Projet informatique INFOREIT, quote-part TEE.

2210 Service de coordination pour la protection de l'environnement

2210.3090
La banque de données pour la prévention des catastrophes ne sera réalisée qu'en 1991; formation prévue pour 1991.

2210.3101
Renforcement urgent dans le domaine des informations sur l'environnement.
Mise à jour du classeur d'information sur la protection de l'environnement et rajouts de textes complémentaires.
Publication d'études fondamentales, etc.

2210.3180

Accompagnement d'appréciations EIE, documentation	50 000.—
Introduction de la LF sur la protection de l'environnement:	
— travaux de législation	30 000.—
— élaboration de documents	90 000.—
Recherches (comme revitalisation de l'Aare)	80 000.—
Développement de logiciels création réseau SCPE (INFOREIT)	30 000.—
Banque de données prévention des catastrophes (programme informatique)	50 000.—
Nouveau: projet informatique Informations sur l'environnement (programme technique pour les utilisateurs)	50 000.—
Total	380 000.—

Programme de conseils pour la lutte contre les nitrates budgété à la Direction de l'agriculture à partir de 1990 (420 000 francs).

2210.4360
Programme de conseils pour la lutte contre les nitrates budgété à la Direction de l'agriculture à partir de 1990 (136 200 francs).

2220 Office des transports publics

2220.3180

Indemnités pour prestations de services de tiers:		
Concordat sur les téléskis	14 000.—	
Publicité transports Delle	14 000.—	
CITAJ	6 000.—	
Conférence ferroviaire romande	5 000.—	
Fédération Transjuralpin	1 000.—	
Conférences intercantonales et diverses	5 000.—	45 000.—
Expertises, avis consultatifs:		
Expertise 3e voie	60 000.—	
Etudes communautés tarifaires et autres	145 000.—	205 000.—
Logiciels PC	4 600.—	4 600.—
Total		254 600.—

2220.3600
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)

Indemnité versée aux CFF pour offre supplémentaire de transport sur la ligne Laupen—Berne—Thoune (AGC du 21.02.89)	**1 600 000.—**
Couverture du déficit 1989 de 13 lignes PTT	**710 000.—**
Total	**2 310 000.—**

Bases légales: art. 3 de la loi sur les CFF, art. 8 de la LF sur le transport public, art. 58 et 60 de la LF sur les chemins de fer, art. 9a, 10, 12 de la loi sur les transports publics.

2220.3620
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)

Couverture du déficit 1989/90:	
Entreprise des transports de la ville de Berne	**1 944 000.—**
Entreprise des transports de la ville de Bienne	**877 000.—**
Isenfluh—Lauterbrunnen	**24 000.—**
Krauchthal—Ittigen	**48 000.—**
Total	**2 893 000.—**

Bases légales: art. 12, 13 et 15 de la loi sur les transports publics, ordonnance du 10.11.71 concernant les subventions cantonales en faveur d'entreprises de transport des régions urbaines.

2220.3640
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)

Déficits d'exploitation de 20 chemins de fer privés. Solde 1989, avance sur 1990. Augmentation due à densifications d'horaires, augmentation des salaires réels, départ à la retraite plus souple, renchérissement et stabilité des recettes des transports		**41 606 000.—**
Déficits d'exploitation de 30 lignes automobiles soumises à concession. Solde 1988/89, avances 1990. Evolution semblable à celle des chemins de fer privés. Nouvelles lignes Ostermundigen—Gümligen, Gsteigwiler (ligne Thoune—Interlaken devenue déficitaire)		**4 000 000.—**
Communautés tarifaires et mesures tarifaires:		
Communauté tarifaire pour abonnements de Berne	**500 000.—**	
Bären-Abi	**2 300 000.—**	
Communauté tarifaire pour abonnements de Soleure	**50 000.—**	
Idem de Bienne	**60 000.—**	
Idem de Thoune	**25 000.—**	
Communauté tarifaire du nord-ouest de la Suisse	**225 000.—**	
Mesures tarifaires de Lauterbrunnen	**1 000 000.—**	**4 160 000.—**
Total		**49 766 000.—**

Forte augmentation due à Bären-Abi. L'arrêté de financement doit encore être obtenu. Nouvelle communauté tarifaire pour abonnements de Soleure à laquelle sont rattachées des communes bernoises. Mesures tarifaires de Lauterbrunnen encore en-dessous des estimations conformément à l'AGC du 05.11.86 mais en augmentation par rapport à 1989, car davantage de transports de marchandises.
Bären-Abi:

Coûts annuels estimés	4 500 000.—
dont 9 mois d'exploitation en 1990	3 375 000.—
Deux tiers de 1990 à payer	2 300 000.—

Bases légales: art. 58 et 60 de la LF sur les chemins de fer et art. 15b de la loi sur les transports publics.

2220.3650
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)

Transports publics Autoverkehr Grindelwald	**70 000.—**
AOE Langnau	**600 000.—**
Brienz-Axalp	**50 000.—**
Total	**720 000.—**

Evolution justifiée comme au compte 3640.
Bases légales: art. 58 et 60 de la LF sur les chemins de fer, art. 9 de la loi sur les transports publics.

2220.4310

Autorisations d'exploitation:	
Petits téléskis, renouvellement 1990—1993	14 000.—
Funiculaires	6 000.—
Particuliers	5 000.—
Total	25 000.—

2220.5640

Subventions pour sécurité des passages à niveaux (AGC du 10. 02. 88, base légale: art. 9 loi sur les transports publics)		800 000.—
Subventions à l'investissement sans aide fédérale (bases légales: art. 12 et 14 loi sur les transports publics):		
BOB, chemin de fer de la Schynige Platte (AGC du 10. 02. 88)	400 000.—	
BSG, bateau de l'Aare (AGC du 21. 02. 89)	745 000.—	
Imprévu	100 000.—	1 245 000.—
Subventions à l'investissement à chemins de fer privés d'économie mixte:		
CJ (AGC du 21. 02. 89)	700 000.—	
RBS (AGC du 16. 05. 84)	1 562 000.—	
SEZ (AGC du 24. 05. 89)	675 000.—	
SEZ (AGC du 22. 11. 88)	1 613 550.—	
GBS (AGC du 17. 05. 88)	600 000.—	
GBS (AGC du 22. 11. 88)	2 033 250.—	
BN (AGC du 22. 11. 88)	1 726 920.—	
EBT (AGC du 17. 05. 88)	3 500 000.—	
VHB (AGC du 17. 05. 88)	1 900 000.—	
SMB (AGC du 12. 09. 88)	72 000.—	
OJB (AGC du 09. 12. 87)	979 500.—	
BOB (AGC du 24. 05. 89)	2 000 000.—	
RBS (arrêté populaire du 04. 06. 89)	7 462 740.—	
GMF (AGC du 21. 02. 89)	205 000.—	25 029 960.—
Subventions à l'investissement à divers chemins de fer pour lesquels on ne dispose pas encore des propositions de la Confédération (exécution du 7e crédit-cadre):		
Plan financier	32 700 000.—	
./. du relevé ci-dessus	— 25 029 960.—	7 670 040.—
Total		34 745 000.—

2220.6250
Aucun remboursement de prêt de la part d'entreprises de transport privées n'arrive à échéance dans le budget 1990.

2220.6440

BN	203 000.—
GBS	560 665.—
SEZ	274 935.—
EBT	72 762.—
VHB	78 562.—
BOB	325 805.—
GFM	4 390.—
VBW	42 992.—
SZB	174 006.—
SNB	10 044.—
CJ	91 411.—
MOB	137 482.—
SMB	25 577.—
OJB	11 470.—
STB	29 997.—
BTI	4 383.—
Total (arrondi)	2 048 000.—

2221 Fonds des transports

2221.3640
Dans le budget 1989, on n'avait pas différencié les subventions à des entreprises de transport d'économie mixte de celles à des entreprises de transport privées (cf. également compte 3650).

2221.3650
Cf. compte 3640.

2221.6220
Embarcadère de Mörigen (prêt 1968).

2221.6240
Transports publics Autoverkehr Thoune—Stocken—Gürbetal TSG (prêt 1982).

2230 Office de l'économie hydraulique et énergétique

2230.3010
Création de postes dûment admis à être pourvus.

2230.3040
Cf. compte 3010.

2230.3090
Frais supplémentaires énergie, géologie, informatique.

2230.3101
Davantage d'impressions de cartes de la protection des eaux ainsi que documents pour rapport sur l'énergie.

2230.3150
Davantage d'appareils de bureaux.

2230.3151
Batterie pour véhicule électrique.

2230.3180
Diverses prestations de services et travaux d'intérêt public ..... 50 000.—
Logiciels énergie et géologie ..... 130 000.—
Programmes de recherches en matière d'hydrogéologie ..... 1 245 000.—
Surveillances régionales des marchandises ..... 80 000.—
Traitement numérique avec frais d'impression .. 100 000.—
Recherches sur les zones de protection ..... 365 000.—
Exploitation et entretien des stations et appareils de mesure ..... 232 000.—
Banque de données et documents hydrologie .. 250 000.—
Cartographie et annuaire hydrographique ..... 174 000.—
Recherches hydrothermiques ..... 660 000.—
Informations DIFC ..... 100 000.—
Recherches constructions cantonales ..... 100 000.—
Mandats découlant du rapport sur l'énergie .... 750 000.—
Projets sur de nouvelles énergies ..... 750 000.—
Forage gazier de Thoune, 2e étape ..... 2 000 000.—
Administration des mines, expertises/avis consultatifs ..... 2 000.—
Total ..... 6 988 000.—

2230.3181
Planification approvisionnement en eau ..... 70 000.—
Alimentation en eau en temps de crise ..... 50 000.—
Mise à jour atlas de l'approvisionnement en eau ... 80 000.—
Banque de données économie hydraulique ..... 70 000.—
Logiciels entre autres force hydraulique ..... 30 000.—
Total ..... 300 000.—

2230.3620
Moins de subventions à l'exploitation aux services régionaux de consultation en matière d'énergie.

2230.3650
Davantage d'installations d'énergie privées, en revanche moins d'installations communales (cf. compte 3620).

2230.3900
Ajustement au compte d'Etat 1988 (crédit supplémentaire).

2230.3990
Versement plus élevé dû à l'augmentation des taxes sur la force hydraulique (cf. compte 4340).

2230.4112
Davantage d'émoluments de nouvelles concessions et de renouvellements de concessions pour force hydraulique et eau d'usage.

2230.4310
Ajustement au compte d'Etat 1988.

2230.4340
Augmentation des taxes sur la force hydraulique due à la révision de la LUE, sous réserve de l'approbation de la révision du DRE par le Grand Conseil (session de novembre 1989).

2230.4600
Moins de recherches donnant droit à subvention fédérale.

2230.5013
Remise en état du barrage de régulation de Port et des berges des canaux CEJ.

2230.5250
Davantage de prêts à installations d'énergie privées.

2230.5620
Augmentation des projets d'approvisionnement en eau.

2230.5640
Davantage d'installations d'énergie suite à chauffage à distance alimenté aux copeaux de bois.

2230.5650
Davantage d'installations d'énergie privées.

2240 Office de la protection des eaux

2240.3010
Création de postes dûment admis à être pourvus.

2240.3040
Cf. compte 3010.

2240.3101
Frais supplémentaires cadastre des citernes/OCPE . 56 700.—
Frais supplémentaires impression «eaux courantes bernoises» au laboratoire de la protection des eaux . 37 000.—
Total ..... 93 700.—

2240.3110
Appareils et mobilier de bureau OCPE ..... 36 000.—
Matériel informatique pour artisanat et industrie, déchets spéciaux ..... 100 000.—
Quatre ordinateurs personnels pour eaux usées .... 60 000.—
Machine à écrire, armoires pour vêtements ..... 10 000.—
Total ..... 206 000.—

2240.3111
Remplacement de deux voitures pour industrie et artisanat, voitures pour contrôle des installations d'évacuation ..... 85 000.—
Lutte contre les accidents dus aux hydrocarbures et aux substances chimiques, remorque pour barrage flottant de Berthoud ..... 15 000.—
Equipement lutte contre les accidents dus aux hydrocarbures et aux substances chimiques: appareils autoappel, appareils d'aération/ventilation Thoune, matériel de remplacement, équipement centre d'intervention C de Bienne, appareil d'alarme radio Interlaken, barrage flottant de Berthoud, récepteur Eurosignal pour le service de permanence de l'OCPE ..... 320 000.—
Appareils de laboratoire ..... 5 000.—
Deux analyseurs automatiques pour métaux. Remplacement appareil à mesurer le carbone organique total et autres appareils ..... 346 500.—
Total ..... 771 500.—

2240.3120
Frais d'électricité du laboratoire de la protection des eaux budgétés auparavant au compte 3160 ..... 10 500.—

2240.3150
Contrôle des citernes ..... 15 000.—
Ordinateur pour gestion des risques pour quatre centres d'intervention ..... 60 000.—
Entretien de dix ordinateurs personnels ..... 25 000.—
Entretien au laboratoire de la protection des eaux .. 3 000.—
Total ..... 103 000.—

2240.3180
Recherches et enlèvement des anciennes décharges conformément ODS

Centres de collecte des toxiques (enlèvement, triage) jusque-là chimiste cantonal (120,0)	220 000.—
Maintenance logiciels cadastre des citernes conformément AGC 5542 programme KOFINA	70 000.—
Diverses prestations de services	40 000.—
Acquisition de logiciels contrôle des déchets spéciaux conformément ODS	150 000.—
Formation lutte contre les accidents dus aux hydrocarbures et aux substances chimiques, planification des interventions, indemnité de mobilisation pompiers Berne pour prévention des catastrophes	170 000.—
Logiciels eaux usées, substances et protection du sol	60 000.—
Logiciels laboratoire, expertise externe eaux courantes, nettoyage, analyses spéciales	208 000.—
Total	918 500.—

2240.3181
Exécution, mise à jour des principes directeurs pour le traitement des déchets, assainissement

des sols conformément à Osol	200 000.—
Etude incinération régionale des ordures	150 000.—
Incinération des déchets spéciaux	100 000.—
Cadastre des anciennes décharges (quote-part 90, AGC en suspens)	300 000.—
Déchets des chantiers, décharges pour résidus	50 000.—
Conseils sur les déchets	30 000.—
Assainissement des eaux — Plans des charges Principes directeurs pour la protection des eaux	120 000.—
Extension des centres de collecte des toxiques	70 000.—
Fonds de compensation des coûts (motion Begert)	130 000.—
Total	1 150 000.—

2240.4360
Dû a nouvelle appréciation des subventions cantonales et fédérales.

2240.6600
Subventions à l'investissement versées par la Confédération pour véhicules de lutte contre les accidents dus aux hydrocarbures et aux substances chimiques.

2300 Direction des forêts/Secrétariat général

2300.3090
La majeure partie des cours de perfectionnement dans le cadre du projet informatique INFOR (AGC 1303 du 23. 03. 88) peut être achevée en 1989.

2300.3100
Les besoins supplémentaires sont en rapport avec la réunion prévue des Directions des forêts et de l'agriculture.

2300.3160
Déménagement de l'administration centrale de la Direction des forêts d'un bâtiment appartenant à l'Etat pour emménager dans un bâtiment loué (22, Herrengasse); frais supplémentaires de loyer correspondants.

2300.3620
Subventions à projets de reconstitution forestière (Lauber). Art. 57 loi du 01. 07. 73 sur les forêts.
Davantage de subventions communales dans le cadre de l'arrêté fédéral sur des mesures extraordinaires pour la conservation de la forêt. Cf. également compte 3650.

2300.3650
Recul car il est prévu de verser davantage de subventions aux communes. Cf. également compte 3620.

2300.5060
Le projet d'informatisation de la Direction des forêts (INFOR), AGC 1306 du 23. 03. 88 a pu être pratiquement achevé pendant l'exercice 1989. Acquisitions de logiciels prévues pour 1990 ..... 64 000.—
Les autres projets (pépinière et inspection de la pêche) s'élèvent à ..... 190 000.—
Total ..... 254 000.—

2300.5620
Au recul des besoins de crédit par rapport à l'année précédente correspondent des dépenses supplémentaires pour versements aux responsables de projets privés (compte 5650).

2300.5650
De plus en plus de règlements de décomptes de projets viennent à échéance. Subventions aux projets de reconstitution forestière; art. 57 loi du 01. 07. 73 sur les forêts. Cf. également compte 5620.

2300.5720
Subventions fédérales redistribuées pour projets forestiers. Aux dépenses supplémentaires correspondent les recettes supplémentaires au compte 6700.

2300.5750
Cf. compte 5720.

2305 Inspection des forêts et offices forestiers d'arrondissement

2305.3110
Budgétisation selon les données fournies par les offices forestiers d'arrondissement. Crédit légèrement supérieur à l'année dernière, restant cependant dans les normes des demandes des années précédentes.

2310 Administration des forêts domaniales

2310.3050
Une nouvelle ordonnance sur les conditions d'engagement du personnel s'occupant des soins à donner à la forêt entre en vigueur le 01. 07. 89. Il y est stipulé qu'en cas de maladie, les ouvriers forestiers reçoivent leur salaire comme dans l'ordonnance sur les fonctionnaires. L'assurance pour les indemnités journalières de la CMB a été résiliée, d'où diminution correspondante des dépenses.

2310.3062
Nouvelle ordonnance sur les conditions d'engagement des forestiers-bûcherons et des ouvriers forestiers. Il faut s'attendre à une augmentation considérable des charges par rapport à l'année précédente.

2310.3160
Nouveau contrat de bail à ferme avec des CFF pour le stockage du bois à l'Office forestier d'arrondissement 13 de Courtelary.

2310.3170
Nouvelle ordonnance sur les conditions d'engagement des forestiers-bûcherons et des ouvriers forestiers. Il faut s'attendre à une augmentation des dépenses.

2310.3183
Nouvel ajustement des polices d'assurance responsabilité civile pour les entreprises et professionnelles entraîne dépenses supplémentaires.

2310.3902
Report de 25% des traitements des ingénieurs forestiers d'arrondissement, des forestiers de l'Etat et du personnel de bureau des offices forestiers d'arrondissement du service 2305, compte 4902.

2310.4340
La budgétisation a été effectuée selon le principe du produit brut, c'est-à-dire que les frais de salaires ont été pris en compte dans les comptes de dépenses correspondants. D'où supplément de recettes correspondant. Ajustement des tarifs au renchérissement.

2310.4350
Produit de la vente de bois, de graines et de plantes ainsi que de d'exploitation de carrières dans les forêts domaniales. La budgétisation a été effectuée sur la base d'une évolution favorable sur le marché du bois.

2310.4600
Subventions fédérales aux projets en relation avec les dommages causés aux forêts domaniales. Exécutions de projets plus nombreuses que l'an dernier.

2310.4609
Nouveau compte. Remboursements de droits de douane pour essence. Budgété au compte 4360 l'an dernier.

2310.5019
Crédit destiné à la construction de chemins fixé dans le plan d'aménagement des forêts domaniales.

2310.5061
Crédit pour acquisitions compris dans crédit destiné à la construction de chemins (compte 5019).

2310.6050
Pas de vente de forêts prévue.

2310.6600
Recettes supplémentaires en rapport avec envoi d'un plus grand nombre de décomptes de projets à la Confédération.

2310.6620
Pas de recettes à attendre pendant l'exercice 1990.

2310.6690
Cf. compte 6620.

2320 Inspection de la chasse

2320.3101
Réserve pour ajustements des formulaires de patente de chasse en rapport avec l'établissement des patentes par informatique.

2320.3111
Charges supplémentaires pour acquisition de l'établissement pour la protection du gibier de Landshut à Utzenstorf.

2320.3199
Relèvement et harmonisation partielle des frais d'acquisition et de nourriture pour les personnes détenant des chiens de service.

2320.4350
Produit inférieur car selon la nouvelle loi sur la chasse, il ne doit pas être perçu d'émolument séparé pour les documents de patente.

2320.4399
Les recettes pour animaux abattus par erreur prévues selon le budget 1989 continueront d'être perçues au Fonds de chasse.

2322 Fonds de chasse

Commentaire général
Pour qu'il soit mieux tenu compte des affaires les plus diverses dans le Fonds de chasse, davantage de comptes ont fait l'objet de la budgétisation par rapport à l'an dernier.

2323 Fonds de réserve pour la chasse de la Direction des forêts

2323.3650
Le compte contient en outre une subvention de 150 000 francs à l'aménagement d'un biotope situé dans la forêt de Längenbühl, à l'ouest du district de Thoune.

2325 Fonds de la pêche

2325.3080
Heures de travail temporaire faisant l'objet d'une autorisation permanente pour auxiliaires de pêche (ACE 4167 du 24. 09. 86).

2325.3090
5000 francs supplémentaires en rapport avec un cours de l'OFEFP.

2325.3101
Suppression de frais d'imprimerie extraordinaires par rapport à 1989 (réglementation de la pêche 1989 à 1994).

2325.3110
Charges supplémentaires pour confection de meubles de bureau spéciaux en rapport le déménagement au 22, Herrengasse.

2325.3111
Acquisition d'une cage en filet immergée en rapport avec l'élevage des estivaux de corégones 110 000.–
Diverses acquisitions dans le domaine des pisciculatures 65 000.–
Total 175 000.–

2325.3180
Création de données de base pour évaluation des cours d'eau:
Aar entre Thoune et Berne 30 000.–
Atlas des poissons (Aquarius), Suze 35 000.–
Lac de Thoune, examens par écho-sonde 20 000.–
Aménagement des lacs de montagne (Marrer) 15 000.–

2325.3991
Quote-part des frais de personnel à la comptabilité commune des inspections de la chasse et de la pêche.

2325.5030
Frais d'équipement en rapport avec la construction de la pisciculture de Ligerz. AGC 5007 du 30. 11. 88.

2330 Inspection de la protection de la nature

2330.3090
Y compris 20 000 francs pour le perfectionnement des surveillants volontaires au service de la protection de la nature.

2330.3101
10 000 francs supplémentaires comme contribution à la publication de l'Université de Genève à propos de l'étude sur le lac de Thoune ainsi que frais supplémentaires d'imprimerie d'un montant de 15 000 francs en rapport avec le concept de protection de la nature.

2330.3110
Diminution du crédit car optimisation de l'utilisation des locaux (location de davantage de bureaux) et acquisition de mobilier y relative achevée pour le moment.

2330.3111
Acquisition extraordinaire de deux remorques d'un montant de 50 000 francs comme magasin mobile pour travaux d'entretien dans les réserves naturelles.

2330.3149
Le crédit concerne les domaines d'entretien suivants:

entretien des réserves naturelles	250 000.—
marquage	50 000.—
remise en état	240 000.—
configuration	190 000.—
infrastructures pour les visiteurs dans réserves naturelles	70 000.—
Total	800 000.—

2330.3151
Ajustement du crédit aux accroissements successifs du parc des machines et des appareils.

2330.3160
Augmentation suite à prise en charge de bureaux supplémentaires au 68, Kramgasse.

2330.3180

Réalisation terrains secs, 4e étape	180 000.—
Inventaire et réalisation terrains humides, 1re étape	200 000.—
Recherches sur oiseaux aquatiques et environnement, Université de Berne	102 000.—
diverses expertises et études	326 000.—
Total	808 000.—

2330.3620
Davantage de subventions à aménagements de biotopes en augmentation dans les communes.

2330.4600
Pour faire valoir les droits aux subventions fédérales, il faut souvent attendre que les études et projets aient été réalisés et achevés. Une budgétisation fiable est pratiquement impossible.

2330.5000
L'achat de sols dignes de protection sera à l'avenir effectué par l'Administration des domaines.

2330.5061
Cf. compte 3111.

2330.5800
Versement de subventions pour terrains secs et terrains humides sur la base de contrats de jouissance passés avec les agriculteurs.

2330.6600
Compte en relation directe avec la réalisation (paiement) de subventions aux terrains secs et aux terrains humides.

2400 Direction de l'agriculture / Secrétariat

Commentaire général
Le budget 1990 prend en compte les deux services spécialisés «protection des sols» et «programme de conseils» qui ont été repris par la TEE.
Service de la protection des sols:
total des charges ..... 463 400.—
total des revenus ..... —.—
Programme de conseils pour la lutte contre les nitrates:
total des charges ..... 420 000.—
total des revenus ..... 242 000.—

2400.3010
Service de la protection des sols, programme de conseils pour la lutte contre les nitrates ..... 448 500.—

2400.3040
Cf. compte 3010.

2400.3090
Réduction dans le domaine de l'informatique.

2400.3100
Service de la protection des sols ..... 2000.—
Programme de conseils pour la lutte contre les nitrates ..... 2000.—

2400.3111
Office central de la culture des champs:
Appareils de mesure pour contrôle des vendages .. 40 000.—
Equipement laboratoire viticulture ..... 15 000.—
Boussole d'inclinaison, petit matériel divers ..... 5 000.—

2400.3130
Service de la protection des sols, matériel de prélèvement d'échantillons ..... 5 000.—
Programme de conseils pour la lutte contre les nitrates ..... 9 000.—

2400.3150
Domaine de l'informatique ..... 12 000.—
Programme de conseils pour la lutte contre les nitrates ..... 3 000.—

2400.3180
Service de la protection des sols: divers projets ... 86 000.—
Section juridique: loi sur la justice administrative, indemnité de procès ..... 30 000.—
Frais de déménagement section juridique/Office central de zootechnie, désormais Münsterplatz .... 18 000.—
Programme de conseils pour la lutte contre les nitrates ..... 63 000.—

2400.3620
Conformément à l'article 5, 5e alinéa de la loi cantonale instituant des contributions à l'exploitation, le montant des contributions d'estivage et des contributions à la surface s'élève en règle générale à 40% des contributions fédérales.
Il est prévu que l'Office fédéral de l'agriculture augmente le crédit sur cinq ans (1990 à 1994) de 5%, ce qui implique une augmentation correspondante des contributions à l'exploitation.

2400.3650
Subventions à l'élevage du bétail:
Elevage de l'espèce chevaline ..... 640 000.—
Elevage de l'espèce bovine ..... 23 955 000.—
Elevage du petit bétail ..... 620 000.—

Agriculture biologique:
Reprise de la réduction budgétaire 1989.

Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Subventions aux frais administratifs de la Fondation bernoise de crédit agricole ..... 1 375 000.—

Base légale: article 2 de la Loi de la loi fédérale sur les crédits d'investissement dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes.

2400.3720
Subventions fédérales redistribuées. Cf. compte 4700.

2400.3902
Service de la protection des sols, échantillons de sol . 150 000.—

2400.3990
Autorisation de dépenses par arrêté budgétaire (arrêté budgétaire constitutif)
Subvention de l'Etat au Fonds des épizooties ....878 000.—

Base légale: article 48 de l'ordonnance du 25.11.81 d'exécution de la législation fédérale sur les épizooties.

2400.4361
Report entre les comptes 4360/4361 ..... 50 000.—

2400.4600
Programme de conseils pour la lutte contre les nitrates, subventions fédérales ..... 106 000.—
Augmentation campagnes d'élimination des bovins . 314 000.—

2400.4620
Programme de conseils pour la lutte contre les nitrates, quote-part subventions fédérales ..... 136 000.—

2400.5060
GELAN, projet informatique global agriculture.

2400.5640
Investissement unique laboratoire agricole du Technikum de Zollikofen pour 1989 ..... 100 000.—

2403 Fonds des dommages causés par les éléments

2403.3620
Davantage de paiements.

2410 Office vétérinaire

2410.3010
Occupation d'un nouveau poste.

2410.3030
Cf. compte 3010.

2410.3040
Cf. compte 3010.

2410.3640
Augmentation des cotisations aux caisse d'assurance du bétail, ordonnance du 21.12.88 sur l'assurance du bétail.

2411 Fonds des épizooties

2411.3101
Augmentation due au report du compte 3900.

2411.3130
Charges supplémentaires pour marques auriculaires.

2411.3180

Opérations relevant des vétérinaires d'arrondissement (diverses maladies)	1 745 400.–
Analyses en laboratoire pour zoonoses	225 000.–
Autres analyses en laboratoire	1 353 700.–
Indemnités aux inspecteurs des ruchers pour contrôles réguliers dans les ruchers	100 000.–
Frais d'abattage, de désinfection et de transport du bétail	15 000.–
Experts pour estimations	10 000.–
Cours pour vétérinaires officiels et nettoyeurs d'onglons	15 000.–
Cours pour inspecteurs du bétail (honoraires et frais de voyage)	2 000.–
Contrôle des activités des inspecteurs du bétail	14 500.–
Lutte contre la rage (expéditions de matériel)	2 500.–
Nettoyage	1 600.–
Frais de port	500.–
Total	3 485 200.–

2420 Service des améliorations foncières

2420.3101
Travaux préparatoires (frais d'imprimerie) pour journal du 100e anniversaire du Service cantonal des améliorations foncières 50 000.–

2420.3111
Budgété par erreur au compte 3111 au lieu de 3110 au budget 1989.

2420.3150
Entretien des appareils informatiques nouvellement acquis.

2420.4340
Davantage d'honoraires pour étude de projets et direction de travaux.

2420.5630
Reporté au compte 5650.

2420.5650
Comprend compte 5630.

2420.5700
Apparaît au Fonds pour améliorations foncières (2421).

2420.5720
Subventions redistribuées. Cf. compte 6700.

2421 Fonds pour améliorations foncières

2421.5650
Moins d'écart par rapport au but affecté.

2421.6450
Cf. compte 5650.

2430 Service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière

2430.3010
Du fait de l'introduction de l'analyse de la composition du lait commercial, les besoins en personnel sont plus élevés.

2430.3040
Cf. compte 3010.

2430.4340
Les tarifs des émoluments pour frais d'analyse ont été ajustés au renchérissement.

2430.5061
Application informatique paiement à la qualité et analyse de la composition du lait commercial; applications conversationnelles.

2430.6600
31% subventions à l'investissement de la Confédération pour acquisitions en 1989 («Fossomatic», appareil à dénombrer les cellules).

2430.6690
35% subventions à l'investissement des organisations laitières pour acquisitions en 1989 («Fossomatic», appareil à dénombrer les cellules).

2440 Ecoles d'agriculture

2440.3099
Ecole d'agriculture Bäregg, Langnau:
suppression de la caisse des pourboires 7 000.–

2440.3110
Ecole d'agriculture du Jura bernois:
Projet informatique 100 000.–

2440.3180
Ecole d'agriculture Rütti, Zollikofen, école:
indemnité à service forestiers pour cours de bûcheronnage ..... 30 000.—
Ecole d'agriculture du Seeland, Anet, école:
charges supplémentaires conseils agriculture biologique ..... 20 000.—
Ecole d'agriculture de montagne, Hondrich, école:
charges supplémentaires conseillers à titre accessoire ..... 15 000.—

2440.3900
Dépenses supplémentaires, corrections/reports des comptes 3100 et 3101.
Ecole d'agriculture Bäregg, Langnau:
renouvellement du prospectus de l'école ..... 8 500.—

2440.4320
Ajustement écolages-prix de pension à partir du 01. 10. 89, ACE 3080 du 05. 07. 89.

2440.4600
Augmentation optimiste.

2440.5061
Ecole de laiterie, Rütti, Zollikofen, laiterie:
Rénovation de la presse montante servant à la fabrication de l'emmental.

2500 Direction des œuvres sociales/ Secrétariat général

2500.3090
Augmentation de valeur par rapport au budget 1989 due à intensification des activités de formation et perfectionnement professionnels (applications informatiques/mesures augmentant l'efficacité, analyses des problèmes et méthodes pour les résoudre en cas de modifications des tâches imparties ou d'attribution de nouvelles tâches).

2500.3101
Réalisation de diverses publications et mise à disposition des milieux intéressés prévues en 1990.
Ces écrits concernent les domaines spécialisés suivants: Spitex, information de groupes de la population, pratique bernoise de l'aide sociale, principes directeurs, nouvelle politique en faveur du troisième âge, etc.

2500.3110
Il a été tenu compte du volume extraordinaire des acquisitions (en particulier en rapport avec l'emménagement dans le bâtiment du 1, Rathausplatz à Berne) inscrites au budget précédent.

2500.3111
Acquisitions pour remplacement de machines/appareils du Service central des imprimés.

2500.3120
Nouvelle réglementation du calcul des frais après emménagement dans le bâtiment du 1, Rathausplatz à Berne (réduction des frais) et désormais intégration des charges pour les bureaux du centre de tri/asile.

2500.3150
Besoins supplémentaires par rapport au budget 1989 dus à nombre plus élevé d'appareils dans le domaine de l'informatique. Il faut acquérir des chiffres de référence.

2500.3180

Secrétariat général:	
besoins généraux incluant expertise à propos d'EFFISTA	51 500.–
élaboration/production «charte du troisième âge»	30 000.–
frais de déménagement et d'évacuation du centre de tri	6 000.–
Inspection des œuvres sociales:	
indemnités versées aux inspecteurs d'arrondissement des œuvres sociales	108 000.–
projet groupe promotion de la santé publique	50 000.–
manuel «pratique bernoise de l'aide sociale»	30 000.–
Service de révision:	
mandats de révision à des tiers et divers	25 000.–
Service juridique:	
avis consultatifs dans des cas spéciaux	10 000.–
Service de planification, de construction et d'exploitation:	
Spitex; recensement des besoins, programme de saisie des données Spitex, activités publiques, graphiques modèle Spitex	230 000.–
graphiques, nouvelle politique en faveur du troisième âge	20 000.–
petits avis consultatifs construction	10 000.–
Service d'évaluation scientifique:	
évaluation projet(s) pilote Spitex et réalisation de l'étude sur la pauvreté	70 000.–
Total	640 500.–

2500.3520

Dédommagement aux communes dans le cadre de la répartition des charges	78 500 000.–
Contribution aux frais d'instruction des communes	3 000 000.–
Total	81 500 000.–

Dépenses des communes en hausse, bonifications a posteriori de l'Etat aux communes suite à procédures d'opposition des années précédentes.

2500.3610
Subsides d'aide sociale versés à des ressortissants du canton de Berne se trouvant dans d'autres cantons.

2500.3620
En 1989 prise en charge de nouvelles tâches non budgétées. Ajustement à l'état des effectifs. En 1990, nouvelles tâches dans le domaine des institutions pour la lutte contre les toxicomanies.
Dépenses en matière d'asile:

asile en général (centres de transit)	7 500 000.–
frais administratifs centres de transit	1 500 000.–

Cf. également compte 4600.

2500.3640
Ajustement étant donné valeur trop faible inscrite au budget 1989. Prise en compte de bonus-temps au 01. 04. 90. Nouvelles tâches des institutions pour la lutte contre les toxicomanies.

2500.3650
Ajustement aux budgets individuels des institutions d'invalides privées approuvés effectivement pour 1989; nouvelles tâches pour 1990, entre autres dans le domaine des services de consultation et œuvres d'entraide privés; prise en compte des bonus-temps.

2500.3720
Bonifications aux communes bernoises pour frais demandeurs d'asile et ressortissants d'autres cantons.
Poste neutre, cf. comptes 4700, 4710 et 4770.

2500.4360

Recettes relevant du droit de la famille	1 350 000.–
Prestations sociales	3 250 000.–
Recettes de personnes venant d'autres cantons	5 000.–
Total	4 605 000.–

Recettes relevant du droit de la famille (50 000 francs) et recettes des prestations sociales (150 000 francs) supérieures par rapport au budget 1989.

2500.4361
Remboursements de subventions par des institutions privées.

2500.4600
Recettes concernant les demandeurs d'asile; participation de la Confédération aux dépenses en matière d'asile (centres de transit). Cf. également compte 3620.

2500.5630
Nouveau compte. Cf. compte 5650.

2500.5640
Cf. compte 5650.

2500.5650
Déplacement aux subventions à la construction. L'écart total des quatre comptes (5620, 5630, 5640 et 5650) s'élève à 1 110 000 francs (—5,5%).

2501 Fonds de lutte contre les toxicomanies

2501.3650
Ajustement au revenu réduit par rapport au budget 1989 (part du revenu du monopole fédéral de l'alcool). Cf. compte 4404.

2501.4404

Quote-part du canton de Berne au revenu net de la Régie fédérale des alcools (dîme de l'alcool) ...	3 083 072.—
Part de l'annuité de la répartition de la fortune (part à affectation déterminée de 10%)	319 428.—
Total	3 402 500.—

2560 Ecole logopédique de Münchenbuchsee

2560.3160
Suppression des loyers d'appartements supplémentaires (transformations terminées).

2560.3903
Suppression des loyers d'appartements supplémentaires à Hofwil (transformations terminées).

2560.5031
Transformations terminées.

2570 Foyers scolaires de la Direction des œuvres sociales

2570.3010
En plus de l'augmentation des salaires réels, entre également en vigueur le 01. 04. 90 le bonus-temps de 20% pour travail de nuit pour le personnel des hôpitaux et foyers subordonné aux Directions de l'hygiène publique et des œuvres sociales (ACE 1837 du 26. 04. 89).

2570.3020
Semestre de congé d'un enseignant au Foyer scolaire du château de Cerlier.

2570.3030
Cf. compte 3010.

25.70.3040
Cf. compte 3010

2570.3090
Perfectionnement en thérapie et consultation systémiques d'une collaboratrice du Foyer scolaire du château de Cerlier.

2570.3091
Frais d'annonce en augmentation suite à difficultés de recrutement des éducateurs.

2570.3110
Rénovation du mobilier de la salle de réunion («Bühl-Stube») au Foyer scolaire du château de Cerlier.

2570.3160
Location d'appartements à cause de transformations au Foyer scolaire de Landorf.

2570.3181
Etude du projet «Seemätteli» (Foyer scolaire du château de Cerlier).

2570.4270
Revenu des immeubles budgété jusque-là au compte 4360 (Foyer Oberbipp/foyer et agriculture).

2600 Direction des affaires communales/Secrétariat général et inspection

2600.3101
Charges supplémentaires pour impression divers documents NMC/révision des comptes.

2600.3110
Section juridique:
1 chaise de bureau, 1 lampe de table.
Inspection:
1 ordinateur personnel Toshiba T-1600, 2 tables d'imprimante.
Chancellerie:
1 télécopieur Ascomfax, 1 appareil à nettoyer les tapis.

2600.3160
Frais de matériel périphérique pour 1990 (appareils loués à la BEDAG) ..... 40 000.—

2600.3180
Bureautique désormais budgétée au compte 3160 et concept 1989 des prestations de service terminé.

Service	Compte	Intitulés	Montant
1130	3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	220 000.–
1330	3600	Part du canton aux assurances sociales AVS/AI et aux dépenses fédérales liées au régime des allocations familiales dans l'agriculture	133 733 000.–
1350	3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	8 707 849.–
1350	3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	4 230 000.–
1920	3101	Frais d'impression et de reliure, publications	1 300 000.–
1920	3160	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	3 000 000.–
1920	3180	Indemnités pour prestations de service de tiers	5 400 000.–
1920	3520	Dédommagements aux communes pour la taxation fiscale et la perception des impôts	13 536 000.–
2000	3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	2 815 000.–
2010	3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	15 401 000.–
2010	3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	10 810 000.–
2050	3620	Subventions à l'exploitation accordées à des communes	1 431 000.–
2050	3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés d'économie mixte	7 995 000.–
2120	3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	350 000.–
2140	3141	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine administratif	16 000 000.–
2140	3142	Entretien des domaines faisant partie du patrimoine financier	800 000.–
2140	3181	Indemnités pour travaux de tiers en matière de planification et d'élaboration de projets	1 500 000.–
2140	5030	Acquisition et construction d'immeubles du patrimoine administratif	12 100 000.–
2140	5031	Transformation d'immeubles du patrimoine administratif	6 500 000.–
2140	5035	Acquisition et construction d'immeubles du PA à charge de la dîme hospitalière	5 000 000.–
2140	5036	Transformation d'immeubles du PA à charge de la dîme hospitalière	700 000.–
2140	5640	Subventions aux investissements versées à des sociétés d'économie mixte à charge de la dîme hospitalière	500 000.–
2150	3120	Eau, énergie et combustibles	2 187 000.–
2150	3130	Matériel d'exploitation et fournitures	8 539 500.–
2150	3144	Entretien des routes cantonales	17 750 000.–
2150	3145	Entretien des routes nationales	1 000 000.–
2150	3183	Primes d'assurance objets	560 000.–
2150	5011	Travaux de réfection et d'entretien des routes cantonales	16 100 000.–
2150	5020	Construction de routes nationales	97 000 000.–
2150	5022	Travaux de réfection et d'entretien des routes nationales	15 600 000.–
2220	3600	Subventions à l'exploitation accordées à des entreprises de transport fédérales	2 310 000.–
2220	3620	Subventions à l'exploitation accordées à des entreprises de transport communales	2 893 000.–
2220	3640	Subventions à l'exploitation accordées à des sociétés semi-publiques de transport	49 766 000.–
2220	3650	Subventions à l'exploitation accordées à des entreprises de transport privées	720 000.–
2400	3650	Subventions à l'exploitation accordées à des institutions et entreprises privées	1 375 000.–
2400	3990	Report au Fonds des épizooties et au Fonds viticole	878 000.–